

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°235

OCTOBRE 2004

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

sommaire :

- **CONFÉRENCE : « LES ENJEUX DE LA CANDIDATURE TURQUE À UE »**
- **BRUXELLES: LA C.E. RECOMMANDE L'OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS AVEC LA TURQUIE**
- **HOMMAGE DU PARLEMENT EUROPÉEN À LEYLA ZANA, PRIX SAKHAROV 1995**
- **MASSOUD BARZANI RENCONTRE BACHAR AL-ASSAD APRÈS UNE VISITE EN TURQUIE ET EN JORDANIE**
- **L'IRAK SE PRÉPARE AUX ÉLECTIONS NATIONALES...**
- **TEMPÊTE POLITIQUE AUTOUR D'UN RAPPORT EMANANT D'UN COMITÉ CONSULTATIF AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE**
- **LE PREMIER MINISTRE IRAKIEN CRITIQUE LA COALITION SOUS COMMANDEMENT AMÉRICAIN**
- **BARHAM SALEH, LE VICE-PREMIER MINISTRE IRAKIEN, DEMANDE AUX BAILLEURS DE FONDS DE TENIR LEUR PROMESSES D'AIDES**
- **CHIRAC ET SCHRODER AFFICHENT UN SOUTIEN FORT À ANKARA**
- **DAMAS: PROCÈS DE QUINZE KURDES ET DEUX ÉTUDIANTS SYRIENS**
- **LE PRINCE CHARLES EN VISITE EN TURQUIE SE REND À MARDIN**
- **KIRKOUK: LES KURDES REVENDIQUENT SON ATTACHEMENT AU KURDISTAN AUTONOME**
- **L'IRAN FAIT MONTER LES ENCHÈRES EN REPRENANT L'ENRICHISSEMENT D'URANIUM**
- **STRASBOURG: LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE**
- **BILAN MITIGÉ DE L'ÉTAT DE LIBERTÉ DE LA PRESSE EN TURQUIE**
- **PARIS: SEMAINE DES CULTURES ÉTRANGÈRES**
- **AINSI QUE...**

**CONFÉRENCE INTERNATIONALE À PARIS :
« LES ENJEUX DE LA CANDIDATURE TURQUE
À L'UNION EUROPÉENNE »**

L'Union européenne devant se prononcer le 17 décembre 2004 sur l'opportunité de fixer une date pour l'ouverture des négociations en vue de l'adhésion éventuelle de la Turquie, l'Institut kurde de Paris a organisé le 1^{er} octobre une conférence inter-nationale sur le thème des « enjeux de la candidature turque à

l'Union européenne », dans la salle Victor Hugo de l'Assemblée Nationale.

La conférence a proposé de faire le point sur différentes questions en donnant la parole à la fois à des personnalités et à des experts venant de Turquie et des personnalités politiques et spécialistes européens de

sensibilités et d'horizons divers afin de contribuer à l'information de l'opinion publique.

Après la présentation sommaire de la conférence, une première table ronde a débuté sur le thème de la « démocratie et droits de l'homme » sous la présidence de Me Patrick Baudoin, président d'honneur de la Fédération Internationale des droits de l'homme (FIDH). Les intervenants ont salué les réformes engagées par la Turquie sur la voie de la démocratisation tout en critiquant la non-application sur le

terrain et les limites de ces réformes législatives. Ainsi, Salih Akin, maître de conférence à l'Université de Rouen, a mis en relief les défaillances concernant l'enseignement et la diffusion de la langue kurde, complété Mme Ruken Keskin, éditrice à Istanbul qui a parlé de la situation des publications et de l'édition en kurde. Me Hasip Kaplan, avocat à Istanbul et Me Sezgin Tanrikulu, bâtonnier du barreau de Diyarbakir, ont informé sur les problèmes juridiques rencontrés et les violations des droits de l'homme sur le terrain. Ahmet Insel, professeur à l'Université de Galatasaray et à Paris Sorbonne-I et Umit Firat, éditeur à Istanbul ont dressé un tableau général du système politique turc en revenant sur le gouvernement turc issu d'un mouvement islamiste et l'omniprésence de l'armée dans la vie politique turque.

La seconde table ronde a traité un problème relevé dans les différents rapports de l'Union européenne sur la Turquie, « le sort des populations kurdes déplacées et des exilés ». Présidée par le journaliste, Jonathan Randal, cette table ronde a rappelé les données de base sur les déplacements forcés des populations kurdes, les conditions actuelles de survie de celles-ci et les perspectives grâce aux interventions de Joost Jongerden, chercheur à l'Université d'Amsterdam, puis de Nazan Ustundag, maître de conférences à l'Université de Bogaziçi qui a présenté une analyse conconstanciée des problèmes psychologiques et identitaires de ces populations déplacées.

Dans l'après-midi, la première table ronde présidée par Marc Semo, journaliste au quotidien Libération, spécialiste de la question turque, a abordé la situation de la « laïcité et des libertés » en Turquie. Olivier Abel, professeur de philosophie éthique à la Faculté protestante, a plaidé pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et Hamit Bozarslan, maître de conférences à l'École des Hautes études en Sciences sociales (EHESS) a analysé le particularisme de la laïcité turque plutôt sous contrôle de l'Etat, qui,

contrairement aux idées reçues, n'observe pas de neutralité vis-à-vis non seulement des différentes religions et privilégie clairement les musulmans de rite sunnite, la confession majoritaire dans le pays, au détriment des autres confessions comme l'alévisme représentant un quart de la population.

Face aux différents problèmes qui ont été dressés dans les différentes tables rondes, l'avant dernière table ronde s'est donnée pour objectif de répondre à la question « Quelle solution pour la question kurde ? ». Ce thème a d'abord été esquissé par Abbas Vali, professeur de sciences politiques à l'Université de Swansea, qui revenait de plusieurs mois de séjour en Turquie où il a enseigné à l'Université de Bogaziçi. Dans le souci de proposer des solutions existantes en Europe et qui ont fait leurs preuves, la table ronde a accueilli Aureli Argemi, président du Centre International pour les minorités ethniques (CIEMENS) dont le siège se trouve à Barcelone. Ce dernier a donc présenté le statut des Catalans en Espagne et rappelé l'évolution historique qui a permis la mise en place de ce statut. Ensuite, Serefettin Elçi, ancien ministre des travaux publics en Turquie a défendu l'idée d'un système fédéral en Turquie pour régler la question kurde, idée reprise par Feridun Yazar, ancien président du parti pro-kurde HEP et ancien maire d'Urfa (Edesse). En revanche, selon Hasan Cemal, journaliste et essayiste turc, la solution se trouve plutôt dans la satisfaction des droits culturels et le renforcement de la démocratie en Turquie.

Pour finir, la dernière table ronde relative aux « enjeux géopolitiques de l'adhésion turque » a accueilli plusieurs députés européens. Cette table présidée par Dominique Moïsi, conseiller spécial à l'Institut français des relations internationales (IFRI) a donné lieu à des échanges de vue très différentes entre les intervenants. Ainsi, Emma Bonino, ancienne membre de la Commission européenne, euro-députée italienne, a plaidé pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne en saluant les réformes et en s'appuyant sur les

promesses faites à Ankara. Cette idée a été fermement contestée par Ignasi Guardans, euro-député catalan, qui a mis en avant la fragilité de la démocratie turque qui s'écroulerait, selon certains, face au refus européen. Il a également rejeté l'idée d'être tenu par des promesses formulées il y a des dizaines d'années par la CEE et il a enfin recommandé aux Kurdes de ne pas chercher leur salut dans l'Union européenne, qui selon lui met une sourdine sur les revendications des minorités. Pour Harlem Désir, euro-député français et vice-président du Groupe socialiste au Parlement européen, l'Europe doit fixer une date pour engager des négociations avec la Turquie mais elle doit établir une feuille de route rigoureuse pour le respect des droits de l'homme et des minorités et pour la reconnaissance du génocide arménien. Hélène Flautre, présidente de la Sous-commission des droits de l'homme au Parlement européen, a critiqué les arguments reposant sur la religion tendant à rejeter la candidature turque, et tout en saluant les réformes entreprises, a souligné la nécessaire amélioration des droits de l'homme dans ce pays. Le journaliste et essayiste turc Cengiz Çandar, longtemps conseiller du président turc Turgut Ozal qui avait amorcé le dialogue avec les Kurdes, est également intervenu pour soutenir la candidature turque.

La conférence a été conclue par le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, qui a demandé aux Européens de ne pas négliger la question kurde dans les négociations avec la Turquie. Il s'est étonné que les autorités turques refusent des droits aux 15 à 20 millions de Kurdes de Turquie alors que le système fédéral est considéré comme insuffisant pour les 150 000 Turcs de Chypre du Nord.

Kendal Nezan a remercié les intervenants de la conférence mais également les quelques 400 participants qui ont pu interpellier les conférenciers à chaque fin de table ronde par des différentes questions. Les journalistes de la presse turque et aussi française ont montré un intérêt particulier à cette conférence, traduite simultanément en anglais, en français, en turc et en kurde, puisque le rapport

de la Commission européenne était attendue pour le 6 octobre. Les principales interventions peuvent être

consultées sur le site de l'Institut kurde : www.institutkurde.org

problème lors d'une négociation, celle-ci peut naturellement être interrompue le temps de pouvoir le régler", a-t-il indiqué.

BRUXELLES: LA COMMISSION EUROPÉENNE RECOMMANDE L'OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS AVEC LA TURQUIE

LA Commission européenne a, le 6 octobre, recommandé l'ouverture de discussions sur l'adhésion d'Ankara à l'Union européenne, en y mettant des conditions pour éviter que la Turquie ne fasse marche arrière en matière de démocratisation et de droits de l'homme. Si les recommandations de l'exécutif européen sont approuvées par les 25 lors de leur sommet du 17 décembre, les négociations pourraient commencer en 2005.

Les dirigeants turcs ont salué le verdict positif de la Commission européenne, préférant minimiser les conditions très strictes assorties à la conduite de ces pourparlers. "Ce que nous attendions est ressorti" dans le rapport de Bruxelles, a estimé, visiblement détendu, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui s'est félicité de "développements très favorables" pour son pays, lors d'un entretien accordé le 7 octobre à la chaîne d'information CNN-Turk.

Tout en qualifiant de "discriminatoires" les conditions nouvelles et fermes imposées par l'exécutif communautaire à son pays, M. Erdogan, de retour d'une visite à Strasbourg, s'est voulu confiant: "Si nous avons confiance en nous-mêmes, il ne faut pas en avoir peur".

Le chef de la diplomatie turque, Abdullah Gul, a tenu des propos similaires, le 6 octobre, mais a critiqué le fait que le rapport présente, sur des questions "techniques" relatives à la manière dont se dérouleraient les pourparlers, des conditions différentes de celles appliquées aux autres candidats. "Nous ne pouvons pas dire qu'il s'agit d'une attitude constructive", a-t-il déclaré, citant en exemple une disposition recommandant l'examen de la législation turque après l'ouverture des négociations, alors que la Turquie

a déjà dû se soumettre à cette procédure.

Bruxelles a salué les "efforts importants" d'Ankara en matière de réformes mais souligné que leur "mise en oeuvre (...) doit être encore consolidée et élargie", d'où les garde-fous inédits de sa recommandation. Le plus symbolique d'entre eux serait la possibilité pour l'UE de "suspendre les négociations" en cas d'"infraction sérieuse et permanente" de la Turquie aux normes démocratiques européennes. Pour les responsables turcs, cette clause serait applicable dans le seul cas d'un coup d'Etat militaire. Après son ouverture au pluralisme politique, dans les années 50, la Turquie a connu trois putschs, en 1960, 1971 et 1980.

Il aurait été préférable que cette clause, qui s'applique également à la Croatie, ne figure pas dans le document car elle est dans la "nature" des négociations, a estimé Yasar Yakis, ancien ministre des Affaires étrangères et député du parti, au pouvoir, de la Justice et du Développement (AKP). "S'il y a un

Pour M. Erdogan, une décision finale en faveur d'Ankara au sommet européen du 17 décembre ne fait plus de doute en dépit des réticences de l'opinion publique dans plusieurs pays membres de l'Union. Il a rappelé aux Européens leurs engagements à lancer les discussions dans les plus brefs délais, de préférence dès le premier semestre de 2005. La Commission a laissé aux chefs d'Etat et de gouvernement la responsabilité de fixer une date pour le lancement des négociations, laissant ainsi la porte ouverte à un démarrage tardif, fin 2005, voire début 2006, ce qui déplaît aux Turcs, même s'ils admettent que l'intégration ne se fera pas du jour au lendemain.

Arborant des drapeaux de l'UE et turc, la presse turque jubilait au lendemain de cette recommandation attendue depuis des décennies par la Turquie, dont la vocation européenne remonte à 1963 avec la signature d'un accord d'association avec la Communauté économique européenne (CEE). Soucieux de présenter le bon côté des choses, la plupart des journaux soulignaient en Une le caractère "historique" du rapport, mentionnant généralement les conditions de Bruxelles dans les pages intérieures.

HOMMAGE DU PARLEMENT EUROPÉEN À LEYLA ZANA, PRIX SAKHAROV 1995

POUR son premier séjour à l'étranger depuis sa sortie de prison, près de dix ans après avoir été distingué par le Prix Sakharov pour les droits de l'homme du Parlement européen, l'ancienne députée kurde Leyla Zana, libérée de prison en juin dernier par Ankara, a, le 14 octobre, finalement reçu sa récompense, une distinction annuelle créée en 1988 en hommage au dissident soviétique Andreï Sakharov. Invitée par le Parlement européen, Leyla Zana est arrivée, le

11 octobre à Bruxelles, accompagnée des ses trois collègues kurdes incarcérés avec elle, Orhan Dogan, Selim Sadak et Hatip Dicle et de leurs avocats.

Reçue avec tous les honneurs réservés aux chefs d'Etat, Leyla Zana a également retrouvé sa famille, son mari Mehdi Zana et son fils Ronay réfugiés en Europe qu'elle n'avait pas vus depuis dix ans. Le groupe des Verts du Parlement européen avait organisé le soir du 12 octobre une

réception en son honneur au Parlement européen, permettant des retrouvailles émouvantes avec ses amis et ses défenseurs de longue date tels que Claudia Roth et Daniel Cohn-Bendit, mais également des parlementaires européens comme Joost Lagendijk, président de la Commission parlementaire mixte UE-Turquie, Angelika Beer, Hélène Flautre, présidente de la sous-commission des droits de l'homme, Cem Ozdemir, Baronness Nicholson, Luisa Morgantini et Felekna Uca.

Au cours de sa visite officielle, Leyla Zana a été, le 13 octobre, auditionnée dans le cadre d'une réunion co-organisée par la commission des affaires étrangères, la sous-commission des droits de l'homme et la commission parlementaire mixte UE-Turquie. Lors de cette audition, l'ancienne députée kurde a appelé le gouvernement turc à être « beaucoup plus résolu » dans ses réformes et a souhaité une nouvelle Constitution en Turquie, tout en saluant le « chemin parcouru » ces dernières années dans le pays. Le gouvernement turc « doit être beaucoup plus résolu. Il reste à faire preuve d'une volonté politique très importante, ce qui fait défaut à ce gouvernement pour l'instant », a estimé Mme Zana. « Le gouvernement en place fait quelques retouches qui ne sont pas suffisantes. Il est important qu'une nouvelle Constitution moderne voie le jour », a poursuivi l'ex-députée, qui s'exprimait en turc. Selon elle, la Turquie « est candidate au changement ». Pour l'ancienne députée, une nouvelle Constitution turque est « indispensable » pour que les Kurdes, mais aussi les communautés non-musulmanes de Turquie, « puissent s'exprimer librement ».

Leyla Zana a toutefois reconnu l'ampleur des réformes engagées ces derniers temps en Turquie. « Je ne peux que constater le grand chemin parcouru », a-t-elle déclaré. « Il est évident que le processus engagé avec l'UE (...) a contribué aux changements », a-t-elle ajouté. « Il peut y avoir ça et là encore des actes de torture. Mais on ne peut plus parler aujourd'hui de tortures systématiques. Cela me donne des espoirs pour l'avenir », a conclu Mme Zana.

Leyla Zana a également rencontré les présidents de tous les groupes politiques du Parlement européen ainsi que le chef de la diplomatie européenne Javier Solana. Ce dernier lui a assuré que l'Union européenne « continuerait de défendre les valeurs et principes démocratiques sur lesquels est fondée la construction européenne ».

Le 14 octobre au cours d'une session plénière du Parlement européen, Leyla Zana a délivré un message de paix en turc puis en kurde, traduit simultanément dans les vingt langues officielles de l'Union européenne. Vêtue de noir, menue, volontiers souriante, Leyla Zana, s'est exprimée devant le Parlement européen après avoir été accueillie par M. Josep BORREL FONTELLES, président du Parlement qui s'est félicité de la venue de Mme Leyla ZANA en déclarant en kurde « Hatina we ji bo parlamentoya me serbilindi ye » [ndlr : Notre Parlement est honoré de vous recevoir]. Leyla Zana n'a pas manqué de le remercier en catalan et en espagnol.

Dans une allocution de 30 minutes entrecoupée d'applaudissements, Leyla Zana a souligné que les mesures en faveur de la démocratie adoptée en Turquie « semblent encore cosmétiques ». « Les critères de Copenhague doivent être appliqués sur le fond et non pas seulement en mots », a ajouté Leyla Zana, sous les applaudissements. Elle a tendu la main au « peuple turc frère » et apporté à Bruxelles son soutien à la candidature d'Ankara à l'Union européenne, tout en appelant le pays à redoubler d'efforts pour assurer la démocratie.

« Vous n'avez pas attribué ce prix à moi toute seule. Vous l'avez attribué au peuple kurde, vous l'avez attribué au peuple turc frère. Vous l'avez en fait attribué à la Turquie », a déclaré aux eurodéputés Mme Zana. « La violence a fait son temps (...) Les Kurdes veulent une solution pacifique au sein de l'intégrité territoriale de la Turquie (...) Personne ne doit douter d'une manière ou d'une autre du soutien des Kurdes aux mesures en faveur de la démocratisation », a-t-elle ajouté.

Leyla Zana a également insisté sur le fait que le gouvernement turc pour résoudre le problème kurde doit d'abord l'appeler celui-ci par son nom. Selon elle, il n'y a pas de raison de redouter le dialogue et la paix. Les Kurdes sont une des composantes de la Turquie. Bien que des mesures importantes aient été prises, il faut faire disparaître la base du conflit, il faut associer les prisonniers politiques et les intellectuels en exil à la vie publique, il faut faire disparaître les disparités économiques, il faut que les Kurdes soient reconnus et leurs droits garantis par une nouvelle Constitution.

« J'en appelle au monde entier. La paix civile en Turquie va de pair avec la paix au Moyen-Orient, mais aussi la paix en Europe et donc dans le monde. Cette paix est aujourd'hui entre nos mains. Elle est entre vos mains. Dans l'union de nos mains. La première chose est avant tout de savoir la vérité (...) La vérité c'est qu'il faut avant tout dénommer le problème, le reconnaître puis le définir. Toute chose sans dénomination et sans définition demeure sans identité et est considérée comme inexistante. Il est temps pour le monde de reconnaître les droits politiques, sociaux, et culturels démocratiques des Kurdes, forts de plus de 40 millions d'âmes. Les Kurdes ont démontré leur volonté d'intégrer le monde moderne en entreprenant leur période de renaissance. Nous attendons du monde qu'il respecte cette volonté et qu'il ne la marchande pas dans le cadre de ses relations internationales. Tant que l'on n'abordera pas ce problème avec humanité et conscience, il continuera à être un risque potentiel menaçant la paix régionale et mondiale. Les Etats se sont isolés car ils ont construit des murs au lieu des ponts. L'Europe a souffert pendant longtemps de ces murs, puis l'humanité a abattu un par un tous ces murs. L'Europe et le monde en abattant les murs invisibles instaurés avec les Kurdes devront pouvoir être des ponts à la solution du problème. Ne n'oublions pas qu'une Turquie membre de l'Union européenne ayant résolu le problème kurde, favorisera la rencontre de la civilisation occidentale avec le riche patrimoine culturel de la Mésopotamie (...)»

Après cet appel aux Européens pour qu'ils pèsent de tout leur poids afin que le peuple kurde puisse vivre dans la dignité et dans la reconnaissance de ses droits, Leyla Zana s'est adressée aux Kurdes : « Mon dernier message est adressé aux Kurdes. Luttant pour la démocratie dans toutes les régions géographiques qu'ils habitent, les Kurdes devront avant tout vivre entre eux en paix, dans la démocratie, la liberté et dans l'union. Sans respect réciproque de ces valeurs, il ne peut y avoir de solidarité, sans la solidarité pas d'union et sans union pas de force capable d'assurer la paix. Il faut savoir que tout le monde veut avoir son propre Kurde à la table des loups. Pour empêcher cela il n'y a qu'une solution : une union et une paix intérieure, une solidarité réciproque et une politique saine »

En achevant son discours, Leyla ZANA a souligné le fait qu'elle le dédie à la fraternité et au bonheur des peuples turcs et kurdes. Le Président du Parlement européen l'a remercié en turc et Leyla Zana a été saluée par des ovations debout des euro-députés.

Les chefs d'Etat et de gouvernement doivent décider le 17 décembre d'ouvrir ou pas des négociations d'adhésion avec la Turquie. La Commission européenne a préconisé le 6 octobre d'entamer ces négociations, mais en les encadrant de plusieurs conditions.

Leyla Zana ne s'est pas exprimée directement sur le sujet devant l'hémicycle, ni devant les journalistes qui l'ont par la suite pressée de questions.

Les médias turcs ont diffusé les principaux extraits de ce discours dont la totalité a été retransmise en direct par une chaîne de télévision kurde satellitaire. Les médias européens comme Euronews, France 3 et International Herald Tribune, Roj TV ont également accordé une large place à cet événement.

Le lendemain de cette cérémonie, Leyla Zana, a repris l'avion en compagnie de ses trois collègues et accompagné de son mari Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, qui après avoir passé 14 ans dans les geôles

turques pour sa défense pacifique de la cause kurde, vivait en exil en Suède depuis 1995. Au terme d'une nuit en garde-à-vue où l'avait placé la police, Mehdi Zana a été relâché par les autorités turques. Le juge turc a estimé que les charges retenues contre lui dans le passé avaient cessé de constituer un délit dans le cadre des réformes démocratiques adoptées par le parlement turc ces dernières années pour favoriser sa candidature à l'Union européenne.

De retour en Turquie, Leyla Zana a, le 22 octobre, annoncé la création d'un nouveau mouvement politique pro-kurde, peu avant l'ouverture à Ankara d'un troisième procès à son encontre et de trois de ses collègues pour "soutien aux rebelles kurdes". "Nous, anciens députés (...) voulons servir la démocratie et la paix. Nous lançons pour cette raison le mouvement populaire démocratique", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse, parlant d'un "parti".

Les principes fondamentaux de ce mouvement dont le nom n'a pas encore été fixé seront de "soutenir le processus européen de la Turquie" et de "viser à parvenir à une solution pacifique et démocratique" de la question kurde en Turquie qui aspire à intégrer l'Union européenne (UE), a souligné Mme Zana.

Elle a indiqué que ni elle ni ses autres

anciens collègues députés ne brigueront la présidence de ce nouveau mouvement, qui oeuvrera également pour un amendement constitutionnel qui prendra en compte les "diversités ethniques et culturelles" en Turquie, notamment les Kurdes. "Aucun parti politique (turc) n'a su répondre aux demandes du peuple en faveur d'un changement social", a affirmé la lauréate en 1995 du Prix Sakharov du Parlement européen. Mme Zana a appelé les peuples turcs et kurdes à se rallier massivement à ce mouvement. "Le monde a changé et la Turquie ne peut être tenu à l'écart de ce changement", a-t-elle ajouté. Mme Zana était accompagnée de Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak, anciens députés comme elle du parti pro-kurde de la démocratie (DEP, dissous en 1994) qui ont passé dix ans derrière les barreaux après avoir été condamnés à 15 de prison pour "soutien aux rebelles kurdes".

Ces quatre ex-députés doivent comparaître devant une Cour d'assises de la capitale qui les jugera une troisième fois, puisque le Parlement turc a aboli les cours de sûreté de l'Etat (DGM), tribunaux d'exception, dans le cadre des réformes menées pour rapprocher le pays des normes européennes. Ils avaient été libérés par une cour d'appel en juin en attendant la révision de leur dernier procès.

MASSOUD BARZANI RENCONTRE BACHAR AL-ASSAD APRÈS UNE VISITE EN TURQUIE ET EN JORDANIE

MASSOUD Barzani, président du parti démocratique du Kurdistan (PDK) a entamé le 15 octobre une visite de trois jours en Syrie. Auparavant, il s'était rendu en Turquie et en Jordanie. Selon lui, sa tournée régionale, axée sur les « problèmes irakiens et la situation au Kurdistan », a réalisé ses objectifs.

Le président syrien Bachar al-Assad et le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'un des deux

principaux mouvements kurdes irakiens, ont souligné lors d'un entretien le 18 octobre à Damas la nécessité de préserver « l'unité nationale » de l'Irak, rapporte l'agence syrienne Sana. MM. Assad et Massoud Barzani ont évoqué « la situation sur la scène irakienne ». Ils ont souligné que « l'unité nationale était nécessaire pour assurer la sécurité et la stabilité en Irak et pour mettre fin à l'occupation » de ce pays, selon l'agence officielle Sana. M. Assad a déclaré lors de l'entretien que « la Syrie se tenait aux côtés du

peuple irakien et qu'elle voulait user de tous les moyens disponibles pour faire cesser ses souffrances ».

Le 17 octobre, M. Barzani avait demandé aux pays voisins de l'Irak « de ne pas s'ingérer » dans la question de Kirkouk, objet de discussion entre les communautés kurde, arabe et turcomane, en réaffirmant le caractère kurde de cette ville. « Kirkouk est une ville kurde irakienne. Le problème de cette ville est une affaire intérieure irakienne, les pays voisins n'ont pas à s'ingérer » dans cette question, a réitéré M. Barzani à la presse, à l'issue d'un entretien avec le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam.

Massoud Barzani, a en outre affirmé être « sûr » que la ville de Kirkouk sera rattachée administrativement au Kurdistan irakien après un référendum. « Nous sommes sûrs qu'après la normalisation de la situation à Kirkouk, l'organisation d'un référendum (montrera) que l'immense majorité des habitants (de cette ville) sont kurdes. Nous sommes sûrs par conséquent que Kirkouk retournera au Kurdistan » irakien, a déclaré M. Barzani lors d'une conférence de presse à l'issue d'une visite de trois jours à Damas.

M. Barzani a également indiqué que le conflit à Kirkouk entre les différentes ethnies, kurde, arabe et turcomane, « n'est pas du tout motivé par le pétrole, qui appartient à tous les Irakiens ». Les revendications des Kurdes, a-t-il souligné, ont pour but d'« annuler les traces de l'arabisation effectuée par le régime déchu (de Saddam Hussein) et l'injustice qui a frappé les Kurdes et les Turcomans aussi » dans cette ville. « Les Syriens ont affirmé qu'ils ne voulaient pas intervenir dans les affaires intérieures irakiennes », a par ailleurs souligné M. Barzani.

« J'ai obtenu un soutien total du président Assad », a-t-il affirmé. « Un rôle positif de la Syrie aidera les Irakiens à traverser beaucoup d'obstacles à l'approche des élections » prévues en janvier en Irak, a-t-il poursuivi.

Avant de se rendre à Damas, Massoud

Barzani avait tenu des pourparlers le 11 octobre en Turquie sur la situation en Irak et l'avenir de Kirkouk. Il avait été reçu par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et le ministre de Affaires étrangères Abdullah Gul. « Je pense toujours que Kirkouk constitue le cœur du Kurdistan, mais je suis ouvert au dialogue ici », avait déclaré Barzani à son arrivée en Turquie. Ankara craint une prise de contrôle de la ville par les Kurdes et estime que le contrôle des ressources pétrolières de cette ville pourrait renforcer les Kurdes irakiens. La Turquie les soupçonne de vouloir se séparer du reste de l'Irak.

Massoud Barzani, n'a pas manqué de rappeler le 12 octobre à Ankara que Kirkouk a une « identité kurde »,

affirmant que les Kurdes d'Irak étaient prêts à faire la guerre contre toute force qui opprimerait son peuple. « Si quelqu'un, un régime ou un système, souhaite poursuivre l'arabisation (de Kirkouk) ou opprimer le peuple kurde (...) nous défendrons leurs droits (les droits des Kurdes, ndlr) et nous sommes prêts à combattre pour eux », avait-il déclaré, avant de quitter la Turquie au terme d'entretiens à Ankara avec des responsables turcs.

M. Barzani a expliqué que les Kurdes irakiens ne défendraient pas seulement la population kurde de Kirkouk, mais « toutes les autres minorités » de la ville. « Notre position est que Kirkouk fait partie du Kurdistan ».

TEMPÊTE POLITIQUE AUTOUR D'UN RAPPORT EMANANT D'UN COMITÉ CONSULTATIF AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE

UN rapport issu du Comité consultatif des droits de l'Homme du Premier ministre, rendu public par le quotidien Radikal daté du 17 octobre a mis en relief la duplicité des autorités turques qui affichent d'un côté à l'étranger, une volonté de négociation avec l'Union européenne entraînant l'amélioration des droits et libertés en Turquie, mais qui ne veulent accepter aucune critique même issue d'un organe officiel à l'intérieur de la Turquie. Le rapport qui demande le respect intégral du traité de Lausanne et donc des minorités en Turquie, a soulevé les critiques des milieux conservateurs qui n'ont pas hésité à proférer ces dernières semaines des menaces ouvertes au cours des réunions publiques. Lors d'une conférence de presse présentée par le Pr. Ibrahim Kaboglu, président en exercice du Comité consultatif, le secrétaire général d'un syndicat des fonctionnaires, membre du comité, a saisi et déchiré le rapport en question devant de nombreux journalistes et caméras de télévision, ne tolérant pas des recommandations pourtant promises à l'Europe.

Voici de larges extraits de ce rapport

officiel adopté à l'unanimité par le sous-comité sur les droits des minorités et rédigé par Baskin Oran, professeur de sciences politiques à l'Université d'Ankara et intellectuel turc de renom, suivi d'une interview accordée par ce dernier au quotidien Radikal :

« La Turquie soutient une acception plus étroite des conventions internationales qu'elle signe avec les différentes réserves qu'elle oppose (abstention, clause de réserve). Conformément au « décret d'interprétation », la Turquie invoque les limitations du traité de Lausanne et/ou de la Constitution de 1982 dans le contexte international et annonce lors des conventions internationales la non-application des droits interdits par la Constitution de 1982 ou restés en dehors de ceux reconnus à Lausanne. Nous pouvons résumer en deux points les préoccupations de la Turquie sur cette question :

L'attitude limitative de la Turquie va de plus en plus à l'encontre des orientations mondiales. Après la décision du Comité des droits de l'homme des Nations-Unies dans la décennie 1990, la tendance n'est plus de demander au pays l'existence ou

non des minorités en leur sein mais de les reconnaître à partir du moment où ils abritent des groupes « manifestant des différences ethniques, linguistiques, religieuses et considérant cette différence comme un élément consubstantiel à leur identité ». Cependant, il appartient aux différents Etats-nations de leur accorder ou pas le statut de minorité. Précisons tout de suite que l'Union européenne n'a aucune requête demandant les droits et le statut de minorité aux différents groupes culturels en Turquie. Elle demande cependant un traitement égal pour tous les citoyens de cultures différentes. Il faut bien comprendre ce point.

La Turquie ne fait pas non plus une exacte application du traité de Lausanne et viole certaines dispositions de ce traité fondateur pour la Turquie. D'abord, les droits reconnus aux non-musulmans ne sont pas pleinement respectés. Ces droits ne sont non seulement reconnus qu'aux trois grandes minorités (Arméniens, Juifs et Grecs), à l'exception des autres groupes non-musulmans (ex : L'article 40 relatif aux droits à l'enseignement pour les Syriques), mais les droits afférant aux groupes situés en dehors de ces non-musulmans exposés par le traité de Lausanne, Partie III, sont ignorés par l'Etat. Nous pouvons donner pour la première situation l'exemple de la disposition appelée par la presse « la déclaration de 1936 » et pour la seconde l'article 39/4 du traité de Lausanne. Cet article octroie « le libre usage à tout ressortissant turc d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de presse, soit en matière de religion, de presse et de publication, soit dans les réunions publiques ». Autrement dit, la seule exception pour cette utilisation résidait dans le cadre du service public. Cependant, nul ne pouvait entreprendre une diffusion radio-télévisée dans la langue qu'il souhaitait et c'est la raison pour laquelle un paquet d'harmonisation daté du 3 août 2002 a été voté, mais resté non appliqué, un septième paquet daté du 30 juillet 2003 a été à son tour adopté. Fin 2003, le Haut Comité de surveillance de la radio et télévision turque (RTUK) a élaboré

un règlement sur la question en y apportant cependant des restrictions de durée et de lieu. Si l'article 39/4 du traité de Lausanne était appliqué, les discussions embarrassantes qui occupent inutilement tant la Turquie, par exemple sur la diffusion (télévisée) en kurde, n'auraient pas de raison d'être. Une telle situation aura un impact bénéfique pour la Turquie sur quatre points :

Il est évident qu'à court terme la Turquie sera obligée d'abandonner « le décret d'application » qui ne lui a été de toute façon d'aucune utilité. Il est très important pour le concept de souveraineté nationale de réaliser cela de par sa propre volonté et non pas à cause des pressions de l'Union européenne en appliquant simplement les dispositions de son acte fondateur, le traité de Lausanne.

Incontestablement, chacun pourra un jour diffuser dans la langue qu'il souhaite. Dans cette transition, au lieu de s'employer à élaborer de nouvelles lois controversées, il serait plus simple pour l'Etat de soutenir la nécessité d'application des dispositions du traité de Lausanne qui ont une valeur au moins équivalente à la Constitution.

Il est nécessaire d'octroyer les libertés les plus larges possibles à tous les citoyens pour éviter d'avoir des minorités sous la protection internationale en Turquie et l'article en question vise « tous les citoyens de la République de Turquie ».

Nul doute qu'une conduite plus humaine de la part de l'Etat à l'égard de son propre peuple sera très bénéfique dans le pays en ce qui concerne « l'unité et l'union ». Car un pays constitué de « citoyens forcés » est un pays fragile. L'Etat se verra renforcé lorsque les individus satisfaits et heureux deviendront des « citoyens volontaires ». Le citoyen le moins redouté par l'Etat est le citoyen qui jouit de ses droits. (...)

e) Cette question des minorités est regardée d'une manière très étroite et erronée en Turquie. Nous pouvons résumer les principes de base de ce point :

Au lieu de prendre en considération le

développement de la notion et du droit des minorités dans le monde, la Turquie reste suspendue à l'année 1923 mais interprète de surcroît mal et d'une manière incomplète le traité de Lausanne de 1923.

La reconnaissance d'une identité différente et l'octroi du statut / des droits aux minorités est considérée comme étant la même chose. Et pourtant, la première est une attitude objective et la seconde reste du domaine de compétence de l'Etat. (...)

5) Nous pouvons constater que lorsque l'on parle des « Turcs » en tant que nation, le terme « Turc » couvre en même temps un groupe ethnique (voire religieux). Ces situations résultent de deux sources, l'une structurelle et l'autre historico-politique. Structurel car, la relation entre une sous-identité et une identité supérieure dans la République turque, donc les sous-identités (différents groupes ethniques, religieux etc) existantes dans l'Empire ottoman, ont été héritées par la Turquie lors de l'effondrement de l'Empire ottoman. Cependant, l'identité supérieure dans l'empire (l'identité octroyée par l'Etat à son citoyen) était définie par le terme « Ottoman » alors que dans la République turque c'est le terme « Turc » qui a été adopté. Cette identité supérieure tend à définir le citoyen à travers la race, voire par la religion. Par exemple l'expression « nos congénères à l'étranger » couvre les personnes issues de la race ethnique turque. D'un autre côté, en appelant « citoyens » et non pas « Turcs » nos compatriotes non-musulmans nous démontrons que pour être « Turcs » il faut également être musulmans. En Turquie, personne n'utilise le terme « Turc » en parlant d'un citoyen Grec ou Juif, car il s'agit d'un citoyen musulman (...). Cette situation a rendu étranger les diverses sous-identités ne s'identifiant pas comme Turcs et créé des problèmes (...)

Les plus inoffensives revendications identitaires en Turquie sont considérées comme une volonté de division de la Turquie et sont donc immédiatement réprimées. Cette situation invite en même temps l'intervention des grands pays

occidentaux, car cela constitue une atteinte à la démocratie alors même que la Turquie a exprimé volontairement son désir d'adhésion à l'Union européenne. Ce n'est pas rendre service à la Turquie que de retarder la démocratie dans son propre pays avec une telle paranoïa. Le risque de division de la Turquie, d'incitation à la terreur est tout de suite invoqué tout particulièrement lorsque des réformes doivent être engagées pour l'utilisation de la langue kurde ; une volonté d'obstruction de toutes les réformes est d'ailleurs affichée dans un tel climat de paranoïa. Et pourtant, ceux qui provoquent cela voient bien que certains milieux seraient acculés à considérer à nouveau la terreur comme seule alternative si les réformes sont empêchées. Cette perspective d'adhésion à l'Union européenne a créé une période très favorable pour les droits culturels et les droits des minorités en Turquie. Cette période constitue une véritable continuité par rapport aux réformes judiciaires engagées par le kéralisme pour la modernisation du pays entre 1920 et 1930 appelées « la révolution par le haut ». (...)

La Constitution de la République de Turquie et autres lois organiques doivent être élaborées à nouveau sur la base démocratique de la liberté et du pluralisme avec la participation des groupes organisés de la société.

Sur la base de l'égalité des droits de la citoyenneté, les droits de protection et de développement (tels que la publication, l'expression, l'enseignement) des individus issus d'une identité et d'une culture différentes doivent être garantis.

Les administrations centrale et locale doivent mettre en œuvre plus de transparence et se démocratiser en adoptant comme principe la participation et le contrôle des citoyens.

Les conventions internationales et documents fondamentaux relatifs aux normes universelles comprenant les droits et libertés de l'homme, et tout particulièrement la convention-cadre du Conseil de l'Europe doivent être signés et ratifiés et mis en application.

Dans les conventions internationales, il ne faudrait plus opposer de réserves ou de déclarations interprétatives tendant à nier l'existence des identités inférieures en Turquie. »

Dans une interview publiée par le quotidien turc Radikal daté du 25 octobre, le Pr. Baskin Oran, explicite sa position en revenant sur les grandes lignes de ce rapport. Voici de larges extraits de cette interview.

« Je suis l'un des 78 membres du comité [Comité consultatif des droits de l'homme du Premier ministre], présidé par Pr. Ibrahim Kaboglu, composé de 13 groupes de travail. Je suis le président du groupe de travail des droits des minorités et culturels (...) Le comité est lié au ministère en charge des droits de l'homme, donc à Abdullah Gül (...) Ayant en même temps en charge le ministère des affaires étrangères, il a simplement inauguré une réunion et puis il est parti. Nous pouvons le comprendre mais nous ne pouvons pas concevoir qu'il ait refusé de nous accorder un rendez-vous depuis six mois. En réalité, le parti AKP [de la Justice et du développement] n'est pas en conflit avec nous mais on veut vraisemblablement que ce comité soit juste une vitrine et ne créé pas de problème au gouvernement (...)

Ils peuvent faire ce qu'ils veulent, ce rapport est un rapport officiel de l'Etat, puisque nous sommes une organisation officielle instituée par la loi et dotée d'un règlement. De toute façon, c'est la raison pour laquelle ce rapport fait autant de bruit. J'ai personnellement écrit à plusieurs reprises des choses beaucoup plus fortes dans des articles et des livres. J'ai utilisé les termes « d'identités supérieure et inférieure » dans les cours que je dispensais au ministère des affaires étrangères, mais comme c'est la première fois qu'un rapport officiel contient ces termes, certaines personnes ont commencé tout à coup à attaquer (...) Il s'agit d'un rapport consultatif. Il appartient au gouvernement de l'appliquer ou pas mais ce que l'on soulève c'est ce que le gouvernement devrait engager pour l'adhésion à l'Union européenne. (...)

Juridiquement, qui sont les minorités

en Turquie ?

Tous les citoyens non-musulmans en Turquie. Mais on a tort de les identifier comme étant les Juifs, les Grecs ou les Arméniens, puisque l'article 143 du traité de Lausanne ne les énumère nullement. Le traité de Lausanne parle des « non-musulmans ». Les Syriques, les Chaldéens et les Assyriens sont compris dans cette définition et pourtant nous ne leur reconnaissons pas les droits garantis à Lausanne (...) De plus, la notion de minorité ne couvre pas les mêmes choses en Turquie et dans l'Union européenne (...) Lorsque l'UE parle de minorité, elle demande que ceux qui ne sont pas en majorité et souverains dans un pays soient traités de la même façon que ceux qui sont en majorité et souverains. Par exemple, il y a une majorité de musulmans sunnites en Turquie qui utilisent gratuitement l'électricité dans les mosquées, alors que les musulmans de confession alévie doivent payer pour bénéficier de l'électricité dans les cemevi [leur lieu de culte]. L'Union européenne refuse une telle conception. Autre exemple, la majorité turque est scolarisée, publie et diffuse en turc mais les Kurdes ne peuvent pas apprendre leur langue à l'école, même les quelques cours privés ont mis deux ans pour être autorisés (...) Quand l'Union européenne parle des droits des minorités elle parle de l'égalité des droits. Il s'agit de ne pas forcer la citoyenneté des nôtres mais de passer à la citoyenneté librement consentie et d'abolir les lois interdisant la culture propre aux individus. Les associations plus étatistes que l'Etat prétendent que l'abolition de ces lois divisera l'Etat. Mais, un Etat fondé sur une citoyenneté forcée est assis sur de la dynamite et n'est pas solide. Un Etat reposant sur une citoyenneté volontaire est un Etat fort ; c'est la démocratie dans un Etat unitaire (...)

Nous n'avons pas à légiférer, tout au contraire, il s'agit de l'égalité pour tous, pour que personne ne soit discriminée, il faut abolir toutes les lois restrictives. La Turquie a besoin de cela et il ne faut pas avoir peur. Si vous abolissez l'interdiction « il est interdit d'enseigner dans une autre langue que le turc », toute personne

peut enseigner dans la langue qu'elle désire. Vous allez constater par vous même, dans quelque temps ces langues seront optionnelles dans les écoles. En réalité, l'interdiction de diffusion qui pèse sur le kurde, le laz et le Circassien viole le traité de Lausanne qui est supra-constitutionnel ou d'une valeur équivalente à la Constitution (...) Le traité énonce clairement que les citoyens peuvent parler en tous lieux dans la langue qu'ils désirent, exceptés les bureaux officiels (...) De plus, l'Union européenne en nous recommandant de reconnaître les droits des minorités ne nous demande nullement d'octroyer le statut de minorité (...)

Qui sont les minorités d'un point de vue sociologique ?

(...) Une minorité doit être quantitativement faible, ne devrait pas être dominante politiquement et devrait se sentir différente et être consciente de cette différence. Par exemple, les homosexuels constituent également une minorité (...)

Il y a également les Alévis dont la pratique religieuse subit des pressions. Il y a encore quelque temps ils ne pouvaient même pas célébrer leur mois saint et aujourd'hui encore les Cemevi ne sont pas considérés comme des lieux de culte mais on les appelle « des maisons de la culture » (...)

Notre rapport démontre pour la première fois que la Turquie va dans le bon sens. Nous avons proposé dans ce rapport de rompre avec la paranoïa du traité de Sèvres [ndlr : Traité signé en 1920, en marge du traité de Versailles qui prévoyait la création d'une Arménie et d'un Kurdistan indépendant], d'élaborer une nouvelle Constitution fondée sur la liberté et le pluralisme, de garantir les droits culturels et d'adopter la convention-cadre des minorités. Mais deux choses ont été très critiquées dans le rapport. La première c'est la notion « citoyen de la Turquie » et la seconde c'est la proposition d'amendement de l'article 3 de la Constitution, disant que « l'Etat turc avec sa patrie et sa nation indivisible est une et sa langue est le turc ». Cet article devrait être modifié comme ceci : « l'Etat turc est unitaire

avec son territoire indivisible. Sa langue officielle est le Turc ». Car, parler d'unité avec une nation indivisible est une négation des identités inférieures et de la culture majoritaire. De toute façon la nation n'est pas une entité divisible. C'est l'Etat qui est divisible c'est le territoire de l'Etat qui peut être séparé. De plus, dire que sa langue est le turc veut dire qu'il n'est pas possible de parler une autre langue que turc.

Il y a aussi la notion de « citoyen de la Turquie » qui est discutée. Le Premier ministre lui même utilisait parfois cette notion. Celle-ci peut-elle suffire à résoudre le problème de la minorité ?

Oui, car en disant « citoyen de la Turquie », personne n'est l'élément fondateur. En prenant en considération le concept de « citoyen de la Turquie » comme une identité supérieure, il n'y a plus de minorité. Personne ne peut regarder de haut l'autre et les Kurdes seront largement apaisés et seront attachés à l'Etat. L'identité supérieure « Turc » divise la Turquie, car un Kurde ne dit pas qu'il est Turc mais qu'il est Kurde de Turquie. Et c'est la même chose à Chypre où on retrouve la notion de Turc de Chypre et Turc de Turquie. Mais certains ne comprennent pas cela alors que la seule notion qui pourrait embrasser l'Arménien, le Grec, le Circassien, le Kurde, le Turc,

le Laz, l'Albanais, le Syriaque, le Chaldéen, l'Assyrien et le Gitan, c'est la notion de « citoyen de la Turquie ». Les Turcs ne seront pas perturbés par cela car ils sont de toute façon une entité forte puisque la langue officielle est le turc, le nom de la patrie est la Turquie et le drapeau est celui institué par les kémalistes.

Est-on arrivé à discuter des minorités à cause de l'Union européenne ou est-ce que l'évolution de la Turquie pousse celle-ci à discuter ouvertement des problèmes ?

L'Union européenne a accéléré le travail. Si il n'y avait pas eu Mustafa Kemal et sa révolution par le haut, la Turquie serait arrivée à son niveau actuel mais dans 150 ans mais Mustafa Kemal a changé la Turquie en 10 ans. Aujourd'hui avec les paquets d'harmonisation de l'Union européenne nous vivons la deuxième phase de la révolution par le haut de Mustafa Kemal. Les révolutions par le haut suscitent des réactions de la base. Dans les années 20, il y a eu les réactionnaires, aujourd'hui nous nous affrontons à la paranoïa du traité de Sèvres. Le réactionnarisme d'aujourd'hui est la paranoïa du traité de Sèvres. Ces paranoïaques ne finissent pas d'avoir peur d'une division. Il s'agit des kémalistes restés dans les années 20 et malheureusement, de peur, les vrais kémalistes n'osent pas élever leur voix contre eux. ».

L'IRAK SE PRÉPARE AUX ÉLECTIONS NATIONALES ET DÉPLORE QUE L'ONU SOIT DANS L'INCAPACITÉ DE SUPERVISER LE SCRUTIN AVEC SEULEMENT 30 EXPERTS

LE gouvernement irakien a déploré le 22 octobre que l'Onu ne s'implique pas assez dans le processus électoral. "Il est regrettable de constater que la participation des Nations unies (à la préparation) des élections n'est pas au niveau requis", a déclaré le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari. "Le nombre d'experts onusiens envoyés en Irak ne dépasse pas les 30 alors qu'ils étaient plus de 300 au Timor Oriental", a-t-il fait valoir, tout en réaffirmant la volonté de son

gouvernement d'organiser la consultation à la date prévue, janvier 2005.

Le secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, a déclaré de son côté que les élections étaient encore possibles malgré la présence limitée de l'Onu sur le terrain du fait d'inquiétudes sur la sécurité de son personnel, tandis que le secrétaire d'Etat américain Colin Powell indiquait que les forces de la Coalition assureraient leur protection si les Nations unies ne trouvaient pas assez de troupes

nouvelles pour le faire. En dehors des îles Fidji, les candidats ne se bousculent pas pour l'instant pour participer à la force réclamée par l'Onu pour augmenter sa présence en Irak.

Faute d'un engagement plus poussé de l'Onu, le gouvernement irakien peut éventuellement compter sur le ralliement de la mouvance du chef chiite radical Moqtada Sadr, dont les combattants ont massivement rendu leurs armes dans le quartier pauvre de Sadr City, à Bagdad. Le colonel Zayer, un membre du Comité de réception des armes, a qualifié l'opération, censée s'achever le 21 octobre, de "très réussie" car elle a "permis de pacifier (le quartier) et de le préparer aux élections". Il a expliqué que "plus de trois millions de dollars" avaient été distribués aux Irakiens qui avaient bien voulu remettre leurs armes. En vertu d'une entente conclue entre la mouvance de Sadr, le gouvernement irakien et l'armée américaine, les combattants chiites devaient désarmer en contrepartie d'argent et de la libération des miliciens détenus.

Les dirigeants kurdes et chiites se préparent activement aux élections de janvier 2005 tandis que les sunnites laissent planer le doute sur leur participation en faisant monter les enchères à moins de trois mois du scrutin. Selon un sondage réalisé en Irak par l'Institut républicain international (IRI) et publié à Washington, plus de 85% des Irakiens ont l'intention de participer à ces élections.

Début novembre, l'inscription des électeurs et des candidats commencera dans quelque 600 bureaux au milieu de doutes sur la capacité de l'Onu à superviser ce processus.

Les sunnites arabes, se sentant marginalisés après avoir été choyés sous l'ancien régime de Saddam Hussein, lui-même de confession sunnite, ont opté pour la confrontation pour faire valoir leur poids sur le nouvel échiquier. Leur principale organisation religieuse, le Comité des oulémas, a menacé d'appeler au boycottage des élections en cas d'offensive sur le bastion

rebelle de Falloujah ou de poursuite des raids américains quasi-quotidiens. Le gouvernement irakien et les troupes américaines, pressés par le temps, ont lancé des opérations visant à réduire les activistes des villes sunnites rebelles de l'ouest et du nord de Bagdad, Tall Afar, Samarra, Youssoufiah.

Les chiites, au pouvoir pour la première fois en Irak, ont quant à eux tout à gagner d'une consultation. Leurs dirigeants ne s'y sont pas trompés en appelant à participer massivement à ce scrutin. Le grand ayatollah Ali al-Sistani, le plus prestigieux de leurs chefs religieux, a appelé, dans une fatwa (avis religieux) à y participer en force. Un de ses représentants à Kerbala, Sayyed Ahmad al-Safi, a affirmé le 22 octobre,

que voter "est un devoir dicté par la charia".

Une commission non partisane a été mise sur pied pour encadrer l'opération d'inscription des chiites sur les listes électorales. Des tractations se déroulent depuis des semaines entre les hautes autorités religieuses et les partis politiques sur des listes de candidats.

Dans ce paysage contrasté, les Kurdes qui ont déjà passé avec succès l'expérience des élections parlementaires et municipales, se sentent à l'aise et bien préparés pour ce processus. Mais, le problème de Kirkouk, que les leaders Kurdes exigent de rattacher à leur province, risque de générer des tensions avec les autres communautés.

FACE À LA RECRUESCENCE DE LA VIOLENCE, LE PREMIER MINISTRE IRAKIEN CRITIQUE POUR LA PREMIÈRE FOIS LA COALITION SOUS COMMANDEMENT AMÉRICAIN

LE Premier ministre irakien Iyad Allaoui a pour la première fois le 26 octobre blâmé la Force multinationale de n'avoir pas su empêcher le massacre de 49 recrues, alors que l'état de la sécurité dans le pays, à trois mois des élections, est de plus en plus préoccupant. Les soldats irakiens, en civil et sans armes, ont été tués le 23 octobre dans l'est du pays dans une embuscade sans précédent, qui renforce les soupçons d'une infiltration des forces irakiennes par l'insurrection. Leurs cadavres ont été retrouvés alignés sur une route isolée près de la frontière iranienne. Les militaires, qui avaient terminé un entraînement au camp militaire de Kirkouk rentraient chez eux à bord de trois minibus quand ils ont été attaqués par des insurgés. Le massacre des recrues a été revendiqué par le réseau de l'islamiste jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui.

Par ailleurs, la disparition de près de 400 tonnes d'explosifs très puissants en Irak qui devaient être gardés par l'armée américaine, continue à susciter la polémique et est largement

dénoncée par le candidat démocrate à la Maison Blanche John Kerry, à huit jours de l'élection présidentielle.

Le Premier ministre irakien Iyad Allaoui a aussi déploré l'insuffisance des forces de l'ordre pour sécuriser les élections prévues en janvier, et a affirmé avoir demandé l'aide de l'Onu. Après le massacre de 49 recrues et de trois chauffeurs de la nouvelle armée irakienne, le Premier ministre irakien a accusé de "négligence" la Force multinationale (FMN), conduite par les Etats-Unis. "Un crime odieux a été commis coûtant la vie à un nombre important de recrues de l'armée et nous pensons qu'il y a une grande négligence de la part de certains éléments de la Force multinationale", a déclaré Iyad Allaoui. Il n'a pas précisé la nature des négligences, ni identifié les "éléments" qu'il tient pour fautifs.

D'autre part, si l'on en croit un rapport d'experts américains de la santé publique diffusé le 28 octobre, environ 100.000 civils irakiens seraient morts au cours de violences depuis l'intervention par la coalition

sous commandement américain en mars 2003. Dans une étude publiée sur le site internet de la revue médicale *The Lancet*, le docteur Les Roberts, de l'hôpital Johns Hopkins de Baltimore, explique qu'il a comparé la mortalité dans différentes zones de l'Irak durant les 14,6 mois ayant précédé le déclenchement de la guerre et les 17,8 mois suivants.

A partir de cette comparaison, il a tiré des projections "prudentes" qui font apparaître une "surmortalité" d'environ 100.000 personnes, "voire plus". D'autres estimations des pertes irakiennes font état d'un nombre maximum de 16.053 civils tués et de 6.370 militaires.

Selon le Département américain de la Défense, au moins 1.117 soldats américains ont été tués depuis le début de la guerre en Irak en mars 2003. Parmi eux, au moins 858 soldats sont morts au combat ou à la suite d'une action hostile. L'armée britannique compte pour sa part 70 morts; l'Italie, 19; la Pologne, 13; l'Espagne, 11; l'Ukraine, 9; la Bulgarie, 7; la Slovaquie, 3; l'Estonie, la Thaïlande et les Pays-Bas, 2 chacun; le Danemark, le Salvador, la Hongrie et la Lettonie, un mort chacun.

Par ailleurs, les églises de Bagdad ont été la cible le 16 octobre d'une série d'attaques simultanées qui n'ont pas fait de victimes mais ont choqué la minorité chrétienne. Des bombes artisanales ont explosé près de cinq églises de la capitale irakienne, provoquant d'importants dégâts dans les édifices, dont un a entièrement brûlé, mais sans faire de victimes. Ces attaques, qui coïncidaient avec le début du mois de jeûne musulman du ramadan, ont ravivé les inquiétudes de la petite minorité chrétienne — 700.000 personnes, soit 3% des 24 millions d'Irakiens —, qui avait déjà été la cible de violences le 1er août dernier. Six attentats contre des lieux de culte chrétiens avaient alors fait au moins 10 morts et 50 blessés à Bagdad et Mossoul.

Sur le plan économique, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé dans un rapport publié le 18 octobre que l'insécurité persistante et l'absence de solution au problème de

la dette irakienne constituaient des obstacles de taille au financement de la reconstruction du pays, tout en tablant sur une croissance de 52% en 2004. « Les financements futurs de l'Irak dans les circonstances actuelles sont sujets à un degré de risque considérable. La situation au niveau de la sécurité n'est toujours pas sous contrôle et l'Irak a un niveau insoutenable de dette », affirment les experts du FMI.

Les débiteurs de l'Irak peinent toujours à s'entendre sur un allègement de la dette de près de 125 milliards de dollars de l'Irak, dont 42 milliards USD aux pays créanciers réunis au sein du Club de Paris. La situation macroéconomique a été

globalement stabilisée, ont noté les experts, avec des pressions inflationnistes relativement faibles, des taux de change « largement inchangés » et des réserves en devises de près de 4,4 milliards USD à la mi-août.

Selon leurs prévisions, le PIB irakien devrait croître de 52% en 2004, de 17% en 2005 et en moyenne de 9% par an entre 2006 et 2009, après une baisse de 35% en 2003 en raison de la guerre. En outre, l'avenir du secteur pétrolier s'annonce prometteur selon les experts du FMI qui insistent sur les réserves estimées entre 100 et 130 milliards de barils (11% des réserves mondiales) d'un pétrole de bonne qualité et pas trop cher à produire.

BARHAM SALEH, LE VICE-PREMIER MINISTRE IRAKIEN, DEMANDE AUX BAILLEURS DE FONDS DE TENIR LEUR PROMESSES D'AIDES

LE vice-Premier ministre irakien a demandé le 13 octobre aux bailleurs de fonds internationaux réunis à Tokyo de tenir leurs promesses d'aides pour financer la reconstruction de l'Irak et a reproché leur manque de soutien aux Nations unies.

Barham Saleh et quatre autres membres du gouvernement intérimaire ont plaidé la cause de l'Irak à l'ouverture de la conférence, qui réunit 57 pays donateurs pour deux jours. Ils ont assuré que de nombreuses régions irakiennes étaient assez sûres pour que des projets de reconstruction y soient menés. « Le développement et la stabilité de l'Irak ne peuvent être conduits à la pointe du fusil », a souligné M. Saleh dans un vibrant discours. « L'assistance et l'aide à court terme sont la clé pour détruire les causes du terrorisme. C'est aussi la seule manière de construire un avenir viable sur le long terme pour notre peuple. » « S'il vous plaît, ne tardez pas, c'est maintenant le moment de s'engager fermement. Honorez vos promesses maintenant », a-t-il poursuivi avant que les délégués ne se réunissent à huis clos.

M. Saleh a noté qu'il s'agissait de la première conférence des pays donateurs depuis que les Américains ont transféré la souveraineté aux Irakiens fin juin, et a souligné que des élections étaient toujours prévues pour janvier en Irak malgré la poursuite des violences.

Il a reconnu que la sécurité et la corruption restaient des problèmes et a appelé les organisations internationales, notamment l'ONU à s'impliquer davantage. « Je demande aux Nations unies où est le soutien essentiel pour le processus politique qu'elles sont mandatées à fournir? », a-t-il dit. « Nous avons besoin du soutien de l'ONU et nous en avons besoin maintenant. »

Le représentant de l'ONU a répondu qu'envoyer davantage d'employés de l'organisation en Irak ne ferait aujourd'hui que donner de nouvelles « cibles » à la guérilla irakienne. L'action de l'ONU « n'est pas suffisante et nous le savons », a souligné Mark Malloch Brown, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). « Mais nous devons rester prudents. »

La conférence de Tokyo intervient un an après celle de Madrid où 37 pays et institutions financières avaient promis de verser 13,6 milliards de dollars (11 milliards d'euros) sous forme de dons et de prêts. Mais sur ce total, seulement un milliard de dollars (805 millions d'euros) ont été réunis à ce jour, et la poursuite des violences en Irak a paralysé les efforts de reconstruction en entraînant une réorientation des fonds vers la sécurité.

Le chef de la délégation américaine, le secrétaire d'Etat adjoint Richard Armitage, a reconnu que Washington avait été initialement trop lent à envoyer des fonds américains en Irak mais a promis d'« accélérer le rythme ». Les États-Unis sont le premier pays donateur en Irak avec une promesse d'aide de 18,4 milliards de dollars (14,8 milliards d'euros). M. Armitage a également admis que la

réorientation récente de fonds américains pour financer des mesures de sécurité avait créé un « vide », particulièrement dans le secteur de l'eau et de l'électricité. Il a également appelé la communauté internationale à alléger l'énorme dette de Bagdad, estimée à 125 milliards de dollars (102 milliards d'euros). Il a précisé que Washington avait obtenu des assurances qu'au moins la moitié de l'ardoise serait effacée.

Les États-Unis ont déboursé jusqu'ici environ trois milliards de dollars (2,4 milliards d'euros) pour la reconstruction de l'Irak et le représentant américain a promis que Washington y consacrerait bientôt 400 millions de dollars par mois. Peu de nouvelles promesses d'aides sont attendues à Tokyo. L'Iran s'est toutefois engagé à hauteur de dix millions de dollars (8,1 millions d'euros).

JACQUES CHIRAC ET GERHARD SCHRODER AFFICHENT UN SOUTIEN FORT À ANKARA POUR SA CANDIDATURE À L'UNION EUROPÉENNE

JACQUES Chirac et Gerhard Schröder encadrant le Premier ministre d'une Turquie candidate à l'entrée dans l'UE: c'est l'image symbole qui restera du quatrième conseil des ministres franco-allemand, au cours duquel Paris et Berlin ont, le 26 octobre, affiché leur soutien à Ankara, non sans réserves ou arrière-pensées de part et d'autre. Recep Tayyip Erdogan est ressorti visiblement satisfait de son entretien d'une heure avec le président français et le chancelier allemand.

Venu assister à la signature de la commande de 36 Airbus par Turkish Airlines, M. Erdogan a déclaré que "l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne a cessé d'être un processus ambigu pour l'UE et a pris une direction irréversible".

Lors de la conférence de presse de

clôture du sommet franco-allemand, le chancelier allemand a souligné que "Nous sommes tout à fait d'accord sur ce point avec le président" Jacques Chirac. "Mon vœu le plus cher, c'est que nous arrivions au terme de cette procédure, qui durera dix ou 15 ans, à une possibilité d'adhésion. C'est l'intérêt des Turcs, et c'est l'intérêt des Européens", a confirmé Jacques Chirac. "Nous nous engageons dans cette procédure avec l'espoir et la volonté qu'elle aboutisse comme nous le souhaitons".

Alors que la décision d'ouvrir des négociations d'adhésion avec Ankara – "en 2005 ou autour de 2005" selon Jacques Chirac-, sera "probablement" prise selon lui par les 25 lors du sommet de Bruxelles le 17 décembre, il s'est dit personnellement "favorable aux conclusions de la Commission", qui se prononçait dans son rapport pour le lancement de ces pourparlers.

Jacques Chirac a rappelé que les Français seront consultés par référendum, mais que dans dix ou quinze ans, le problème "se posera avec beaucoup moins de passion". "Le problème doit être apprécié dans le temps", mais l'adhésion de la Turquie "est de l'intérêt de l'Europe, de l'intérêt de la Turquie et de l'intérêt de la paix et de la démocratie dans le monde et dans la région", a-t-il ajouté.

Reste le symbole: la France et l'Allemagne côte à côte pour soutenir la Turquie, à la veille du sommet européen décisif de Bruxelles. Fervent opposant de l'entrée de la Turquie dans l'UE, le président de l'UDF François Bayrou a aussitôt accusé Jacques Chirac de "passer en force et d'imposer une solution qui ne correspond pas aux vœux de la majorité des Français et de l'idée qu'on se fait de l'Europe".

Devant les vives réactions provoquées par ce soutien ostensible à la candidature turque, le chef de l'Etat a rappelé dès le lendemain à Paris que le résultat des négociations avec Ankara "n'est pas acquis d'avance".

François Hollande a accusé le chef de l'Etat de pratiquer le "double langage" et réclamé une "clarification". "Le double langage, le double discours, c'est une fausse habileté", a déploré le Premier secrétaire du PS, "il faut dire à un moment la vérité".

Jacques Chirac a donc tenu à clarifier sa position lors du conseil des ministres le 27 octobre. Si le Conseil européen se prononce le 17 décembre pour une ouverture des négociations, Jacques Chirac a évoqué "trois hypothèses": soit la Turquie adhère au terme du processus, soit "les négociations n'aboutissent pas et là le processus serait interrompu". Dans la troisième "hypothèse", "les négociations progressent mais butent sur des problèmes de fond essentiels". Dans ce cas, il faudrait, "d'un commun accord", trouver "une solution qui permettrait de créer avec la Turquie un lien fort qui ne serait pas l'adhésion". En clair: un partenariat privilégié avec l'UE.

DAMAS: PROCÈS DE QUINZE KURDES ET DEUX ÉTUDIANTS SYRIENS DEVANT LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT, UN TRIBUNAL D'EXCEPTION SANS DROIT D'APPEL

Le procès de quinze Kurdes, arrêtés lors de heurts sanglants en mars dans le nord de la Syrie, s'est poursuivi le 31 octobre devant la Cour de sûreté de l'Etat, a indiqué Me Anouar Bounni.

Les Kurdes, dont le procès avait débuté en août dernier, sont accusés d'"actes de sabotage" et d'"incitations à la sédition, à des dissensions confessionnelles et à la guerre civile". Leur prochaine audience a été fixée au 28 novembre, selon Me Bounni. Ils ont été arrêtés pendant des affrontements qui ont opposé en mars des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes dans des régions du nord de la Syrie, ayant fait 40 morts, selon des sources kurdes, 25 morts selon un bilan officiel syrien.

En outre, le procès de deux étudiants syriens, Mohammad Bachir Arab et Mouhannad Debes, respectivement étudiant en médecine et en génie civil, accusés d'avoir "publié de fausses informations dans le but de porter atteinte à l'ordre public" s'est poursuivi le même jour devant ce même tribunal d'exception, dont les décisions sont sans appel.

Les deux étudiants syriens, accusés également d'être "hostiles aux objectifs de la révolution", risquent la perpétuité, a indiqué Me Bounni, précisant que la prochaine audience de leur procès a été fixée au 21 novembre.

Les deux jeunes hommes avaient été arrêtés le 24 avril en compagnie de neuf de leurs camarades dans un café près de la Cité universitaire de Damas. Leurs amis avaient été relâchés le 5 mai. Ces arrestations ont été menées à la suite d'un sit-in à Alep (nord) pour protester contre un décret promulgué par les autorités. Ce décret met fin à l'emploi automatique dans la fonction publique des diplômés des facultés de génie. Auparavant, les diplômés de la faculté de génie étaient assurés de trouver directement un emploi dans le secteur public.

A l'extérieur du tribunal, plusieurs centaines de personnes, encadrées par les forces de l'ordre, se sont rassemblées en solidarité avec les Kurdes et les deux étudiants. La foule, composée de membres des familles des détenus, de membres de partis kurdes et de militants des droits de l'Homme, ont applaudi à la vue des détenus. Plusieurs diplomates, notamment européens, américain et canadien, en poste à Damas se trouvaient parmi la foule.

Dans une déclaration à l'AFP, Me Bounni a appelé à "l'abrogation de la justice d'exception en Syrie et à la libération de tous les détenus politiques".

Par ailleurs, un étudiant kurde, Massoud Hamed, a été condamné le 10 octobre à trois ans de prison pour avoir publié sur internet des photos d'une manifestation à Damas, a déclaré Me Anouar Bounni. Massoud Hamed a été accusé par la Cour de sûreté de l'Etat d'"appartenir à une organisation secrète" et d'avoir "tenté de rattacher une partie du territoire syrien à un pays tiers", une accusation portée "systématiquement" contre les Kurdes, a souligné Me Bounni.

Hamed, étudiant en deuxième année de la Faculté de journalisme, avait été arrêté en juillet 2003 après avoir

publié sur internet des photos d'un sit-in organisé en juin 2003 par des partis kurdes, selon l'avocat.

"Ce verdict montre que les autorités syriennes poursuivent leur politique de répression et d'interdiction du libre échange d'informations, ce qui constitue une violation des droits de l'Homme les plus élémentaires", selon Me Bounni.

En juin et juillet derniers, quatre internautes avaient été condamnés par le même tribunal à des peines de prison pour "publication d'informations mensongères" sur internet.

Des centaines de Kurdes s'étaient rassemblés le 5 octobre à proximité du Conseil des ministres à Damas pour demander au gouvernement de leur restituer la nationalité syrienne qui leur a été retirée depuis plus de quatre décennies. La manifestation a eu lieu à l'occasion du 42ème anniversaire d'un recensement effectué en 1962 à Hassaké (nord-est) à la suite duquel la nationalité syrienne avait été retirée à environ 200.000 Kurdes habitant ce gouvernorat syrien, indique le communiqué signé par le secrétaire général du Parti démocrate progressiste kurde, Aziz Daoud.

Les Kurdes de Syrie, estimés à 1,5 million, représentent environ 9% de la population du pays et sont installés essentiellement dans le nord, aux confins du Kurdistan turc et irakien.

LE PRINCE CHARLES EN VISITE EN TURQUIE SE REND À MARDIN

Le prince Charles, héritier du trône britannique, en déplacement de trois jours en Turquie, a clos son voyage le 26 octobre à Mardin par la visite des sites historiques et religieux de l'antique cité de Mardin, dans le Kurdistan de Turquie. La visite du prince de Galles en Turquie s'inscrit dans une tournée de neuf jours qui a déjà conduit Charles en Italie et qui s'est achevé en Jordanie.

Entouré d'un important dispositif de

sécurité, le prince de Galles s'est d'abord rendu à la madrasa Kasimiye, un centre d'enseignement religieux datant du XV^e siècle, avant de visiter l'église syriaque orthodoxe de Kirkdar (Ve siècle) et la mosquée Latifiye (XIV^e siècle). Le prince Charles s'est également rendu au monastère de Deyrulzafaran, qui a été construit au Ve siècle et a abrité pendant plusieurs siècles le patriarcat de l'Eglise syriaque orthodoxe, l'une des plus anciennes Eglises au monde.

La ville multi-ethnique de Mardin, édifiée il y a environ 7.000 ans sur un piton rocheux dominant la plaine mésopotamienne, n'est pas parvenue, en dépit de ses efforts, à se faire inscrire sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco.

Le 25 octobre, le prince a présidé la cérémonie de réouverture du consulat

général de Grande-Bretagne à Istanbul, qui avait été partiellement détruit en novembre par un attentat suicide attribué à une cellule turque du réseau terroriste Al-Qaïda. Il s'est ensuite entretenu à Ankara avec le président turc Ahmet Necdet Sezer et le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, avant de se rendre à Mardin.

soutenu et financé par la Turquie. "Notre position est que Kirkouk doit être la ville de toutes les ethnies et de toutes les religions même si son caractère turcoman se manifeste dans sa citadelle, sa vieille caserne et son architecture", affirme-t-il. Les Turcomans représentent en fait environ 18 % de la population de la ville.

KIRKOUK: LES KURDES REVENDIQUENT SON ATTACHEMENT AU KURDISTAN AUTONOME

DES centaines de Kurdes ont manifesté le 25 octobre dans la ville pétrolière de Kirkouk pour demander son rattachement au Kurdistan d'Irak et menacé de boycotter les élections de janvier si ils ne peuvent pas récupérer leur propriétés confisquées par les Arabes. "Cette manifestation est un message adressé à ceux qui cherchent à marginaliser les Kurdes et à ne pas leur accorder leurs droits", a déclaré lors de cette manifestation un membre du bureau politique du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'une des deux principales formations kurdes d'Irak, dirigé par Massoud Barzani.

Le 2 octobre, des Kurdes ont manifesté à Kirkouk, qui a été largement arabisée sous le régime du président déchu Saddam Hussein, pour demander un référendum sur l'avenir du Kurdistan et y rattacher la ville pétrolière.

Les Kurdes évoquent la politique d'arabisation menée par le régime de Saddam Hussein dans Kirkouk et sa province, qui avait culminé par l'opération dite "Anfal" consistant à déplacer les habitants d'un millier de villages kurdes de la région vers le sud de l'Irak. Pour les Turcomans et les Arabes, la question se pose autrement et les représentants des deux communautés s'inquiètent de l'implantation de nombreux Kurdes dans la ville et sa province de Taamim qui ne sont pas comprises dans la région autonome kurde.

Les tensions ethniques ont commencé à s'exacerber à Kirkouk entre Kurdes,

Arabes et Turcomans à l'approche des élections de janvier. Les trois communautés de la ville ont également profité d'une récente rencontre avec le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw, de passage dans la ville le 9 octobre pour plaider chacune sa cause. "Kirkouk est kurde et on ne peut pas revenir là dessus", souligne Kémal Kirkouki, responsable local du PDK. "Notre peuple ne peut accepter une altération de ce fait historique comme a tenté de le faire Saddam Hussein en vidant Kirkouk de sa population kurde et en la remplaçant par des Arabes", a-t-il souligné.

"La ville vit aujourd'hui une campagne de kurdisation systématique menée par les partis kurdes", s'indigne Farouk Abdallah Abdelrahmane le président du Front turcoman, un parti

Le chef tribal sunnite Hassan Mizher al-Assi, accuse quant-à-lui "les partis kurdes d'avoir poussé 100.000 membres de cette communauté à s'installer dans la province, avec la complicité des Américains, sous le prétexte qu'ils ont été chassés de leurs terres par l'ancien régime".

Le responsable des déplacés dans la province, Hassib Rojbeyani, insiste sur le droit des Kurdes de revenir dans leur région d'origine et fait état du retour de 16.000 familles, ce qui ne représente, selon lui, que le tiers des personnes chassées par l'ancien régime.

M. Straw, arrivé le 6 octobre à Ankara en provenance du Kurdistan irakien, où il s'est également entretenu avec les principaux dirigeants kurdes, a admis que la situation était complexe tout en invitant les protagonistes à résoudre leur différend par des négociations. "Nous comprenons que le problème sur Kirkouk est très difficile, mais il devra être réglé par la voie de négociations", a-t-il déclaré.

L'IRAN FAIT MONTER LES ENCHÈRES EN REPRENANT L'ENRICHISSEMENT D'URANIUM

L'Iran est passé outre le 5 octobre aux inquiétudes suscitées par ses activités nucléaires et balistiques en faisant un premier pas vers la reprise de l'enrichissement d'uranium et en annonçant le même jour que ses missiles balistiques ont désormais une portée de 2.000 kilomètres. L'ancien président iranien Akbar Hachémi Rafsandjani, resté un personnage central du régime iranien, a révélé pour la première fois que l'Iran avait augmenté la portée de ses missiles balistiques à 2.000 kilomètres, fournissant un motif supplémentaire

d'inquiétude à la communauté internationale et à Israël.

"Nous avons aujourd'hui la puissance de lancer nos missiles jusqu'à 2.000 km et les experts savent qu'une fois qu'un pays a franchi cette étape, toutes les suivantes sont accessibles", a déclaré l'ancien président cité par l'agence officielle Irna.

L'Iran a testé le 11 août une version optimisée de son missile conventionnel Chahab-3. Sa portée était jusqu'alors chiffrée entre 1.300 et 1.700 km selon les sources iraniennes.

Mais, après le 11 août, des sources israéliennes ont avancé que le Chahab pouvait désormais atteindre jusqu'à 2.000 km.

Peu après, la Commission des Affaires étrangères du parlement a adopté à la majorité une proposition de loi forçant le gouvernement iranien à reprendre l'enrichissement d'uranium, allant à l'encontre des demandes de la communauté internationale.

"Le gouvernement est tenu, en s'appuyant sur les scientifiques, les chercheurs et les moyens du pays, et en veillant au respect des engagements auxquels sont tenus l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et les pays qui disposent de cette technologie, d'agir pour que le pays maîtrise la technologie nucléaire civile, notamment le cycle de production de combustible", c'est-à-dire l'enrichissement, affirme le texte, a indiqué Kazem Jalali le porte-parole de la commission des Affaires étrangères.

Si une telle loi était adoptée puis appliquée, elle entraînerait presque inmanquablement l'envoi du dossier nucléaire iranien devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Toutefois, aucune date n'a été avancée pour l'examen du texte par le parlement. Selon les analystes, Téhéran veut ainsi souligner sa détermination à ne pas céder face aux pressions internationales et faire monter les enchères sur dossier nucléaire.

Le président du parlement, Gholi-Ali Hadad-Adel, ses deux vice-présidents, Mohammad Reza Bahonnar et Mohammad Hossein Aboutorabi, et tous les autres ténors de la majorité conservatrice font partie des 235 députés (sur un total de 290) qui ont signé la proposition de loi.

Cependant, l'adoption définitive d'un tel texte est soumise à de nombreuses contraintes, stratégiques et législatives. Il doit être soumis au vote de la séance plénière du parlement conservateur. Il devra ensuite passer le sas des institutions de contrôle. Et les décisions sur des questions aussi cruciales que le nucléaire sont prises au plus haut du pouvoir, dans un cercle restreint.

L'enrichissement d'uranium constitue une préoccupation majeure de la communauté internationale, inquiète que la technologie produisant le combustible pour les futures centrales iraniennes ne soit détournée pour fabriquer l'arme atomique.

L'Iran a accepté en octobre 2003 auprès des trois pays européens (Allemagne, France, Grande-Bretagne) de suspendre ses activités d'enrichissement, en gage de bonne foi. Mais l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'alarme depuis de ce qu'elle considère comme étant des remises en cause des engagements pris par Téhéran.

L'AIEA vient de presser l'Iran de suspendre "immédiatement" toutes ses activités d'enrichissement, y compris les opérations préalables, telles la construction de centrifugeuses et la production d'hexafluorure d'uranium (UF6), dont Téhéran a annoncé la reprise, arguant qu'elles ne sont pas constitutives de l'enrichissement.

A l'initiative des trois Européens, l'AIEA a aussi donné à l'Iran jusqu'au 25 novembre pour lever les doutes sur la nature de ses activités. Elle réserve sa décision pour sa prochaine session en novembre. Mais elle pourrait alors saisir le Conseil de sécurité si elle estime que l'Iran n'a pas satisfait à ses exigences.

STRASBOURG: LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR ENQUÊTE PÉNALE NON- EFFECTIVE, TORTURE ET CONDAMNATION DE SYNDICALISTES

LA Cour européenne des droits de l'homme a condamné le 28 octobre la Turquie pour avoir insuffisamment enquêté sur le meurtre d'un homme tué en 1998, lors d'un affrontement entre les forces de l'ordre et des membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). L'affrontement avait eu lieu le 28 novembre à l'entrée du village de Narlica, situé dans la région de Diyarbakir où les forces de sécurité avaient dressé une embuscade, indique la Cour dans son arrêt.

L'homme mortellement blessé par balles, Izettin Zengin, avait dans un premier temps été présenté comme un terroriste par les autorités judiciaires avant qu'une enquête préliminaire n'aboutisse à la conclusion qu'il avait "probablement" été tué par des tirs des "terroristes" du PKK.

La Cour européenne, saisie par la veuve d'Izettin Zengin, a relevé que malgré l'ouverture d'une enquête, la justice turque n'avait pas ordonné d'examen balistique ni d'autopsie du corps et qu'elle n'avait pas entendu la requérante, des membres de sa famille ou des villageois. "L'Etat turc ne peut passer pour avoir mené une enquête pénale effective", souligne la Cour concluant à une violation de l'article 2

(droit à la vie) de la Convention européenne des droits de l'homme "quant aux caractères de l'enquête menée" et de l'article 13 (droit à un recours effectif).

Elle a alloué 12.000 euros pour dommage moral à Mme Zengin, qui affirmait également que son mari avait été tué par les forces de l'ordre. La Cour n'a pas suivi cette affirmation estimant que cette "conclusion (...) relèverait du domaine de l'hypothèse et de la spéculation plutôt que d'indices fiables".

Par ailleurs, la Turquie a été condamnée le 26 octobre par la Cour européenne des droits de l'Homme pour des tortures infligées en mai 1998 à un homme accusé d'être proche de l'ex-Parti des travailleurs du Kurdistan (rebaptisé Kongra-Gel). Le 17 mai 1998, Abdurrahman Celik et Kasim Imret avaient été arrêtés par les autorités turques qui les soupçonnaient d'être des messagers du PKK, accusation pour laquelle ils avaient été ensuite relaxés.

Selon leurs déclarations, ils auraient subi pendant leur garde-à-vue des décharges électriques sur diverses parties du corps, notamment les organes sexuels. Ils auraient

également été battus, privés de nourriture et d'eau, mis à l'isolement, menacés de mort et insultés.

La Cour européenne, estimant "peu convaincante" la version d'Ankara qui avait expliqué que M. Celik avait fait une chute, a estimé que les blessures décrites par ce requérant (ecchymose de 3 cm sous l'oeil et lésions à l'aîne) "résultaient d'un traitement pour lequel le gouvernement turc est responsable". Elle a ainsi condamné la Turquie pour violation de l'article 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains) de la Convention européenne des droits de l'Homme.

En revanche, concernant le deuxième requérant, les juges européens ont accordé le bénéfice du doute à la Turquie et considéré qu'il n'y avait pas eu violation de l'article 3, M. Imret n'ayant pas fourni d'indices de nature à étayer son allégation.

La Cour européenne a d'autre part estimé que les autorités turques avaient failli à engager rapidement des poursuites contre les policiers mis en cause et condamné Ankara pour violation de l'article 13 (droit à un recours effectif) pour les deux hommes. La Turquie devra verser 10.000 euros à M. Celik et 5.000 euros à M. Imret pour dommage moral.

D'autre part, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait donné raison le 19 octobre à six militants syndicaux kurdes de Turquie, condamnés à de la prison avec sursis en 1995 pour avoir diffusé un communiqué de presse hostile à la politique d'Ankara au Kurdistan.

La condamnation des requérants à dix mois de prison avec sursis, le 16 novembre 1995 par la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir, contrevenait à la liberté d'expression des intéressés, garantie par la Convention européenne des droits de l'Homme, ont estimé les juges européens. De plus, la Cour a estimé que le procès des militants syndicaux n'avait pas été équitable, du fait de la présence d'un magistrat militaire dans la cour de sûreté de l'Etat.

Les requérants avaient été condamnés

pour avoir vivement critiqué le gouvernement turc de l'époque, à qui ils reprochaient de ne pas respecter les droits fondamentaux des citoyens et de s'être « identifié à une logique exterminatrice ».

« Si certains passages, particulièrement acerbes, du communiqué de presse brossent un tableau des plus négatifs de la

politique du gouvernement en matière de lutte contre le terrorisme, et donnent ainsi au récit une connotation hostile, ils n'exhortent pas pour autant à l'usage de la violence, à la résistance armée, ni au soulèvement, et il ne s'agit pas d'un discours de haine », a relevé la Cour, qui a condamné la Turquie à verser de 2.000 à 5.000 euros à chacun des requérants.

BILAN MITIGÉ DE L'ÉTAT DE LIBERTÉ DE LA PRESSE EN TURQUIE SELON REPORTERS SANS FRONTIÈRES

REPORTERS Sans Frontières (RSF) a dressé le 18 octobre un bilan mitigé de l'état de la liberté de la presse en Turquie, à la veille d'une visite privée, les 19 et 20 octobre, du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan à Paris.

Malgré les progrès accomplis sur le plan législatif au cours des deux dernières années dans la perspective de l'adhésion à l'Union européenne, les sujets concernant l'armée et la question kurde restent dans les faits sujets à de fortes pressions, souligne l'organisation de défense de la liberté de la presse, dont le siège est à Paris.

La nouvelle loi sur la presse adoptée en juin 2004 met officiellement fin aux sanctions les plus répressives à l'égard de la presse, telles que la suspension du média incriminé, relève RSF.

Cependant, selon RSF, la liberté d'initiative laissée au Haut Conseil de l'Audiovisuel turc (RTUK) en matière de sanction reste un obstacle au respect des nouvelles législations.

Le nouveau code pénal, récemment voté, accorde une plus grande liberté à la presse, mais il prévoit une peine de prison pour « propagande d'une organisation illégale ou de ses objectifs », la sanction étant aggravée si le délit est commis par voie de presse.

La liberté d'interprétation des juges dans de telles affaires peut aller à l'encontre de la liberté d'expression concernant des sujets « sensibles », précise l'organisation.

Elle souligne que plusieurs journalistes turcs ont fait ou font encore les frais de lois qui ne respectent pas encore les normes de l'UE en matière de liberté de la presse.

Tout en saluant l'autorisation d'émettre en langue kurde, RSF déplore les pratiques arbitraires du RTUK et la détention de nombreux journalistes pro-kurdes, mais aussi islamistes et d'extrême gauche notamment.

Par ailleurs, un journaliste turc du quotidien Hurriyet a été interpellé le 15 octobre à Istanbul et amené dans les locaux de la police antiterroriste de la métropole en raison d'une récente interview sur le PKK. Sebati Karakurt, photographe à Hurriyet qui a son siège à Istanbul, a été interpellé à son domicile par une dizaine de policiers.

Le journaliste avait réalisé un entretien, publié le 10 octobre, avec Murat Karayilan, chef militaire de l'ex-Parti des Travailleurs du Kurdistan (rebaptisé Kongra-Gel) dans les montagnes du nord de l'Irak. Dans son photo-reportage qui s'étalait sur deux pages, le journaliste évoquait notamment « la transformation » au sein de l'organisation qualifiée de « terroriste » par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Des photos montraient des femmes en treillis, souriantes, l'air décontracté. L'une d'elles portait également une guitare sur l'épaule. Le reportage a provoqué un certain émoi dans l'opinion publique turque.

Le Conseil de la presse turque a vivement condamné la descente policière visant l'appartement du

journaliste, affirmant qu'elle va à l'encontre des aspirations européennes de la Turquie.

cette conférence parce que le gouvernement irakien (...) est pour l'heure l'entité souveraine représentant l'Irak".

PARIS: SEMAINE DES CULTURES ÉTRANGÈRES

« *L'étranger dans la ville* » a été la thématique de la troisième édition de la semaine des cultures étrangères qui s'est déroulée à Paris du 27 septembre au 3 octobre 2004. Pendant une semaine, les étrangers de Paris et leurs institutions culturelles ont invité les parisiennes et les parisiens à venir à leur rencontre pour découvrir les cultures étrangères en visitant les 35 centres et instituts culturels étrangers de Paris dont l'Institut kurde de Paris.

À l'occasion du vingtième anniversaire de la mort du grand cinéaste kurde Yilmaz Güney, l'Institut kurde, dont il fut l'un des cofondateurs, lui a rendu hommage en proposant deux manifestations de commémoration : Un Rassemblement de souvenir et de recueillement le 9 septembre 2004 à 13h00 sur sa tombe au cimetière du Père-Lachaise, puis du 29 septembre au 12 octobre 2004 une rétrospective de ses films présentée au Cinéma l'Archipel, à Paris. La rétrospective proposait les

films « Seyyit Han », « Umut » (Espoir), « Agit » (Elégie), « Arkadas » (Le copain), « Düsman » (L'ennemi), « Sürü » (Le troupeau), « Yol » palme d'Or au Festival de Cannes en 1982, « Endise » (L'inquiétude), « Aç Kurtlar » (Les loups affamés), « Zavallilar » (Les malheureux).

Dans le cadre de la Semaine des cultures étrangères, une exposition de peintres kurdes (Ziya Aydin, Ali Hadi, Ramzi Ghotbaldin et A. Jalal Seirko), sur le thème de « *l'étranger dans la ville* » a également été organisée du 28 septembre au 9 octobre dans les locaux de l'Institut kurde de Paris. Tout au long des deux semaines d'exposition, de nombreux visiteurs, réguliers comme nouveaux, ont été accueillis à l'Institut. Les Kurdes se sont également rendu dans de nombreux autres centres pour profiter d'un programme très riche repris largement par la revue *Zurban*, par la radio et la presse écrite.

Le gouvernement de Bagdad demandera aux pays participant de l'aider à améliorer la sécurité dans le pays et à préparer les élections qui doivent se tenir d'ici janvier 2005, ont déclaré des responsables.

« Nous demanderons aux participants à la conférence leur assistance et leur coopération pour nous aider à bâtir l'armée irakienne ainsi que notre potentiel en matière de sécurité », a déclaré M. Zebari. « Nous demanderons aux pays participants de soutenir le processus électoral, d'aider le gouvernement et le peuple irakien à garantir un climat politique propice et positif et d'encourager tous les partis irakiens à participer à ce processus électoral », a ajouté Zebari, précisant que le gouvernement souhaitait toujours que les élections se tiennent dans tout le pays d'ici fin janvier 2005.

Il a affirmé que plus l'Irak serait aidé dans la mise en place de ses forces de sécurité, plus vite les forces de la coalition internationale pourraient quitter le pays.

Le ministre irakien des Affaires étrangères a enfin exhorté les Nations unies à renforcer leur présence en Irak et à s'engager davantage pour aider dans l'organisation des élections.

AINSI QUE...

• **LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'IRAK: LE GOUVERNEMENT IRAKIEN REPRÉSENTERA SEUL L'IRAK EN EGYPTÉ CONTRAIREMENT AUX SOUHAITS DE PARIS.** La conférence internationale sur l'Irak aura lieu les 22 et 23 novembre prochains à Charm-el-Cheikh, station balnéaire égyptienne sur la mer Rouge, ont annoncé le 20 octobre des responsables égyptiens et américains. Le secrétaire d'Etat américain adjoint William Burns, qui a été reçu par le président égyptien Hosni Moubarak, a précisé que cette conférence aurait pour thème central la stabilisation du pays.

« C'est une occasion d'aider les Irakiens et le gouvernement irakien à organiser et garantir un processus

politique en Irak », a expliqué M. Burns après son entretien avec le raïs égyptien.

Il a ajouté que cette réunion ne serait ouverte qu'aux représentants du gouvernement intérimaire irakien et non aux opposants à l'actuelle administration pro-américaine. « Il s'agit de fournir un message de soutien en faveur d'un processus politique irakiens mais, à nos yeux, cette réunion concerne d'abord les représentants du gouvernement », a souligné le diplomate américain.

A Bagdad, le ministre irakien des Affaires étrangères Hochar Zebari a confirmé que les mouvements d'opposition « ne prendront pas part à

Pour la réussite de cette réunion, la France avait souhaité que « la représentation des forces irakiennes soit aussi large que possible » et que soit élargi au maximum « le cercle des participants pour y inclure tous ceux qui refusent la violence ». Le ministre français des Affaires étrangères Michel Barnier a évoqué le 25 octobre l'idée d'une réunion « inter-irakienne », incluant les groupes irakiens prêts à renoncer à la violence, qui coïnciderait ou suivrait la conférence internationale sur l'Irak. S'exprimant à l'issue d'une rencontre informelle avec ses homologues européens et nord-africains dans le cadre du Forum Méditerranéen, Michel Barnier a estimé que la conférence de Charm el-Cheikh risquait de ne pas atteindre son but, à savoir aider l'Irak à sortir

du "trou noir" de la violence. La conférence de Charm el-Cheikh devrait réunir les représentants des pays voisins de l'Irak, du G8, de la Chine, des Nations unies, de la Ligue arabe, de l'Organisation de la Conférence islamique et de l'Union européenne.

• **BERLIN: LE GOUVERNEMENT ALLEMAND DÉCIDÉ À VÉRIFIER SI SES CHARS NE SONT PAS EMPLOYÉS CONTRE LES KURDES EN TURQUIE.** Le gouvernement allemand va vérifier des informations d'un ancien militaire est-allemand, selon lequel des chars allemands auraient été déployés dans une région kurde de Turquie, en infraction à un traité de 1994, ont indiqué le 20 octobre à Berlin des porte-parole du gouvernement allemand.

Ces derniers ont cependant souligné, lors d'un point de presse, qu'ils n'avaient jusqu'à présent "aucune connaissance" d'un tel emploi des chars allemands par la gendarmerie turque, comme l'a rapporté le 19 octobre la chaîne de télévision publique ZDF, citant un historien militaire et ancien chef de compagnie de chars de l'Armée nationale populaire (NVA) de RDA, Joerg Siegert. Selon l'émission "Frontal 21", ces blindés de RDA ont été déployés dans la province de Sirnak.

M. Siegert affirme avoir reconnu formellement ces engins à leur carrosserie en visionnant un film tourné en secret au cours des derniers jours. ZDF relève que des Kurdes ont été expulsés à nouveau de leurs villages dans la région de Sirnak.

De son côté, le porte-parole du gouvernement Bela Anda a rappelé que "les dispositions du traité excluent" un tel usage, tout en soulignant que "le gouvernement allemand ne dispose d'aucune

information selon lesquelles ce serait le cas. Il est clair que l'on prend au sérieux ces reproches et qu'on vérifie ce qui a été rapporté" lors de cette émission télévisée, a-t-il dit.

Le traité de 1994 autorisait la livraison de ces chars destinés à la défense nationale, à condition qu'ils ne soient pas utilisés dans les zones frontalières peuplées de Kurdes.

M. Anda s'est refusé à toute spéculation sur les conséquences que pourrait avoir la confirmation d'une telle utilisation des chars allemands, en violation d'un accord. Il a rappelé qu'"une demande n'a pas été soumise" à l'Allemagne pour la livraison de chars Leopard II, comme l'a rapporté la presse allemande.

La Turquie a exprimé depuis longtemps son intérêt pour la livraison de plusieurs centaines de chars Leopard II, appartenant actuellement à la Bundeswehr, l'armée allemande.

• **LE CONTINGENT DE LA CORÉE DU SUD CONTRÔLERA LES AFFAIRES CIVILES ET LA RECONSTRUCTION À ERBIL.** la Force multinationale conduite par les Etats-Unis a annoncé le 3 octobre avoir cédé au contingent de la Corée du Sud le contrôle des affaires civiles et de la reconstruction dans la région kurde d'Erbil. "A partir de la date du 1er octobre, plus de 2.500 soldats de la République de Corée sont en charge (...) des opérations de stabilisation et des affaires civiles dans la province d'Erbil", indique un communiqué de la force.

La Corée du Sud a annoncé le 22 septembre avoir porté à 2.800 soldats son contingent en Irak, auquel viendront s'ajouter en novembre 800

autres militaires, faisant d'elle la troisième force dans le pays après le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

Séoul disposait déjà de 660 hommes en Irak, membres du génie civil et du corps médical. Au total, les troupes sud-coréennes atteindront en novembre 3.600 soldats, détrônant ainsi l'Italie à la troisième place des troupes de la force multinationale.

Le contingent sud-coréen, basé à Erbil, doit entamer sa mission de réhabilitation et de reconstruction, strictement limitée à ces domaines par le parlement sud-coréen.

• **LE CHEF DE LA POLICE D'ERBIL ASSASSINÉ PAR UNE ORGANISATION ISLAMISTE.** La police d'Erbil a, le 23 octobre annoncé le meurtre par balles du chef de la police de la ville, le colonel Taha Ahmad Omar, à la sortie d'une mosquée de la ville après la prière de l'aube. Il s'agit de l'un des rares incidents survenus dans la région kurde, épargnée par les violences qui secouent le centre et l'ouest du pays.

Jeich Ansar al-Sunna, un groupe lié à l'organisation terroriste Al-Qaïda a revendiqué l'assassinat dans un communiqué publié sur son site internet. Ce groupe terroriste, qui se présente comme une alliance de plusieurs groupuscules islamistes "jihadistes", a affiché à plusieurs reprises sur son site internet des vidéos montrant l'exécution d'otages étrangers et d'Irakiens "collaborant" avec les forces américaines.

• **DEUX JOURNALISTES TUÉS À BAGDAD ET À MOSSOUL.** Deux journalistes irakiens ont été tués le 14 octobre à la sortie de leur domicile, respectivement à Bagdad et à Mossoul, dans le nord de

l'Irak, a annoncé Reporters sans frontières (RSF) dans un communiqué.

Selon l'organisation de défense de la presse, Dina Mohammed Hassan, journaliste à la télévision Al-Hurriya (liberté), a été abattue alors qu'elle sortait de chez elle, dans le quartier Al-Adhamiya de la capitale, pour se rendre à son bureau. Al-Hurriya est une chaîne de télévision en arabe, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Karam Hussein, photographe à l'agence de presse photo EPA depuis trois mois, a été également abattu devant son domicile à Mossoul par quatre hommes armés qui ont pris la fuite, d'après RSF. Il avait précédemment travaillé pour l'agence de presse américaine Associated Press.

Avec ce double assassinat, « au moins 29 journalistes et 15 collaborateurs des médias ont été tués depuis le déclenchement de la guerre en Irak en mars 2003 », relève RSF.

• ONU : LE PROGRAMME « PÉTROLE CONTRE NOURRITURE » FINANCERA L'ENQUÊTE SUR LES ACCUSATIONS DE CORRUPTION AU SEIN DE CE PROGRAMME. Le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan a annoncé le 13 octobre que l'ONU allait utiliser 30 millions de dollars de revenus tirés du programme « pétrole contre nourriture » pour enquêter sur des accusations de corruption au sein du programme. Dans un courrier adressé au Conseil de sécurité, Kofi Annan a expliqué qu'il avait décidé d'utiliser l'argent d'un compte marqué pour couvrir le coût des investigations jusqu'à la fin de l'année 2005.

Les 191 pays membres des Nations unies participent à divers niveaux au budget annuel de l'ONU, qui s'élève à environ 1,4 milliard de dollars. Or, selon le porte-parole onusien Stéphane Dujarric, le budget, déjà très entamé, ne pourra pas absorber le coût de cette enquête.

Kofi Annan a donc décidé de ponctionner le programme « pétrole contre nourriture », dont le budget est actuellement de 300 millions de dollars, pour financer l'enquête. Il a expliqué qu'il en avait averti le gouvernement irakien.

Le programme « pétrole contre nourriture » a permis à l'Irak, de décembre 1996 à novembre 2003, de vendre une quantité illimitée de pétrole à condition que l'argent serve essentiellement à acheter des fournitures humanitaires et à payer des réparations aux victimes de la guerre du Golfe en 1991.

En janvier, le quotidien irakien "Al-Mada" a publié une liste d'environ 270 personnes -anciens responsables gouvernementaux et onusiens, activistes ou journalistes-suspectées d'avoir profité des ventes de pétrole de l'Irak par le biais de ce programme. Récemment, un rapport des inspecteurs en armement américains a accusé l'ancien gouvernement irakien d'avoir manipulé le programme.

• AU KURDISTAN TURC LES ACCROCHAGES ENTRE LE PKK ET L'ARMÉE TURQUE SE MULTIPLIENT. Les accrochages se sont multipliés depuis que le PKK a mis fin en juin dernier à un cessez-le feu décrété unilatéralement après la capture de son chef, Abdullah Ocalan, en 1999.

Un membre des forces de

sécurité turques a été tué et trois autres ont été blessés le 27 octobre au soir au cours d'un affrontement avec des combattants kurdes dans la province de Bingol, selon des sources de sécurité locales. Selon la police turque, un groupe du PKK aurait attaqué un commissariat dans la région rurale de Genc. L'agence de presse semi-officielle Anatolie affirme pour sa part que les combattants du PKK ont attaqué une patrouille des forces de sécurité turques à la grenade et avec des armes de gros calibre.

Par ailleurs, deux membres des forces de sécurité turques ont été tués lors d'affrontements avec le PKK dans la nuit du 23 octobre dans la province de Dersim. Selon les informations fournies à l'agence de presse Anatolie par les services du gouverneur de Tunceli, les deux victimes ont été tuées lors d'une attaque à la roquette menée contre une unité de l'armée par des combattants du PKK. L'agence a précisé que des opérations de ratissage disposant d'un soutien aérien se poursuivaient pour capturer les "terroristes". Le 2 octobre, un soldat turc avait été tué et trois autres soldats blessés au cours d'affrontements avec le PKK dans la même province. Les affrontements aviaient éclaté au cours d'une opération de sécurité, soutenue par l'aviation, à proximité de la région rurale de Kutuderesi.

Le lendemain, deux soldats turcs ont été tués et quatre autres blessés lors de l'explosion d'une mine télécommandée au passage de leur véhicule, dans la province de Diyarbakir selon des sources de sécurité de la région. Les militaires effectuaient une ronde dans

une zone rurale proche de la ville de Dicle, près de la frontière irakienne, quand la mine a explosé.

Dans la province de Batman, des combattants kurdes ont le même jour saboté un oléoduc. Selon l'agence Anatolie, des combattants du PKK ont fait exploser une bombe à retardement, causant un incendie, qui a pu être maîtrisé. Quelque 6.000 barils de pétrole se sont répandus dans la nature à la suite de cet attentat, ont précisé des responsables de la Société anonyme des pétroles de Turquie (TPAO).

D'autre part, un sous-officier turc a été tué et trois autres soldats blessés dans l'explosion le 9 octobre d'une mine posée sur une route près de Gercus. Le véhicule qui a sauté sur l'engin, posé selon les autorités par des membres du PKK, transportait des soldats de retour d'une mission de patrouille, a précisé le gouverneur local Haluk Imga

• APRÈS UNE ODYSSEE DE QUINZE JOURS EN MER, TREIZE DEMANDEURS D'ASILE KURDES DÉBARQUENT EN SICILE. Treize demandeurs d'asile kurdes, ballottés entre l'Italie et Malte, ont été autorisés le 23

octobre à débarquer en Sicile après une odyssée de plus de quinze jours en Méditerranée, reclus à bord d'un cargo allemand.

La porte-parole pour l'Italie du Haut Commissariat de l'ONU aux Réfugiés Laura Boldrini, a déclaré: "Ils sont partis le 3 octobre, ils ont d'abord passé une semaine enfermés dans un conteneur en fer et ont ensuite été dans une cabine de 7 mètres carrés où il manquait l'air et l'eau".

La police italienne, qui les avait découverts cachés dans un conteneur du navire le 9 octobre, lors d'un contrôle au port calabrais de Goia Tauro (sud), les avait en effet refoulés dans un premier temps et avait obligé le bateau où ils se trouvaient à reprendre la mer.

Chassés par l'Italie, les treize clandestins, onze adultes et deux adolescents originaires de Turquie, s'étaient ensuite heurtés à un refus des autorités maltaises de laisser accoster le cargo. Il a fallu que le Haut Commissariat aux Réfugiés et l'armateur lancent un appel à l'aide pour que la situation, devenue "extrêmement tendue", l'un des clandestins ayant tenté de mettre fin à ses jours, se débloque. "Notre représentant

a saisi verbalement les autorités italiennes à Genève et à Malte", a précisé Mme Boldrini. "Le propriétaire allemand du bateau Matthias Dabelstein a de son côté pris la responsabilité de ne pas rentrer en Turquie et de rester dans les eaux internationales", a-t-elle ajouté.

"L'objectif a été atteint, permettre à ces gens de demander l'asile. L'Italie se plie à ses obligations internationales qui prévoient que le bateau une fois entré dans les eaux territoriales d'un Etat membre de l'Union européenne, ce dernier prend la responsabilité de ses occupants", a-t-elle poursuivi.

L'Italie, confrontée à l'arrivée de nombreux clandestins par la mer, est tentée d'utiliser la manière forte pour dissuader certains immigrants d'embarquer clandestinement. Elle a ainsi procédé début octobre à une série d'expulsions instantanées par charter vers la Libye et c'est de très mauvaise grâce qu'elle avait accepté le débarquement en juillet de 37 boat people africains, récupérés en mer par l'association humanitaire allemande Cap Anamur et passés d'abord par Malte. Ces derniers ont presque tous été ensuite renvoyés par avion au Ghana et au Nigeria.

Rebel Violence in Turkey Could Erode Kurds' Gains

By SUSAN SACHS

DIYARBAKIR, Turkey — The kidnapers came at dusk, just as the day shift at the Tigre marble quarry was ending. Pulling aside the two most senior men, they herded the rest of the dust-caked workers into a small dining hall at gunpoint.

The armed men wore bulky camouflage jackets, according to several people there. They spoke in flawless Kurdish and were chillingly polite.

"We have some business to take care of," one of them announced. "Your two friends will be coming with us as our guests."

Before slipping away with their hostages toward the desolate gray mountains to the east, they conveyed one last message. "Maybe you consider us terrorists," one kidnapper was said to have told the assembled workers. "But we are your brothers."

The abduction of the two foremen on Aug. 29 was the third such incident in six weeks at the remote marble quarries in the flatlands 20 miles north of Diyarbakir in southeastern Turkey, and few people harbored any doubts as to who was responsible.

"We know it was the P.K.K.," said Raif Turk, the quarry owner, using the Kurdish-language initials of the Kurdistan Workers' Party, an outlawed rebel group. "These are people who call themselves guerrillas. But they just wanted money from us."

At the very moment that Kurds have begun to achieve a modicum of economic progress and cultural freedom, Kurdish militants have taken up arms in southeastern Turkey, reviving memories of their separatist insurgency that bankrupted the region and killed some 30,000 people in the late 1980's and the 1990's.

Turkish security forces blamed Kurdish guerrillas for two hotel bombings in Istanbul in August and the bombing of a pop concert in mid-September in the southern city of Mersin, as well as a recent spate of deadly explosions, ambushes and roadside bombs that have killed dozens of soldiers and civilians, including several children, in the southeast.

Clashes between the army and the rebels have become a weekly occurrence, badly straining relations between Turkey and its southern neighbor, Iraq. Turkish officials, already nervous over de facto Kurdish autonomy in northern Iraq, say the guerrillas are operating unmolested from bases in the Iraqi Kurdish zone.

Old loyalties to the Kurdistan Workers' Party run deep here, as

does distrust of the government and the generals in Ankara. But people at all levels of Kurdish society have started to quietly question the guerrillas' tactics, timing and targets, and to worry that a rebel offensive could undercut recent Kurdish political gains.

"I think this is a tactical move by the organization to show that it still exists," said Mahmut Vefa, a human rights lawyer in Diyarbakir. "For one thing, there is no basis to conduct an armed struggle now. And for another, people are not willing to go through all that again."

The group's leader, Abdullah Ocalan, still maintains more than a symbolic grip on Kurdish public life, even though he has been in a Turkish prison since 1999. Political and civic leaders, with rare exceptions, hesitate to break with the one legal political party, called Dehap, that Mr. Ocalan is said to endorse.

"No movement that is not approved by Ocalan can succeed," said Mr. Vefa, who helped found Dehap in 1997. When he backed an independent candidate for mayor of a small town near Diyarbakir in municipal elections in March, he said, local newspapers branded him a traitor.

The Marxist-oriented Kurdistan Workers' Party was once the adored champion of Kurdish aspirations for recognition as a separate people with its own language and culture. Thousands of young Kurds stole away to its mountain lairs in response to its call in 1984 to take up arms against the Turkish state.

The ensuing 15-year conflict devastated the long impoverished southeast. The Turkish military razed several thousand villages suspected of sympathizing with the group. Publishing the word Kurd was enough to put writers in jail. At the same time, the rebels murdered thousands of people they deemed collaborators with the state.

When Mr. Ocalan was captured — and made a surprising renunciation of separatism — his fighters called a unilateral cease-fire. It was never acknowledged by the government, which refuses to deal with the rebels. Yet with war over and Turkey in pursuit of European Union membership, Kurds eventually began to see restrictions ease and signs of life emerge in their regional economy.

The region still lags in investment and public works, but Kurdish businessmen are now building shiny new shopping malls. A few new factories

and 13 marble quarries have opened in the last four years, employing hundreds of people.

At the same time, the government has pledged to respect minority rights. State television has begun limited Kurdish-language broadcasting. And in a widely hailed gesture, a Turkish court in June released four well-known Kurdish activists, including the former Parliament member Leyla Zana, who had served 10 years in prison for contacts with the Kurdistan Workers' Party.

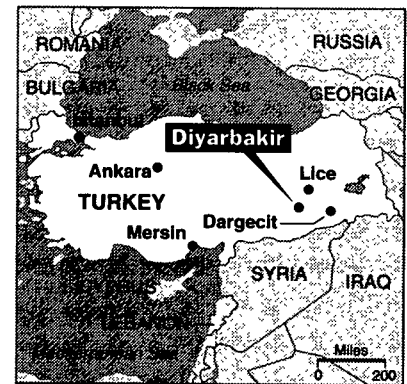
The rebels called off their cease-fire the same month, saying the Turkish Army was hounding them and they were obliged to defend themselves. But Mr. Ocalan's deputies in the field appear confused over how to deal with the changed political environment.

Ms. Zana recently ventured an appeal for peace in the region to allow the democratic reforms to take root. A pro-Kurdish Web site posted a statement attributed to Murat Karayilan, identified as the rebel group's senior field commander.

"Don't go any further," it warned Ms. Zana, "or you will be punished."

The rebels can get away with threatening political figures because many Kurds still doubt that the reforms are sincere, said Sezgin Tanrikulu, the head of the Diyarbakir Bar Association.

"We've come a long way," he said.



Two quarry workers were kidnapped in Diyarbakir, Turkey.

Armed militants revive Turkish memories of a separatist insurgency.

"But no matter how harshly we condemn, the idea of violence continues to have a hold on the minds of young people. To expel it there have to be much more courageous steps toward cultural rights and democratiza-

tion." The increase in violent incidents has political dimensions. It provides ammunition for nationalists, particularly in the military, who object to the present government's easing of restrictions on the Kurds. It may also upset the ambitions of the governing Justice and Development Party, which made a strong showing in local elections in the region at the expense of Dehap, the homegrown Kurdish party.

"People are starting to say that neither the P.K.K. nor the government is doing us any good," said Kutbettin Arzu, president of the Diyarbakir Chamber of Commerce and In-

dustry. "Now more people are realizing that those who want violence are actually profiting from the violence."

Mr. Turk, the quarry owner whose supervisors were kidnapped, said he sought help from local people who might have contact with the rebels but found they could not explain the abductions either. The two workers were released without explanation after two weeks.

"I find that everyone says they disapprove of such operations," he said. "Everyone wants to see a continuation of this peaceful environment so that even this modest economic development can continue."

Other Kurds, however, hesitate to lay blame or even question the motives of the rebels.

"You have to see things from our perspective," said Seyhmus Bayhan, the mayor of Lice, a town just past the marble quarries that was partially destroyed by the Turkish army in 1993. "We don't support violence. But those are the sons of this region who are in the mountains and people here see Ocalan as the reason they have gotten the limited rights they have today."

Trente-sept enfants tués dans un attentat à Bagdad

LE FIGARO VENDREDI 1^{er} OCTOBRE 2004

Au moment où le premier ministre irakien Iyad Allaoui confirmait à Londres la tenue d'élections en Irak « l'an prochain à la date prévue » parce que « la vaste majorité des Irakiens le veut », un triple attentat faisait 42 morts dont 37 enfants, et 200 blessés, à Bagdad. Le nombre élevé d'enfants parmi les morts s'expliquerait par le fait qu'une des voitures piégées a explosé lors d'une cérémonie d'inauguration d'une station de pompage des eaux usées, organisée dans le quartier populaire d'al-Amel.

Selon un témoin, l'explosion de la première voiture a été suivie d'un tir de roquette anti-char puis de l'explosion d'un second véhicule piégé, au passage d'un convoi de militaires américains. Quelques heures plus tôt, non loin de la prison d'Abou Ghraïb, un soldat américain et deux policiers irakiens étaient tués et 60 Irakiens et trois soldats blessés dans l'explosion d'une troisième voiture. Toujours à Bagdad, un soldat de la Force multinationale a été tué et sept autres ont été blessés par le tir d'une roquette.

Dans le nord, à Tall Afar, quatre Irakiens sont morts et seize autres ont été blessés dans un autre attentat, et à Mossoul, deux policiers dont un officier ont été tués dans une attaque lancée par des inconnus armés.

Alors que le vice-premier ministre irakien chargé de la sécurité nationale, Barham Saleh, affirmait que le gouvernement entend reprendre le contrôle des villes rebelles d'ici à novembre, l'aviation américaine a poursuivi ses raids

quasi quotidiens sur le bastion sunnite de Faloudja. Les raids visaient un « repaire de terroristes » du groupe de l'islamiste Abou Moussab al-Zarqaoui, selon l'armée américaine.

La chaîne al-Jezira a diffusé hier la vidéo de 10 nouveaux otages – six Irakiens, deux Libanais et deux femmes indonésiennes – apparemment tombés aux mains de l'Armée islamique en Irak, qui a revendiqué l'enlèvement des journalistes français. Un autre otage libanais a toutefois été libéré.

En marge de cette nouvelle journée de violence, le chef de la garde nationale à Dhoulouiyah a annoncé avoir démissionné avec les 200 hommes qu'il commande dans

cette ville située à 70 kilomètres au nord de Bagdad. Invoquant un conflit avec les forces américaines, le capitaine Ziad Ibrahim al-Joubouri, a déclaré démissionner « car les forces américaines sont toujours présentes dans le poste de police (irakienne), ne répondent pas à nos demandes et ne nous permettent pas de désamorcer la tension ».

Citant des sources diplomatiques, le quotidien britannique *Financial Times* a rapporté que les régions pétrolières du sud de l'Irak envisagent de se constituer en région autonome, une initiative qui pourrait mettre en péril l'unité du pays. Des responsables des trois provinces méridionales de Basora, Missan et Dhiqar, discutent de la possibilité de créer une région fédérale, suivant ainsi l'exemple de la zone kurde dans le nord, précise-t-il. A Bruxelles, l'entourage du général américain James Jones, commandant suprême des forces alliées en Europe, a indiqué que la mission de formation de l'Otan pour les forces de sécurité irakiennes pourrait atteindre jusqu'à « 3 000 » hommes.

(AFP.)



Un triple attentat a fait hier 42 morts dont 37 enfants, et 200 blessés, dans le quartier populaire d'al-Amel à Bagdad, où une station de pompage des eaux usées était en train d'être inaugurée. (Photo Khalid Mohammed/AP.)

UNION EUROPÉENNE Une étude d'impact très positive accompagnera le rapport officiel sur Ankara

La Commission fait l'éloge de l'adhésion turque

Bruxelles :
de notre correspondante,
Alexandrine Bouilhet

L'Union européenne n'a rien à craindre d'une adhésion de la Turquie. Au contraire. Les Etats membres devraient presque se réjouir de l'occasion que leur offre une telle candidature. L'entrée de la Turquie dans le club européen sera bénéfique à toute l'Union. Tel est le message rassurant que la Commission européenne adressera, mercredi prochain, aux chefs d'Etat et de gouvernement, en remettant son rapport sur la Turquie. La recommandation politique de la Commission sur l'ouverture des négociations, sera accompagnée d'une « étude d'impact » de soixante pages, dont *Le Figaro* a obtenu une copie.

A lire ce document, divisé en sept chapitres, et nourri de tableaux chiffrés, l'adhésion de la Turquie, aura un impact positif sur l'économie, la sécurité, et la diplomatie de toute l'Europe. « Cette adhésion est un défi autant pour l'Union que pour la Turquie », souligne le rapport, conscient des peurs soulevées par cet élargissement. « Mais si elle est bien gérée, au cours de la prochaine décennie, elle offrira des opportunités importantes pour la Turquie et pour l'Union. »

Pour la Commission, les premiers bénéfices à attendre de l'adhésion turque sont d'ordre géopolitiques. « En raison de sa taille, de sa situation géographique, de son potentiel économique et militaire, la Turquie a la capacité de contribuer à la stabilité régionale et internationale », indique le rapport. Elle garantirait d'abord la sécurité de l'approvisionnement du gaz et du pétrole du continent.

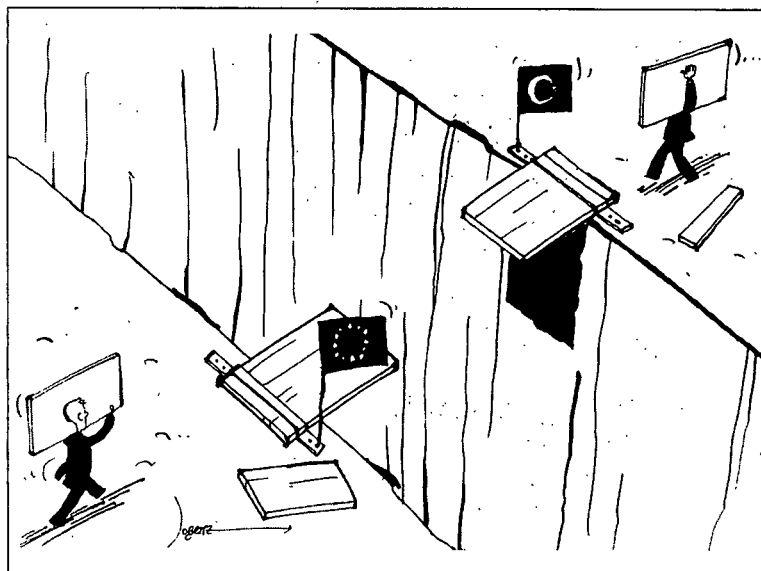
Membre de l'Otan, participant aux efforts de paix dans les Balkans et en Afghanistan,

la Turquie est un acteur militaire essentiel qui permettrait de « renforcer la politique de

sécurité et de défense européenne ».

En politique étrangère, domaine où l'Europe peine à se faire entendre, la Turquie, puissance régionale, apportera beaucoup. Son adhésion sera un facteur « stabilisateur » en Méditerranée, en Asie centrale, au Moyen-Orient et dans le Caucase. A l'exception du Proche-Orient, sa diplomatie dans la région « converge » de plus en plus avec celle des Etats membres. Ses intérêts régionaux rejoignent aujourd'hui ceux du continent. « Une intégration réussie de la Turquie montrera aussi au monde arabe que leurs croyances religieuses sont compatibles avec les valeurs européennes », ajoute le document.

Au chapitre économique, l'accès de la Turquie à un espace de libre circulation des biens des capitaux, des services et des travailleurs aura des effets asymétriques. L'impact lui sera très profitable, alors qu'il restera marginal pour l'Union, en raison du retard important de développement. Cet impact n'en sera pas moins positif. La Commission ne prévoit pas une arrivée massive de travailleurs turcs dans les autres Etats membres.



Trois millions de Turcs vivent et travaillent déjà hors de leur pays. La croissance attendue en Turquie, les investissements étrangers, limiteront l'immigration économique. Les Etats membres bénéficieront quant à eux d'une nouvelle génération de travailleurs jeunes et qualifiés. L'essor démographique du pays, avec 80 millions d'habitants attendus en 2015, permettra de compenser le vieillissement de la population européenne.

La Commission est tout aussi optimiste sur l'intégration de la Turquie à l'espace judiciaire et policier commun. « Cela ren-

forcera la coopération dans la lutte contre le crime organisé, les trafics, le terrorisme au bénéfice de toute l'Union », estime le rapport. Placée en pre-

mière ligne pour les demandes d'asile en provenance du Caucase ou du Moyen-Orient, la Turquie jouera un rôle de tampon bien commode pour les Etats membres. La Commission estime qu'elle devra recevoir une aide de Bruxelles pour compenser ce handicap. A l'instar des dix nouveaux Etats membres, la Turquie ne pourra pas entrer tout de suite dans l'espace Schengen, qui

permet de voyager sans visa entre les Etats membres.

Autre assurance : le coût de l'adhésion turque restera relativement modéré pour l'Union européenne. La Commission estime entre 22,1 et 33,5 milliards d'euros le montant maximum des transferts entre Bruxelles et Ankara en 2025, soit 0,1 % du PIB européen à cette date. « L'impact sera important, mais, d'ici à l'adhésion, la structure du budget européen aura sans doute changé », précise la Commission qui prévoit des « arrangements particuliers » pour la Turquie. Sur ce chapitre sensible, comme sur celui des institutions, la Commission refuse tout catastrophisme.

LE FIGARO SAMEDI 2 - DIMANCHE 3 OCTOBRE 2004

Éditorial

Clarification turque

SARKOZY en a rêvé, Chirac l'a fait. Les Français seront consultés par voie de référendum lorsque se posera - dans dix ans, dans quinze ans - la question de la ratification de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. En annonçant sa décision de graver cet engagement dans le marbre de la Constitution, le chef de l'Etat manifeste la solidité - dont certains doutaient - du « pacte de l'Elysée » conclu avec Nicolas Sarkozy. Il lance surtout un opportun processus de clarification au moment où s'engage dans le pays la campagne référendaire sur la ratification, d'ici à la fin 2005, du traité constitutionnel européen.

Alors que Laurent Fabius s'efforce d'entraîner le PS vers un double non - à « l'Europe libérale » et à la Turquie -, alors qu'à droite les adversaires de la Constitution européenne (Villiers, Pasqua, Le Pen), et même certains tenants de son adoption (Bayrou), font valoir le « péril turc », Chirac et Sarkozy ont bien vu le risque d'un glissement des enjeux. Si le référendum sur la Constitution européenne se transforme dans l'esprit des électeurs en référendum pour ou contre l'adhésion d'Ankara, la victoire du non ne fait aucun doute. A dix-huit mois de l'élection présidentielle de 2007, un tel échec du président de la République, du président de l'UMP et du premier ministre, quel qu'il soit, serait évidemment de fort mauvais augure pour la droite.

En inscrivant l'exigence d'un référendum dans la Constitution française,

Jacques Chirac veut donc « découpler » les deux sujets et priver les partisans du non de la Constitution européenne de ce qui apparaît comme leur meilleur argument. Y parviendra-t-il ? Rien ne permet de l'affirmer avec certitude, car rien ne dit que la perspective d'une consultation - certaine, mais lointaine - suffira à désarmer les inquiétudes que suscite la perspective d'une adhésion de la Turquie.

S'il s'agit de répondre non à Ankara, le plus simple, le plus franc et le plus efficace aurait sans aucun doute été de le dire tout de suite. De reconnaître, avant l'ouverture des négociations en décembre, que la Turquie n'est européenne ni par son histoire, ni par sa culture, ni par sa géographie. Et que son adhésion aux principes démocratiques - qui reste à prouver et à encourager - ne changerait rien à l'affaire. Cette clarification-là attendra : à l'instar de la quasi-totalité des dirigeants européens ligotés par les promesses consenties depuis 1963, Jacques Chirac ne veut pas être l'homme qui fermerait la porte à la Turquie.

Reste que si l'efficacité politique de la décision présidentielle est incertaine, sa portée démocratique mérite d'être saluée. Alors que l'Europe est passée de neuf membres à douze, puis à quinze, puis à vingt-cinq (bientôt vingt-huit) sans que jamais les Français soient consultés, la règle du jeu va changer. La Turquie - et c'est là l'essentiel - n'entrera pas dans l'Union sans l'aval des électeurs. Lucide, Valéry Giscard d'Estaing estime qu'une telle adhésion signifierait « la fin de l'Europe ». En attendant, le « cas turc » aura eu le mérite de rappeler cette vérité d'évidence, que la construction européenne ne saurait se passer de l'adhésion des peuples.

Alexis Brézet

Isolé dans son camp

Le tropisme turc du président

Isolé et fier de l'être. Jacques Chirac n'en démord pas : qu'importe s'il est bien seul dans sa majorité à défendre avec ardeur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ! Qu'importe si ce sujet a été l'occasion pour Alain Juppé de prendre ses distances avec le président de la République, en allant jusqu'à faire référence au « trouble » de Laurent Fabius lorsque François Mitterrand reçut à Paris le général polonais Jaruzelski : « On pourrait dire : lui c'est lui et moi c'est moi. » Qu'importe, enfin, si cette perspective n'enchantait guère la majorité des Français ! Jacques Chirac est convaincu, contre vents et marées, que la place de la Turquie est au sein de l'Europe. Et, comme il l'a répété, lors d'une conférence de presse à l'Elysée, le 29 avril dernier « sur ce sujet, j'ai une conviction profonde, je sais qu'elle n'est pas partagée par tout le monde et je l'assume. »

Cette « turcophilie » présidentielle ne date pas d'hier. D'aucuns y voient une nouvelle preuve de son universalisme culturel, de sa propension à considérer que toutes les cultures se valent. Mais c'est une vue un peu réductrice. Si, depuis qu'il a été élu en 1995, le président de la République n'a jamais cessé de se poser en ardent défenseur de l'entrée de la Turquie, c'est également pour d'autres raisons qu'il partage d'ailleurs - une fois n'est pas coutume - avec George Bush, qui a souhaité, en juin dernier, que Bruxelles ouvre au plus tôt les négociations d'adhésion avec Ankara.

Preuve de cette constance chiraquienne, quelques mois à peine après son élection, le 13 décembre 1995, le président de la République prend sa plus belle plume pour écrire au premier ministre de l'époque, Tansu Ciller, pour se féliciter que le Parlement européen ait donné son avis conforme à l'accord d'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie, un

« événement historique qui consacre l'ancrage européen de la Turquie ». Depuis, il n'a cessé de militer en faveur d'un ancrage encore plus étroit : d'Ankara à l'Europe. Le 12 mars 1998, à Londres, lors d'une conférence de presse conjointe avec Lionel Jospin, il assure que la « Turquie est considérée comme européenne, c'est sa vocation ». Le 11 décembre 1999, à l'issue du Conseil européen d'Helsinki qui avalise la candidature de la Turquie, Jacques Chirac souligne que la Turquie « par son histoire, et pas seulement par la géographie, et par ses ambitions, est européenne ».

Pourquoi cet acharnement à plaider pour ce rapprochement ? Parce que, comme l'a répété le chef de l'Etat lors de sa conférence de presse d'avril dernier, « toute l'histoire des siècles passés » témoigne de la vocation européenne de ce pays qui « a toujours été associé à la civilisation européenne » et qui, de plus, est aujourd'hui membre de l'Alliance atlantique, du Conseil de l'Europe, de l'OCDE. Ensuite, parce que « cela fait plus de quarante ans que la Turquie s'est vu offrir la perspective d'entrer un jour dans l'Union européenne ». Enfin, parce que le président de la République estime que c'est « notre intérêt politique » d'avoir un jour au sein de l'Europe une Turquie « stable, moderne, démocratique, qui a fait le choix de la laïcité depuis 1924 », « une Turquie acceptant de partager nos objectifs et nos valeurs et qui, à ce titre, pourrait servir de modèle à l'ensemble de la région qui l'entoure ».

A contrario, le président redoute qu'une Turquie qui, malgré ses efforts d'adaptation, se verrait rejetée « pour des raisons d'ordre ethnique ou religieux » puisse finalement « faire le jeu de tous ceux qui, aujourd'hui, prônent le choc des civilisations ou qui cherchent à opposer l'Occident et l'Islam ».

A. F.

Sylvie Goulard : « L'Europe avant la Turquie ! »

*L'argument religieux
ne me paraît pertinent ni
dans un sens ni dans l'autre*

*Une Europe trop élargie
ne pourra pas développer un
vrai projet d'union politique*

LE FIGARO SAMEDI 2 - DIMANCHE 3 OCTOBRE 2004

Spécialiste de l'Allemagne et de l'Europe, enseignante à Sciences-Po (Paris) et au collège d'Europe à Bruges, Sylvie Goulard vient de passer trois ans au cabinet de Romano Prodi à Bruxelles. Dans son livre *Le Grand Turc et la république de Venise* (Fayard), qui sort le 6 octobre en librairies, elle explique pourquoi l'adhésion turque à l'Union européenne lui semble déraisonnable.

Propos recueillis
par Baudouin Bollaert

LE FIGARO. - Pourquoi tant de passion et de malentendu autour de l'adhésion de la Turquie ?

Sylvie GOULARD. - Le malentendu résulte du fait que, depuis 1963, il existe un décalage entre les engagements politiques pris par les dirigeants européens ou la Commission de Bruxelles, d'une part, et les engagements juridiques, de l'autre. A ce jour, aucun accord ou traité ne garantit l'adhésion aux Turcs. Par contre, il y a une avalanche de déclarations officielles qui la promettent. D'un côté, tout ce que nous avons déclaré serait irréversible et, de l'autre, tout ce qui est devant nous ne nous engagerait pas... Il faut sortir de cette impasse. La décision de M. Chirac d'organiser à terme un référendum est positive. Mais elle laisse entière la question de savoir si, en décembre 2004, les gouvernements européens doivent lancer les négociations...

La volonté de favoriser la modernisation de la Turquie en lui donnant une perspective d'entrée dans l'Union est née à l'époque de la guerre froide, dans un contexte international très différent du contexte actuel. Cette perspective semblait à la fois vitale et très lointaine, ce qui permettait de vivre dans l'ambiguïté. Mais, au fil des années, il est devenu plus difficile de promouvoir sans tenir. D'où la situa-

tion paradoxale dans laquelle nous sommes.

Des critères sont à remplir. Pensez-vous que les Turcs soient prêts à entrer dans l'Union et que les Européens soient prêts à les accueillir ?

Le fil rouge de mon livre, c'est votre deuxième point. Ce qui m'intéresse, c'est l'état de l'Union européenne, notamment au lendemain de l'élargissement qui a fait rentrer dix nouveaux pays. Mon analyse, après avoir vécu la Convention chargée de rédiger une Consti-

tution, est simple : les gouvernements ne sont prêts ni à faire les réformes institutionnelles nécessaires pour accueillir la Turquie, ni à y consacrer des moyens financiers garantissant la perpétuation des politiques communes. La Turquie est un pays musulman de 70 millions d'habitants, bientôt de 100 millions, qui ferait basculer le centre de gravité de l'Union. Son entrée s'effectuerait au détriment de l'UE telle que nous avons voulu la bâtir depuis cinquante ans. L'enjeu premier, c'est la survie du projet communautaire. Mon souci, c'est l'Europe. L'Europe avant la Turquie !

Quand on reproche aux partisans du non d'avoir peur de l'islam et de se comporter en défenseurs d'une sorte de « club chrétien », que répondez-vous ?

L'argument religieux ne me paraît pertinent ni dans un sens ni dans l'autre. L'Europe n'a pas à prouver qu'elle n'est pas un club chrétien. Il y a dans ses différents Etats membres des mil-

lions de musulmans, de juifs ou d'athées. L'UE n'est pas confessionnelle, elle ne repose sur aucun critère lié à la religion. A l'inverse, il ne faudrait pas laisser croire qu'en offrant l'adhésion à la Turquie, nous réglerions tous nos problèmes avec les pays musulmans. Loin de là !

Vous dites dans votre livre que les Européens sont plus proches de Ponce Pilate que du Christ...

Cette formule forte invite à réfléchir. La question de la coexistence harmonieuse de la chrétienté et de l'islam est profonde. Elle ne se règlera pas en marge d'un Conseil européen. Ce n'est pas non plus un sujet dont on peut se débarrasser en escamotant le débat ou en proposant des demi-mesures. Pourquoi inclure la Turquie et rejeter le Maroc, où le roi fait des réformes courageuses pour les femmes, par exemple ?

On a l'impression que le problème turc pourrait casser l'harmonie du couple franco-allemand...

Nous devons parler davantage avec les Allemands, qui ont une forte communauté turque ou d'origine turque, sur leur sol, mais peu de Maghrébins. Le oui à la Turquie prôné avec tant de vigueur à Bruxelles par le commissaire allemand Verheugen convient sans doute à l'Allemagne, mais moins à la France. En outre, nous avons un réfé-

rendum sur la Constitution, pas les Allemands. L'impact du débat de l'adhésion de la Turquie sur la ratifica-

tion du traité constitutionnel prend une tout autre tournure chez nous que chez eux.

Vous écrivez qu'une entrée de la Turquie dans l'UE renforcerait la vision européenne défendue par les Britanniques, celle d'une zone de libre-échange...

Mais, à vingt-cinq, n'y sommes-nous pas déjà ?

Je refuse de me résigner. Au contraire, dans cette période d'incertitude, il est vital que la France, dont sont originaires les « pères fondateurs » de l'Europe, continue d'affirmer d'une manière ferme la validité du projet communautaire. Ce pro-

jet supranational constitue la valeur ajoutée de l'Union euro-

péenne. C'est lui qui fait que, dans le reste du monde, on ne nous regarde pas du tout comme la « vieille Europe », mais comme un véritable laboratoire d'idées. Cette valeur ajoutée est capitale. C'est probablement la chose la plus précieuse que nous ayons entre nos mains. Si, les Britanniques ou d'autres - même des Français - ne partagent pas cette vision, il faut d'autant plus la défendre pour mieux la propager. Le projet européen est vulnérable. Il est frappant de constater que de plus en plus de partisans de l'adhésion turque jouent au Meccano pour rassurer les Européens, démontent l'Union à grands renforts de dérogations ou de périodes de transitions pour empêcher, par exemple, les Turcs de jouir de la libre circulation. Soit on admet les Turcs et on mesure ce que cela signifie en termes institutionnel et budgétaire ; soit on en arrive à la conviction que l'adhésion à l'UE ne peut déci-

dément pas être proposée à tout le monde... Car une Europe trop élargie ne pourra pas développer un vrai projet d'union politique.

Si vous êtes contre l'entrée de la Turquie, que proposez-vous comme solution alternative ?

Je crois qu'il faut surtout éviter de caricaturer la situation actuelle et de faire peur aux gens.

L'alternative au non à la Turquie n'est pas la table rase. Aurions-nous subitement de mauvaises relations avec la

Turquie, qui fait partie de nombreuses organisations multilatérales européennes et qui a une union douanière avec l'UE ? On peut imaginer une coopération très étroite avec les Turcs, qui n'aboutirait pas pour autant à les faire entrer dans le

système institutionnel européen.

Un statut spécial ?
Même pas. Car si vous proposez en même temps aux Turcs l'adhésion ou un succédané, ils

choisiront évidemment l'adhésion... L'Union doit donc avoir le courage de dire non à cette adhésion, d'affronter les critiques qui viendront de Turquie, des Etats-Unis ou, d'ailleurs, pour

proposer - plus tard - au gouvernement d'Ankara un partenariat adulte. Mais pas un partenariat privilégié, car l'UE devra stabiliser petit à petit tout son environnement : Maghreb,

Caucase, Russie, etc. Oui, l'UE peut tirer la Turquie vers la modernité, mais la Turquie ne doit pas faire reculer l'Union !

LE FIGARO SAMEDI 2 - DIMANCHE 3 OCTOBRE 2004

Pour le oui à Ankara, au nom de l'histoire

Derrière la rhétorique des critères juridiques ou économiques auxquels nous soumettons la candidature turque depuis 1959, on trouve simplement

PAR
OLIVIER ABEL*

l'exigence interminable d'effacer un différend presque millénaire. Certains partis démagogiques n'ont pas hésité à placer le refus de la Turquie en tête de leur message électoral, assurés de caresser l'opinion dans le sens du poil. Et ils ont réussi à donner le ton. Face à cela, quoi dire ?

D'abord revisiter l'histoire, et comprendre qu'aucun pays n'est à ce point parvenu à la perfection démocratique qu'il puisse donner sans cesse des leçons aux autres. Pour cela il faut nous remettre dans la grammaire de l'histoire longue. L'Istanbul ottomane de 1492 a reçu les juifs chassés d'Espagne comme l'Istanbul des années 1930-1940 a reçu des universitaires juifs chassés d'Allemagne. La Sublime Porte, au temps de Soliman, est venue au secours de François I^{er} comme elle est venue au secours de l'Allemagne protestante étouffée par la Contre-Réforme. Et nous ne devons pas oublier que l'Empire ottoman s'est déployé dans les Balkans avant de se retourner vers l'Asie, l'architecture en est encore témoin.

Il ne serait donc pas inutile d'inverser notre mémoire. Si l'Europe a longtemps été encerclée par l'Empire ottoman, la plupart des reproches que nous adressons au passé turc sont les résultats du démembrement que nous avons imposé à l'Em-

pire. C'est nous qui avons jeté dans le monde ottoman l'idée nationaliste, avec les suites génocidaires que l'on sait, et une guerre civile qui dure de 1912 à 1921.

C'est nous, Anglais, Français, Allemands, qui avons armé l'idéologie des « jeunes Turcs », mais aussi celle des nationalismes grecs, arméniens, kurdes, arabes, etc., et pour des motifs pas vraiment désintéressés. C'est nous qui avons orchestré la purification ethnique, avec nos traités de Versailles ou de Sèvres. Ce sont nos diplomates et nos instructeurs militaires, depuis l'Allemagne de Bismarck jusqu'aux USA de la guerre

froide ou d'aujourd'hui, qui n'ont cessé d'instrumentaliser l'armée turque dans leurs stratégies coloniales, pétrolières, ou impériales, et de muscler son régime contre tous les ennemis de nos « sociétés ouvertes ».

Et pourtant, cela fait des siècles que cette société anciennement urbanisée, pluri-religieuse avant tous les pays européens, ne cesse d'user ses régimes successifs, de les démocratiser. Si Mustafa Kemal Atatürk donne le droit de vote aux femmes en 1934, bien avant les Françaises, c'est moins un coup de son génie personnel que le point où en était vraiment la société de son temps. Et lorsqu'elle accueille les artistes grecs qui fuient le régime militaire, on ne peut pas dire que la Turquie de 1963, au moment du traité d'association qui la lie déjà à la CEE, soit moins démocratique que la Grèce des colonels, l'Espagne de Franco, ou le Portugal

de Salazar. Mais nous avons la mémoire si courte !

En faisant de la Turquie un pays frontière et militarisé de l'Occident, nous ne voyons pas

que c'est un pays qui, loin de se rapprocher, s'éloigne peu à peu, et que cette dérive géopolitique et culturelle prépare des tremblements de terre et des fractures d'une gravité inédite.

Car regardez-la de près, cette Europe qui ne veut pas de la Turquie : c'est un club chrétien, ou plus exactement un club « post-chrétien », un club de retraités de l'histoire ! Nous ne concevons pas qu'il y ait d'autres voies vers la sécularisation, d'autres voies vers la distinction du théologique et du politique, que les formes prises par la laïcité française. Nous faisons de notre laïcité une sorte de lit de Procuste, nous coupons tout ce qui dépasse, tout ce qui bouge, c'est notre religion civile, une sorte de catholicisme en creux, bien jacobin, bien français.

Evidemment, dans un tel club, la Turquie ne saurait jamais trouver sa place. Aussi laïque soit-elle depuis la révolution kémaliste, c'est-à-dire depuis quatre-vingts ans, elle ne le sera jamais assez. Pour se séculariser davantage, la société turque a « inventé » un parti politique at-

trape-tout, une sorte de « démocratie musulmane », politiquement libérale et moralement conservatrice (l'UDF devrait connaître !). Contrairement à l'image que l'on en donne parfois, non seulement ce parti n'est pas islamiste, mais c'est un parti sous la gouvernance duquel la

société s'est plus rapidement « sécularisée » que sous celle, laïque et sourcilleuse, de l'armée. J'appelle sécularisation le pluralisme réel et la subjectivisation des croyances religieuses. Si nous pouvons demander quelque chose à la Turquie, c'est de mieux découvrir et protéger le trésor de ses minorités religieuses qui en font, autant qu'un réservoir d'eau pour le Proche-Orient, une immense réserve de « mémoires » pour l'humanité. Or préserver ces patrimoines, cela suppose de favoriser une véritable liberté religieuse et une cohabitation de ces traditions dans ce qu'elles ont de plus vivant, de plus inventif.

Mais comment saluer avec confiance la vivacité des autres cultures, si l'on n'a pas confiance en soi ? Voilà le problème de l'Europe ! Elle n'a pas confiance en elle. Le rapprochement de la Turquie avec l'Europe est l'occasion de desserrer l'étreinte du conflit entre une mondialisa-

tion rangée derrière le pseudo-messianisme américain et une insurrection conduite sous la bannière apocalyptique du néo-islamisme. C'est l'occasion de brouiller leurs cartes manichéennes, de ridiculiser le choc de leurs incultures. S'il s'agissait pour l'Europe d'arrêter sa frontière pour s'approfondir, c'est trop tard, c'est avant qu'il fallait le faire. La voilà maintenant dans l'obligation d'inventer autre chose : une nouvelle forme élargie de laïcité, à la hauteur des défis contemporains.

Tentons de faire crédit à ce que disent ceux qui veulent vraiment entrer dans l'Europe. On verra que ce n'est pas tant pour l'attractivité de ce qui nous reste de richesse que par curiosité, au sens fort. Parce que l'Europe, même autodétruite après la dernière guerre, reste une énigme, un mythe à déchiffrer, pour comprendre le passé du monde récent, installer durablement la pluralité des mémoires, et agir enfin sur ce qui vient.

* Professeur de philosophie éthique à la faculté protestante de Paris.

Nous faisons de notre laïcité une sorte de lit de Procuste : c'est notre religion civile, une sorte de catholicisme en creux, bien jacobin

Rallies in northern Iraq: Kurds call for vote on autonomy

Reuters

by Twana Osman 2 October 2004

SULAIMANIYA / Tens of thousands of Kurds demonstrated in towns across Kurdish northern Iraq on Saturday, demanding a referendum on their autonomy and calling for the oil-rich city of Kirkuk to be made their capital.

In Sulaimaniya, in northeastern Iraq, organizers said between 60,000 and 70,000 people converged on the local government headquarters, many carrying banners declaring that Kirkuk, a contested city outside of the Kurdish region, should be theirs.

Banners also called for the two main Kurdish parties, the PUK and the KDP, which have been rivals over decades, to unite and present a stronger Kurdish challenge for independence.

The move appears to be part of efforts to build a united front before elections due to be held in January when Kurds will have a chance to vote not only in Kurdish regional elections but in a national poll for an Iraqi National Assembly.

As well as in Sulaimaniya, smaller demonstrations were held in the northern Kurdish town of Dohuk, and another was planned in Arbil, capital of the semi-autonomous Kurdish region, which comprises three of Iraq's 18 governorates.

In Kirkuk itself, a tense city which has seen instability over the past year as rival peoples - Arabs, Kurds and Turkish-speaking Turkmen - have fought to impose their dominance, about 2,000 Kurds held a related demonstration.

In Sulaimaniya, several protesters carried banners reading: "Kurdistan means nothing without Kirkuk". The thrust of the protest, however, was for a referendum for Kurds to determine their political status within Iraq.

Kurds, who make up about 20 percent of Iraq's population, have had effective autonomy in Kurdistan since the 1991 invasion, but have been pushing for further independence since the overthrow of Saddam Hussein.

Kirkuk, a city of one million people, has been tense for well over a year, but the situation has worsened in the run-up to the elections. Some analysts fear the issue of Kirkuk could provoke civil war.

The call for Kirkuk to be made the capital of an autonomous Kurdistan is also particularly sensitive for Iraq's central government - if Kirkuk is made the capital then Kurds might also call for Kirkuk's huge oil revenues to be directed only to them.

Kurds continue to flee cities of Sunni triangle IRIN

IRIN

(UN Information Network) October 5, 2004

SULAYMANIYAH - Pressured by Iraqi insurgents who see them as US collaborators, or caught in the crossfire between Coalition forces and local militias, Iraqi Kurdish families continue to flee their homes in the Sunni Arab cities of Fallujah, Ramadi, Samarra and Baquba in central Iraq for the Kurdish-controlled north. By August, according to statistics collected by the local department of the northern governorate of Sulaymaniyah's Ministry of Human Rights, 396 families - 3,771 people - had arrived in the Kurdish town of Kalar alone.

The same departments reported that 209 families had sought refuge in Khanaqin, a majority-Kurdish town 60 km to the south. No concerted effort has been made to count families who have fled north to Arbil due to a lack of presence of international aid agencies because of insecurity, though officials in the city say they number in the hundreds.

The bulk of displacements occurred in April and May, at the height of Coalition-led assaults on Fallujah. But Dilshad Kerim, a senior official in Kalar's office for humanitarian affairs, told IRIN that tens of families had arrived since August.

"They decided to sit out the first storm, but the continued insecurity

down there has been too much for them," he said. Many of the families had been forced to move to central Iraq by the central government, following the failure of the Kurdish uprising in 1975. Others, like Samira Yaqub, had left the north in the early 1990s to find work.

"We lived in the industrial district on the northern edge of Fallujah, where my husband was a guard at one of the factories," she told IRIN in Kalar. "We stayed through the American attack, even though our area was on the front line, but left in June after a series of threats from the insurgents." Like many of the displaced families, Yaqub has relatives in Kalar district. For three months, she, her husband and eight children stayed with her sister in Smood, a collective town 20 km north of Kalar built by the former regime to house families evicted from outlying villages.

The family is now living in the office of a gravel pit on the outskirts of Kalar. "The owner was happy to lend it to us because there's no work going on here at the moment," she explained. "But he warned us we would have to leave as soon as he started things up again." Most families are now renting houses from friends and relations. But all suffer from the very high levels of local unemployment. "My husband

was a taxi driver in Ramadi," said Fawziya Nuri. "There's no room for another taxi driver here." Some of the men have decided to return to their jobs in central Iraq, leaving their wives and children in safety in the north.

All families registering with the local authorities have been provided with emergency supplies of blankets and cooking gas. But officials in the north can do nothing to solve the complex bureaucracy sur-

rounding Iraq's education system. To change schools, children need to be able to show papers from their former teachers confirming that they have completed so many years of studies - documents that many families either forgot or didn't have time to pick up.

"The new school term has started and my children are sitting around here," complained Yaqub. "For the moment, it's just too risky to go back down to Fallujah."

Three Kurdish militiamen, civilian killed in attack north of Baghdad

AFP October 6, 2004

BAQUBA, Iraq - Three Kurdish militiamen and a civilian were killed in an ambush near the restive city of Baquba, a local official in central Iraq said Wednesday.

Unknown attackers opened fire late Tuesday on a vehicle carrying the militiamen loyal to Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Five other militiamen were wounded in the attack. "The peshmergas (Kurdish fighters) from the Saadia region and their civilian driver were heading in a mini-bus to the Suleimaniya region in northern Iraq," the official, Mohammed Othman, told AFP.

"They were attacked by armed men travelling in a car in the town of Kalar," said Othman, a member of the local council of Saadia, home to many Kurds. The PUK's militia controls the Suleimaniya region, one of the three Kurdish provinces which has enjoyed wide autonomy since 1991 and defied the rule of Saddam Hussein's regime. The other two northern Iraqi provinces administered by the Kurds are Dahuk and Arbil, which are under the control of Massud Barzani's rival Kurdistan Democratic Party (KDP).

The ambush comes after a September 30 threat by an unknown Kurdish group to target Islamist organisations which it accused of having murdered 15 Kurds in recent attacks. Calling itself "Vengeance", the group promised bloody retribution against Islamists "who issue fatwas (religious decrees) legitimising the murder of Kurds by describing them as infidels".

It also pledged to seek revenge for three KDP members found decapitated by the road between Baghdad and the disputed northern oil city of Kirkuk last month. Ansar al-Sunna, an extremist organisation believed to have ties with Osama bin Laden's Al-Qaeda network, announced September 19 that it had beheaded the three men it snatched near the town of Taji because they worked with US forces. Vengeance also vowed to retaliate for the deaths of 12 Iraqi Kurdish policemen in an attack in Baquba on September 14. "Any Arab over 17 setting foot inside Iraqi Kurdistan is risking his life," the group warned. The killing of the 12 policemen was claimed by the Tawjid wal Jihad organisation of alleged Al-Qaeda operative Abu Mussab al-Zarqawi, the most wanted man in Iraq.

Iraqi Turkmen leader says civil war possible

Reuters October 8, 2004

CAIRO: The Turkmen representative on Iraq's Governing Council said in an interview published on Tuesday that she expected civil war in Iraq if any ethnic or religious group feels it has not received its due.

Many of Iraq's Arabs and Turkmen are wary of Kurdish aspirations for significant autonomy in an area incorporating three provinces Kurds wrested from Baghdad after the 1991 Gulf War. The northern city of Kirkuk, which sits atop one of the largest oil fields in the world, is at the heart of the dispute which has intensified since the fall of Iraqi President Saddam Hussein last year.

In the interview with Egyptian state newspaper al-Ahram, Songul Chapouk was asked if civil war could break out because of the situation in Kirkuk. "Yes, if there is any violation of the Turkmen's rights and they are not given a right that is given to others," she said.

"The same goes for other ethnicities. If there are not equal rights for all individuals of the Iraqi people, there will be civil war and I expect this, because civil war arises from discrimination," she added.

Chapouk said Kirkuk was populated entirely by Turkmen until the British brought in other groups to work in the oil industry in the 1940s. "It's 100 percent Turkmen. I tell you I have documents to that effect. In 1941 the British set up the oil company and this company employed everyone who lived in Kirkuk. Those who got jobs were 90 percent Turkmen and the rest were Arabs, Assyrians and Kurds who lived outside Kirkuk."

In 1921, when the British occupied Iraq, they estimated that Kurds had a large majority in the city. The 1957 census, the last officially conducted national poll, put the figure at 48 percent Kurd, 28 percent Arab and 21 percent Turkmen.

Kongra-Gel believed responsible for murder of PWD member

KurdishMedia.com
7 October 2004

London/Mosul: On Wednesday 6 September while traveling on the outskirts of Mosul near the Makhmur refugee camp believed to be controlled by Kongra Gel, Siphon Rojhilat (Shapur), an Iranian Kurd, who had formerly been responsible for coordinating the organisation's political activities with Iranian Kurdistan, was kidnapped from the car in which he was traveling, his driver knocked unconscious.

Siphon left Kongra Gel four months ago after a major split of key political figures from the organization following their rejection of Kongra Gel's return to armed struggle by the organisation's hardliners, the Ankara Group, in particular, Cemil Bayik and Duran Kalkan. The group that split is in the process of holding its first conference to establish a new democratic party that condemns all forms of violence, named the Democratic Patriotic Party (PWD).

Today, Thursday morning, Siphon's dead body was found by villagers dumped off the roadside who later contacted the KDP. His body was retrieved by his friends from the formative PWD.

In recent dispatches through his lawyers, Abdullah Ocalan called on Kongra Gel loyalists to capture and kill members of the dissenting group - there were 25 names on the hit list including that of Siphon.

The murder of Siphon, if carried out by Kongra-Gel, suggests that the organisation is prepared to execute their own former comrades who dedicated the past 20-30 years of their lives in the hope of securing rights and freedoms for the Kurds in Turkey. The execution of Siphon Rojhelat following his kidnapping yesterday is now under investigation.

"A Kurdish Jerusalem" Kurdish politicians accused of failing to work for reforms that would redress historical injustices in Kirkuk

Institute for War & Peace Reporting (IWPR)
by Twana Osman 11 October 2004

SULAIMANIYAH / Throughout the 40 years of the Kurds' armed struggle against a succession of Iraqi governments, their political leaders have always ranked control of the city of Kirkuk top on their list of priorities.

Kurdish political parties raised the issue of Kirkuk time and again, calling the oil-rich city "the heart of Kurdistan", and more recently "the al-Quds (or Jerusalem) of Kurdistan".

But these long-touted political slogans have not translated into practical action on Kirkuk since the fall of Saddam Hussein's regime. The two main Kurdish parties have done little of significance to reverse the impact of decades of ethnic cleansing in the Kirkuk governorate. The two appear to have once again placed party interests above the people's by competing against each other for political dominance in Kirkuk, instead of forming a united front to reverse the area's artificially created ethnic situation. Through their inaction, they have allowed a de facto endorsement of decades of ethnic cleansing.

High on the agenda of the political parties, we hear, is the return of Kirkuk to its natural demographic state - in other words, to a population mix resembling the position before the ethnic cleansing of Kurds, Turkoman and Christians, and the influx of Arabs from the south, that began in the early Sixties. This reinstatement is made all the more imperative as talk of a census circulates and the country moves toward elections in January. As a first step to addressing the

ethnic cleansing, the old administrative map of Kirkuk that existed before the Baath party came to power in 1968 should be restored. But Kurdish leaders, along with the whole of the former Governing Council, voted to defer the issue when they accepted the wording of the Transitional Administrative Law, TAL.

The former Baathist regime altered Kirkuk's demographic profile through a three-pronged approach. First, they expelled Kurds and other minority groups through a variety of mechanisms, both subtle and crude. Second, they settled poor Arabs in the Kirkuk governorate, mostly through a series of incentives.

The third point, and the one that is now most relevant, is the redrawing of regional boundaries by the Baathist government. This was achieved by slicing off Kurdish-dominated areas of the governorate, such as Chamchamal, Kifri and Kalar, and assigning them to other governorates. At the same time, boundaries were revised so as to incorporate Arab areas, for example Hawija, from neighbouring governorates. At a stroke, this carefully conceived gerrymandering administratively detached hundreds of thousands of Kurds from the Kirkuk governorate, and added Arabs.

This three-pronged process must be reversed.

Expelled populations must be allowed to return; the "brought Arabs", as we Kurds call them, should be given opportunities to go back to their original homes where that is possible; and, most

importantly, the governorate must have its original administrative contours reinstated. On the first point, the Kurdish political parties have verbally encouraged the return of the displaced Kurds and others, such as Turkomans and Christians, but they have done little more.

Kurds in Kirkuk read this as a betrayal of the cornerstone of the parties' long-term agendas. On the second point, under the TAL, Kurds who find that their lands have been occupied by Arabs can take legal action to reclaim their property - although to date no one has won such a case. Another group of Arab migrants brought in by Saddam are less likely to move, because they were settled on government-owned land. One such community lives in a large urban quarter of Kirkuk city known as the "10,000 dinar area" - after the money (roughly 500 US dollars) each member of the group was given, along with free housing, to settle here. That alone resulted in a substantial demographic shift.

The third pressing need - redrawing the boundary lines - suffered a grave setback when Kurdish representatives on the former Governing Council signed the TAL and thus gave their consent for provincial borders existing as of March 2003 - in other words as altered by the Baathist regime - to stay as they are, at least for now. Article 53 of the TAL says, "The boundaries of the eighteen governorates shall remain without change during the transitional period." It later states that changes may be included in a permanent constitution, once that is adopted. The TAL also postpones discussions on the status of the governorate, "The permanent resolution

of disputed territories, including Kirkuk, shall be deferred until... a fair and transparent census has been conducted and the permanent constitution has been ratified."

The problem is that a permanent constitution may be many years away, but the census that will have a crucial influence on any future decisions that are made about Kirkuk may be imminent. It appears that the Kurdish leadership in Baghdad did little to lobby for a swift redrawing of governorate boundaries.

Inexplicably, they have also failed to help communities in Kurdish areas cut off from Kirkuk to lobby for reinstatement of their former position. Chamchamal - a district that was lopped off the eastern side of Kirkuk and added onto Sulaimaniyah governorate - has a population of about 180,000. That number of people, if reintegrated into Kirkuk governorate, would radically alter the result of a census, since it is close to the total of Kurds expelled from Kirkuk city in the Nineties. And Chamchamal is just one of several such areas.

If a census is held in Kirkuk in the next few months, it will simply set in stone a demographic situation that was artificially created by the former regime. It will not be the "fair" census envisaged by the TAL. That is unacceptable to the Kurdish people - one wonders why it is not unacceptable to their leaders.

* Twana Osman is an editor with the Hawlati newspaper in Sulaimaniyah.

Deadline for Kurds to leave the Sunni Triangle

KurdishMedia.com

By Aram Azez October 15, 2004

Al-Anbar-Iraq: The insurgent groups in the Al-Anbar governorate, which has become a hostile zone in central Iraq for the US-led coalition, recently adopted a new policy against the allies of the coalition forces.

The Kurds have been the main targets.

The area that has been termed the Sunni Triangle and a safe haven for most of the anti-US Islamist groups now is an unsafe place for Kurds too, who have been residing in the region for decades. According to Kurds who have been forced to leave the area, a new Arab-Islamic group with strong links to Al-Zarqawi's group, has ordered the remaining Kurds of the Al-Anbar governorate to evacuate the region within three months.

A Kurd, who calls himself Sam, is one of those Kurds who the insurgents have ordered to leave. According to Sam, Shekh Abdullah Al-Janabi, the leader of the insurgents in question, this week ordered the evacuation of all Kurds residing in the Al-Anbar region by the end of 2004, due to the Kurdish leaders' participation in the liberation of Iraq last year.

"I have been living in Falluja for 35 years. I studied Arabic, worked with Arabs, and am more familiar with Arab culture than the Kurdish one, but I have to leave my town just because I am of Kurdish origin", Sam told Kurdishmedia.com.

Due to the defunct Baath Party's Arabization policy, which aimed to replace the Kurdish heartland with Arabs from southern Iraq, approximately 100,000 Kurdish families were deported to the Sunni Triangle between the 1960s and 1990s. However, since the collapse of Saddam's regime, majority of those Kurds have returned to Kurdish controlled areas. According to Walid Hussen, a Kurd from the Al-Anbar region, many of those Kurds have left the Sunni Triangle. Walid said the Kurds did not feel safe to stay in the area due to both U.S. attacks against the insurgents or increased anti-Kurd sentiment and violence in the area.

Currently, about 1000 Kurdish families live in the Sunni Triangle. Those Kurds who have left for Kurdistan left their belongings and properties behind. According to Sam, the Al-Janabis Mujahidin group has told the Kurds residing in and around Falluja, to sell their houses for half the price of their value and leave.

The group is fully cooperating with Al-Zarqawi's Al-Tahir group and other insurgent groups, such as those of the former Baath Party members. At the same time the Al-Janabi group does not trust the Kurdish members of the radical Islamic Ansar Al-Islam, which is working in the Sunni Triangle with Al-Zarqawi's group.

After the collapse of the Taliban regime in Afghanistan, some Arabs from the Al-Qaeda network crossed the Iran-South Kurdistan (North Iraq) border and joined the radical members of the Kurdistan Islamic movement. Later in 2002, Ansar Al-Islam (the followers of Islam) was established. During the Second Gulf war, Ansar Al-Islam declared a war against the U.S. and its allies, including Kurds. Thereafter, a joint Kurdish-US campaign against Ansar Al-Islam

took place and consequently the few hundred members of the group were either killed, fled to Iran or other parts of Iraq.

Since the defeat of Saddam's regime by the US-led coalition, Kurds have been the Islamic and other Arab groups' target. Attacks, killings, beheadings, and robbing of Kurds who are living outside the area under the control of the Kurdistan Regional Government, or those who are commuting to and from South (Iraqi) Kurdistan occur daily. Sam told KurdishMedia.com that he spoke to members of Al-Janabi a few days ago in order for them to let the Kurds of Al-Anbar region to remain there. However, the leader of the group told Sam, "what are the Kurds doing in Iraq, Kurds should leave our land and go to theirs, which is called Kurdistan.

Turkey Needs Economic Policies, Not EU Membership

Bloomberg 13 October 2004

The issue of Turkish membership in the European Union has always been reminiscent of Mark Twain's quip on the climate: "Everybody talks about the weather, but nobody does anything about it." There's been a lot of talk about Turkish accession, but little action. And maybe there are good reasons for that. In reality, what Turkey needs is sound economic policies, instead of EU membership.

Last week, Turkey won approval from the European Commission to start talks on joining the EU. "It is a qualified yes," said the commission's president, Romano Prodi.

Does that mean it's time to start reviewing Turkish assets? If the country is going to join the EU, shouldn't you be piling into Turkish stocks and bonds? Shouldn't you be flicking through brochures for villas overlooking the Turkish Mediterranean? And tucking a few Turkish liras away for the day they can be swapped into solid euros?

At least some European economists think so. "For the time being, the best assumption to use is the one we believe foreign-portfolio and direct investors will proceed upon -- namely, that Turkey is presently on track for EU membership in the next decade or so," said Alex Garrard, an economist at UBS AG in London, in an e-mailed response to questions.

Turkish Markets

Anyone who tracks Europe's markets will be aware that there is a well-established path to EU membership. In the years leading up to accession, countries benefit from hardening currencies, tighter public finances and more foreign investment. Spain and Ireland have followed it with huge success. Poland, Slovenia and Hungary joined the club this year after a similar process. There appears to be little reason why Turkey shouldn't go the same way.

The Turkish financial markets are certainly following that script.

After the EU's decision, the Istanbul Stock Exchange National 100 Index reached a record high of 22,951 points. The benchmark index

has gained more than a fifth in value this year, measured in local currency. The Turkish dollar bond maturing in 2030 has surged more than 20 percent since early May. The conclusion? Investors have decided there is money to be made buying Turkish assets before eventual membership.

Poor and Populous

Well, hold on. The issue is more complicated than it looks.

The road to accession is long and difficult -- after all, Turkey signed its first agreement paving the way to membership in 1963. Taking in Turkey isn't just like absorbing another Slovenia or Latvia. It is a country with more than 70 million people. That would make it the EU's second-largest nation after Germany. It is also poor, even compared with the countries that have just joined. Turkish gross domestic product per capita is less than \$3,000, slightly more than half the level of Hungary or the Czech Republic.

The Turkish economy has little to recommend it. The Global Competitiveness Report produced by the World Economic Forum last year ranked Turkey in 65th place out of 102 countries surveyed. That's below Vietnam, Morocco, and the Dominican Republic. It's also much lower than any of the new Eastern European countries that joined the EU this year -- Slovenia, for example, ranked 31st, and the Czech Republic was 39th.

16 Billion Euros

The record on convergence plays is a lot more mixed than many people might imagine. You would have done well investing in Ireland or Spain at any time in the last 20 years, and not so well if you invested in Portugal or Greece. There is a view that countries automatically get richer once they join the EU because of all the subsidies that come their way. In Turkey's case, forget it.

One, Turkey would get annual farming and regional assistance worth 16 billion euros (\$19.7 billion) by 2025, according to the

European Commission, citing figures based on current values. That's about 230 euros a person each year -- hardly enough to transform a country, yet a considerable sum for Europe's taxpayers. Two, the idea that subsidies make much difference is a myth.

There is a common view that Ireland has grown rich in the past decade on a diet of EU money, but the stunning success of that economy owes a lot more to clever policies and hard work than it does to European handouts. If subsidies made the difference, why is eastern Germany still an economic basket case?

Policy, Not Handouts

Balanced budgets, low taxes, free labor markets, and tough competition policies are more important for economic development than EU accession. For evidence of that, look at some of Europe's wealthiest countries such as Norway, Iceland and Switzerland, which aren't EU members.

That will be true for Turkey, as well. With sound economic policy, it will do well. Without it, the country won't prosper, regardless of whether it is inside or outside the EU.

So keep those convergence plays on hold. Turkey is better off taking control of its own economic destiny, without relying on its northern neighbors.

Turkey says Kirkuk is not an internal matter for Iraq

Turkish Daily News
October 14, 2004

Turkey has warned Iraqi-Kurds that Kirkuk is like a time bomb and any forced imposition on the demographic structure of this ethnically-mixed city would set that bomb off, leading to violence across Iraq and sparking undesired developments of which Turkey cannot remain a bystander, Turkish sources said.

Iraqi-Kurdish leader Masoud Barzani visited Ankara this week and held talks with Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and Foreign Minister Abdullah Gul. Despite the soft tone on both sides, Kirkuk remained a source of tension that Ankara tried to settle through warnings to Barzani, sources revealed.

Kurds claim they are the majority in Kirkuk, which sits atop six percent of the world's known oil reserves, and have been moving to the city and neighboring area over recent months to "reclaim" property they say was forcefully taken from them as part of Saddam Hussein's Arabization campaign over the past decades.

The movement is creating tension among the city's Arab and Turkmen population and is viewed with suspicion by Ankara as an attempt to change the demographic composition of the city ahead of parliamentary elections slated for January.

"Ankara would not turn a blind eye to any fait accompli concerning the status of Kirkuk," Foreign Ministry Spokesman Namik Tan told reporters in Ankara yesterday.

He warned there should be no attempt aimed at changing the population structure of the city and added that Kirkuk's status would be determined in any permanent Constitution that would be drafted by the Iraqi Parliament after elections in January, something that will be followed by a referendum.

Ankara told Barzani it would not remain indifferent to possible suffering by "Turkmen brothers," just like it did not when hundreds of thousands of Kurds from northern Iraq fled over its borders while

escaping from oppression at the hands of Saddam Hussein in the last decade, according to the sources.

"Turkey would not remain a bystander if tens of thousands of Turkmens flooded over its borders escaping potential violence in Kirkuk," officials told Barzani.

Kirkuk not merely Iraq's internal business

Speaking after Barzani's departure, Turkish Foreign Ministry officials warned yesterday that Kirkuk was not merely an internal matter for Iraq and said neighboring countries also had sensitivities.

"Neighboring countries and the international community have sensitivities over the status of Kirkuk," said ministry spokesman Tan, warning that Iraq should be at peace in the future with its neighbors. "Kirkuk is not only an internal business for Iraq; it concerns its neighbors as well," Osman Koruturk, Turkey's special envoy for Iraq told the private NTV television. "Kirkuk is where the risk of ethnic clashes is highest in Iraq. We as Turkey are determined not to let what happens in Iraq to negatively affect us."

Barzani had said Iraq was an Iraqi city with a Kurdish identity after talks in Ankara. Koruturk said claims that "Kirkuk is a Kurdish city" would be against the principle that its status would be determined according to the Iraqi people's desire.

"Barzani's Kirkuk remarks are extremely worrying for us," he said, probably referring to Barzani's past statements in which he described the city as the "heart of Kurdistan."

Ankara also told the Kurdish leader that Turkey was not opposed to a federal administration in Iraq, provided that Iraq's territorial integrity was protected and such an administration was endorsed by the Iraqi people in a future referendum.

A scrappy Bush-Kerry debate, focused on Iraq

By Todd S. Purdum

International Herald Tribune
October 2-3, 2004

In the end, it was a real debate: sharp, scrappy and defining, just what the nation seemed to be yearning for during a wartime election campaign. Again and again, President George W. Bush defended his conduct of the war in Iraq, insisting, "there must be certainty from the U.S. president." Over and over, Senator John Kerry asserted that Bush had led the country into a debacle in Iraq and it was time for a "fresh start, new credibility" in foreign affairs.

From the very first question of their 90-minute exchange Thursday night, Kerry was determined to show, as he put it, that "I can make America safer than President Bush has made us." He was cool, respectful, rational in offer-

News Analysis

ing a detailed brief that Bush had embarked on a diversion from the war on Al Qaeda and global terror by invading Iraq, and his answers never exceeded the time limits negotiated by both sides.

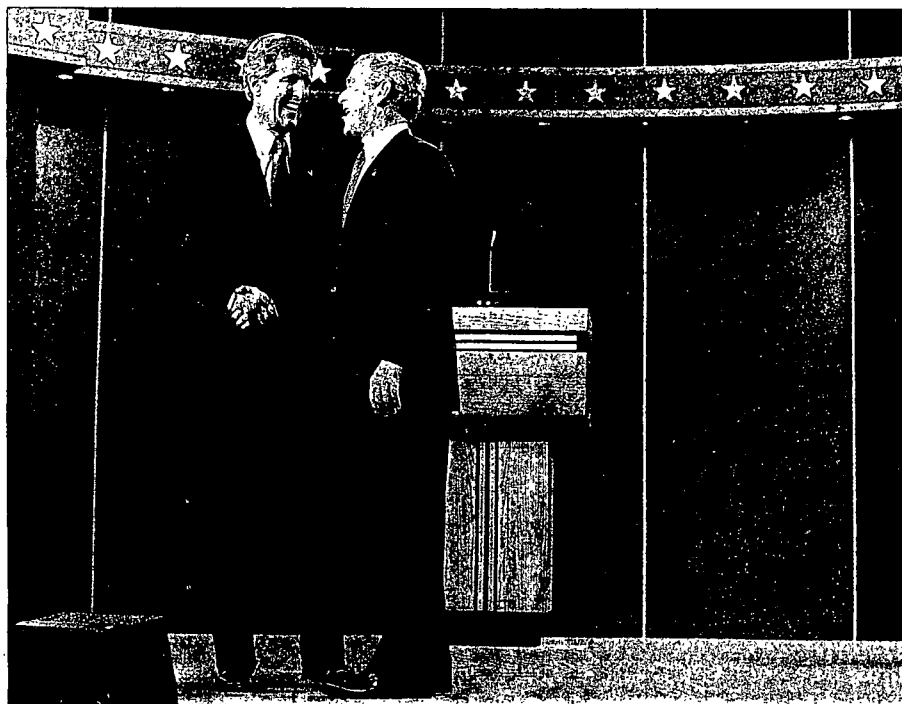
By the time the debate ended, Kerry appeared to have accomplished his primary goal for the evening: establishing himself as a plausible commander in chief.

Bush, who seemed defensive and less sure of himself at the outset, quickly gained his footing, countering effectively by repeatedly charging that Kerry's record was inconsistent and that he lacked the resolve to defend the nation against terrorism.

He was just as relentless as Kerry, and perhaps more emotional, never ceding ground to Kerry in his insistence that he had used every available means to defend the nation in the aftermath of Sept. 11. At times, he seemed to lean into the television camera, pursing his lips, at some pains to disguise his apparent exasperation at Kerry's attacks, insisting, as he did at the outset, "People know where I stand."

At one point, Bush burst out a spontaneous answer to a question that Kerry had posed only rhetorically, declaring before the moderator, Jim Lehrer, had recognized him, "Of course we're doing everything we can to protect America." At another point, after Bush justified his use of pre-emptive military action by saying "the enemy attacked us," Kerry pointed out that that enemy had not been Saddam Hussein, leading Bush to jump in to say, "Of course I know Osama bin Laden attacked us."

The two men agreed that the threat of unconventional weapons in the hands of rogues would be the biggest challenge facing either of them as president — and that Saddam had seemed to pose such a threat.



President George W. Bush, right, and Senator John Kerry, the Democratic challenger, meeting before the start of their presidential debate at the University of Miami.

They agreed that the United States could not pull out of Iraq precipitately. But they disagreed on virtually everything else, from how to handle what both called genocide in Sudan to nuclear proliferation in North Korea and Iran.

Perhaps their sharpest disagreement on future actions came over North Korea, with Kerry favoring direct talks with Pyongyang intended to halt its development of nuclear weapons and Bush contending that two-party talks would be unwise and wreck the regional six-party talks in which the United States is counting on China's leverage to pressure the North.

Facing by far the largest national audience of the campaign to date, with polls suggesting that between one-fifth and one-third of voters might be influenced by Thursday night's encounter, Kerry was at pains to rebut the Bush campaign's portrayal of him as a fickle flip-flopper who has repeatedly changed his position on the war in Iraq and who would cede too much control of the nation's defenses to foreign allies.

When Bush noted that Kerry had voted against an \$87 billion appropriation for military and reconstruction operations in Iraq and Afghanistan, then said he had initially voted for another version, Kerry's rebuttal could hardly have been crisper.

"Well, you know, when I talked about the \$87 billion, I made a mistake in how I talk about the war," Kerry said. "But the president made a mistake in invading Iraq. Which is worse? I believe that when you know something's going wrong, you make it right. That's what I learned in Vietnam.

"When I came back from that war, I saw that it was wrong. Some people don't like the fact that I stood up to say so. But I did.

"And that's what I did with that vote. And I'm going to lead those troops to victory," Kerry said.

Bush was just as blunt in his insistence that Kerry's criticism of the conduct of the war had demoralized the troops and the interim Iraqi leaders struggling to impose some stability on that country.

"What kind of message does it say to our troops in harm's way 'wrong war, wrong place, wrong time,'" Bush said, echoing Kerry's recent formulation.

"That's not what a commander in chief says when you're trying to lead troops."

After the debate, each man's backers claimed victory, with Kerry's adviser Tad Devine declaring that viewers "saw somebody who could be president, and who could step into that role."

Ken Mehlman, the campaign manager for Bush declared, "George Bush spoke plainly," and insisting that

Kerry's "credibility gap" became a chasm."

Indeed, each man was true to type and gave his committed supporters comforting lines of argument to cling to, with Bush repeating tested lines from his stump speeches to argue that his course was simple and direct and Kerry doing the same to argue that only a greater awareness of complexities and more support from allies could truly keep the nation safe.

As the challenger, Kerry had the greater burden, and his performance

was more disciplined and controlled than usual.

He may well have struck undecided voters as not much like the Republicans' worst caricatures.

He spoke plainly, politely, but did not shrink from direct and pointed criticism of Bush's policies.

"You know, the president's father did not go into Iraq, into Baghdad, beyond Basra, and the reason he didn't is he said — he wrote in his book — because there was no viable exit strategy," Kerry said at one point.

"And he said our troops would be occupiers in a bitterly hostile land. That's exactly where we find ourselves today."

He added: "Almost every step of the way, our troops have been left on these extraordinarily difficult missions.

"I know what it's like to go out on one of those missions where you don't know what's around the corner," he said, "and I believe our troops need other allies helping."

The New York Times

Des manifestants kurdes exigent le départ d'Arabes de Kirkouk



KIRKOUK (Irak), 3 oct (AFP) - 11h28 - Des dizaines de manifestants kurdes ont défilé dimanche à Kirkouk pour exiger le départ des Arabes qui ont été incités à s'établir dans la ville pétrolière du nord sous le régime de Saddam Hussein.

Les manifestants ont brandi des banderoles demandant le "départ des Arabes" non originaires de la région et le "retour des Kurdes chassés de leurs foyers".

Ils ont également exigé de chasser de l'administration les éléments fidèles à l'ancien régime qui empêchent, selon eux, le retour des Kurdes dans la ville.

Les Kurdes accusent le régime de Saddam Hussein d'avoir "arabisé" Kirkouk et sa région et d'avoir déplacé de nombreux Kurdes de la région dans le sud chiite de l'Irak.

La question du retour des Kurdes et de la présence d'Arabes installés dans la ville et sa région avant la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003 ajoute à la tension dans la ville, habitée également par des Turcomans.

Samedi, des milliers de Kurdes, ont manifesté dans la ville, située à 255 km au nord de Bagdad, pour demander un référendum sur l'avenir du Kurdistan et y rattacher la ville pétrolière.

Les deux grands partis kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ont ouvert des bureaux à Kirkouk après la chute de Saddam Hussein et ne cachent pas leurs projets de rattacher la ville pétrolière aux trois provinces du Kurdistan.

L'UPK et le PDK, qui se partagent le contrôle des trois provinces kurdes de Souleimaniyah, Dohouk et Erbil, n'appellent toutefois pas à l'indépendance et sont favorables à une large autonomie du Kurdistan dans un Irak fédéral.

La cohabitation entre les différentes ethnies reste difficile dans cette ville, qui est régulièrement le théâtre de violences meurtrières.

La Force multinationale cède le contrôle d'Erbil à la Corée du Sud



BAGDAD, 3 oct (AFP) - 14h38 - La Force multinationale conduite par les Etats-Unis a annoncé dimanche avoir cédé au contingent de la Corée du Sud le contrôle des affaires civiles et de la reconstruction dans la région kurde d'Erbil.

"A partir de la date du 1er octobre, plus de 2.500 soldats de la République de Corée sont en charge (...) des opérations de stabilisation et des affaires civiles dans la province d'Erbil", indique un communiqué de la force.

La Corée du Sud a annoncé le 22 septembre avoir porté à 2.800 soldats son contingent en Irak, auquel viendront s'ajouter en novembre 800 autres militaires, faisant d'elle la troisième force dans le pays après le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

Séoul disposait déjà de 660 hommes en Irak, membres du génie civil et du corps médical. Au total, les troupes sud-coréennes atteindront en novembre 3.600 soldats, détrônant ainsi l'Italie à la troisième place des troupes de la force multinationale.

Le nouveau déploiement, qui a suscité de vives oppositions parmi la population, s'est effectué dans le plus grand secret depuis début août, Séoul imposant un black-out total de l'information, officiellement pour des raisons de sécurité.

Le contingent sud-coréen, basé à Erbil, doit entamer sa mission de réhabilitation et de reconstruction, strictement limitée à ces domaines par le parlement sud-coréen.

Le déploiement, qui avait été à plusieurs reprises repoussé, avait été particulièrement critiqué lors de la prise en otage en Irak d'un traducteur sud-coréen, Kim Sun-Il, finalement exécuté en juin après le refus de Séoul de renoncer à l'envoi de troupes.

Un groupe islamiste, disant s'appeler L'Armée secrète islamique - les Drapeaux noirs, a fait parvenir aux autorités de Séoul une vidéo dans laquelle il menace les militaires et les civils sud-coréens.

Séoul a renforcé dimanche son dispositif policier, notamment autour de l'ambassade des Etats-Unis à Séoul, après un message attribué au numéro deux d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, menaçant les intérêts de plusieurs pays, dont la Corée du Sud.



La France soulage les autres «turco-sceptiques»

Dicté par des préoccupations strictement franco-françaises, le projet de référendum français sur l'adhésion turque va faire pas mal d'heureux en Europe. Mais aussi provoquer quelques grincements de dents à Bruxelles, où la Commission s'appête à rendre, le 6 octobre, un avis favorable à l'ouverture de négociations avec Ankara. Sans occulter les accrocs persistants à la démocratie turque - nombreux cas de torture, harcèlement des défenseurs des droits de l'homme, problèmes de la minorité kurde... -, le rapport piloté par le commissaire à l'Élargissement, Günter Verheugen, souligne que les considérables réformes accomplies par ce pays permettent de lancer, à plus ou moins bref délai, le processus d'adhésion. Chiffrant son coût net annuel entre 16,5 et 27,5 milliards d'euros en 2025,

l'étude de Bruxelles insiste sur les nombreux bénéfices politiques ou économiques d'un tel élargissement.

Reserves. Tous ceux qui redoutent l'impact de ce pari risqué pour l'Union européenne se réjouiront donc sous cape que la France porte le chapeau d'un éventuel rejet, *in fine*, du candidat turc. Pour la chercheuse Sylvie Goulard, auteur d'un essai à paraître (1) sur les dangers de l'adhésion turque, «il est extrêmement sain que ce processus, décrit comme irréversible, ne se poursuive pas en catimini : face à un choix aussi grave pour le projet européen, il faut un débat approfondi».

Chez les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, les seuls à avoir publiquement exprimé leurs réserves sont les Autrichiens. Il faut «reconsidérer en profondeur» ce projet, a déclaré le

président Heinz Fischer. Mais il est probable que ni l'Autriche ni la petite Chypre - dont le Nord reste occupé par l'armée turque - n'auraient osé mettre

leur veto à l'ouverture des négociations avec Ankara. L'épée de Damoclès du référendum français vient donc alléger le poids de la décision que le Conseil européen prendra, le 17 décembre. Dans beaucoup de pays, les gouvernements sont en porte-à-faux sur ce sujet avec leurs opinions publiques, qui peinent encore à digérer le «big bang» de l'adhésion, le 1^{er} mai, de dix nouveaux membres. Avec la France, l'Allemagne est

le pays où la Turquie divise le plus. Le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder et ses alliés verts sont à fond pour, tandis que la plupart des chrétiens-démocrates de la CDU sont vent debout contre. Leur chef de file, Angela Merkel, a écrit à tous les leaders de

droite de l'UE pour qu'ils se bornent à proposer à Ankara un «partenariat privilégié».

Calcul. Au niveau des gouvernements, la Turquie continue de disposer de solides alliés, au premier rang desquels la Grande-Bretagne, mais aussi l'Italie, l'Espagne, voire la Grèce, désireuse d'ancrer son «ennemi historique» dans l'UE. Enfin, au sein de la «nouvelle

Europe», «régne le syndrome de ne pas fermer la porte derrière soi», observe un diplomate français. Le chaud soutien de la Pologne s'explique ainsi par le calcul tactique de favoriser, après-demain, l'intégration européenne de l'Ukraine, voire de la Biélorussie ou de la Moldavie. Ankara conserve donc toutes ses cartes en mains. «D'autant plus, fait valoir Sylvie Goulard, que la décision cruciale sera prise en décembre, pas dans dix ou quinze ans : le référendum annoncé peut se révéler un trompe l'oeil démocratique».

NATHALIE DUBOIS

(1) *Le Grand Turc et la République de Venise*, Fayard.

Meeting could ease U.S.-Iran tension

By Steven R. Weisman

WASHINGTON: After months of forceful American talk on Iran, the Bush administration's new openness to having Secretary of State Colin Powell attend a conference along with an envoy from Iran next month is spreading hope among European and Arab officials that such a meeting may reduce tensions in the region.

State Department officials insist that Powell's newly expressed willingness to be in the same room with an Iranian representative at the conference - which is to be on the future of Iraq - does not portend a softening in other American grievances, including the demand that Iran abandon its suspected nuclear weapons program and support of terrorism.

"We don't see this as an opening for a new dialogue," a senior State Department official said.

"It just shows we will talk to Iran on certain issues like Iraq when it is in our interest to do so."

[Iran announced Sunday that it in-

tended to take part in the conference, Agence France-Presse reported.

"In principle, taking part in the conference does not pose a problem for us," Hamid Reza Asefi, Foreign Ministry spokesman, said.]

Bush administration officials say there has been a debate for months over how to deal with the growing problem of Iran's nuclear program as Britain, France and Germany have sought to engage the Iranians over it to avoid a confrontation with the United States.

Except for a brief talk between a U.S. envoy in Baghdad and some visiting Iranian officials this year, the United States has not had diplomatic contact with the Iranian government since May 2003. Talks were cut off then after a series of bombings in Saudi Arabia that were linked to groups based in Iran.

Iraq's interim prime minister, Ayad Allawi, provided an opening for a new engagement recently, according to officials from the United States, Europe and the Arab world.

Allawi has appealed to Iran and Syria, which also has troubled relations with

the United States, to do more to stop cross-border help for insurgents in Iraq.

While in the United States last week, Allawi said this issue could best be dealt with in a conference of Iraq's neighbors in the region, plus other leading countries in the world.

The United States accepted the idea, and State Department officials say they now expect it to occur in late November in Cairo.

The New York Times

■ Iran refuses offer for fuel

Iran on Sunday rebuffed a proposal by Senator John Kerry, the Democratic presidential candidate, to supply the Islamic state with nuclear fuel for power reactors if Tehran agrees to give up its own fuel-making capability, Reuters reported from Tehran.

Asefi said it would be "irrational" for Iran to put its nuclear program in jeopardy by relying on supplies from abroad. Iran has the technology to make nuclear fuel, Asefi said, "and there is no need for us to beg from others."

L'entrée d'Ankara aurait un impact « positif » et coûterait 28 milliards d'euros par an

BRUXELLES

de notre bureau européen

Günter Verheugen a préparé un rapport sur les conséquences de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE), estimant qu'elle adhèrera en 2015 et aura les mêmes droits que les autres pays en 2025.

► **Développement économique.** La Turquie, qui représente 15 % de la population de l'Union mais 2 % de son produit intérieur brut (PIB), « bénéficierait de manière substantielle de son adhésion ». Mais avec un PIB par habitant quatre fois inférieur à celui de l'Union à 25, le rattrapage « devrait prendre plusieurs décennies ». L'impact de l'adhésion de ce pays sur l'UE serait « positif mais relativement faible en raison de la taille modeste de l'économie turque et du degré élevé d'intégration existant avant l'adhésion ».

► **Environnement.** Il faudrait investir « plusieurs dizaines de milliards d'euros » pour respecter les règles européennes.

► **Social.** « Des progrès seront particulièrement exigés en matière de droits syndicaux, droits des femmes, de non-discrimination » ainsi que pour le travail des enfants, qui « reste un problème significatif ».

► **Budget.** La Turquie recevrait, en 2025, 28 milliards d'euros net par an, soit le tiers du budget actuel. La note pour l'UE se situerait entre 0,1 et 0,17 % de son PIB.

A règles inchangées, la Turquie toucherait au maximum 4 % de son PIB, soit 22,5 milliards d'euros. Son adhésion représenterait « un défi majeur » pour la politique régionale. Elle ferait perdre leurs droits à aides à de nombreuses régions de l'UE. Pour réduire l'addition, la Commission suggère d'introduire un plafond d'aide spécifique à la

Turquie, les règles actuelles n'ayant pas été « conçues pour s'appliquer à une Union de 28 pays ou plus avec de telles disparités régionales ».

En matière agricole, la Turquie toucherait 8,5 milliards d'euros, soit le sixième des dépenses actuelles. Son adhésion aurait des conséquences lourdes pour les 10,4 millions d'agriculteurs de l'Union mais aussi pour les 7 millions de paysans turcs, un tiers de la population active, dans un marché ultraprotégé.

► **Institutions.** En 2025, la Turquie, avec 90 millions d'habitants, devrait être le pays ayant le plus de

poïds au Parlement et au conseil des ministres, devant l'Allemagne.

► **Politique étrangère.** « L'accession de la Turquie étendrait les frontières de l'Union à des pays [Irak, Iran, Syrie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan] qui sont actuellement source de tensions et ferait remonter les problèmes de la région plus haut dans l'ordre du jour européen », écrit la Commission, qui note que la Turquie devra « améliorer ses relations avec l'Arménie en établissant des relations diplomatiques et en ouvrant sa frontière terrestre ».

L'adhésion donnerait plus de poids à l'UE, mais « pourrait aussi rendre le processus de décision plus compliqué, particulièrement avec la règle de l'unanimité ». « La Turquie pourrait avoir du mal à aligner ses politiques sur celles de l'Union si elle est exposée à des demandes divergentes des Etats-Unis. »

► **Politique commerciale.** La Turquie a défendu certaines des positions des pays en développement, parfois en opposition avec l'UE, ce qui pourrait « compliquer le processus de décision de l'Union ».

► **Police.** « La gestion d'une nouvelle et longue frontière représenterait un défi politique important et des investissements significatifs », alors qu'il faudra introduire une politique de visa commune.

► **Immigration.** D'ici à 2030, entre 0,5 et 4,4 millions de Turcs pourraient immigrer, essentiellement en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et en Autriche. « Si l'accession de la Turquie devait entraîner des flux migratoires significatifs, cela pourrait conduire à des troubles sérieux dans certains Etats membres. » Elle propose une « clause de sauvegarde » permettant de suspendre la liberté de circulation.

Ar. Le. et P. Ri.

Strasbourg a régulièrement condamné Ankara pour tortures

BRUXELLES

de notre bureau européen

Torture, violation du droit à la vie, traitements inhumains et dégradants : de graves violations ont valu à la Turquie de nombreuses condamnations ces dernières années par la Cour européenne des droits de l'homme. Depuis qu'Ankara a pris conscience que son entrée dans l'Union européenne passait par des réformes profondes, notamment en matière des droits de l'homme, la situation s'est améliorée. Le comité antitorture du Conseil de l'Europe a indiqué dans un rapport en juin que « le message relayé par le gouvernement de "tolérance zéro" face aux mauvais traitements et tortures a été clairement perçu et les efforts mis en œuvre pour s'y conformer sont évidents ».

Mais on revient de loin. Entre 1999 et 2003, 20 des 24 arrêts que la Cour, située à Strasbourg, a prononcés pour sanctionner une atteinte à la vie dans les 44 Etats membres du Conseil de l'Europe, qui comprennent tous les pays européens, mais aussi la Russie et les pays de l'ex-Union soviétique, concernaient la Turquie. Ankara a été en outre visée par cinq des six jugements qui constataient la pratique de la torture. La Turquie a encore fait figure d'exception pour le nombre de ses condamnations constatant des traitements inhumains ou dégradants : 26 sur 64. Il est vrai que, membre de l'OTAN et candidate à l'Union européenne, elle a fait l'objet d'une surveillance particulière.

Les procédures étant longues, quelque 300 requêtes invoquant de graves violations des droits de l'homme sont, selon la Cour, encore pendantes. Depuis le début de l'année 2004, la Turquie a été condamnée plusieurs fois : le 3 juin, elle a dû verser 300 000 euros, pour « dommage corporel et moral », à treize de ses ressortissants, qui ont été reconnus victimes d'actes de torture, en 1996. Ces personnes, membres d'une organisation marxiste illégale, le Parti communiste du travail, avaient été arrêtées par la police d'Istanbul, et placées en garde à vue de onze à treize jours. A leur sortie, elles ont porté plainte contre six policiers, qu'elles ont accusés de les avoir frappées à coups de pied et de poing, soumises à des chocs électriques, harcelées sexuellement, déshabillées, et menacées de viol ou de mort.

Un seul policier, Mustafa Sara, a

été jugé coupable de torture, sur deux personnes seulement, dont une femme, qui a fait une fausse couche par la suite. Il a été condamné à deux ans de prison, ainsi qu'à l'interdiction d'exercer sa profession pendant six mois. La Cour de Strasbourg a regretté que « les principaux auteurs des actes de violence [aient] joui d'une quasi-impunité, nonobstant l'existence de preuves irréfutables à leur encontre ». Elle a estimé que les certificats médicaux dressés à l'issue de la garde à vue, qui constatent ecchymoses, lésions, hématomes, crampes, et même une déchirure dans la bouche, « corroborent les allégations des plaignants ». Elle a admis que ces derniers ont subi « diverses formes de sévices », « notamment » la pendaison, le jet d'eau et le *falaka*, « un instrument de bois percé de trous auquel on attache les pieds de la personne condamnée à la bastonnade » ; qu'ils ont été « insultés, privés de sommeil plusieurs jours, et soumis à des violences susceptibles de porter atteinte à [leur] intégrité mentale ».

En juillet, malgré les dénégations du gouvernement, la Cour a condamné Ankara à payer, pour traitement inhumain et dégradant, 10 000 euros à un étudiant kurde, Mehmet Emin Yüksel, arrêté en 1997 à Diyarbakir (Est du pays) et interrogé sur ses liens avec une organisation illégale, le Parti du peuple unifié du Kurdistan. A sa sortie, il avait un œdème au nez et une dent cassée.

Dans certaines affaires, la Turquie n'a pas été condamnée, faute de preuves, mais la Cour de Strasbourg lui a reproché de ne pas avoir diligenté d'enquête adéquate pour établir la vérité, comme ce fut le cas après le meurtre en 1994 de Savas Buldan, un riche Kurde, et de deux de ses amis. Ces trois hommes avaient été enlevés à la sortie d'un casino par une huitaine de personnes qui s'étaient présentées comme des policiers.

Rafaële Rivais

October 4, 2004

With EU as motivation, Turkey eases Kurds' repression

By Ken Dilanian
INQUIRER STAFF WRITER

DIYARBAKIR, Turkey — Start a conversation in the capital of Turkey's Kurdish region, and prepare for a hair-raising tale.

The kindly older man in the cafe was burned out of his village by government forces. The jovial filmmaker was tortured with electricity. The chain-smoking women's rights activist was jailed and beaten when she protested the unsolved murder of her husband.

Knocking on Europe's Door

Muslim Turkey reinvents itself in a quest for admission.

During an ugly 15-year war that cost nearly 40,000 lives, thousands of activist Kurds were gunned down by death squads or snatched and never heard from again. A million villagers were displaced in a systematic campaign to deny support to the Kurdish nationalist guerrillas, who committed their own share of atrocities.

But now, previously inconceivable change is afoot. Almost as compelling as the stories of oppression in this poor southeastern city is the evidence that Turkey is reining in its state-sponsored brutality and lifting the cultural and political clamps long placed on its Kurds.

Turkey is doing this, observers agree, mainly because it wants so badly to join the European Union.

Although the latest war was the most violent, Kurds have resisted state repression since the birth 81 years ago of modern Turkey, whose founders denied the Kurds' very existence; they were referred to in school textbooks as "Mountain Turks." For decades, it was illegal to speak Kurdish in public, so worried was the state that its 12 million Kurds — 18 percent of the population — would try to break away and form their own nation. Kurds were not even allowed to name their children in their own language, and they routinely were imprisoned for things they said or wrote.

But now, after a blizzard of legal reforms, once-banned Kurdish-language films are selling briskly for about \$2 each on video discs. Kurdish-rights advocates can press claims against the government without being dragged off in the night. Jailed former members of par-

liament — who were charged with treasonous links to rebels but called political prisoners by the European governments — have been released. None of this was imaginable even three years ago.

The capture of Kurdish guer-

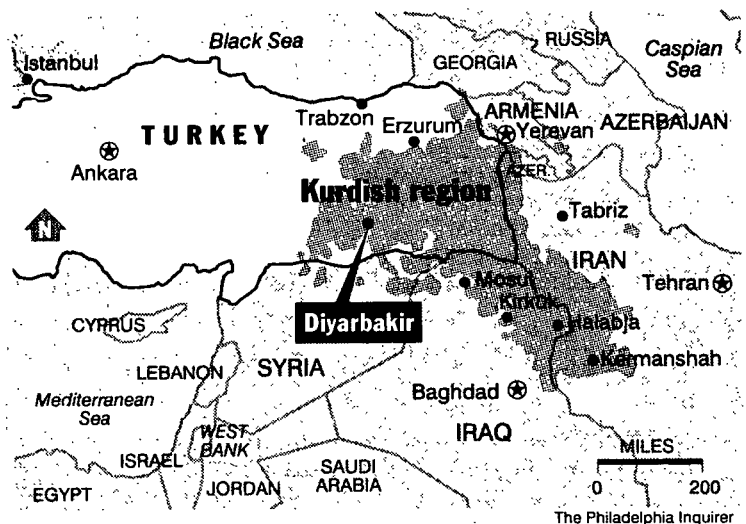
Who Are the Kurds?

The 20 million Kurds — a mainly Sunni Muslim, non-Arab people with their own Indo-European language — are said to be the world's largest ethnic group without a country of their own. Most live in a mountainous region that, after the fall of the Ottoman Empire, came to include parts of Turkey, Iraq, Iran, Syria and Armenia.

Although various nationalist movements have fought for an independent Kurdistan, most Kurds today appear to have accepted the unlikelihood of that prospect and are focusing on achieving long-denied minority rights in their respective countries.

Iraq's Kurds, thanks to a U.S. no-fly zone imposed after the 1990 Gulf War, have lived unmolested in an autonomous region that today is the only completely safe part of the country. The Turkish Republic, established in 1923, did not recognize Turkey's Kurds and banned their language. That led to various resistance movements culminating in the Kurdistan Workers Party (PKK), which waged a 1984-1999 campaign against the state that cost a total of 40,000 lives. The PKK announced a cease-fire in 1999 after the capture of its leader, Abdullah Ocalan, although it has resumed guerrilla attacks in recent months.

To meet European Union entry requirements, Turkey has begun to lift restrictions on Kurdish language and culture. But it remains deeply concerned that the Iraqi Kurds' autonomy will stir separatist feelings among its own Kurds.



The Philadelphia Inquirer

rilla leader Abdullah Ocalan in 1999 — and a subsequent five-year cease-fire — paved the way, halting Kurdish separatist attacks on Turkish soldiers and the subsequent reprisals. But Turkey's desire to join the EU, which requires members to ad-

here to specific human-rights standards, was the chief catalyst for long-sought changes.

"For us, the EU is so important, because it means more freedom and democracy," said Selahattin Demirtas, the Kurd who chairs the Diyarbakir branch of the Human Rights Association of Turkey.

To the chagrin of many here, fighting has resumed. The Kurdish guerrillas, members of the PKK (the Kurdish initials of the Kurdistan Workers Party), found sanctuary in northern Iraq after Turkey denied their request for amnesty and, in June, began staging attacks on Turkish soldiers. Nevertheless, the reforms have continued.

But changes in the law have not necessarily meant changes in the mind-sets of deeply nationalist generals and bureaucrats, not all of whom embrace the new approach. Kurdish-language broadcasts, for example, have been approved only for state-run radio and TV, for just two hours a week, and only for adult programming.

And the legal changes have their limits. It remains illegal to speak Kurdish in a government office or to give a political speech in Kurdish. Turkish registrars still won't accept Kurdish names using the letters w, x and q, which are not part of the Turkish alphabet.

Diyarbakir Mayor Osman Baydemir said he is facing criminal charges for saying, "Hello, how are you?" in Kurdish during a campaign stop in a village last year.

Sezgin Tanrikulu, who chairs Diyarbakir's bar association, has been charged with abusing his legal responsibilities because he sued Turkey in the European Court of Human Rights.

The human-rights association, meanwhile, catalogued 505 claims of abuse or torture by police in the Kurdish region in 2003.

"We have seen improvement, and one example is that I am still here," Demirtas said, pointing to the portraits hanging on his office wall of four former human-rights activists who were killed. "But it's not enough."

Demirtas said police now use torture methods that don't leave evidence — sexual humiliation and food deprivation instead of electric shocks and dental drills. The government de-



KEN DILANIAN / Inquirer Staff

Mehmet Misait Alpaslan, a Kurdish filmmaker, said he was tortured in 1994 for publishing a book of Kurdish poetry. In a sign of changing times, he is now directing films in the principal Kurdish dialect.

nies using torture "systematically" but acknowledges individual cases and recently has toughened penalties for police abuse.

Although attitudes are softening somewhat, the response by large swaths of Turkish society to Kurdish complaints is to dismiss them as the propaganda of terrorist sympathizers. There has been little investigative reporting of the kind directed at U.S. excesses in Vietnam or Britain's in Northern Ireland. Turks seem much more concerned about U.S. conduct in Iraq than about how their own soldiers acted in the Kurdish region.

Newspapers often say that Kurds forced from their villages have "fled" fighting between Turkish troops and PKK rebels. The government has agreed to compensate some of the displaced but has not acknowledged blame for their losses.

Seyfi Tashan, who directs the Turkish Foreign Policy Institute at Ankara's Bilkent University, summed up a common view.

"Whatever you can say about our military, they are tough guys, but they did a job, they did a good job, and they brought peace to that region," he said. "You cannot blame the

military for how they fought the war. A war is a war. Is there a clean war?"

There certainly wasn't one for Mehmet Ali, 51, who said his family of 15 and two other families were ordered out of their small village of Darli in 1993.

"They kicked us out and burned our houses," he said, sitting in a Diyarbakir coffee shop. "In the village we were really happy. We had animals, crops. Here there are no jobs."

Diyarbakir's population has doubled to more than a million in the last decade as it absorbed such refugees. There are shopping malls and a Burger King here, but most people are struggling in a place where the unemployment rate is more than 60 percent. Thousands of women have turned to prostitution.

The city feels like a colonial outpost. Although the vast majority of citizens are Kurds, many of the well-armed police and gendarmerie are ethnic Turks. As everywhere in Turkey, public buildings are adorned with the likeness of Mustafa Kemal Ataturk, who founded a Turkish Republic in 1923 that ordained all its citizens to be

Turks.

It remains illegal to criticize Ataturk. Mayor Baydemir, an elected Kurd (the region's governor is an appointed Turk), shrugs uneasily when asked about the irony of working at his desk under a large portrait of the father of modern Turkey. "That's dangerous territory," he said.

The lingering problems will provide ammunition to those who oppose Turkey's admission to the EU. But Kurds in the southeast want EU membership more than anyone.

Indeed, hundreds of thousands of them have moved to Istanbul and assimilated into Turkish society. Some have been killed by guerrillas while serving in the Turkish army. And many, if not most, of Turkey's Kurds say they don't view a separate Kurdish state as a realistic option.

"We are Kurdish, but we are citizens of the Turkish Republic, and happy to be so," said Seyhmus Akbas, president of the local business association. What they have long wanted are cultural and political rights. Now they're getting some.

Mehmet Misait Alpaslan, 33, is an example of how some things have changed — and others haven't.

In 1993, after he published a book of Kurdish poetry, he was imprisoned for eight months and was tortured with electric jolts to his mouth, he said. These days he is directing films in the principal Kurdish dialect. But he doesn't dare make a movie about what happened to Turkey's Kurds.

A Kurd-owned Diyarbakir radio station played a song last year whose lyrics mentioned Turks killing Kurds, and it now faces suspension of its license for a month.

Said Seuda Kaplan, 26, a disc jockey at the station: "The state of emergency has been lifted, but the mentality still exists."

Contact staff writer Ken Dilanian at kdilanian@tin.it

EUROPE Avant la publication du rapport de la Commission de Bruxelles sur la candidature d'Ankara

Bayrou-Moscovici : quelle marche turque ?

LE FIGARO LUNDI 4 OCTOBRE 2004

La Commission européenne publiera mercredi un rapport très probablement favorable à la candidature turque. Puis, le 17 décembre, il appartiendra au Conseil européen de lancer - ou non - les négociations d'adhésion. D'avis opposés sur la question, deux anciens ministres - le président de l'UDF, François Bayrou, et l'eurodéputé socialiste Pierre Moscovici - croisent leurs arguments pour *Le Figaro*.

Propos recueillis par Baudouin Bollaert, Marie-Laure Germon et Alexis Lacroix

LE FIGARO. - Etes-vous pour ou contre l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie ?

François BAYROU. - L'ouverture de négociations d'adhésion, c'est purement et simplement la décision d'accepter l'adhésion et cette décision, une fois prise, est irréversible. J'y suis naturellement hostile car, à mes yeux, l'adhésion de la Turquie changerait définitivement le projet d'Union européenne. Ce qui est en jeu, c'est la nature de l'Europe.

Il existe deux projets européens : celui d'une Europe à minima, vaste forum permettant la rencontre de nations et de civilisations très diverses se contentant d'avoir, en commun, un arsenal législatif, la libre circulation des marchandises et la recherche d'accords régionaux... Ce projet de forum européen renonce en réalité à faire de l'Europe un acteur politique majeur sur la scène du monde. C'est une rupture avec le projet européen tel que l'ont porté depuis cinquante années les créateurs de l'Europe. Les défenseurs du projet historique d'Europe politique pensent, en très grande majorité, que l'adhésion de la Tur-

quie, avec ce qu'elle induit comme différences de culture et d'influence renforcée des Etats-Unis, marquerait la fin de ce projet.

Pierre MOSCOVICI. - Moi, je ne suis hostile ni au démarrage de négociations d'adhésion ni à l'adhésion de la Turquie. Je suis, depuis une dizaine d'années, un partisan raisonné de l'adhésion turque. Je souhaite que la Turquie devienne un jour vraiment européenne pour pouvoir adhérer à l'Union. Non pas par je ne sais quelle affinité originelle - d'ailleurs je n'ai pas voté en 1995 l'accord d'union douanière avec la Turquie lors de mon premier mandat de député européen - mais par réflexion. Je ne suis pas inconditionnel. Répondre aujourd'hui de façon définitive n'a pas de sens. Mais à partir du moment où la Turquie entamera les négociations, la perspective sera l'adhésion, c'est vrai. Il faudra la traiter de bonne foi.

Cela dit, les Turcs doivent être conscients que cette ouverture ne vaudra pas automatiquement conclusion des négociations. Celles-ci seront difficiles. Elles dureront sans doute une dizaine d'années et, durant cette période, la Turquie devra bouger, sans quoi les uns ou les autres pourront être amenés à constater que cette adhésion n'est ni possible ni souhaitable.



François Bayrou.



Pierre Moscovici

Etes-vous d'accord pour un référendum sur la question turque au terme des négociations ?

F. B. - Je pense que l'annonce de ce référendum est une duperie. La décision d'ouvrir les négociations n'est pas réversible sans dégâts considérables. Ce n'est pas de la politique courageuse, ce n'est pas honnête à l'égard des Français et ce n'est pas honnête à l'égard de la Turquie.

P. M. - J'ai l'impression d'une manœuvre qui permettrait au président de la République, qui est de sensibilité turcophile, d'ouvrir les négociations, et au président de l'UMP, qui se veut l'homme de demain, de ne pas les conclure... Ce n'est pas une posture honnête, digne de la France et respectueuse de la Turquie.

Mais l'annonce d'une telle consultation ne contribuera-t-elle pas à déminer la campagne référendaire sur la Constitution ?

P. M. - Ce n'est pas la bonne manière de faire. Intellectuellement, je pense qu'il n'est pas illégitime que les Français soient consultés, comme ils l'ont été sur l'entrée de la Grande-Bretagne. Il s'agit, dans un cas comme dans l'autre, d'élargissements lourds de sens. Donc, pas d'opposition de principe, mais pas non plus de naïveté sur la manœuvre politique... Nous verrons le moment venu.

F. B. - Ce référendum consiste à faire croire que l'on peut renvoyer sur les générations suivantes la « patate chaude », comme si la décision d'ouvrir les négociations avec la Turquie était une mesure technique. Or ce n'est pas le cas. Peut-on imaginer que pendant dix années on exige des efforts d'adaptation énormes de la Turquie et qu'au bout de ces dix ans on décide de lui fermer la porte ? Ce n'est pas une décision que l'on peut ainsi faire prendre à un peuple contre un autre peuple. Imagine-t-on la

Moscovici : « Ne laissons pas dire que la Turquie est semblable à l'Iran ! »

Bayrou : « L'Etat le plus important de l'Union ne peut pas être extra-européen ! »

tension redoutable que l'on créerait ainsi entre le peuple

français et le peuple turc ? Faute du courage nécessaire pour affronter aujourd'hui le véritable débat, tant qu'il est encore temps, comme un gouvernement adulte, on crée des risques ingérables pour l'avenir. Pierre Moscovici a établi un parallèle avec la Grande-Bretagne. Pour moi, les deux élargissements sont de nature radicalement différente. La Grande-Bretagne est par essence européenne, la Turquie est essentiellement extra-européenne. Je relisais récemment le grand discours de Victor Hugo sur les Etats unis d'Europe : il énumère les pays européens et, au premier rang de ceux-ci, évidemment, l'Angleterre. Il ne lui serait pas venu à l'idée d'y inclure l'Empire ottoman ! La Grande-Bretagne nous agace parce que son projet politique n'est pas toujours le nôtre. Mais elle a bien le droit de défendre ses idées. Je crois, pour ma part, qu'elle deviendra avec le temps un élément actif d'une Europe autonome et forte. En revanche, je crois que la société turque a sa propre identité, très éloignée des traits communs qui font l'identité européenne.

P. M. - Les questions britannique et turque ne sont bien sûr pas de même nature ! Le Royaume-Uni participe à la construction européenne depuis trente ans. Mais il y a un point commun : toutes deux affectent le modèle européen. Quel modèle voulons-nous ? Aujourd'hui, l'Europe compte vingt-cinq États membres. Le Parlement européen est une tour de Babel où l'hétérogénéité est la règle. Dès lors, la question du fédéralisme ne se pose plus dans les mêmes termes. Elle n'a de sens qu'à l'intérieur d'un noyau dur, d'un groupe pionnier ou d'une coopération renforcée, comme la zone euro. Donc, nous

sommes déjà arrivés à une autre étape de la construction européenne.

Une Union de plus en plus large, aux contours indéfinis ?

P. M. - Non, une Europe puissance. Si je suis favorable par principe à l'adhésion de la Turquie, c'est que l'Histoire ne dit pas tout, la géographie et la culture non plus. A partir de là, la réponse devient éminemment politique. Quelles sont les raisons qui militent en faveur de l'adhésion turque ? D'abord et avant tout, l'intérêt stratégique. La Turquie est un pays de

70 millions d'habitants à l'économie émergente, mais dont l'Union européenne n'a pas un besoin vital pour développer son marché. En revanche, sa situation géopolitique peut permettre à l'Union européenne de développer une stratégie de puissance. C'est pour moi un argument essentiel. Pour autant, les critères fixés à Copenhague en 1993 doivent être remplis. Ils sont au nombre de trois : l'économie de marché, une démocratie politique achevée - pour l'instant, la démocratie turque est surplombée par le pouvoir militaire et l'égalité hommes-femmes est loin d'être réalisée - et la reprise de l'acquis communautaire. Mais je récusé toute idée de critère religieux caché. C'est pourquoi j'ai bataillé pour que la notion d'héritage chrétien ne figure pas dans le préambule du traité constitutionnel.

F. B. - Ce n'est pas parce qu'un pays est musulman qu'il ne peut pas adhérer à l'Union européenne. Par exemple, dans les Balkans, je me prononcerai pour une adhésion de la Bosnie ou du Kosovo à l'Union européenne le moment venu. Mais le problème brûlant que pose la Turquie est celui de la taille du pays. Dans vingt ans, dans trente ans, disent les démographes, sa population avoisinera les 100 millions d'habitants, tandis que celle de l'Allemagne chutera aux alentours des 60 millions. Or tous les critères arrêtés pour la répartition du poids politique des Etats à l'intérieur de l'Union - qu'il s'agisse de la représentation parlementaire ou du droit de vote - tiennent évidemment compte de la démographie. Nous allons donc nous trouver dans la situation où l'Etat le plus important de l'Union sera extra-européen : c'est tout à fait déraisonnable !

Le futur président de la Commission de Bruxelles, M. Barroso, a récemment déclaré qu'il ne revenait pas à l'Europe de se plier à la Turquie mais à la Turquie de se plier à l'Europe : je trouve cette phrase souvent utilisée par les partisans de l'adhésion de la Turquie très dangereuse. On ne peut pas demander à un peuple de se plier, même pour entrer dans l'Union européenne ! Exiger de la Turquie qu'elle change de nature ne peut que créer des chocs redoutables dans sa société et repose de surcroît sur une approche condescendante. En outre, l'adhésion de la Turquie transformerait nos problèmes de politique étrangère en problèmes de politique intérieure. L'Europe deviendrait

frontalière de l'Irak et de la Syrie. Nous ne pourrions pas gérer ces problèmes situés trop loin de nous, de notre expérience et de notre conscience.

Si les Turcs sont demandeurs, c'est bien qu'ils sont séduits par le modèle européen...

F. B. - Le Maroc est également demandeur. Il est infiniment plus proche de notre société, il a une intimité ancienne avec nous, géographiquement il est plus proche que l'essentiel de la Turquie. Prend-on en compte sa candidature ?

P. M. - La perspective de l'adhésion de la Turquie est en train de faire bouger ce grand pays vers les valeurs européennes. Si on reprend les « paquets législatifs » qui ont déjà été adoptés sous la pression de la Commission européenne, on s'aperçoit que des avancées majeures - telles que l'abolition de la peine de mort, l'adoption d'un nouveau Code pénal, la liberté d'expression, la reconnaissance de la langue kurde - ont eu lieu.

F. B. - Si, demain, des « paquets législatifs » promulgués sur les mêmes thèmes pouvaient s'adapter à l'Algérie ou au Maroc devrait-on en déduire leur intégration dans l'Union européenne ? Il y a beaucoup de pays, de par le monde, qui ont les mêmes principes de droit que nous, mais cela n'en fait pas des pays européens !

P. M. - Si ces pays sont à l'évidence proches de la France, la nature des liens qu'ils nourrissent avec l'Europe diffère radicalement de ceux noués entre l'Union et la Turquie. L'une des conséquences de la révolution kémaliste, idéologie totalement inspirée du modèle républicain, laïc et centralisé de la France - ce qui n'est pas le cas des modèles absolutistes algérien et, jusqu'à des évolutions récentes, marocain - est que la Turquie compte d'ores et déjà parmi les membres de toutes les institutions européennes : Conseil de l'Europe, OCDE, Otan, exception faite de l'Union. La Turquie représente donc une candidature affectivement moins forte pour nous que celle de l'Algérie ou du Maroc, mais beaucoup plus pertinente au plan du droit, de l'histoire longue et de la raison.

François Bayrou prétend que son entrée rendrait internes des problèmes qui nous sont aujourd'hui externes. Mais ces problèmes sont déjà les nôtres ! La vraie question est de savoir si nous les traiterons plus pertinemment avec une Turquie située à l'intérieur ou à l'extérieur

dé l'Union. C'est là le point fondamental. Je pense pour ma part qu'un scénario du oui à la Turquie présenterait l'avantage de compter parmi nous un grand pays devenu démocratique, adhérant à nos valeurs et à notre système politique, sachant intégrer une population musulmane à l'Union européenne. Le scénario d'un non risquerait en revanche de produire à nos frontières une situation à l'iranienne. Livrée à elle-même, la Turquie se scinderait immanquablement entre des musulmans radicalisés et un pouvoir militaire tenté de prendre les rênes du pouvoir. Cette Turquie-là serait naturellement susceptible de nouer des alliances privilégiées avec Washington, Moscou ou Jérusalem, au détriment de sa relation avec l'Union. Nous avons donc incontestablement intérêt à intégrer la Turquie. Je vous parle là d'un mariage de raison !

F. B. - Je suis sensible à un argument : celui de l'importance d'aider un pays musulman à se dé-

velopper selon un modèle laïc. C'est un bon argument. Pour autant, cette démonstration doit-elle se faire au prix d'un abandon par l'Europe de sa propre cohérence ? Je suis choqué chaque fois qu'est utilisé l'argument qu'un refus de la Turquie se solderait par un virage fondamentaliste de sa population. Il y a là la trame d'un chantage qui est inacceptable. Je suis prêt à aider l'Iran demain à retrouver sa démocratie. Je ne vais pas pour autant en faire un pays européen.

P. M. - Nous aurons de toute façon à vivre avec le problème turc pendant les années à venir. Mais quelles que soient nos appartenances politiques, ne laissons pas dire que la Turquie est semblable à l'Iran ou à l'Afghanistan !

F. B. - Bien entendu, mais c'est une manière de montrer que ce n'est pas la résistance à l'intégrisme et l'adoption de principes démocratiques qui font d'un pays un membre de l'Europe !

L'adhésion turque infléchira-t-elle la construction européenne dans le sens de

l'atlantisme, du souverainisme et du libéralisme ?

P. M. - Cette crainte mérite d'être nuancée, parce que l'atlantisme turc n'est pas inéluctable. Là encore, ne soyons pas fatalistes ! Souvenons-nous de l'attitude d'Ankara hostile à l'intervention américano-britannique en Irak. Il vaut mieux arriver la Turquie à l'Union

européenne que de l'abandonner à un jeu d'intérêts duquel nous serions exclus et qui augmenterait notre vulnérabilité.

F. B. - « Arrimer » la Turquie à l'Union européenne ne revient pas à lui donner le statut de pays membre. L'adhésion de la Turquie aurait pour conséquence une influence renforcée de la politique américaine en Europe, ce qui explique l'insistance répétée des Etats-Unis pour que la Turquie adhère à l'Union européenne. Cette insistance correspond au schéma mental des Américains qui fait de l'Union européenne l'aile orientale de l'Otan. Concernant la Turquie elle-même, c'est peu de dire qu'elle est un pays à sentiment nationaliste fort. Une des constantes de son histoire dans le siècle est d'avoir été un pays profondément nationaliste. La conséquence, c'est qu'en cas d'adhésion à l'Union européenne, la Turquie porterait un modèle d'Europe - celui d'un forum d'Etats souverains en dialogue - aux antipodes de la fédération.

P. M. - Même si, comme vous, je suis conscient des vellétés américaines d'une division de l'Europe, je ne suis pas sûr, en revanche, que cette ambition ait beaucoup à voir avec la question turque. Car le principal vecteur d'influence américaine en Europe est déjà dans l'Union : c'est la Grande-Bretagne.

F. B. - Oui, mais les Britanniques sont parfaitement légitimes dans l'exercice d'une telle influence, car ils sont européens.

P. M. - Quoi qu'il en soit, la Turquie n'encouragera pas les tendances à une division de l'Europe ; elle pourra même contrer ou réfréner cette tendance, sur la zone grand-moyen-orientale. Pour le reste, nous sommes en train d'assister, pour parler la langue de Kafka, à une « modification » profonde de l'Union européenne. Comparée au projet des Pères fondateurs, l'Europe à 30 sera marquée par une diversité accrue, par le poids des nationalités et par des frictions. Aujourd'hui, le modèle de départ est caduc.

Et s'il devait être un jour recréé, ce ne serait pas au sein de l'Europe à 30, mais au sein d'un ensemble structuré, rassemblé et plus homogène. Ainsi, l'adjonction éventuelle de la Turquie à une Europe de 30 pays membres renforcerait l'hétéro-

généité de l'Union, mais n'en changerait pas fondamentalement l'esprit. C'est dans un équilibre maintenu entre les exigences de l'Europe fédérale, de l'Europe sociale et de l'Europe puissance que l'identité de la future Europe doit être recherchée.

F. B. - Le fédéraliste européen que je suis n'éprouve aucune difficulté à l'idée que des Français puissent avoir une approche différente de celle des Polonais sur les enjeux de la construction européenne. Ou bien encore qu'ils aient des débats animés avec les Britanniques. Ces divergences restent entre Européens. Dès l'instant où existerait une démocratie européenne fonctionnant réellement, devant les peuples, le creuset européen jouerait son rôle. On a d'ailleurs manqué une chance historique de créer une vie politique européenne en harmonisant les positions officielles de chacun de nos pays sur la

question irakienne. Et pourtant, les opinions publiques y étaient prêtes, comme l'ont montré les cortèges abondants de manifestants, au cours de l'hiver 2002-2003, à Madrid, à Londres ou à Rome.

Avec les Turcs, créer cette vie politique européenne ne serait pas possible ?

F. B. - Je crois que les systèmes de référence des uns et des autres sont trop éloignés pour construire une vie politique commune. En ce qui concerne les groupes pionniers ou les opérations renforcées, je suis assez réservé. Le principal problème de l'Union européenne, c'est de devenir une démocratie transparente où les citoyens auront leur mot à dire. L'Union existe comme telle par ses institutions. Or les coopérations renforcées n'auront pas d'institutions, pas de Parlement, pas de vie démocratique. On irait donc droit vers une Europe à la mode des souverainistes, une Europe intergouvernementale, réservée aux initiés et aux experts. Cette idée de géométrie variable, séduisante au premier abord, fait donc courir les plus grands risques au projet communautaire.

Dès lors, quel type de relation imaginer entre la Turquie et l'Europe ?

F. B. - Une relation analogue à celle qui devra exister un jour entre l'Union européenne et la Russie. La Russie est pour l'essentiel européenne, beaucoup plus que la Turquie. Son histoire en fait même un Etat d'intimité

européenne. Mais sa masse est immense et elle couvre un espace à l'Est qui n'est pas européen. Il faut donc inventer un statut de relation exceptionnelle, de voisinage privilégié, qui crée les liens économiques et de confiance nécessaires.

P. M. - Nous touchons là à un sujet difficile dans lequel abondent les « ruses de l'histoire » et les désaccords fondamentaux. La Turquie, pour n'être pas d'évidence européenne, peut néanmoins, à mon sens, appartenir à l'Union européenne, la Russie qui est assurément largement en Europe ne le peut pas ! L'hétérogénéité radicale entre l'Europe et la Turquie me semble pouvoir être réduite. C'est ainsi seulement que les négociations, quelle que soit leur issue, auront un sens.

F. B. - L'Europe est indissolublement un projet politique et culturel et, si nous voulons qu'elle ait un sens, on ne peut pas faire fi de son patrimoine, qui porte l'héritage du triptyque Rome-Athènes-Jérusalem. Gare à la tentation de la table rase : chaque fois que l'on nie ou qu'on bafoue l'identité des peuples, cette identité revient sous une forme névrotique : nationalisme, intégrisme, fanatisme. Ce serait spolier les Européens d'une part d'eux-mêmes que de les priver d'une capacité de vivre l'altérité. Pourquoi l'Europe serait-elle vouée à être le seul endroit de la planète où il serait interdit d'identifier l'Autre, de reconnaître sa différence ? N'arrachons pas aux peuples européens le droit de se reconnaître comme tels, d'affirmer leur différence et d'en éprouver de la fierté.

P. M. - Le projet européen, lancé après les deux guerres mondiales du XX^e siècle, est la mise en commun d'identités fondamentalement hétérogènes. La construction européenne est donc un dépassement de l'identité nationale. Il en résulte que le malaise de nombreux citoyens européens se rapporte, in fine, à cette question identitaire. Envisager une adhésion de la Turquie peut nous permettre, au terme d'une « crise de la conscience européenne », de clarifier la question de notre commune identité.

IRAK LA STRATÉGIE DE L'OTAGE

AUCUN doute n'est permis. Dans les conflits asymétriques comme celui qui met aujourd'hui aux prises plus de 200 000 soldats étrangers et irakiens et 20 000 insurgés -

dernière évaluation militaire américaine -, le terrorisme aveugle et la prise d'otages sont des armes efficaces. On peut le nier, s'en enrager ou, comme George W. Bush et Tony Blair, en dénoncer « la sauvagerie et la barbarie », la voiture piégée, l'enlèvement, aussi bien que la profanation des dépouilles mortelles de l'adversaire présumé sont, aux yeux d'un expert américain, « des pratiques qui ont été cycliquement utilisées dans tous les conflits asymétriques de l'histoire humaine depuis des siècles, voire des millénaires ». Entre les années 73 et 66 avant JC, les zélotes, qui luttèrent contre l'occupation romaine de la Palestine, empoisonnaient les puits et tuaient des innocents pour faire accuser les légions.

Directeur du département stratégie du prestigieux Centre des études stratégiques internationales (CSIS) à Washington, le professeur Anthony S. Cordesman, un historien républicain auteur d'une vingtaine de

savants ouvrages sur la guerre et le terrorisme, classe ces sanglantes pratiques sous un vocable glacé : « atrocités utiles ». « Quoi qu'on puisse penser d'elles, poursuit-il, elles font partie de l'arsenal standard des guerres. » Grâce à l'avènement des télévisions par satellite et des médias de l'instantané, « elles sont simplement devenues plus attractives », car elles offrent à ceux qui s'y adonnent, et notamment les groupuscules sans ampleur ni puissance de feu, « une large panoplie de tactiques politiques et psychologiques qui vont bien au-delà de leur force réelle ». Bref, pour cet ancien directeur du Bureau d'évaluation du renseignement au Pentagone, les forces multinationales commandées par l'Amérique en Irak « seraient bien avisées de réaliser » que le corps mutilé d'un otage ou d'un prisonnier « n'est pas moins une arme qu'un lance-grenades ».

Au « pays des Deux-Fleuves », le rapt d'étrangers n'est pas devenu une arme tout de suite. Les enlèvements ont commencé il y a six mois, soit un an exactement après le début de l'invasion américano-britannique. A la fin mars, quatre « civils » américains armés, employés d'une de ces sociétés de sécurité privée qui pullulent à présent en Irak, tombent dans un guet-apens et sont tués par des insurgés à l'entrée de Fallouja, à l'ouest

de Bagdad. C'est une ville agricole, sunnite, très conservatrice et tribale. Plutôt favorisés par l'ancien régime, ses 200 000 habitants ne sont pas franchement pro-américains. Mais, par l'entremise des cheikhs tribaux qui ont pris langue avec les envahisseurs, la ville s'est rendue un an plus tôt sans résister.

Quelques mois après cependant, une escouade américaine, se croyant menacée, ouvrit le feu sur une manifestation pacifique, faisant plusieurs dizaines de morts, y compris des policiers restés en place pour coopérer avec l'occupant. « Bavure » qui s'avérera lourde de conséquences. En cette brûlante fin mars 2004, c'est l'heure de la vengeance. Une foule de jeunes gens en colère s'acharne sur les cadavres des mercenaires abattus. Elle profane leurs dépouilles, les déchiquette et finit par les pendre à un pont de fer sur le Tigre. La scène est filmée, retransmise dans le monde entier.

Outrés, les marines US, qui comptent au moins deux de leurs anciens camarades parmi les morts, jurent de retrouver les coupables. Ils n'ont pas lu le professeur Cordesman, qui écrit : « L'approche israélienne est souvent le modèle de ce qu'il ne faut pas faire dans une guerre asymétrique. Une réaction militaire puissante et immédiate (...) peut certes produire une victoire tactique, mais le résultat final est d'accroître le soutien politique aux forces hostiles. » La puissance de feu et la gâchette facile des forces américaines vont produire exactement cela. Début avril, les marines déclenchent une offensive massive sur Fallouja. Plusieurs centaines de gens, en grande majorité des civils, des femmes et des enfants, sont tués. Le siège et les bombardements se poursuivront pendant trois longues semaines avant que les marines se retirent.

Les parents, amis et frères de clan ou de tribu des victimes ont rejoint la résistance en masse. De nombreux chiïtes révoltés par l'assaut « infidèle » se sont soudainement solidarisés, livrant armes et provisions aux « valeureux frères sunnites ». La ville est abandonnée aux groupes islamistes qui, cinq mois après, la tiennent toujours. Surtout, au cas où ils l'auraient ignoré auparavant, les « émirs » de la lutte antiaméricaine ont compris un élément capital de la guerre psychologique : pas besoin de semer la mort parmi des soldats ennemis, qui sont de plus en plus inattaquables dans leurs bastions fortifiés, pour les pousser à la faute. Il suffit d'en rajouter dans l'horreur. Le premier enlèvement d'étrangers a lieu le 9 avril, pendant le



De gauche à droite et de haut en bas : l'Italienne Simona Toretta (libérée le 28 septembre), l'Américain Eugene Armstrong (décapité fin septembre), l'Égyptien Mohammed Ali Ahmed, le chauffeur pakistanais Sajid Naeem (tué en juillet), l'Américain Nick Berg (décapité en mai), l'Italienne Simona Pari (libérée le 28 septembre), l'ingénieur pakistanais Azad Hussein Khan (tué en juillet), l'Américain Jack Hensley (décapité fin septembre), le Turc Mithat Civi (libéré le 4 septembre).

siège de Fallouja.

Quatre civils américains, employés de KBR, filiale pétrolière du groupe Halliburton, sont kidnappés et assassinés ainsi que deux GI, Keith Maupin et Elmer Krause. Le 10 avril, un homme d'affaires danois est enlevé près de Bagdad. Il sera retrouvé mort quarante-huit heures plus tard. Le 12, ce sont quatre Italiens d'une autre société de sécurité privée qui sont pris à leur tour. Trois seront libérés après versement d'une rançon, et un, Fabrizio Quattrochi, est égorgé puis décapité sous l'objectif d'une caméra vidéo.

Grâce aux télévisions, qui diffusent autour de la planète, et à Internet, que nul ne peut censurer, les groupes irakiens et les djihadistes étrangers qui les ont rejoints, inspirés par les précédents en Asie - la décapitation au Pakistan de Daniel Pearl, première du genre dans l'après-11-Septembre, a été filmée en février 2002 -, découvrent la puissance de l'impact qu'ils peuvent avoir sur les opinions publiques, et donc les gouvernements de tous les pays de la coalition. Suivront bientôt les martyres de Nicholas Berg, ingénieur américain, Enzo Baldoni, journaliste et pacifiste italien, le jeune Kim Sun-Il, traducteur sud-coréen, des Bulgares, des Libanais, des Turcs, des Britanniques, des Pakistanais, des Népalais. Au total, à ce jour, sur 150 étrangers enlevés, 36 ont été assassinés par leurs ravisseurs. Au moins autant sont toujours retenus. Le festival de l'horreur continue.

Les égorgements et les décapitations sont soigneusement mis en scène et leurs enregistrements, peaufinés, sont vendus sous le manteau à la sortie des mosquées et sur tous les marchés d'Irak. « Leur message s'adresse à plusieurs auditoires différents, et ça marche », constate Jonathan Mendilow, un universitaire israélo-américain qui enseigne les tenants et aboutissants du terrorisme dans une université du New Jersey. D'abord, en recourant à une méthode qui

La pratique

est ancestrale :

terroriser l'ennemi
par « des atrocités
utiles ».

En Irak, l'arme
de l'enlèvement
et sa médiatisation
ont donné une
nouvelle dimension
au terrorisme

resté utilisée notamment dans le pays des Lieux saints, l'Arabie Saoudite, qui vient juste de trancher la tête de trois trafiquants de drogue, ils s'inscrivent dans une certaine « coutume » islamique. « Ils jouent la carte des racines de l'islam originel, note Diaa Raschwane, un expert égyptien du terrorisme au

Centre d'études politiques et stratégiques Al-Ahram du Caire. Ils veulent affirmer leur lien avec le passé sur le thème "Nous sommes dans la même guerre que le Prophète et les premiers musulmans", quand l'islam balbutiait et que le sabre était sa seule arme. » En ces temps troublés entre les grandes religions, l'image peut attirer du monde. Elle impressionne de jeunes esprits ou convainc les plus âgés - anciens militaires notamment - que « la résistance islamique » n'a peur de rien, qu'elle est forte et décidée. Enfin, conjurant chez lui de sombres images médiévales qui transcendent l'acte de tuer, ils sèment la terreur chez l'ennemi, ses alliés, ses petites

Entre les années 73 et 66 avant J.-C.,
les Zélotes qui luttaient contre l'occupation
romaine de la Palestine empoisonnaient
les puits et tuaient des innocents
pour faire accuser les légions

mains et ses employés locaux. Plusieurs collaborateurs irakiens de la force occupante seront également égorgés devant une caméra après confession de leurs « crimes ». D'autres seront libérés après avoir payé leur « dû » à la cause et juré, toujours face à un objectif, qu'ils ne le feraient plus, qu'ils quitteraient le pays et inciteraient dorénavant leurs compatriotes à ne pas coopérer avec l'Amérique.

La stratégie du chaos, de la terreur et de l'otage a commencé à payer.

Elle avait au moins deux objectifs. Veiller d'abord à ce qu'aucune reconstruction d'importance, aucune stabilisation nationale ne puisse être réalisée en Irak tant que le pays est militairement occupé ou gouverné par un régime transitoire, choisi, propulsé et protégé par Washington. De ce point de vue, le succès des rebelles est presque complet. Sur les 18,4 milliards de dollars accordés en 2003 par le Congrès américain pour reconstruire le pays, à peine un milliard a pu être dépensé, dont la moitié au moins pour équiper les forces de sécurité. Motif ? L'insécurité générale. Quand une équipe de techniciens russes entreprend de réparer la centrale électrique de Bagdad pour fournir un peu plus que les cinq à six heures de service quotidien actuellement réservés aux 5 millions d'habitants de la capitale, un groupe rebelle enlève quelques-uns et menace de les exécuter si la société qui les emploie ne plie pas bagage. Les Russes sont libérés et rentrent chez eux. Quand des techniciens japonais du téléphone s'aventurent près de Fallouja pour faire leur travail, même traitement, même résultat. Quand les Américains, fiers d'avoir au moins réussi à financer la remise en état d'une station de pompage des eaux usées dans un quartier de Bagdad, invitent la population à venir célébrer la réouverture de l'usine, le 1^{er} octobre, deux voitures bourrées de dynamite explosent, tuent 37 enfants et réduisent la station en gravas. La reconstruction de l'Irak, qui, dans l'esprit

de ses concepteurs, devait accélérer la normalisation, n'a jamais vraiment démarré. Les insurgés y veillent.

LEUR second objectif consistait à isoler l'ennemi principal, les Etats-Unis. Là aussi, les rebelles avancent. Epuisés par l'insécurité et craignant d'être enlevés contre rançon pour financer la guérilla ou des malfrats, plusieurs dizaines de milliers d'Irakiens de la classe moyenne supérieure, médecins, avocats, ingénieurs, ceux dont le pays a grand besoin pour se reconstruire, ont fui vers les pays voisins. Après l'enlèvement de plusieurs dizaines de leurs chauffeurs et l'assassinat d'un certain nombre d'entre eux, beaucoup des sociétés de transport turques, koweïtiennes ou jordaniennes qui parcouraient des milliers de kilomètres chaque jour pour approvisionner les bases et les troupes de la coalition se sont retirées. Plusieurs grands investisseurs arabes qui

s'étaient précipités sur l'Irak pour profiter des juteux contrats de la reconstruction rapatrient leurs biens. L'administration Bush elle-même donne l'exemple le 18 septembre en « reprogrammant » 3,5 milliards de dollars, théoriquement destinés à la remise en état du réseau hydroélectrique irakien, vers l'équipement et l'entraînement des forces de sécurité. « Une réorientation fondamentale de notre stratégie et l'aveu d'un échec », commente le professeur Cordesman.

Confrontés à ce chaos presque général, plusieurs des alliés militaires des Etats-Unis quittent le navire. Après le départ cet été des 1 430 soldats espagnols, convaincus que l'attentat meurtrier de Madrid (près de 200 morts) était lié à leur présence en Irak, le Honduras et la République dominicaine se sont à leur tour retirés. Le 16 juillet dernier, pour sauver la vie d'un de ses ressortissants pris en otage et menacé de décapitation, le gouvernement philippin retire ses 51 policiers du pays. Les 61 ingénieurs militaires néo-zélandais sont rentrés chez eux la semaine

passée et « ne seront pas remplacés », annonce leur gouvernement. Le Portugal « réfléchit » à une démarche identique. La Pologne souhaite réduire son contingent de 2 500 hommes actuellement à 1 500. L'Ukraine, quatrième contributeur de troupes multinationales avec 1 600 soldats, en retire 250 ce mois-ci et envisage, selon son premier ministre, de rapatrier tout son monde, « fin janvier 2005, après les élections ». Si elles ont lieu. Restent les Britanniques. Le débat est ouvert. « Nous n'avons rien d'autre à faire dans ces ruines que partir, et partir vite », écrivait le 22 septembre l'éditorialiste vedette du Times, Simon Jenkins. Dix jours plus tôt, dans un style plus sobre, l'éditorial du Financial Times prônait la même chose : « Il est temps d'envisager notre retrait. »

Patrice Claude

3 car bombs kill 26 in Mosul and capital

Rebels demonstrate ability to strike in hearts of major cities

By Edward Wong

BAGHDAD: Three powerful car bombs exploded in Baghdad and northern Iraq on Monday morning, killing at least 26 people and wounding more than 100 in a day of carnage that demonstrated the relative ease with which insurgents are striking in the hearts of major cities.

A firefight between police officers and insurgents broke out in the middle of Baghdad after one of the explosions, according to security contractors at the scene.

The first blasts rocked Baghdad as two suicide car bombs exploded within an hour of each other, one on either side of the Tigris River. The bomb in the west detonated after a car loaded with explosives rammed into a recruiting center for Iraqi police officers.

The attack took place near a checkpoint to the fortified headquarters of the interim Iraqi government and the U.S. Embassy, and officials at one hospital counted at least 15 dead and 82 wounded.

The second car bomb exploded north of the Baghdad Hotel, which is mostly occupied by foreign security contractors, after a red station wagon sped down a wide commercial street and plowed into two sport utility vehicles, the kind of cars often used by contractors, witnesses said.

At least six people were killed and 20 wounded, an Interior Ministry spokesman said.

The third suicide car bomb exploded near a primary school in the northern city of Mosul, killing at least five people, including two children, Reuters reported, citing Iraqi police officers. The car might have exploded prematurely since there were no American soldiers or Iraqi security forces in the area, the officers said.

The attacks were the latest attempts by insurgents to keep up pressure on the interim government of Prime Minister Ayad Allawi.

Car bombs have become the favorite, and most lethal, weapons employed by the fighters, with at least 35 having been exploded in September alone, more than in any other month since the war began.

The surge in violence during this bloody campaign has led many experts to voice serious doubts about whether the Bush administration and the Iraqi government can hold legitimate elections across the country in January, as President George W. Bush and Allawi say they will do.

This is a particularly crucial month for the American military, as it struggles to back up an Iraqi security force that so far has proven incapable of holding its own against the insurgency. The real test will come as the Americans try seizing cities controlled by guerrilla fighters and placing Iraqi police officers and soldiers in charge of security.

Over the weekend, the 1st Infantry Division chased insurgents from the streets of Samarra in a relatively quick

battle, but the bombings Monday showed that the guerrillas can readily mount a counteroffensive, right in the heart of the capital.

As the second bomb exploded, plumes of smoke darkened the sky above central Baghdad, as if a hurricane had enveloped the city, and glass from shop windows sprayed onto the sidewalks.

Angry and anxious Iraqi police officers began firing wildly with their AK-47s, spurring onlookers to flee.

Some security contractors at lookout points along surrounding buildings said they saw insurgents dashing through the area with automatic rifles and trading fire with the police. The shooting lasted a half hour, and at least one policeman was wounded.

American helicopters buzzed low over the scorched area while soldiers with the 1st Cavalry Division warily watched from their Humvees.

"This is the second time this has happened here," said Saad Mowaffak, a security guard standing outside an insurance office. "Two months ago, a roadside bomb exploded right next to a Humvee. Iraq will never be stable. You see with your own eyes what we see. Innocent people are dying."

The American military suffered its own losses: Two soldiers were killed by small-arms fire at a traffic control checkpoint Sunday afternoon, the military said. At least 1,060 American sol-

diers have died in the war.

On the outskirts of Falluja, the U.S. military said it launched an airstrike at 1 a.m. Monday against what it called an insurgent safehouse where weapons were being stored.

Doctors in the main hospital in Falluja said that at least 11 people were killed in the airstrike, four of them women. At least 10 people were wounded.

In Samarra, the first wave of American soldiers began rolling out of the city after the weekend battle, while others remained behind to help transfer authority to Iraqi police and military units. They worked feverishly to convert some of the buildings used as command posts during the battle into police stations and barracks for Iraqi National Guard soldiers.

A militant group sent out a video that showed the killings of a Turk and an Italian resident of Iraqi origin, Reuters reported. The two were shown blindfolded and kneeling in front of a ditch before being shot. Another group released two Indonesian women to the United Arab Emirates embassy in Baghdad, Abu Dhabi Television reported.

The New York Times

Rick Lyman contributed reporting from Samarra for this article, and Thayer Aldaami from Baghdad.



A video from Islamic militants Monday showing the execution of two hostages identifying themselves as a Turk and an Italian of Iraqi origin. The Iraq location was not known.

La marche d'Ankara vers l'Europe s'est traduite par l'acquisition de droits nouveaux pour ces populations

LE FIGARO MARDI 5 OCTOBRE 2004

Le grand rêve européen des Kurdes de Turquie

La Commission européenne va recommander demain « d'ouvrir les négociations d'adhésion » de la Turquie à l'UE, mais souligner la nécessité d'un « mécanisme de contrôle » des engagements démocratiques d'Ankara, a déclaré lundi le commissaire européen Olli Rehn (Finlande).

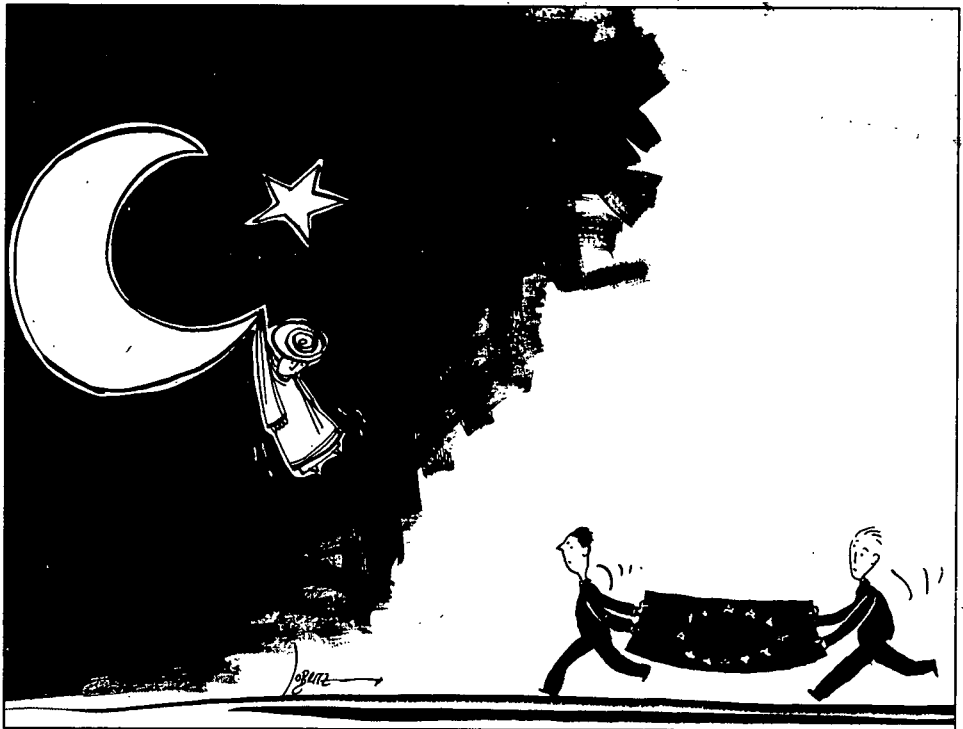
C'est la première fois qu'un membre de la Commission évoque ouvertement et aussi explicitement un tel feu vert de l'exécutif communautaire à l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE.

Diyarbakir :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

En ce vendredi, à l'heure précédant la prière, la salle des fêtes de la mairie de Diyarbakir s'est métamorphosée en chambre des doléances. Les bancs sont occupés par des hommes en pantalon bouffant et des femmes en foulard. Il y a dans l'assistance un vieil imam enturbanné, un vendeur de cigarettes handicapé, un estropié qui renifle et des veuves en larmes. Tous sollicitent un emploi. Mais, malgré sa cour, le maire ne fait pas de miracle. « La vérité est que je ne peux pas vous donner un travail à la mairie. 70 % de vos concitoyens sont comme vous au chômage et la pauvreté n'est pas une honte », assure Osman Baydemir.

A la fin de la réunion, une paysanne s'agenouille pour lui baiser les pieds. A 36 ans, le jeune homme incarne l'avenir du Kurdistan turc, après vingt années de guerre civile. Ancien président de la ligue locale des droits de l'homme, il dirige depuis les dernières élections une municipalité acquise aux idées du Dehap, le parti des kurdes modérés.

La trêve décrétée et la fin des opérations militaires d'envergure assurent depuis 1999



un semblant de stabilité à la région. Soldats et gendarmes ont desserré l'étau sur la population. Les contrôles sont levés sur les routes. Grâce aux réformes engagées par Ankara pour satisfaire aux critères d'entrée dans l'Union européenne, les Kurdes ont acquis des droits nouveaux. Ils s'expriment en se libérant peu à peu d'une peur qu'ils avaient intériorisée. Mais l'économie va mal.

Les lettrés et les savants sont partis. Les paysans ont quitté leurs villages ravagés pour s'installer en masse dans la banlieue d'Istanbul, dans les grandes villes turques ou en Europe. Les réfugiés qui sont restés sur place végètent à l'extérieur des énormes murs de basalte noir de la citadelle de Diyarbakir. « Nos maux viennent de la longue succession d'erreurs politiques commises par le pouvoir central. Voilà pourquoi mes administrés quémandent. Grâce à l'Europe, il sera peut-être possible de renverser la tendance », explique

dans son bureau Osman Baydemir.

L'Europe ? Le maire est pour. Comme, selon un sondage, 94 % des Kurdes. Ancien avocat, Osman Baydemir plaide avec élan en faveur de l'intégration. « Nous offrons

aux Européens un passé historique de 10 000 ans, la diversité des cultures, l'ouverture sur le Moyen-Orient. Notre région est une opportunité de territoires vierges et de richesses inexploitées. Nous allons vous donner Diyarbakir,

Près de 15% de la population

- Villes à forte population kurde
- Zone de peuplement Kurde



- Origines : peuple indo-européen
- Langue : appartenance à la famille iranienne
- Part de kurdes dans la pop. turque : 15 % soit 10 millions d'individus
- Présence dans le monde : près d'un million de Kurdes en Europe Occidentale, notamment en France (100 à 120 000) et en Allemagne (500 000)

la ville mystique aux vingt-six civilisations ! », s'enthousiasme-t-il. Se sent-il européen ? La réponse coule de source : « Je crois comme vous en la démocratie pluraliste et aux droits de l'homme. Je crois que différentes cultures et ethnies peuvent vivre ensemble dans le cadre de l'Union européenne. »

En ville, certains bâtiments publics sont toujours couverts de l'affiche confectionnée pour la visite début septembre du commissaire européen Günter Verheugen. « Bienvenue dans la grande Europe. De Stockholm à La Valette, de Lisbonne à Diyarbakir », proclament-elles.

L'Europe paraît pourtant bien lointaine dans le salon de Cuma Yalçın, le chef de village

de Saklat. D'une hospitalité tout orientale, l'hôte sert un repas à déguster avec les doigts sur un drap dressé à même le sol. Dehors, un troupeau de moutons passe, guidé par un kandal, un chien de garde du sud-est anatolien.

Les femmes sont à la maison, les hommes à la mosquée, qu'ils reconstruisent pierre par pierre. Leur malheur est venu de ce lieu de prière en septembre 1984 lorsque l'armée a balancé des roquettes sur l'édi-

fice pour déloger dans la nuit un groupe du PKK. Le lendemain, les militaires ont donné l'ordre aux habitants de quitter le village sur-le-champ et ont rasé maison par maison la localité située un peu l'écart sur la route reliant Bingöl à Diyarbakir.

« Notre région est une opportunité de territoires vierges et de richesses inexploitées »

Rayé de la carte comme plus de 3 000 villages, Saklat a commencé à revivre au début des années 90 avec le retour des « gardiens de village », d'anciens habitants acceptant de collaborer avec les forces de sécurité. Cuma Yalçın raconte : « Leur chef se prenait pour Atatürk. Il a donné le tas de pierres qui était autrefois ma résidence. Puis à partir de 1993 une trentaine de familles ont eu le courage de rentrer. Maintenant la peur nous a quittés et j'ai été nommé chef. »

Saklat comptait 500 familles avant la guerre, contre 140 aujourd'hui. « Beaucoup de gens voudraient revenir mais ils n'ont pas les moyens de se construire un logement et d'acheter des vaches ou des moutons. Ils se sont adressés au juge pour obtenir des réparations de l'Etat. Une loi de retour est en place mais l'aide tarde à venir », poursuit Cuma Yalçın. A Saklat, la vie a repris son cours. Signe de normalisation, les que-

relles de famille se règlent à nouveau au fusil de chasse. La coutume a fait son premier mort voici quelques mois.

Ailleurs, en milieu rural, les traditions perpétuent le règne des aghas, ces seigneurs féodaux aux pouvoirs iniques régnant sur un clan. « Ces pratiques d'un autre âge qui sont décrites dans les romans de Yasar Kemal continuent malheureusement à exister », admet l'essayiste kurde Seyhmus Diken. « Elles survivent parce que la République a voulu maintenir le Sud-Est dans un état de sous-développement chronique », précise-t-il. Chroniqueur à Radikal et à Birgün, deux quotidiens turcs, Seyhmus Diken indique les raisons historiques pour lesquelles la région fait partie, selon lui, de l'Europe : « Nous avons des églises avec des syriaques qui disent la messe en araméen, la langue de Jésus ; les Romains ont vécu ici. Le plan de la vieille ville de Diyarbakir est, selon les archéologues, typiquement romain ; la Mésopotamie est le berceau de la civilisation indo-européenne. »

Il oublie juste de signaler que les syriaques appartiennent à l'Eglise d'Orient et que les Romains colonisèrent aussi Carthage. Il vient alors à l'esprit une histoire orientale racontée par un exilé kurde pour expliquer le besoin d'Europe de sa communauté. Elle relate com-

ment un pauvre mollah a obtenu une rente de son souverain. L'homme avait réussi à convaincre le sultan qu'il était capable d'apprendre à parler à son âne au bout de sept ans d'enseignement. Interrogé par un ami sur son audace, le religieux avait haussé les épaules : « Peut-être que dans sept ans le sultan sera mort ou peut-être ce sera moi ou alors l'âne. » « Les Kurdes ont vu passé beaucoup de civilisations et qui peut dire si dans quinze ans l'Europe existera toujours sous sa forme actuelle ? », avait commenté le conteur de la fable « du mollah, de l'âne et du sultan ».

Les Kurdes attendent de l'Europe plus de liberté et la fin de l'emprise des militaires sur la vie politique. « La trêve décrite par le PKK et le retour à la paix a ouvert la voie au rapprochement avec l'Europe. Même s'il reste beaucoup à faire, nous avons obtenu des lois pour la protection des droits de l'homme », estime Sezgin Tanrikulu, le bâtonnier de Diyarbakir. « Nous sommes d'abord turcs, nous vivons en Turquie et j'espère bientôt en Europe », résume-t-il. A terme, les Kurdes espèrent obtenir des droits culturels élargis et rêvent d'un statut d'autonomie comparable à celui de l'Ecosse ou de la Catalogne.

La « petite Asie » reflète le déséquilibre entre Est et Ouest

12 A 15 MILLIONS
DE KURDES
VIVENT
DANS LA PARTIE
LA PLUS
DÉSHÉRITÉE
DU PAYS.

Si le respect des « critères de Copenhague » (l'établissement d'un Etat de droit respectueux des minorités) est au cœur des préoccupations de la Commission européenne, qui doit

présenter, le 6 octobre, sa recommandation au sujet de la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union, la situation économique de la « petite Asie » promet d'être le gros morceau des négociations à venir. Peuplée de 69,6 millions d'habitants - soit la population totale des dix derniers entrants dans l'Union -, la Turquie connaît une économie disparate. Si dans sa partie européenne le revenu par habitant est quatre fois plus faible que celui de l'Union élargie, cette disproportion est encore plus marquée dans les régions majoritairement peuplées de Kurdes (entre 12 et 15 millions de représentants), au

sud-est du pays. Dans la riche région de Marmara, le revenu par tête est en moyenne de 4 263 dollars, mais, il tombe à 1 528 dollars dans les provinces kurdes du Sud-Est (Diyarbakir, Sanliurfa, Mardin) et atteint son niveau le plus bas, soit 1 347 dollars, dans les régions joutant l'Iran (Van, Agri, Hakkari).

Marquée par une guerre qui a fait près de 37 000 morts entre 1984 et 1999, cette zone s'est considérablement paupérisée. 3 000 villages ont été évacués, près de 2 millions de personnes ont été déplacées, et l'agriculture, la ressource principale, a considérablement

pâti du conflit. Les seuls revenus possibles étaient ceux de l'économie criminelle (contrebande, drogue, petits trafics). Si les armes se sont tuées depuis la capture en février 1999 d'Abdullah Ocalan, le chef de la rébellion kurde, si l'état d'urgence a été levé dans toutes les régions kurdes, rares sont les investissements qui y ont été consentis. Le grand projet de barrages hydrauliques ou GAP, présenté par les autorités turques comme une preuve de leur volonté de sortir la zone de son marasme; devrait améliorer la situation de l'agriculture et créer des emplois, mais il a aussi entraîné le déplacement de

milliers de villageois, et l'énergie fournie par ses barrages et ses centrales électriques sera envoyée à l'ouest du pays, afin d'alimenter les industries des grandes villes.

Le déséquilibre entre Est et Ouest est criant. En 2002, selon des statistiques du gouvernement turc, 12 % des investissements directs sont allés vers la partie orientale, contre 39 % vers la région de Marmara. En 2003, l'écart se creuse un peu plus encore : 8,8 % à l'est contre 48 % autour d'Istanbul. Depuis la fin du conflit, une petite

minorité de ces Kurdes contraints à l'exil vers les bidonvilles d'Is-

tanbul et d'Adana est rentrée au village sans pouvoir rebâtir la maison détruite, faute d'aide. La situation sanitaire est mauvaise, la plupart des bourgades sont dépourvues d'eau courante et de système d'égouts. Le taux de chômage est important. En 2001, 2,2 % de la population des régions kurdes à l'Est cotisaient à la Sécurité sociale, contre 42,8 % autour de la mer de Marmara.

Malgré tout, si la situation économique de ces régions reste précaire, les choses ont évolué. Soucieuse de ne pas rater le train de l'élargissement, la nouvelle équipe aux commandes à Ankara a

consenti quelques efforts en direction d'une reconnaissance des droits culturels des Kurdes - autorisation de l'enseignement de la langue, diffusion d'émissions en kurde -, un sujet jusque-là tabou en Turquie. Ces mesures restent néanmoins théoriques tant que les moyens manquent pour les mettre en application.

Plus inquiétant, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a, depuis le mois de juin, mis fin au cessez-le-feu en vigueur ces cinq dernières années. Depuis, escarmouches et attentats ont troublé la région. Tout juste libérée de la prison d'Anka-

ra, où elle a passé dix ans pour avoir prononcé un discours en kurde au Parlement, l'ancienne députée kurde Leyla Zana a récemment mis en garde contre la perspective d'une reprise des combats entre le PKK et l'armée régulière.

Aux yeux de cette pacifiste, l'Europe est encore la meilleure garantie de parvenir à une solution de la « question kurde ».

Marie Jégo

Pourquoi le gouvernement turc a besoin du « oui » de l'Union européenne

Le Monde 5 OCTOBRE 2004

EN DÉPIT
DE SES BONNES
PERFORMANCES
DE CROISSANCE,
LE PAYS RESTE
FRAGILE
FINANCIÈREMENT

Economiquement, le bilan du premier ministre Erdogan est plutôt flatteur. Après avoir affronté en 2001 la plus grave crise la période contemporaine, la Turquie affiche depuis trois ans des rythmes de croissance quasi asiatiques. Cette année, une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 9 % à 10 % fait désormais partie des hypothèses jugées réalistes. Et quand on ajoute que ce petit « miracle » se produit avec un niveau d'inflation historiquement faible et une remise en ordre spectaculaire des finances publiques, on finit de comprendre pourquoi le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan jouit d'un crédit assez inattendu. Auprès du Fonds monétaire international (FMI), qui face à l'échec argentin, fait du cas turc un exemple réussi de ses interventions. Comme auprès des marchés financiers et des milieux d'affaires pour lesquels la recommandation de la Commission européenne, le 6 octobre, puis du Conseil le 17 décembre, en faveur de l'ouver-

ture de négociations d'adhésion, ne fait aucun doute.

Que s'est-il passé dans ce pays réputé pour son addiction aux crises et à l'instabilité ? « L'économie turque est en train de vivre une vraie révolution », explique Yves Zlotowski, expert risque-pays chez Coface. « Les réformes engagées depuis 2001 ont permis d'enclencher un cercle vertueux dans lequel la croissance n'est plus le produit d'une dépense publique excessive et de déséquilibres financiers intenable. » L'indépendance a été accordée à la banque centrale pour ôter au gouvernement toute tentation d'utiliser la planche à billets, et la cure de rigueur que s'est imposée l'Etat atteint une ampleur sans pareille parmi les pays émergents. Depuis trois ans, Ankara s'est même payé le luxe d'afficher un excédent primaire de ses comptes publics (c'est-à-dire hors service de la dette) supérieur aux exigences du FMI. Le poids de la dette publique a été ramené de 94 % du PIB en 2001 à 70 % cette année, le niveau des taux d'intérêt a considérablement baissé et la demande intérieure - consommation des ménages comme investissement des entreprises - est repartie en flèche. Jérôme Sgard, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), accorde aussi l'idée d'une « rupture » dans un modèle de croissance reposant jusqu'alors sur le cycle infernal de l'endettement et de l'inflation. « Ce changement, explique-t-il, n'est pas seulement contingent à la décision attendue de Bruxelles. Il traduit un engagement politique fort pour rompre avec l'instabilité passée. »

On devine aisément cependant qu'un feu vert de Bruxelles à

l'ouverture des négociations d'adhésion viendrait, à point nommé, boucler ce scénario de crédibilité construit par les autorités d'Ankara. « La perspective d'un ancrage à l'Europe serait un gage fort d'une poursuite des réformes », confirme François Xavier Bellocq, économiste à l'Agence française de développement. Et, sans aucun doute, consoliderait un climat de confiance qui, en dépit de l'euphorie actuelle, n'est pas à toute épreuve. La récente polémique entre Bruxelles et Ankara sur la pénalisation de l'adultère, finalement abandonnée, et l'adoption du nouveau code pénal ont offert une illustration de l'hypersensibilité des marchés financiers au dossier de l'adhésion : la livre turque a légèrement décroché et les autorités monétaires ont été contraintes de relever les taux d'intérêt.

DETTE PUBLIQUE

Dans la perspective du 17 décembre, tous les scénarios sont envisagés. Même le plus improbable, celui d'un message négatif de la Commission. « Dans cette hypothèse catastrophe, les opérateurs anticipent un effondrement de la monnaie comprise entre 20 % et 40%. Dans le cas d'un « oui mais », la dépréciation ne dépasserait pas 15 % », prévient un observateur à Ankara. Cette probabilité, qui pourrait après tout être considérée comme un moindre mal, s'avérerait cependant très périlleuse pour le gouvernement, toujours aux prises avec une dette publique que le moindre choc monétaire menace de faire exploser. « Les 206 milliards de dette publique accumulée par le pays sont financés, pour l'essentiel, par des titres à court terme libellés en dol-

lars ou indexés sur les taux d'intérêt. Le moindre dérapage entraînerait un surcoût budgétaire que le gouvernement peut difficilement se permettre », confirme Sylvain Laclias, économiste au Crédit agricole SA.

Une dernière raison justifie l'insistance du premier ministre à arracher un « oui » sans délai de Bruxelles : les pressions qu'il subit au sein de son parti, l'AKP (Parti de la justice et du développement), pour desserrer la discipline budgétaire et satisfaire les promesses de campagne. Si cette revendication reflète pour partie le souci d'élus de récompenser les clientèles locales les ayant portés au pouvoir en 2002, elle traduit aussi les attentes d'une population durement mise à contribution. La forte croissance ne s'est pas accompagnée de créations d'emplois et le salaire minimum vient tout juste de retrouver son niveau d'avant la crise de 2001. Il y a peu de chances que le FMI avec lequel le gouvernement négocie un nouveau prêt qui prendra le relais d'un précédent soutien de 19 milliards de dollars en 2002, accepte cette demande d'assouplissement. Or pour poursuivre cette politique de rigueur, le gouvernement sait qu'il devra prendre des mesures de plus en plus impopulaires faites notamment de réductions des effectifs publics, de réformes des régimes sociaux, de coupes dans les subventions agricoles... En offrant au pays un avenir européen plus certain, le gouvernement parie que la facture de l'ajustement sera politiquement moins lourde à porter. En attendant les prochaines élections, prévues pour 2007.

Laurence Caramel

La Turquie aux portes de l'Union

REPÈRES

UN PAYS À INFLATION ET CROISSANCE FORTES

- **Capitale:** Ankara.
- **Superficie:** 774 820 km². La Turquie compte 7 200 km de côtes.
- **Population:** 70,318 millions d'habitants.
- **Densité:** 90,8 hab./km².
- **Croissance de population:** 1,4 %.
- **Mortalité infantile:** 39,5 pour 1 000.
- **Espérance de vie:** 70,5 ans.
- **Âge moyen de la population:** 27,3 ans.
- **Analphabétisme:** 6,2 % des hommes; 22 % des femmes.
- **Langues:** turque (officielle) et kurde.
- **PIB:** 409,7 milliards de

- dollars.
- **PIB par habitant:** 6 094 dollars.
- **Croissance annuelle:** 6,7 %.
- **Taux d'inflation:** 45 %.
- **Population active:** 22,7 millions.
- **Secteur agricole:** 33,2 % de la population active (productions: tabac, coton, céréales, olives, betteraves sucrées).
- **Secteur Industriel:** 23,8 % des actifs (textile, agroalimentaire, automobiles, mines, acier, pétrole, construction).
- **Services:** 43 % des actifs.
- **Taux de chômage:** 10,5 % auxquels il faut ajouter 6,1 % de personnes sous-employées.
- **Dépense publique pour l'éducation:** 3,5 % du PIB (en 2000).
- **Dépense publique pour la défense:** 3,2 % du PIB.
- **Dette extérieure:**

- 115,1 milliards de dollars.
- **Population sous le seuil de pauvreté:** 18 % (en 2001).
- **Religion:** 99,8 % de musulmans dont une majorité de sunnites; 0,2 % de chrétiens et de juifs.
- **Régime:** parlementaire.
- **Président de la République:** Ahmet Necdet Sezer depuis le 5 mai 2000.
- **Premier ministre:** Recep Tayyip Erdogan depuis le 14 mars 2003. Issu de l'AKP (Parti de la justice et du développement).
- **Proclamation de la République:** 29 octobre 1923.
- **Date de la Constitution en vigueur:** 7 novembre 1982.
- **Élections:** suffrage universel. Droit de vote à partir de 18 ans.
- **Pays limitrophes:** Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie, Grèce, Iran, Irak, Syrie.

VU DE FRANCE

► Les Français semblent majoritairement hostiles à l'adhésion de la Turquie à l'UE

La question turque s'invite dans le débat hexagonal

La Turquie n'a pas la cote. Chez les responsables politiques comme dans l'opinion publique, la possible adhésion de la Turquie est devenue, dans l'Hexagone, un véritable repoussoir. Selon le dernier sondage (1), 56 % des Français se déclarent opposés à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, 36 % y étant favorables (8 % ne se prononçant pas). De même, sur le terrain politique, les défenseurs de la candidature turque rasant les murs. Seuls les Verts assurent que l'Europe ne peut pas fermer la porte à la Turquie. Pour le reste, la confusion le dispute à la crispation. Et la décision qui ne sera pas prise avant dix ou quinze ans enflamme déjà la scène politique.

En France, la discussion sur la Turquie semble enlisée depuis 2002, lorsque Valéry Giscard d'Estaing avait jeté un pavé dans la mare en clamant que «ce pays n'est pas européen». Certes, par la voix de Jacques Chirac, la France continue de se dire officiellement favorable, à terme, à l'entrée de la Turquie. Mais

l'Élysée doit se sentir un peu seul. L'UMP a déjà annoncé son opposition à cet élargissement. L'UDF le repousse, craignant qu'il aboutisse à une dilution de l'Europe. Les amis de Philippe de Villiers et de Jean-Marie Le Pen en font leur principal thème de combat contre l'Europe. Et le PS enrobe son approbation de principe de tellement de conditions que sa position devient chaque jour un peu moins claire.

Pour Pierre Moscovici, député européen et responsable des questions internationales au PS, le débat sur la Turquie souffre d'un triple handicap. «Cette adhésion n'est pas, comme les autres, une évidence géographique ou historique. Les conservateurs et ceux qui ont une vision repliée de l'Europe s'inquiètent de voir les musulmans entrer dans l'Europe. Enfin, personne n'a jamais expliqué aux Français le pourquoi et le comment de cette adhésion turque.» «Avec la Turquie, les Français se disent: mais où va-t-on?», soupire Hubert Haenel, sénateur UMP du

Haut-Rhin. Auteur d'un rapport parlementaire plutôt favorable à l'adhésion de la Turquie, l'élu s'inquiète de voir cette question surgir au pire moment dans le débat. «Entre la situation irakienne, le conflit au Proche-Orient, la question du voile et les divisions des partis sur l'Europe, il y a là un calendrier explosif», explique le sénateur. Soulignant au passage combien «les arguments juridiques ou historiques servent parfois à camoufler d'autres arrière-pensées moins avouables», notamment par rapport à l'islam.

Un point de vue partagé par Didier Billion, chercheur spécialiste de la Turquie contemporaine et directeur adjoint de l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris), pour qui «la question religieuse reste particulièrement prégnante, même si la plupart des responsables politiques s'en gardent et si peu osent le dire». Le chercheur cite toutefois Jean-Pierre Raffarin, qui, le 23 septembre, dans un entretien au *Wall Street Journal Europe*, s'interrogeait tout haut:

Des arguments qui peuvent camoufler des arrière-pensées, notamment par rapport à la question religieuse.

«Voulons-nous que le fleuve de l'islam rejoigne le lit de la laïcité?» Pour Didier Billion, le débat sur l'adhésion de la Turquie est en outre faussé en France «par un élément perturbateur qui fait

pression sur les partis notamment de droite: le Front national.» Le chercheur dénonce ainsi la «démision des responsables politiques face à un débat légitime mais électoralement pas payant». D'où, selon lui, la «parade» trouvée par Jacques Chirac avec l'idée de référendums sur les futurs élargissements.

Dans le contexte des élections européennes, une association intitulée Turquie européenne s'est ainsi

créée, à partir d'un forum Internet francô-turc, afin d'affirmer «la vocation européenne de la Turquie». Son président, Reynald Beaufort, explique l'hostilité apparente des Français par «une méconnaissance de la Turquie, que beaucoup assimilent à un pays arabe, et de l'islam, que beaucoup assimilent à l'islamisme extrémiste. Les hommes politiques ont joué la carte de la xénophobie et de l'islamophobie», dénonce Reynald Beaufort. L'association qu'il préside est ainsi partie en guerre contre les «préjugés» et les «sondages pervers» qui posent la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne sans préciser ni l'échéance ni les conditions, notamment le respect des droits de l'homme (critères de Copenhague).

Le professeur à l'université Paris-I et à l'université Galatassaray (Is-

tamboul), Ahmet Incel, voit d'autres explications à l'opposition, dans les enquêtes d'opinion, des électeurs de l'Hexagone à l'adhésion de la Turquie. «Les Français sont hostiles à l'idée d'élargissement de l'Union européenne en général», avance ce membre de l'Assemblée citoyenne des originaires de Turquie, persuadé que les sondages donneraient les mêmes résultats sur l'adhésion de la Bulgarie, de la Roumanie ou de la Croatie. Autre hypothèse: «La Turquie fait peur parce que son entrée révélerait le déclin français. Avec elle, la France ne serait plus la puissance politiquement et militairement dominante en Europe.»

**LAURENT DE BOISSIEU
ET MATHIEU CASTAGNET**

(1) Sondage Ipsos-Le Figaro, 932 personnes interrogées les 24 et 25 septembre 2004.

DOCUMENT

► Dans son rapport la commission européenne liste les avancées et les efforts à accomplir

« La liberté religieuse connaît de sérieuses limites »

Voici des extraits du rapport de 153 pages (provisoire et écrit en anglais) sur les progrès de la Turquie vers l'adhésion, rapport sur lequel la Commission va fonder sa décision sur l'ouverture des négociations avec la Turquie.

«La politique du gouvernement de tolérance zéro et ses efforts sérieux pour mettre en pratique les réformes législatives ont conduit à une diminution de la torture. Dans les six premiers mois de 2004, l'Association turque des droits de l'homme a reçu 692 plaintes relatives à des cas de torture, une diminution de 29 % par rapport aux six premiers mois de 2003. Cependant, le nombre de plaintes en dehors des centres de détention a augmenté de façon considérable par rapport à 2003. De toutes les plaintes pour violations des droits de l'homme reçues par la présidence pour les droits de l'homme entre janvier et juin 2004, une proportion significative est liée à des cas de torture et de mauvais traitement indiquant qu'une telle pratique reste un problème.» [...]

«La réforme du système pénitentiaire s'est poursuivie, et les droits des détenus ont été améliorés. Dans la pratique, l'accès à un avocat n'est pas toujours garanti.» [...]

«Le contrôle civil sur les militaires s'est renforcé. [...] Même si le processus d'alignement des rapports entre civils et militaires sur la pratique européenne est en cours, les forces armées en Turquie continuent d'exercer une influence à travers des canaux informels.» [...]

«Des changements constitutionnels ont renforcé la liberté de la presse. La liberté de la presse a été encore améliorée avec l'adoption d'une nouvelle loi qui met fin aux sanctions telles que la fermeture de publications, la suspension de la distribution et la confiscation des imprimantes. Cependant, la fréquence des poursuites contre les journalistes est une source d'inquiétude.» [...]

«Sans mettre de côté la baisse des condamnations, les journalistes, écrivains et éditeurs continuent à être condamnés pour des raisons en contradiction avec les critères de la Cour européenne des droits de l'homme. En juin 2004, le Conseil de la presse turc s'est inquiété des amendes excessives qui avaient été imposées à des journalistes. De plus, des particuliers ont été emprisonnés récemment pour avoir exprimé une opinion dans la presse.» [...]

«En ce qui concerne la liberté

religieuse, les changements législatifs n'ont pas encore produit les effets désirés. Les corps exécutifs continuent à adopter des interprétations très restrictives des textes, ce qui fait que la liberté religieuse connaît de sérieuses limites par rapport aux standards européens. Cela concerne l'absence de personnalité juridique, l'éducation et la formation du personnel religieux et l'usage des droits de propriété pour les communautés religieuses.» [...]

«Sur le terrain, la violence contre les femmes reste un problème sérieux.»

«Beaucoup de femmes sont sujettes à des formes variées de violence physique et psychologique à l'intérieur de leur famille. Cela inclut des abus sexuels, mariages forcés et précoces, mariages religieux illégaux, polygamie, trafic et crimes d'honneur.» [...]

«Le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes a été renforcé. Avec le nouveau code pénal,

les auteurs de crimes d'honneur seront punis par des peines de prison à vie, les tests de virginité seront interdits sauf s'ils sont autorisés par un juge, les attaques sexuelles au sein d'un mariage seront considérées comme un crime. Mais sur le terrain, la violence contre les femmes reste un problème sérieux.» [...]

«Il y a eu des progrès dans l'application des réformes concernant les droits culturels. Des cours de langue kurde ont commencé dans plusieurs écoles privées du sud-est de la Turquie. Diffuser des programmes télévisés en kurde et dans des langues et dialectes autres que le turc est permis, même si soumis à des conditions restrictives. Il y a eu davantage de tolérance pour les événements culturels en langue kurde et pour l'expression de la culture kurde dans ses différentes formes. Les mesures adoptées dans le domaine des droits culturels ne sont cependant qu'un point de départ. Des restrictions importantes existent toujours. La réserve de la Turquie concernant les droits d'éducation et de protection des minorités est source d'inquiétude.» [...]

«La corruption est toujours un problème très sérieux en Turquie.» [...]

L'ensemble de la classe dirigeante turque refuse l'humiliation d'une réponse dilatoire

Union sacrée pour l'Europe à Ankara

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

Le titre du quotidien libéral *Aksam* d'hier matin résumait assez bien l'état d'esprit de la majorité des Turcs, à quelques heures du feu vert attendu de la Commission européenne : « *La Turquie a obtenu un billet pour l'Europe, même si un contrôle strict est imposé aux frontières.* » En se montrant optimiste tout en faisant référence aux conditions posées par Bruxelles, le journal donnait la mesure de l'espoir, teinté d'une légère amertume, qui prédomine dans le pays.

Beaucoup d'espoir... même si les mêmes mots n'ont pas toujours le même sens pour tout le monde ; à commencer par le mot « liberté ». Tandis que les minorités, pour des raisons variées, rêvent d'une liberté accrue dont l'Europe serait en quelque sorte le garant, les gouvernants semblent craindre que leur libre-arbitre soit bridé par l'Europe. Pour cette raison, ils se montrent quelque peu méfiants quant

aux conditions que Bruxelles pourrait encore poser.

Pour le gouvernement d'Ankara, il serait inacceptable de faire de la Turquie un candidat à part : « *Il ne peut y avoir de condition spéciale au sujet de la Turquie,* a tranché le chef de la diplomatie, Abdullah Gül. *C'est exclu.* » Cependant, en prenant connaissance du rapport de la Commission, le ministre des Affaires étrangères a fait part de sa satisfaction quand à la justesse de vue des experts bruxellois. Selon lui, l'image que ce dossier donne de la Turquie est aussi précise qu'un cliché aux « rayons X ». Il précise : « *Toutes les réalités, les réformes et les étapes franchies sont transcrites dans ce rapport. C'est très positif.* »

Le gouvernement d'Ankara n'ignore pas que les négociations d'adhésion seront longues et difficiles : hier, le ministre chargé des Affaires religieuses affirmait que « *sept ans environ* » pouvaient suffire ; mais, plus raisonnablement, le premier ministre a déjà admis que les pourparlers

pourraient durer jusqu'en 2019.

Quoi qu'il en soit, pour la Turquie, cette question de la durée est accessoire. En revanche, l'ensemble de la classe dirigeante, et pas seulement les ministres au pouvoir, n'accepterait pas de subir l'humiliation d'un « non » déguisé en éternel « oui, peut-être, mais... ».

Pour éviter un tel camouflet, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan compte sur ses alliances et prépare l'étape définitive du sommet de Bruxelles du 17 décembre. Au sein du club européen, il fait l'inventaire de ses amis... et n'hésite pas à distribuer les bons et les mauvais points.

cès aux principaux éléments du dossier s'inquiètent toutefois de cette petite phrase lâchée à la fin de la semaine dernière par le commissaire européen à l'Elargissement : « *Il ne sera pas facile pour la Turquie d'avaloir tout ce que nous avons écrit* »,

déclarait Günter Verheugen. « *Si l'Union européenne ne donne pas à Ankara ce qu'elle souhaite,* écrit Sami Cohen, éditorialiste au journal *Miliyet,* *ça sera une désillusion et une douche froide pour le gouvernement comme pour le public.* »

Quant aux politologues, ils songent déjà aux conséquences que pourrait avoir une rupture. Selon eux, la Turquie pourrait alors être tentée de revoir ses priorités et de se rapprocher de certains voisins, tels que la Russie ou l'Iran.

Erdogan prépare l'étape définitive du sommet de Bruxelles du 17 décembre

Dimanche dernier, il était à Berlin où le chancelier allemand en personne devait lui remettre le prix Quadriga récompensant des personnalités qui se sont distinguées pour « *leur ouverture d'esprit, leur pragmatisme, leur engagement et leur crédibilité* ». Répondant à Gerhard Schröder, qui venait d'assurer la Turquie du soutien « *sans ambiguïté de son gouvernement* », le premier ministre turc n'a pas manqué de blâmer le projet français de référendum sur la Turquie, déclarant à qui vou-

lait l'entendre que certains dirigeants politiques en Europe auraient besoin de « *changer de mentalité* ».

Cependant, en Turquie, c'est l'espoir qui prévaut à quelques heures de la publication officielle du rapport bruxellois. Les journalistes qui ont eu ac-

LE FIGARO MERCHEDI 6 OCTOBRE 2004



La visite convaincante de Recep Tayyip Erdogan à Bruxelles le 23 septembre, commentée par l'ensemble de la presse turque, a été décisive pour la candidature d'Ankara. (Photo AP.)

Les autorités sont pour la candidature turque alors que l'opinion est réticente

La France schizophrène

Luc de Barochez

La France est pour, mais les Français sont contre. Grossièrement résumée, l'attitude de notre pays vis-à-vis de la candidature turque à l'Union européenne (UE) pourrait relever de la schizophrénie.

Sur la scène européenne, le président Jacques Chirac plaide en faveur de l'ouverture de négociations d'adhésion avec Ankara. Or, d'après les sondages, les Français sont l'un des peuples d'Europe les plus réticents. Selon une enquête d'Ipsos pour *Le Figaro*, 56 % des Français ne veulent pas de la Turquie dans l'Europe, 36 % seulement y sont favorables. Leurs réserves se reflètent dans la classe politique.

La clé de cette dichotomie se trouve dans les rapports compliqués que la France entretient avec le monde musulman. Philippe Moreau Defarges, chercheur à l'Institut français de relations internationales (Ifri), observe que « ce sont les mêmes arguments qui poussent Chirac à dire oui à la candidature turque et la majorité de la population française à être réticente : la peur de l'islamisme. Le président ne veut pas pou-

ser la Turquie dans ses bras, et les gens ont justement peur d'importer de l'islamisme en Europe ».

Les attentats du 11 septembre 2001 sont passés par là. Pour les uns, il est urgent de faire la preuve que la religion musulmane est soluble dans la démocratie européenne. Pour les autres, au contraire, la menace d'un « choc des civilisations » entre l'islam et l'Occident nourrit les craintes et les réticences. Ce débat est plus aigu en France que dans les autres pays de l'UE, du fait de la tradition de laïcité républicaine et du poids historique de l'empire français.

« Les gens mélangent un peu tout, ils mettent les Turcs et les Arabes dans le même sac et ils craignent la pression migratoire. C'est ça qui détermine l'attitude majoritaire de l'opinion française », note Philippe Moreau Defarges. Le président de la République ne voit pas l'adhésion turque de la même façon que ses administrés. « Il est animé par un vaste dessein géopolitique, il entrevoit le moment où l'Union européenne commencera à exister au Proche-Orient. Les gens, eux, voient des travailleurs qui risquent d'arriver », dit le chercheur de l'Ifri.

La pression de l'establishment diplomatique-sécuritaire français en faveur de la Turquie influence aussi la position officielle de la France. « Les diplomates qui s'occupent de ces questions sont plutôt favorables à la candidature d'Ankara », relève Didier Billon, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) à Paris. « D'abord, ils sont comptables de la parole donnée par la France, dit-il. En outre, ils sont plus au fait de la réalité de la Turquie. Ils analysent la perspective de son adhésion de manière plus rationnelle. Et ils y voient un intérêt géopolitique et stratégique. »

Les angoisses traditionnelles de la population française face à l'élargissement de l'UE, renforcées par l'adhésion cette année de dix nouveaux pays, accentuent l'hostilité à la candidature turque, explique Didier Billon. Comment intégrer dans l'UE un grand pays peuplé de 70 millions d'habitants, qui plus est de religion musulmane ? Les responsables politiques n'ont pas à ce jour apporté de réponse jugée satisfaisante.

Le référendum promis par Jacques Chirac en bout de course, une fois que les négociations auront été bouclées, est loin d'avoir désamorcé la polé-

mique. « L'effet d'annonce était plutôt habile, mais le président n'a pas répondu à la question posée par les souverainistes, qui ont un discours constant et très structuré contre la candidature turque, explique Didier Billon. C'est tout le débat de fond sur la construction européenne qui se réveille. Les clivages traversent tous les partis politiques, à l'exception peut-être du Front national. »

L'exacerbation du débat peut-elle influencer la ligne diplomatique française ? Les experts en doutent. « Notre diplomatie ne changera pas sa position, affirme Didier Billon. Les autorités vont peut-être modifier leur forme de communication et d'expression, mais pas le fond », dit-il. Philippe Moreau Defarges, pour sa part, est plus nuancé. « La France dira oui à l'ouverture de négociations, mais elle y posera toute une série d'éléments de prudence, prédit-il. Nous sommes quand même un pays démocratique, et le problème est trop aigu. La diplomatie française devra bien en tenir compte. »

(1) Didier Billon vient de publier sous sa direction : « La Turquie, vers un rendez-vous décisif avec l'Union européenne », Iris-PUF, 16 €.

LE FIGARO MERCREDI 6 OCTOBRE 2004

Les 1,9 million de Turcs en République fédérale pèsent sur la position de Berlin

L'Allemagne, terre d'accueil

Berlin :
de notre correspondant
Pierre Bocev

Dans certains quartiers de Berlin, on dirait qu'il n'y a qu'eux. Leurs noms apparaissent dans les palmarès du Festival de film ou parmi les recensements des entrepreneurs les plus dynamiques, mais aussi dans les statistiques des laissés-pour-compte. Incontournables, les Turcs en Allemagne.

Ils sont 1,9 million, près de 2,5 % de la population. Rien qu'à Berlin, la plus grande communauté turque loin du Bos-

phore, on en compte 120 000 et plus. Ceux qui fréquentent avec plus ou moins d'assiduité les 70 mosquées de la capitale, les laïcisés qui semblent monopoliser le commerce des fruits et légumes, les filles qui portent le voile par soumission familiale ou au contraire en signe de leur fierté d'être différentes, les intégrés que plus aucun accent ne trahit, et leurs cousins qui n'ont jamais franchi le pas vers la langue de Goethe et de Kant.

Un élément constitutif, autrement dit, de la société allemande. Mais aussi une portion clef de son électorat depuis la législation qui a introduit il y a

quatre ans le droit du sol et fait des Turcs naturalisés allemands un réservoir en puissance pour les urnes. Aux législatives de septembre 2002, ils ont été près de 400 000 à voter, dont 60 % pour le SPD du chancelier Gerhard Schröder et 10 % pour ses alliés des Verts qui en ont attiré autant que la puissante opposition conservatrice de la CDU/CSU. L'occupant de la Chancellerie ayant été désigné à 6 000 voix près, leur poids n'est pas à démontrer.

La droite a pris conscience du problème, et songe dorénavant à créer un forum spécial pour eux. Elle veut ainsi montrer, se-

lon Laurenz Meyer, le secrétaire général de la CDU, que son refus d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne « est sans incidence sur l'intégration » de ceux que de nombreux Allemands continuent à considérer comme de simples « Gastarbeiter », les travailleurs étrangers « invités » à partir des années 60 à fournir leur main-d'œuvre bon marché.

A de rares exceptions près, les conservateurs sont hostiles à l'adhésion. Et tant pris si l'ancien chancelier Helmut Kohl a été de ceux qui ont ouvert en 1999 une « perspective européenne » à la Turquie. Seul ou presque, Volker Rühe, son mi-

nistre de la Défense de l'époque, estime que les promesses doivent être tenues, et peut-être d'ailleurs pense-t-il plus au flanc sud de l'Otan qu'aux aides agricoles. Angela Merkel, la présidente de la CDU, a pris la tête du mouvement de rejet et s'emploie à plaider, vis-à-vis de l'opinion allemande mais aussi devant ses pairs de la droite européenne, la mise en place d'une simple « relation privilégiée ».

Gerhard Schröder, lui, est ferme dans son soutien à Ankara, et pas seulement pour des raisons électoralistes. Il pense au marché turc prometteur, mais surtout il a une vision géopolitique fondée sur l'idée de

« réconcilier l'Islam et les valeurs de l'Occident » pour le plus grand bien de la consolidation de l'Europe.

Une fois abandonnée sa vision d'un « noyau dur » européen au profit de celle d'une « dimension stratégique » pour l'Union, Joschka Fischer, le père spirituel des Verts à la tête des Affaires étrangères, estime que l'adhésion serait pour l'Europe « plus importante qu'un système antimissiles ».

La communauté turque, elle, ne s'intéresse pas nécessairement de très près aux casse-tête communautaires. Mais chaque argument hostile la blesse, les

vieux de la première génération qui restent attachés à leur patrie aussi bien que leurs enfants qui ne savent souvent plus très bien s'ils doivent se sentir turcs, ou allemands, ou les deux à la fois.

Malgré une série de succès phares, dans le monde culturel aussi bien qu'économique, l'intégration laisse dans l'ensemble à désirer. Sur 417 000 jeunes Turcs ou d'origine turque scolarisés, on ne compte que 22 000 lycéens. Le taux de chômage est le double de la moyenne nationale.

Mais il y a aussi 56 800 entreprises, petites ou moyennes en général, qui sont dirigées par des Turcs et qui font un chiffre

d'affaires de 30 milliards d'euros et garantissent 300 000 emplois. Parfois, du reste, dans la discrétion la plus totale : Ayhan Bastürk, propriétaire d'une boîte d'informatique florissante, préfère taire son nom sur l'entête de son papier à lettres.

Trop souvent encore, le fait d'être turc ouvre la porte aux préjugés. Lorsque le député conservateur Henry Nitzsche affirme en public, par exemple, que « les musulmans se feraient couper la main plutôt que de voter CDU ». Comme si Soliman le Magnifique était à nouveaux aux portes de Berlin, comme à Vienne en 1529.

Turkey faces moment of truth on joining EU

By Daniel Dombey in Brussels

For 40 years the European Union has promised Turkey closer ties. Now the moment of truth is approaching: the moment when the EU shows how serious it is about Ankara's membership.

Senior officials of the 30 European commissioners will try today to hammer out what Brussels should say about starting talks with Ankara.

The issue is immense. As an "impact assessment" paper prepared for this week says, Turkish membership would differ from all previous EU enlargements "because of the combined impact of Turkey's population, size, geographical location, economic, security and military potential" - not to mention its identity as a secular Muslim country.

The paper also says Turkey could receive between €16.5bn and €27.9bn (\$20.5bn-\$34.6bn, £11.4bn-£19.3bn) in subsidies by 2025.

The recommendation on which the commissioners finally settle, to be issued on Wednesday, will dominate the debate ahead of a final decision by EU presidents and prime ministers at a December summit. The central question is not whether Turkey should join but instead how easy its path to membership should be - and whether that process could yet be halted.

Turkey's eventual accession has been official EU policy since

1999. The seven or so dissenting commissioners also accept that there is no majority within the Brussels body to block the decision that Turkey has "sufficiently fulfilled" the democratic and human rights criteria to begin talks. Similarly, Austria and Cyprus, perhaps the countries most concerned about Turkish accession, are unwilling to veto any decision by the December summit without support from elsewhere.

By contrast, the UK, Germany and France have all pushed for accession negotiations to begin and most member states have made clear they will follow the Commission's recommendations.

Most observers agree Turkey has not yet completely met all the criteria for talks to begin, which is why sceptics are pushing for additional conditions.

A Commission report on Turkey, which emphasises Ankara's reforms over the past half decade, says that "although torture is no longer systematic, cases of torture and in particular ill-treatment continue to occur and further efforts will be required to eradicate such practice". One way of dealing with such important unresolved issues is a new EU approach to negotiations - insisting on achievements on the ground, as well as commitments over the negotiating table, before talks can concluded. In the past negotiations have focused on

commitments made by countries rather than concrete progress in adopting EU law.

Another, complementary, approach is to insist that Turkey

make further progress before the start of talks, perhaps next year.

Günter Verheugen, the enlargement commissioner, is likely to accept the need to "monitor" Turkey's progress before the start of any talks - but will steer clear of any call to set new tests.

That way, Turkey's march towards the EU could be delayed if the country does not continue with its reforms. However, no new EU-wide decision would be necessary for talks to begin.

But some of the other commissioners have been keen on setting tougher conditions - notably Austria's Franz Fischler, the

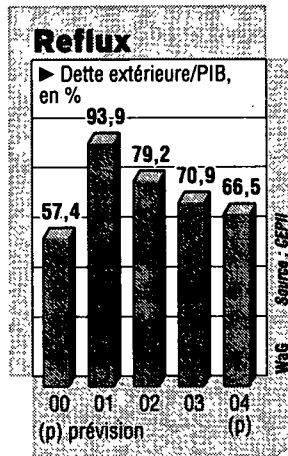
Netherlands' Frits Bolkestein, France's Pascal Lamy and Jacques Barrot, Spain's Loyola de Palacio, Cyprus's Markos Kyprianou and Greece's Stavros Dimas. But any new condition would be taken as a "no" by Ankara and could weaken Recep Tayyip Erdogan, the Turkish prime minister.

In a discussion last week among the commissioners' staff other issues emerged: Turkey's acknowledgment of its alleged "genocide" of Armenians in the early 20th century and relations with Cyprus, which Turkey invaded in 1974.

Deuxième débiteur du FMI, le pays reste étranglé par sa dette

Georges Quioç

Bien qu'avare de compliments, Anne Krugger ne tarit pas d'éloges sur la Turquie. Sa performance économique « est excellente, pas bonne : excellente ! », s'est réjoui le numéro deux du Fonds monétaire international (FMI), la semaine dernière, à Washington. Il est vrai que la croissance turque devrait dépasser 5 % en 2004. Une performance couronnée par les résultats du jeûne auquel le gouvernement soumet son budget : l'excédent primaire (avant paiement des intérêts de la dette) atteint 6,2 % cette année ! Le FMI a imposé cette cure d'austérité à l'Etat turc au lendemain de la crise de 2001, pour qu'il rembourse sa dette.



La seule dette extérieure atteint 30 % du PIB, dont plus de 16 milliards de dollars dus au seul FMI. La Turquie est ainsi le deuxième débiteur de l'institution internationale, après le

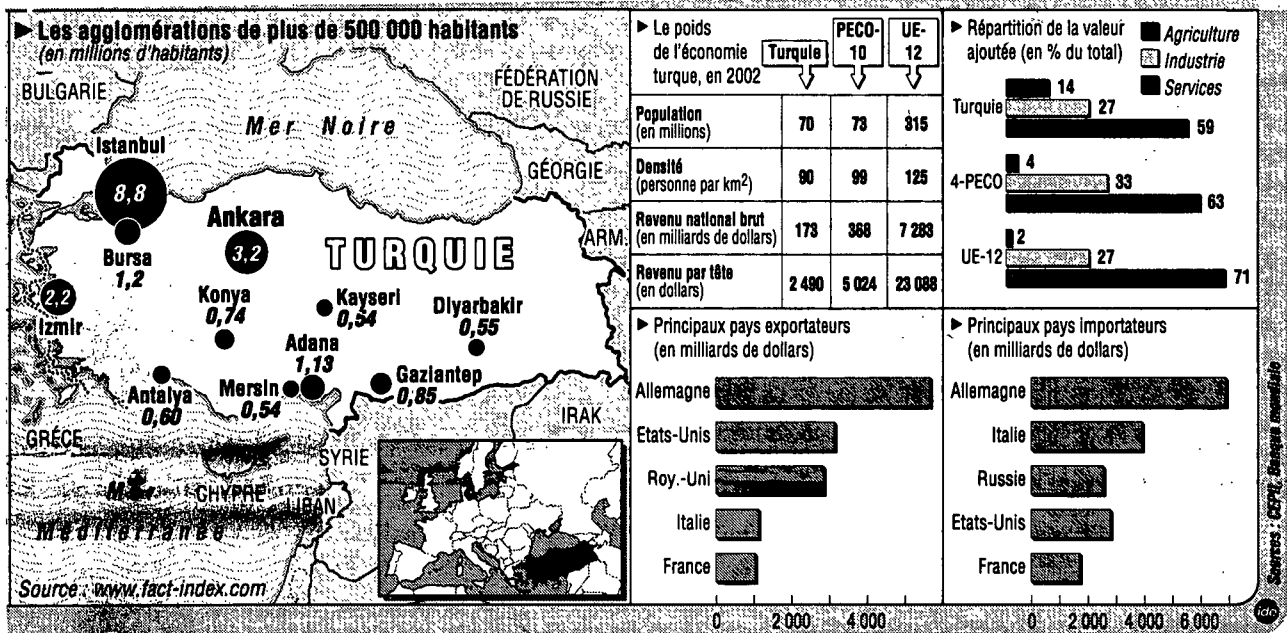
Brésil. L'assureur-crédit Euler Hermes SFAC classe ainsi le pays parmi les « risques significatifs du fait d'une dette publique élevée (plus de 80 % du PIB) ».

Cette contrainte extérieure est source d'inquiétude au moment où les importations s'envolent. En août, le gouvernement turc a dû relever de 42 % ses prévisions de déficit courant, à 10,8 milliards de dollars pour 2004. Ce déficit « pourrait dépasser les 4 % du PIB cette année en raison notamment du boom de l'investissement interne. Ce facteur de vulnérabilité est accentué par un financement dominé par les capitaux courts », relève en septembre la Lettre du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). Car à la différence des pays

émergents d'Europe, la Turquie n'attire que très peu d'investissements directs étrangers. Résultat, elle doit compter surtout sur des crédits bancaires courts pour financer son déficit extérieur. Toute dégradation du solde extérieur peut alors mettre sous pression la livre turque. La menace contraint la banque centrale à maintenir des taux d'intérêts aux alentours de 20 %.

Pour l'heure, rien de grave : « Il est normal qu'une économie en rattrapage enregistre une accélération des importations de biens d'équipements », nuance Jérôme Sgard, économiste au Cepii. Il ajoute : « Si dans un an, la Turquie se retrouve avec un déficit courant de 6 % ou 7 % du PIB, là il y aura un problème de réglage macroéconomique. »

LE FIGARO économie MERCREDI 6 OCTOBRE 2004



Bruxelles tente de minimiser le coût de l'adhésion pour l'Union

Bruxelles : de notre correspondant Pierre Avril

Pour l'Union européenne, l'adhésion de la Turquie représente plus un avantage qu'un fardeau économique. Telle est la conclusion de l'« étude d'impact » publiée aujourd'hui par la Commission en annexe de son rapport d'évaluation. Bruxelles éva-

lue entre 22,1 et 33,5 milliards d'euros le montant des transferts en 2025, soit 0,1 % du PIB européen à cette échéance. Alors dotée d'une population d'environ 86 millions d'habitants, la Turquie bénéficiera d'importants fonds communautaires : les financements de la politique agricole commune et les fonds structurels régionaux.

Hostile à l'adhésion d'Ankara, Franz Fischler, l'actuel commissaire à l'Agricul-

ture, a mis en garde en septembre contre le coût de cette accession pour les finances de la PAC. Il avoiserait, selon lui, 9 milliards d'euros. En y incluant le développement rural (2,3 milliards d'euros), la facture pour le seul secteur de l'agriculture serait donc « bien supérieure à celle de tous les nouveaux pays membres », y compris la Roumanie et la Bulgarie, estime Franz Fischler. « La Turquie aurait des

grandes difficultés à mettre en œuvre la PAC sans risquer de l'affaiblir », concluait le commissaire autrichien.

De son côté, Nicolas Sarkozy s'inquiétait récemment de l'adhésion d'un Etat dont la population pourrait un jour atteindre cent millions d'habitants, ce qui en ferait le pays le plus peuplé de l'Union. Partant, Ankara décrocherait le plus grand nombre de députés au sein du Parlement européen et disposerait d'une majorité relative de

voix au Conseil. Les arguments catastrophistes du ministre des Finances sont rejetés par les économistes turcs et minimisés par la Commission européenne. « *L'impact sera important mais, d'ici à l'adhésion, la structure du budget européen aura sans doute changé* », note Bruxelles dans son étude d'impact.

D'abord, la Roumanie, la Bulgarie et la Croatie sont appelées à adhérer avant la Turquie, ce qui modifiera profondément

les paramètres budgétaires. Et puis les perspectives financières de l'Union - actuellement négociées à Bruxelles - ne portent que sur la période 2007-2013, tandis que la Turquie ne deviendrait membre que quelques années plus tard. Dans ces conditions, la Commission refuse de s'engager dans des scénarios macro-économiques très élaborés - ils pourraient se révéler faux.

David Brooks

In Iraq, the battle for the cities picks up

WASHINGTON

The pace of events seems to be quickening in Iraq. When I spoke to Bush administration officials a few weeks ago, I got the sense that the U.S. and the Iraqi governments had no choice but to bide their time so they could train more Iraqi troops and work out political deals with wavering tribal leaders.

The prevailing view, often ascribed to Robert Blackwill of the National Security Council, was that a U.S.-dominated offensive would alienate more Iraqis than it would pacify. A major military attack did not seem likely until early winter.

But even then, powerful players were getting restive. As early as July, Secretary of State Colin Powell was arguing that it was simply unacceptable to permit cities like Falluja to remain as sanctuaries that terrorists could use to mount nationwide terrorist assaults.

Powell's old rival Donald Rumsfeld agreed with him on this one. The defense secretary had been one of those most unhappy that the Marines had not taken control of Falluja in April when they had the chance.

And over the past few weeks the "take back the cities more quickly" argument seems to have gained ground. Kids are being blown up on the streets. There is a widening sense that while Iraqis may resent Americans' flexing their muscles, what they resent more is the fact that they can't walk down the street safely. And most important, the Iraqi interim prime minister, Ayad Allawi, has entered the fray.

Bush administration officials smile when they talk about Allawi, then marvel at how aggressive he is. Allawi believes that his government has to establish

its authority, if it, or any future government, is to do its job.

So an Iraq-U.S. military offensive took back Samarra, and Rumsfeld said Monday that Samarra is a model for what is about to happen in other towns in Iraq.

I asked Rumsfeld on Monday how decisions like the one to take back Samarra are made. Are Iraqis like Allawi really deciding when and where Americans fight?

Rumsfeld described a decision-making process that has no formal structure, but involves constant consultations, involving State Department types like Ambassador John Negroponte, military types like General George Casey and Lieutenant General Thomas Metz, and a raft of Iraqi officials. It also involves the big Washington honchos like Powell, Rumsfeld and Bush.

It was clear from our conversation (and from the way other administration officials talk about de-

cision-making in Iraq) that the charge that Allawi is a puppet is just absurd. Allawi has the best feel for which Iraqi community or faction has to be catered to on any given day, and how best to reach over and get some Sunni support for the government. Moreover, Rumsfeld says the goal is to give Iraqis the room to make their own decisions: "The worst thing we can do is smother them."

Deciding where to go next depends on a complicated set of calculations. Are there enough Iraqi troops to hold a city once it is retaken? (U.S. troops can take

major roles in reclaiming towns in Sunni areas, but policing them afterward is another matter.) Where does the nascent Iraqi intelligence service have the best information? How will an offensive in this or that city affect the prospects of holding elections?

It's clear that Allawi and the Americans are looking for places where they can rack up victories (assuming they hold onto the one in Samarra). Most of the public conversation centers on retaking Falluja eventually, but Rumsfeld directed our interview to the pacification of Baghdad. "Baghdad is the big casino," he said. "You don't have Baghdad, you don't have Iraq."

Will this new, more aggressive mind-set improve things? There's an awful lot of pessimism around,

including within the Pentagon, among people who know a lot about this stuff.

I know only three (contradictory) things. Every few weeks I hear about a new twist in American strategy or tactics. It always seems promising, but conditions don't improve. On the other hand, officials in this administration don't have a thought in their heads about not sticking this out.

Finally, it may not be long before we can realistically set our goals. The coming elections and the battles for the cities will either put Iraq in a path to normalcy or introduce us to some new hell. On Monday, Rumsfeld said Iraq had "a crack" at being a success. At least he's not overhyping.

E-mail: dabrooks@nytimes.com

Will this new, more aggressive mind-set improve things?

International Herald Tribune

October 6, 2004

Questions sur une adhésion controversée

«**L'**Union européenne représente le plus grand projet politique de la Turquie», martèle le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, arrivé au pouvoir en novembre 2002, après que son parti, l'AKP, a recueilli 34% des voix et près de deux tiers des sièges. Il s'inscrit ce faisant dans une continuité historique.

1 Pourquoi la Turquie veut-elle entrer dans l'Union européenne?

C'est un vieux rêve pour les élites turques qui se sentent de longue date pleinement européennes. Au XIX^e siècle, les chancelleries qualifiaient d'ailleurs l'Empire ottoman d'«*homme malade de l'Europe*». «*La civilisation, c'est l'Occident, le monde moderne dont la Turquie doit faire partie si elle veut survivre*», mais Mustapha Kemal Atatürk, qui, après la déroute de la Première Guerre mondiale, créa la République turque, imposant l'alphabet latin et la laïcité. Cette marche vers l'Europe s'est depuis lors accélérée. Ankara a rejoint l'Otan en 1952. Dès 1963, de Gaulle et Adenauer saluaient la «*vocation européenne de la Turquie*». L'ouverture de négociations d'adhésion concrétiserait cette longue marche.

Depuis la reconnaissance officielle de la candidature d'Ankara en 1999, les exigences de Bruxelles ont représenté un levier sans pareil pour mettre en œuvre un nombre impressionnant de réformes. Les différents gouvernements turcs ont notamment adopté l'abolition de la peine de mort, la reconnaissance des droits culturels des minorités, la suppression des cours de sûreté de l'Etat ou la limitation du pouvoir des militaires.

«*Le stade suprême de cette occidentalisation, l'entrée dans l'UE, suppose le renoncement au modèle qui l'a permis, c'est-à-dire l'Etat-nation kémaliste, jacobin et laïc, discrètement autoritaire*», rappelle le chercheur Olivier Roy. Les sondages sont unanimes: 80% des Turcs rêvent de liberté à l'euro-péenne

– les Turcs, mais plus encore les Kurdes, les islamistes ou les laïcs, les hommes d'affaires ou les paysans misérables – bien que pour des raisons différentes voire opposées.

2 La Turquie remplit-elle les critères de la démocratie?

Beaucoup a été fait mais nombre de réformes sont en réalité peu ou mal appliquées. «*Il n'y a pas eu de grande coupure. Nous sortons en douceur et à pas de janissaire (deux pas en avant, un pas de côté, ndr) d'un régime autoritaire où les militaires jouaient un rôle clé au nom de la sécurité nationale*», explique Ahmet Incel, économiste et professeur à Paris-I. Le Conseil de l'Europe, qui avait mis depuis 1996 la Turquie sous surveillance en raison de graves violations des droits de l'homme, a reconnu des progrès et a levé ce dispositif.

Une réforme du code civil a garanti l'égalité des hommes et des femmes. Mais, du propre aveu de l'UE, plus de la moitié de celles-ci sont victimes de violences conjugales. Plus du tiers des articles de la Constitution de 1982 a été supprimé. Mais les organisations de défense des droits de l'homme affirment que demeure «*l'esprit de ce texte imposé par les militaires*». Le parti au pouvoir, issu du mouvement islamiste, a finalement renoncé à criminaliser l'adultère mais de nombreux articles du nouveau code pénal restent ambigus, notamment l'article 302 sur «*la diffamation en public de l'identité turque*», ou le 305 sur la protection «*des valeurs*» de l'Etat. «*Le type même de lois élastiques qui peuvent être utilisées à l'extrême dans des moments extrêmes*», accuse l'avocat Hasip Kaplan.

3 Le pays est-il prêt sur le plan économique?

La Turquie mettra des décennies à rattraper le niveau de développement économique et social de l'UE. A l'heure actuelle, son revenu par habitant n'atteint même pas 30% de la

moyenne des Vingt-Cinq. Son agriculture, très arriérée, emploie encore 33% de la population active, contre 5,4% dans l'UE. Selon le rapport de la Commission, la Turquie a néanmoins «*fait de considérables progrès sur la voie d'une économie de marché viable, notamment grâce à la réduction de ses déséquilibres macroéconomiques*». Après une récession et une crise monétaire majeure, la croissance a fortement repris, l'inflation chutant de 105% en 1994 à 12% en 2004. Résultat de la politique désinflationniste: le taux de change (flottant) s'est stabilisé depuis 2002. Le déficit public, proche de 30% du PIB en 2001, a été réduit à 8,7% en 2003. Et la dette abaissée de 105% du PIB en 2001 à 87% en 2003. Des marchés importants, comme l'électricité, le sucre ou le tabac, ont été ouverts à la concurrence. Le

nombre de privatisations est cependant resté limité. Et les investissements directs étrangers très faibles.

4 Quels problèmes cette adhésion pose-t-elle à l'UE?

Faute d'avoir tranché le débat sur ses frontières, l'Union européenne s'est longtemps retranchée derrière des réponses hésitantes à ce pays qui frappe depuis quarante ans à sa porte. Peut-elle intégrer une nation aussi grande et peuplée, pauvre, à la natalité galopante, musulmane dans son écrasante majorité, et frontalière avec l'Irak, l'Iran, la Syrie et le Caucase? Pour les «*turcosceptiques*», ce serait la fin du projet politique européen. Avec 86 millions d'habitants en 2020, la Turquie deviendrait le pays le plus peuplé de l'Union, jouissant, selon la Constitution européenne, d'un poids majeur au Conseil des ministres et au Parlement. L'UE risquerait de se désagréger en une espèce d'«*empire obèse*». En outre, l'adhésion de la Turquie coûtera très cher: selon Bruxelles, la facture pourrait s'élever à 28 milliards d'euros par an en 2025, après une période de

transition de dix ans entre l'adhésion et le droit à bénéficier pleinement des politiques communes. Enfin, et surtout, une grande partie des opinions publiques y est hostile. A l'inverse, le camp «*turcophile*» plaide que l'Union ne peut pas renier indéfiniment sa parole. Et insiste sur l'intérêt géopolitique d'amarrer la Turquie, puissance militaire, à l'Europe pour prévenir le «*choc des civilisations*» entre Islam et Occident. Pour Michel Rocard, l'un des plus fervents avocats d'Ankara, cette adhésion, exportatrice de stabilité dans une région très troublée, constituerait même une sorte d'«*assurance-vie*» pour l'Europe. Sans parler du rôle clé de la Turquie dans le Caucase, «*deuxième plus grande réserve pétrolière mondiale...*». ♦

NATHALIE DUBOIS et MARC SEMO



6 OCTOBRE 2004

ÉLARGISSEMENT *La Commission de Bruxelles dévoile aujourd'hui son rapport sur la candidature turque, avant le Conseil européen du 17 décembre*

Commençons au moins les négociations !

La fin de l'année sera dominée par le débat sur les relations Europe/Turquie. « Tu ne vois pas le monde tel qu'il est, mais tel que tu es », dit une pa-

PAR
JEAN-DANIEL
TORDJMAN *

role biblique. Tentons de comprendre les réactions des autres pour mieux discerner nos propres intérêts au lieu de céder aux impulsions et aux passions.

Le risque d'ouvrir les négociations est limité et soumis à de multiples contrôles. Le débat ne porte pas, on ne le répétera jamais assez, sur l'adhésion immédiate ou fixée à une date quelconque de la Turquie à l'Union européenne, mais sur l'ouverture des négociations avec ce pays. Ces négociations, pour des raisons évidentes, seront longues et complexes : importance du pays, différences culturelles, niveau de vie, place de l'agriculture... Les Turcs les plus optimistes ne pensent pas qu'elles puissent durer moins de 10 ans, sans compter une période de transition au moins aussi longue. D'autres estiment que les négociations pourraient durer 15 ans.

En outre, il est impossible de dire aujourd'hui quelle sera la configuration de l'Europe dans 20 ans :

- une Europe produisant des milliers de réglementations est ingérable avec 20 langues officielles. Le seul coût de la traduction et de l'interprétation dépasse 1 milliard d'euros par an. Même les Nations unies travaillent de manière plus efficace ;

- l'Europe à 25 ou 30 s'articulera de l'avis quasi unanime en 2 ou 3 cercles de pays plus ou

moins intégrés offrant peut-être une place à la Turquie ;

- une Europe qui dépense des dizaines de milliards d'euros par an sans un système puissant de contrôle de ses finances se condamne elle-même à l'inefficacité et à la corruption. Elle doit être réformée.

De toute manière, ce n'est pas parce que des négociations sont ouvertes qu'elles se concluront positivement. Chaque question doit être traitée en son temps. Ainsi, le risque à ce stade de s'engager dans ce processus apparaît limité, l'approbation unanime des pays membres de l'Union étant requise pour l'adhésion et chaque Etat membre devant consulter ou tenir compte de son opinion publique sur une décision aussi controversée qu'importante.

En revanche, un point est sûr : un non en décembre à la Turquie aura des conséquences incalculables sur la Turquie, sur les relations entre l'Europe et l'Islam et sur les intérêts économiques et politiques français. Il y a des inconvénients majeurs à moins soutenir nos alliés que ceux qui se révéleront les ennemis acharnés de nos principes et de notre manière de vivre.

Alors que la France a pour politique constante, conformément à son histoire deux fois séculaire, de défendre un « *Liban libre et indépendant* », nous n'avons pas su aider Bechir Gemayel, dernier leader libanais populaire aussi bien auprès des chrétiens que des musulmans, assassiné sur ordre. Nous n'avons que mollement soutenu le président Anouar el-Sadate, visionnaire de la paix et extraordinaire acteur du rapprochement entre les peuples. En Iran, ce fut pire. Certains dirigeants occidentaux, en déstabilisant volontairement ou non le régime du chah, ont joué un rôle dans la dramatique évolution d'une société rendue fragile par ses mutations. Ne refaisons pas les mêmes erreurs. Où ira la Turquie si l'Europe lui oppose un non à une simple ouverture de négociations ? Veut-on dire

au peuple turc et à son premier ministre Tayyip Erdogan, qui a lancé un immense mouvement de réformes, qu'ils ont eu tort de croire en nos engagements, en nos demandes, en nos traités et en nos promesses ?

Réfléchissons un instant. Pendant quarante ans, l'Europe a bénéficié, face à la menace communiste, des atouts stratégiques majeurs que constituent l'armée turque et la détermination du peuple turc. La Turquie asso-

ciée depuis 1963 à l'Europe par un traité qui prévoit explicitement la perspective de l'adhésion, voit passer devant elle une multitude de pays. Depuis 17 ans, la Turquie a formellement déposé une demande d'adhésion, demande officiellement reconnue à Helsinki en 1999. Depuis cette date, de l'avis unanime, la Turquie a accompli un travail exceptionnel pour répondre aux critères politiques définis par nos pays à Copenhague. Et après tout cela, l'Europe dirait non à une simple poursuite, certes un peu plus solennelle, de négociations qui durent depuis quarante ans ?

Où veut-on en venir ? Quels en seraient les résultats ? Destabiliser un pays qui a été un allié solide, fidèle et impeccable ? Un général turc disait avec un humour non dénué d'amertume : « *Il nous aurait été plus facile d'adhérer à l'Europe si nous avions été membres du Pacte de Varsovie plutôt que de l'Otan !* » Paver un boulevard aux islamistes les plus fanatiques et les plus violents et, la voie européenne étant fermée, faire bas-

culer la Turquie dans une République islamique d'autant plus dure que les réformes prononcées par l'Europe ont eu pour effet d'affaiblir le rôle de l'armée, garant de l'héritage d'Atatürk, de la laïcité et de l'orientation stratégique pro-occidentale ?

Il n'est pas question de nier les difficultés objectives, nombreuses et importantes de l'adhésion qui doivent être négociées. Il y a encore à faire en Turquie pour appliquer concrètement les réformes décidées et

poursuivre l'approfondissement des valeurs et des intérêts communs. Dix ans de dialogue ouvert et de négociations ne seront pas de trop. Je ne sais même pas si à la fin du processus de négociation, Turcs et Européens choisiront l'adhésion ou une autre formule. Mais laissons du temps au temps.

Le principal apport de la construction européenne, après trois guerres fratricides entre la France et l'Allemagne, c'est la paix. Au XXI^e siècle, la principale menace à la paix n'est plus le risque entre pays européens mais le risque de confrontation

entre l'intégrisme et les valeurs occidentales. Tout le monde en parle. Tout le monde le sait. Les dirigeants européens en sont parfaitement conscients. Mais nombre d'entre eux minimisent le lien entre ce risque majeur et la décision à prendre en décembre vis-à-vis de la Turquie. Les dirigeants d'al-Qaida seront là pour le leur rappeler. Gérer ce risque a un coût et nécessite un effort pour beaucoup d'entre nous, façonnés par les réactions instinctives d'une histoire séculaire. Mais une politique de refus risque d'avoir un coût autrement plus dramatique.

L'Europe change, la Turquie aussi. Le plus difficile est de changer nos mentalités. C'est un impératif pour éviter le choc des fanatismes. Il y a encore beaucoup à faire en explication sereine et en persuasion pour faire comprendre à l'opinion publique européenne ces réalités complexes mais si aveuglantes qu'elles en deviennent parfois invisibles.

* Président du Cercle des ambassadeurs.

LE FIGARO

6 OCTOBRE 2004

Des attaques dans tout le pays

Une étude publiée par une société de sécurité révèle l'ampleur de l'insurrection irakienne.

THE NEW YORK TIMES
New York

En septembre, plus de 2 300 attaques de rebelles ont été dirigées contre des cibles civiles et militaires en Irak. Ce phénomène touche presque toutes les zones de peuplement en dehors du Nord kurde, selon des chiffres détaillés recueillis par une société de sécurité privée ayant accès à des rapports militaires et disposant de son propre réseau d'informateurs irakiens.

Le périmètre géographique des attaques comprend d'une part les provinces de Ninive et de Salahuddin, au nord-ouest, et d'autre part Babylone et Bassorah, au sud, ce qui semble indiquer que la résistance s'étend au-delà des poches

isolées dont parlent les autorités irakiennes. Ces attaques sont diverses : voitures piégées, bombes à retardement, tirs de lance-roquettes, grenades, tirs de petites armes à feu, tirs de mortier et pose de mines antipersonnel.

"Si l'on veut situer les incidents sur la carte, on s'aperçoit qu'ils ne sont pas limités à quelques provinces", assure Adam Collins, spécialiste de la sécurité et responsable du renseignement en Irak pour le compte du Special Operations Consulting-Security Management Group.

Mais, au-delà des chiffres, le Premier ministre Iyad Allaoui et l'armée américaine vont devoir avant tout déterminer la part du territoire irakien que contrôle le gouvernement provisoire. La tenue des élections de janvier et leur qualité en dépendent.

Par exemple, les statistiques n'indiquent pas

avec exactitude si le gouvernement a repris ou non le contrôle de Falloudjah. Le nombre d'attentats a certes récemment diminué, mais la zone est toujours aux mains des rebelles, et les soldats américains et les forces de sécurité irakiennes ne se risquent plus à s'y aventurer. Sans une intervention politique ou militaire de grande ampleur, il sera impossible d'y organiser des élections.

D'après les statistiques, il y a eu près de 1 000 attaques à Bagdad le mois dernier. Un porte-parole de l'armée américaine a reconnu que depuis avril les rebelles avaient lancé près de 3 000 tirs de mortier dans la seule ville de Bagdad. Mais ces chiffres n'empêcheront pas forcément la tenue d'élections dans la capitale ira-

kienne. Lors d'une apparition commune, fin septembre, dans la roseraie de la Maison-Blanche, George Bush et Iyad Allaoui ont dressé un tableau optimiste de la situation en Irak. Le Premier ministre irakien a déclaré que, sur les dix-huit provinces irakiennes, "quatorze ou quinze sont totalement sûres", tandis que les autres

30 JOURS, 2 368 ATTAQUES

Selon les informations recueillies par une compagnie de sécurité privée sur les attaques recensées au cours du mois de septembre, il apparaît que chacune des provinces d'Irak a été touchée au moins une fois. Cette période n'a été ni la plus violente, ni la plus calme de l'année écoulée.

LES VILLES ENZONNE CONTROLE
Les insurgés ont restreint le contrôle des zones urbaines par les forces américaines et irakiennes.

ROUTES
De nombreuses attaques ont lieu le long des routes, car les convois de ravitaillement et les véhicules militaires sont vulnérables. Les bombes artisanales placées sur les routes sont très efficaces.

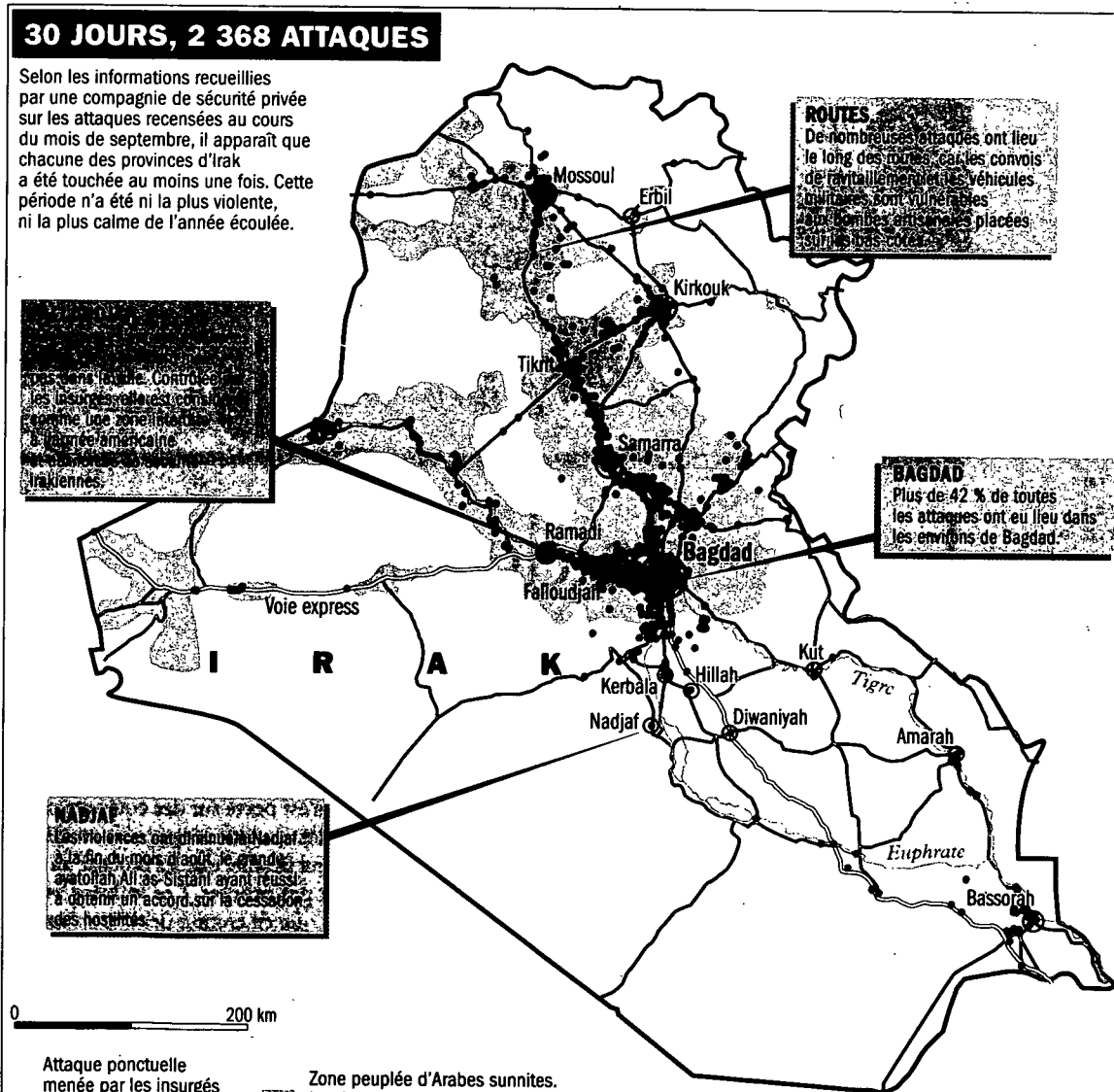
BAGDAD
Plus de 42 % de toutes les attaques ont eu lieu dans les environs de Bagdad.

NADJAF
Les violences continuent à Nadjaf. Le 25 du mois d'août, le grand ayatollah Ali al-Sistani ayant réussi à obtenir un accord sur la cessation des hostilités.

0 200 km

Attaque ponctuelle menée par les insurgés au cours du mois de septembre.

Zone peuplée d'Arabes sunnites. La plupart des attaques se sont produites dans ces régions.



Sources : "International Herald Tribune" ; www.globalsecurity.org

DU 7 AU 13 OCTOBRE 2004

COPIER
INTERNATIONAL



OPINION

La France se compromet !

Une virulente attaque du directeur d'un journal koweïtien contre Michel Barnier.

La France est bien connue pour ses mauvais calculs politiques, fondés sur les émotions du moment. Encore une fois, ses dirigeants ont réagi sous le coup de l'émotion, provoquée cette fois-ci par l'enlèvement de deux de leurs journalistes en Irak. Après l'échec de tous les efforts de libération, le ministre des Affaires étrangères français, Michel Barnier, a sorti de son chapeau l'idée d'inviter des représentants de la "résistance irakienne" à la conférence internationale [proposée par les Etats-Unis et qui se tiendra probablement au Caire à la mi-novembre]. En plus, il a plaidé pour le retrait des forces de la coalition afin de résoudre les problèmes de sécurité. Ce n'est rien moins que céder aux demandes des ravisseurs puisqu'il a admis l'existence d'une "résistance irakienne" et

lui a offert une légitimité politique. En réalité, il n'existe pas de résistance en Irak : ceux qui combattent la coalition sont des terroristes, des bandits et des mercenaires envoyés par des pays riverains qui sont mécontents de la libération de l'Irak et font tout pour y empêcher l'établissement d'une démocratie. Les victimes sont les Irakiens qui souffrent de ces gangsters infiltrés. De tels terroristes ne méritent pas la reconnaissance politique que la France leur a accordée. Imaginons le scénario suivant : que dirait-on à Paris si les Etats-Unis qualifiaient de résistance des bandes d'immigrés marocains et algériens qui se mettraient à insulter, à voler, à enlever et à assassiner des Français ? De telles bandes auraient-elles le droit de représenter et de diriger la France ? La France se compromet aujourd'hui avec les terroristes, comme elle s'est compromise hier avec Saddam Hussein en s'opposant à la guerre.

Ahmed al-Jarallah, *As-Siyassa* (extraits), Koweït

James Glanz et Thom Shanker

SCRUTIN

L'heure des chiites

Si le triangle sunnite demeure instable, sa population sera exclue des élections.

L'un des enjeux majeurs pour l'avenir de l'Irak est celui de la date des prochaines élections. L'administration américaine affirme que celle de janvier 2005, fixée après consultation de l'envoyé spécial de l'ONU, Lakhdar Brahimi, sera respectée. Toutefois, le ministre de la Défense américain, Donald Rumsfeld, a introduit une importante variation sur ce thème et a avancé l'idée d'exclure les régions les plus instables, arguant que des élections sur une partie du territoire seraient préférables à pas d'élections du tout. Le Premier ministre par intérim, Iyad Allaoui, se montre lui aussi optimiste quant au respect du calendrier et affirme, dans une interview publiée par le quotidien arabe *Asharq al-Awsat*, que ce seraient le gouvernement irakien et l'ONU qui décideraient alors de la participation de telle ou telle région. Par ailleurs, les autorités irakiennes font valoir qu'elles disposent de 1989 et des registres de cartes de rationne-

ment établis par l'ONU au temps de l'embargo. Aux Etats-Unis, John Kerry se montre sceptique devant l'optimisme de George Bush et d'Iyad Allaoui, et en Irak aussi les opinions divergent. Ali as-Sistani, l'ayatollah chiite, aurait souhaité que des élections soient organisées encore plus rapidement, avant de se laisser convaincre par Lakhdar Brahimi que l'horizon de janvier 2005 était plus réaliste. On dit qu'il insiste aujourd'hui sur le respect de cette date. Cette volonté d'aller vite s'explique par le fait que les régions qui risquent d'être exclues pour cause d'instabilité sont plutôt sunnites, alors que les zones d'implantation chiite sont dans l'ensemble plutôt stables [à l'exception de Sadr City, le faubourg chiite de Bagdad]. Forts de cet avantage et de leur poids démographique (60 %), les chiites estiment par conséquent que plus les élections se feront tôt, plus elles seront à leur avantage. Reste le cas du jeune radical chiite Moqtada as-Sadr, qui avait affronté en août les forces de la coalition à Nadjaf et dont les partisans continuent de résister aux Américains à Sadr City. Cela

pourrait aboutir à ce que cette zone soit également exclue, alors qu'elle représente au moins 200 000 électeurs, peut-être plus (les partisans de Sadr affirment que le nombre d'habitants avoisine les 2 millions de personnes). Quant aux principales villes du triangle sunnite, Falloudjah, Samarra et Baaqouba, on estime leur population à 500 000 habitants, dont moins de la moitié en âge de voter, sans qu'évidemment ces chiffres soient aisément vérifiables.

A ces calculs s'ajoute l'émergence d'une nouvelle coalition de partis politiques, appelée la "liste du consensus (regroupant notamment, les partis irakiens qui étaient en exil)". Elle regroupe des chiites, des sunnites, des chrétiens, des Kurdes et des Turkmènes, et se présente comme le parti le plus représentatif de l'ensemble de la société irakienne. Certains pensent qu'Ali as-Sistani voudrait que les élections se déroulent avant que ce parti ne puisse prendre son envol et l'emporter ultérieurement dans des élections organisées sur la totalité du territoire.

Saad al-Ajmi, *Gulf News* (extraits), Dubaï

De Gaulle, Mitterrand, Juppé et Chirac ont plaidé pour l'intégration de la Turquie

APRÈS qu'Alain Juppé se fut prononcé en avril, au nom de l'UMP, contre une adhésion de la Turquie à l'Union européenne, Jacques Chirac a annoncé, le 1^{er} octobre, à Strasbourg, que les Français seraient consultés par référendum, le moment venu, sur une telle adhésion. Un amendement constitutionnel doit être introduit pour obliger à l'avenir à organiser une consultation pour tout nouvel élargissement.

Assumant les réticences de son parti, M. Juppé avait annoncé le revirement de l'UMP, au début de la campagne des élections européennes de juin, indiquant avoir changé d'avis lui-même quant à la vocation européenne de la Turquie. Comme l'Union chrétienne-démocrate allemande, la principale formation de la majorité défend désormais un « partenariat privilégié » avec la Turquie.

Le président de la République reste personnellement favorable à l'intégration de ce pays et se dit convaincu qu'elle se fera. Il l'a redit à Strasbourg. Mais l'idée de faire inscrire dans la Constitution française le principe de l'approbation par référendum des futurs élargissements de l'Union n'en est pas moins une reculade par rapport à la position qui était jusque-là celle de M. Chirac. Il répétait depuis plusieurs années que seuls permettraient de statuer sur la candidature turque les critères définis en 1993 par l'Union pour tous les

pays candidats et aucun autre – ni géographique, ni historique, ni religieux. Une évaluation technique en quelque sorte, qui ne rouvrirait pas le débat de fond sur l'appartenance de la Turquie à l'Europe, lequel selon lui était clos.

Le général De Gaulle est à l'origine de la promesse faite par l'Europe à Ankara en 1963. L'accord d'association conclu alors stipulait que l'objectif était l'adhésion ; c'est cette promesse qui fait de la Turquie un cas particulier parmi tous les voisins de l'Union potentiellement désireux d'y entrer. De longues vicissitudes ponctuées de coups d'Etat épargnèrent ensuite pendant plusieurs décennies à l'Europe d'avoir à se poser la question turque. Une fois rétabli un régime civil à Ankara, François Mitterrand avait relancé les relations bilatérales et levé les ambiguïtés : « la Turquie relève de l'espace européen », « l'Europe ne saurait être limitée par des conceptions géographiques ou par des préjugés culturels », avait-il déclaré lors d'une visite à Ankara en 1992.

Mais c'est Alain Juppé puis Jacques Chirac qui, quelques années plus tard, ont transformé cette philosophie en un axe de l'action diplomatique de la France et sont devenus les principaux avocats de la cause turque en Europe. M. Juppé lorsqu'il était ministre des affaires étrangères du gouvernement Balladur, fut l'artisan du traité d'union douanière signé début

1995 entre l'Europe et la Turquie, qu'il imposa contre la Grèce, contre une partie des députés européens et des socialistes français. La cause était difficile. La Turquie n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui. Elle mobilisait entre les militants des droits de l'homme ;

son nationalisme se heurtait encore au nationalisme d'Athènes.

Mais M. Juppé croyait en la dynamique qui pouvait naître en Turquie d'un rapprochement avec l'Europe, il faisait valoir l'intérêt stratégique majeur qu'il aurait pour la communauté européenne.

En décembre 1997, au sommet de Luxembourg, les Quinze de l'époque ouvrent la porte aux pays de l'Est et opposent une fin de non-recevoir à la candidature turque. Jacques Chirac est ce jour-là parmi ceux qui, contre tous les usages européens, regrettent publiquement cette décision, à peine le sommet achevé.

Deux ans plus tard, alors que la Turquie frappe de nouveau à la porte, le président charge le socialiste Pierre Moscovici, ministre aux affaires européennes, d'aller expliquer à Athènes la position qu'il s'approprie à défendre au sommet d'Helsinki et qu'il va imposer. Le 13 décembre 1999, le Conseil européen reconnaît que « la Turquie est un Etat candidat qui a vocation à rejoindre l'Union européenne sur la base des mêmes critères que ceux qui s'appliquent aux autres candidats ». Tout débat sur la légitimité de ce pays à vouloir intégrer l'Union est ce jour-là bel et bien clos.

A la veille des élections européennes de juin dernier, la peur s'empare de l'UMP, comme si soudain le fait de prôner le rapprochement avec un pays musulman

« l'Europe ne saurait être limitée par des conceptions géographiques ou par des préjugés culturels »

FRANÇOIS MITTERRAND, 1992

devait conduire au désastre électoral. Il ne s'est pas trouvé à l'UMP une voix qui eût donné de la chair à la ligne établie depuis toujours par les gouvernants successifs, de tous bords politiques ; qui eût pris la défense de la Turquie, de ses vieilles parentés avec la France laïque, de la révolution qu'elle connaît aujourd'hui ; pas une voix suffisamment forte en tout cas pour désarmer les craintes agitées par les adversaires de l'adhésion turque.

Les stratèges du parti majoritaire craignent avant les européennes que l'entrée de la Turquie dans l'Union offre un thème en or aux souverainistes, mais aussi à l'UDF de François Bayrou, qui estime qu'une adhésion turque empêchera le développement du projet politique européen. Aujourd'hui, la majorité redoute surtout que le cas turc ne rende plus difficile l'adoption de la Constitution européenne lors du référendum prévu fin 2005. C'est à cette crainte que vient de faire droit à son tour Jacques Chirac.

Claire Tréan

M. Erdogan a pu imposer aux militaires une nouvelle politique extérieure

En deux ans, les positions turques sur les Etats-Unis, Chypre, l'Arménie ou l'Iran ont sensiblement évolué

DÈS SON ARRIVÉE au pouvoir en novembre 2002, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, n'a eu de cesse d'affirmer sa propre ligne en politique étrangère. Ce domaine était considéré jusque-là comme la prérogative des généraux, qui ont la haute main sur toute une série de sujets sensibles – Chypre, le partenariat stratégique avec les Etats-Unis, les accords signés avec Israël. Outre l'intégration de son pays à l'Europe, dont il a fait sa priorité, Recep Tayyip Erdogan souhaiterait renouer avec le « caractère accommodant qui était celui de l'Empire ottoman à son âge d'or », expliquait récemment au quotidien

Zaman, Ahmet Davutoglu, l'un de ses conseillers.

Cette « nouvelle orientation » s'est surtout fait sentir à propos de l'Irak, lorsque le Parlement turc s'est opposé à deux reprises, en 2003, à l'entrée des troupes américaines en Irak via la Turquie, malgré la promesse d'une assistance financière de 18 milliards de dollars. « L'assertion selon laquelle Ankara s'aligne toujours sur la position américaine dans la région ne vaut plus », affirme le politologue américain Phil Gordon de la Brookings Institution, de passage à Paris

à l'occasion d'un colloque organisé par l'Institut d'études de sécurité.

L'autre tournant pris par M. Erdogan concerne Chypre. La rhétorique nationaliste de Rauf Denktash, le chef de la communauté chypriote-turque soutenue par l'establishment kémaliste, a été rejetée par la nouvelle équipe au pouvoir à Ankara. Malgré l'échec du référendum organisé en avril sous l'égide de l'ONU sur la réunification de l'île – du fait du « non » des Chypriotes grecs –, la « question chypriote » n'est plus perçue aujourd'hui en Turquie comme le seul apanage de l'establishment kémaliste, prompt à en faire l'une de ces « causes nationales » (tout comme la question kurde ou arménienne ou le culte d'Atatürk)

qui ne souffrent aucune discussion. Nombre d'hommes d'affaires turcs voient surtout Chypre comme un obstacle à l'intégration européenne de leur pays.

Depuis 2002, le gouvernement turc s'est fermement engagé dans un processus de normalisation des liens avec son voisinage, prolongeant la diplomatie de « réchauffement » des relations avec la Grèce entamée dès 1999 par l'ancien ministre des affaires étrangères Ismail Cem. Aujourd'hui, loin de la posture guerrière adoptée par Ankara à l'époque où Damas hébergeait le chef kurde Abdullah Öcalan, les relations avec la Syrie se sont apaisées.

De même, malgré le blocus économique et le silence maintenu sur le génocide arménien, les contacts avec Erevan sont permanents, même s'ils n'ont pu aboutir.

Malgré le blocus économique et le silence sur le génocide arménien, les contacts avec Erevan sont permanents

à l'ouverture de la frontière entre les deux pays. « La réalité n'est pas la même selon qu'elle est vue par les Arméniens d'Arménie ou par ceux de la diaspora aux Etats-Unis et en Europe », déplore le professeur Ahmet Evin de l'université Sabanci à Istanbul.

Avec la Géorgie, le rapproche-

ment est significatif, surtout depuis l'arrivée des bérets verts américains dans la région. En fait, cette coopération, placée sous la bannière de l'OTAN, apparaît clairement comme le domaine réservé des militaires turcs. Autre chasse gardée de l'armée, le partenariat militaro-stratégique avec Israël, instauré depuis 1996 et pierre angulaire de la politique américaine dans la région, ne souffre aucune remise en cause.

Pourtant, un certain consensus prévaut entre militaires et gouvernement, chacun jouant la partition qui lui revient. Ainsi en juin, lors d'une opération de l'armée israélienne dans le camp de réfugiés de Rafah, Recep Tayyip Erdogan n'a pas hésité à condamner la « terreur d'Etat » pratiquée par Israël envers les Palestiniens, sachant qu'il était dans son rôle.

Ces avancées du pouvoir civil, engagé désormais dans un processus permanent de consensus avec l'institution militaire, semblaient impossibles il y a seulement huit

ans, à l'époque du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan (1996-1997), évincé par l'armée le 28 février 1997.

« L'esprit du 28 février soufflera pendant mille ans », avait prévenu en 2001 le chef d'état-major Huseyin Kivrikoglu en quittant son poste. Rien de tel ne s'est produit

depuis la prise de fonctions de son successeur, Hilmi Ozkök, favorable à un rôle moindre des généraux en politique. Au contraire, le Conseil national de sécurité (MGK), la structure qui décide des grandes orientations de politique étrangère du pays, est, conformément à la demande de Bruxelles, entré depuis 2003 dans un processus de réduction du rôle des militaires en son sein.

De son côté, l'actuel premier ministre, contrairement à son ancien « hoca » (mentor), Necmettin Erbakan, qui multipliait déclarations intempêtes et visites surprises à Téhéran ou à Tripoli, a su éviter les écueils. S'il a intensifié les relations avec le voisin iranien, c'est au nom du développement écono-

mique, domaine où lui et son gouvernement ont une totale liberté de manœuvre. D'ailleurs, la présence croissante de sociétés turques en Iran a tant irrité les conservateurs du Majlis (Parlement) que ceux-ci viennent d'obtenir le gel de deux contrats (l'un avec Turkcell, pour la téléphonie mobile, l'autre pour la réfection de l'aéroport de Téhéran) sur fond d'annulation de la visite que devait effectuer en Turquie le président Mohammed Khatami.

Marie Jégo

EU gives Turkey 'a qualified yes'

By Elaine Sciolino

BRUSSELS: Four decades after Turkey came knocking on Europe's door, the European Union on Wednesday took a crucial step toward admitting Ankara into its exclusive club.

The executive body of the 25-country European Union ruled that Turkey, a poor, overwhelmingly Muslim country of 71 million people, had made enough progress in reforming its economy and judiciary and improving its human rights record to merit negotiations toward membership.

The decision will have to be approved unanimously by the 25 heads of member states when they meet in December, although none of them is expected to challenge the recommendation.

That does not mean that Turkey's membership in the world's largest trading bloc is inevitable. Negotiations will take up to 15 years, and the report on Wednesday recommending the talks warned that they will be halted if Turkey falters at any point on its road to democratic reform. Even then, Turkey might never become a full member.

"This is an open-ended process

whose outcome cannot be guaranteed beforehand," the report said.

In presenting the report to the European Parliament, Romano Prodi, the outgoing president of the European Union's executive arm, called it "a qualified yes," adding, "The path to tread is still a long one."

Still, the decision was heralded in Turkey as a breakthrough in redrawing the map of Europe and narrowing the divide between the largely Christian European Union and the Islamic world.

In Ankara, Foreign Minister Abdullah Gul praised the ruling as "a historic decision for Turkey and for Europe." Mehmet Dulger, head of the parliamentary foreign affairs commission, said: "Justice has been done. We hope the rest will come." In Strasbourg, Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, praised the report as "balanced" and called on the European Union to apply "the same criteria and methods" to Turkey's membership bid as the Union has done to other applicants.

There is a strong conviction that the hope of EU membership has been the driving force in pushing the country to sweeping reforms in the past two years.

"It would be totally wrong to say, 'Turkey, you are not good enough and you have to wait,'" Günter Verheugen of Germany, the commissioner who is responsible for enlarging the European Union, said at a news conference here.

Verheugen added that the risk of saying no to Turkey would be that political reform would "come to an end and would finally fail."

Turkey's government also has said that the opening of talks will raise the



Murad Sezer/The Associated Press

Flags marking the departure of British troops 81 years ago flew in Istanbul on Wednesday, as Turkey moved closer to EU entry.

October 7, 2004
INTERNATIONAL
Herald Tribune

confidence of foreign investors and help reduce unemployment and the cost of financing the country's \$208 billion debt.

With the exception of the war in Iraq, Turkey is the preeminent foreign policy issue seizing Europe today, dominating the front pages of the Continent's newspapers and sparking a shrill, even ugly, debate among politicians and the public alike on whether Turkey belongs.

Polls throughout Europe are running largely against Turkey's membership, and a number of countries, most notably France, have declared that such a momentous decision could only be decided by popular referendum. Such a move could doom Turkey's bid for membership.

To calm fears that Turkish membership will bring waves of unskilled, uneducated, unemployed Turks westward, the report on Wednesday recommended that the European Union consider strict, permanent limits on Turkish migration.

To counter arguments that Turkey will impoverish the European Union, it also called for special safeguards before Ankara benefits fully from generous European Union farm subsidies and regional aid.

The rawness of the debate was underscored during the session Wednesday in the European Parliament.

"The future of the European Union as a peaceful community is at stake," said Hans-Gert Pötering of Germany, a

conservative affiliated with the European People's Party, who opposes Turkish membership. He criticized Turkey for continued human rights abuses and said that the claim in the report that systematic torture in Turkey had ended was "the biggest nonsense we heard in 2004."

A number of deputies criticized those who argue that a Muslim country like Turkey has no place in the European Union. "Where in that argument are the 20 million Muslims who are already Europeans?" asked Graham Watson, a liberal democrat from Britain.

Francis Wurtz, a Frenchman and leftist deputy, put it more starkly, saying that the Continent "is no longer a Europe of white Christians." He called those who would exclude Turkey on the basis of religious "irresponsible and loathsome."

Daniel Cohn-Bendit, a one-time student radical who represents the German Green Party, said that religion should not be an issue at all.

"Europe also consists of people of no faith, and we all need to be able to live together," he said, adding that Turkey should join the European Union because, "It could increase the strategic importance in an increasingly dangerous world."

A number of speakers stressed that both Turkey and the European Union would be very different by the time Turkey is ready to join. "It is not today's

Turkey that will join the European Union," Watson said.

Turkey itself shares some responsibility in its failure to achieve membership. In a step toward membership four decades ago, Turkey signed an association agreement with what was then called the European Economic Community. Turkey was already a member of the NATO military alliance, and entry into Europe's fledgling economic club was supposed to be the logical next step.

A decade later, Turkey and Greece, the archrivals of Europe, were poised to begin membership talks, Greece moved forward aggressively and became a member.

But Turkey halted its appeal. The country had a rigidly protectionist economic system and was unwilling to embrace a common market system that could hurt domestic industries. Some nationalistic politicians considered the European Union a Christian club that was not worth joining.

It was a monumental decision that Turkish leaders came to rue.

Turkey applied for full membership in 1987. But then Communism fell, so Turkey suddenly found itself at the end of a long line of new candidates from the former Soviet bloc. Underscoring that irony, the executive body confirmed Wednesday that Romania and Bulgaria are on track to join in 2007.

The New York Times

Turks welcome the EU's go-ahead

Cautious optimism mixes with irritation over Europe's fears

By Susan Sachs

ANKARA: Turks reacted with relief Wednesday to the European Commission's qualified endorsement of their campaign to start membership talks, but civic and business leaders acknowledged that they face a more formidable battle to win the hearts and minds of the European public.

In the board rooms of Turkish companies, in the offices of human rights groups and on the streets of the capital, many people said they would reserve their celebrations for mid-December, when European Union leaders will make their decision whether to put Turkey on the road to eventual entry.

"It's not a 'yes,' but it's a 'yes, we'll see what you'll do,'" said Can Paker, chair-

man of the Turkish Economic and Social Studies Foundation. "There's nothing unfair in this. Every situation is politically different."

The European Commission, the executive body of the 25-member bloc, said Turkey had generally fulfilled the objective criteria for advancing to the next stage of the European Union membership process. But its progress report, released in Brussels, also spoke of "specific challenges" to Turkey's eventual entry and suggested it be held to a stricter standard than other recent candidate countries.

The conditions, which were generally anticipated, underlined the deep public misgivings in many European countries about accepting a largely Muslim nation into the European Union fold.

Turkey has been waiting on Europe's threshold for more than 40 years, watching as former states of the Soviet bloc and the islands of Cyprus and Malta joined the union while it remained outside.

Over the past few months, as debate has raged in European newspapers over whether Turkey is fit for European Union membership, many Turks have grown increasingly irritated.

International Herald Tribune
October 7, 2004



Prime Minister Recep Tayyip Erdogan on Wednesday. He has sometimes shown impatience with Europe's misgivings about Turkey.

"Frankly, I am so bored with all this back and forth about whether they're going to accept us or not, whether we are Asian or whether we're European," said Atilla Yildiz, 38, a government worker taking a break to read a newspaper in the sunshine in central Ankara.

"They talk as if we come from a completely different world," he said. "But we're the descendants of ancient civilizations on this soil. We're as civilized as they are. At this point, I say it's up to them. We've lived without them for hundreds of years, so I'm sure we'll survive without them, if it has to be that way."

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, whose 22-month-old government has pushed through substantial legal reforms to bring Turkey's laws in line with European Union standards, has occasionally displayed a similar impatience with European misgivings about Turkey. In a recent interview he noted that Turkey has been a full-fledged member of NATO for 52 years.

"My country has given martyrs to NATO," Erdogan said. "We have been together in this organization for a long time, and nobody there has talked about a special kind of membership or special conditions for us."

The debate over Turkey is likely to turn more bitter in the two months leading up to the European Union summit in Amsterdam, when the union's political leaders will decide whether Turkey

may advance to the next stage of the entry process.

Opponents have argued that Turkey can never be a real democracy as long as the military remains guardian of Turkey's secularism. Still others say that if the military comes under civilian control, as required by the European Union, Turkey could slide into becoming an Islamic fundamentalist state.

Those arguments have made many Turks resentful, whether they are Kurds fighting for greater recognition, religious conservatives hoping to overturn the restrictions on Islamic dress or staunch sentinels of the memory of Mustafa Kemal Ataturk, founder of the Turkish Republic.

"We are a nation that has always strived to reach the level of civilized countries, from the first days of our independence," said Muzaffer Akteke, a city council member from the city of Izmir, on the Mediterranean coast. "What gives a European official the right to attack the foundations of our nation?"

Yavuz Onen, director of the Human Rights Foundation in Ankara, said he believed the European Commission report card on Turkey understated the persistent problems of torture and human rights violations. Yet he, too, rejected the criticism of Turkey as too Islamic, too poor and too stuck in its traditions to join the European Union.

"It is too late and pointless to discuss

whether Turkey is a part of Europe or not," Onen said. "Turkey sealed its determination to join in 1963, and we have been looking toward that target for more than 40 years."

The European Commission recommended that entry talks with Turkey start only with the understanding that European negotiators may suspend or stop the negotiations at any time, a precondition that exasperated some of the most active promoters of Turkey's entry.

While the European Union suspended negotiations with Slovakia at one point in its entry talks and threatened to suspend them with Romania, it has never spelled out that threat in writing in advance, according to Kemal Kirisci, director of the Center for European Studies at Bosphorus University in Istanbul.

Such special conditions set for Turkey, he said, may raise a public outcry in Turkey but will be understood by political and business leaders as an attempt to buy time to convince the opponents of Turkey's entry.

"And if Turkey lives up to what is expected of it," Kirisci said, "I don't see how the skeptics can object without dynamiting the very foundations of the EU as an institution founded on the rule of law."

The New York Times

Report says Saddam destroyed arms in '90s

Stockpiles didn't exist, inspector finds

By Douglas Jehl

WASHINGTON: Iraq appears to have destroyed its stockpiles of illicit weapons within months of the Gulf War of 1991 and, at the time of the American invasion in 2003, its capacity to produce such weapons was continuing to erode, the top American inspector in Iraq said in a report Wednesday.

The report by Charles Duelfer said the last Iraqi factory capable of producing militarily significant quantities of unconventional weapons had been destroyed in 1996.

His report amounted to the starkest portrayal yet of a vast gap between the Bush administration's prewar assertions about Iraqi weapons and the findings of a 15-month inquiry by American investigators.

At the time of the American invasion, Duelfer said, Iraq had not possessed military-scale stockpiles of illicit weapons for a dozen years and was not actively seeking to produce them.

The White House portrayed the war as a bid to disarm Iraq of unconventional weapons and invoked images of

mushroom clouds, deadly gases and fearsome poisons. But Duelfer concluded that, even if Saddam Hussein had sought to restart the weapons programs in 2003, Iraq could not have produced significant quantities of chemical weapons for at least a year. More years would have been required to produce a nuclear weapon, he said.

"Over time he was getting further away from nuclear weapons," an official familiar with the content said in advance of the public release of Duelfer's report. "He was further away in 2003 than he was in 1991. The nuclear program was decaying rather than being preserved."

Duelfer concluded that Saddam had made fundamental decisions, beginning in 1991, to get rid of Iraq's illicit weapons and accept the destruction of its weapons-producing facilities in an effort to win an end to UN sanctions.

But Duelfer argued that Saddam was also exploiting avenues opened by the sanctions, including the oil-for-food program, to lay the groundwork for a long-term plan to resume weapons production if sanctions were lifted.

"It was clearly Saddam Hussein's in-

attention to restart his WMD activities when the opportunity arose to do so," the official said of Duelfer's findings, using the abbreviation for weapons of mass destruction.

But that conclusion, the official acknowledged, was based more on inference than solid evidence.

Duelfer had not found concrete evidence of such a plan, the official said.

The conclusions were presented by Duelfer to Congress on Wednesday, beginning with closed testimony before the Senate Intelligence Committee. But his findings were described to reporters in advance.

The three-volume report, totaling more than 900 pages, is expected to provide the first authoritative attempt to unravel the mystery posed by Iraq during the crucial years between the end of the Gulf War in 1991 and the American-led war that began in 2003. It adds new weight to what is already a widely accepted view that the most fundamental prewar assertions made by American intelligence agencies about Iraq — that it possessed chemical and biological weapons and was reconstituting its nuclear program — bore no resemblance to the truth.

The report was based in part on the interrogation of Saddam in his prison cell outside Baghdad. Duelfer said he had concluded that Saddam had deliberately sought to maintain an ambiguity about whether Iraq possessed illicit weapons. Duelfer said the strategy was aimed as much at Iran, with whom Iraq had fought an eight-year war in the

1980s, as at the United States.

The report said that American investigators had found clandestine laboratories used by the Iraqi Intelligence Service to produce small quantities of ricin, a poison made from castor beans. It said those laboratories were active at the time of the American invasion in 2003.

But, as previously reported, it said those laboratories appeared intended for use in developing agents for use in assassinations, not to inflict mass casualties.

The official familiar with the report said that interviews with other former top Iraqi leaders had made it clear that Saddam had left many of his top deputies uncertain until the eve of war about whether Iraq possessed illicit weapons. The official said that Saddam had seemed to fear a new attack by Iran, whose incursions into Iraq during the Iran-Iraq war of 1980-88 had been fended off by Baghdad only with the use

of chemical munitions.

Duelfer said in the report that Iraq had made a conscious effort to maintain the knowledge base necessary to restart an illicit weapons program. He said that Iraq could have begun to produce biological questions in as little as a month if it had restarted its weapons program in 1996.

The New York Times

Le Monde 8 OCTOBRE 2004

Le rapport pointe le rôle de la France et de la Russie

Saddam Hussein avait organisé un système de corruption en marge de « Pétrole contre nourriture »

LA FRANCE et la Russie sont plus particulièrement montrées du doigt dans le rapport du chef des inspecteurs américains en Irak Charles Duelfer, publié mercredi 6 octobre à Washington, qui reprend d'anciennes accusations sur un vaste système de corruption mis en place par le régime de Saddam Hussein. Selon ce rapport, les services de renseignement de Saddam Hussein ont tenté de corrompre des personnalités de nombreux pays grâce à l'argent du pétrole, et se sont particulièrement intéressés aux Français et aux Russes dont les pays disposent d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

« L'Irak s'est concentré sur des individus qu'il pensait être en position d'influencer la politique française », écrit notamment le rapport, lui-même basé sur des informations trouvées par M. Duelfer dans les archives des services de renseignement du régime de Saddam Hussein. Toujours selon le rapport Duelfer, les milieux politiques, économiques et journalistiques français ont ainsi fait l'objet d'une attention particulière.

Il reprend des accusations apparues en janvier lors de la publication par le journal de Bagdad *Al-Mada* d'une liste d'environ 200 personnalités d'une quarantaine de pays qui auraient monnayé leur influence contre des millions de barils de pétrole. Le rapport américain reprend également des noms de personnalités citées à l'époque, comme l'ancien ministre français de l'intérieur Charles Pasqua ou Patrick Maugein, dirigeant de la firme pétrolière Soco International et supposé proche du président Jacques Chirac. Tous deux avaient fermement démenti avoir touché des pots-de-vin du régime de Saddam Hussein. De nombreux démentis identiques avaient été publiés par les autres personnalités

ou pays mis en cause.

En annexe de son rapport, le chef du groupe d'inspecteurs fait figurer une liste d'entreprises et d'individus, issus de plusieurs dizaines de pays, qui auraient bénéficié de « coupons » pétroliers pouvant être convertis en argent liquide, attribués par le régime de Saddam Hussein, dans le cadre du fonctionnement du programme des Nations unies Pétrole contre nourriture.

Cette liste, établie à partir de 13 listes secrètes que détenaient

« Or ces contrats étaient nécessaires pour retirer les bons et effectivement toucher le pétrole ». « Dans d'autres cas, les bénéficiaires des bons n'ont pas retiré tout le pétrole figurant dans leurs bons, tandis que d'autres en ont retiré davantage. »

Cette liste est aussi celle des entreprises, des partis politiques et des personnalités dont le régime irakien recherchait les faveurs dans ses efforts pour contourner les sanctions commerciales des Nations unies, imposées après l'in-

de tels « coupons » pétroliers figurant la présidente indonésienne Megawati Sukarnoputri, l'ancien ministre de l'intérieur français Charles Pasqua, l'ultranationaliste russe Vladimir Jirinovski et sa formation, le Parti libéral démocrate, les services de la présidence russe, le ministère russe des affaires étrangères, le Parti communiste russe, le Parti socialiste d'Ukraine, le fils du président libanais Emile Lahoud et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Nombre d'autres personnes ou entreprises figurent sur la liste.

« Saddam approuvait personnellement les noms de bénéficiaires des coupons. Il apportait toutes les modifications qu'il voulait à la liste, ajoutant ou supprimant des noms selon sa volonté », lit-on dans le rapport.

L'Irak aurait ainsi récolté 7,5 milliards de dollars à travers des arrangements d'Etat à Etat, deux autres milliards via des pots-de-vin ou des surfacturations et encore 900 millions de dollars grâce à des ventes directes de pétrole, selon le rapport. Des sociétés en Syrie, Jordanie, Liban, Turquie, Emirats arabes unis et au Yémen ont aidé Saddam Hussein à acquérir des produits interdits à travers des transactions secrètes.

Des ingénieurs russes auraient également aidé à développer de nouveaux missiles et des documents montrent que des moteurs pour ces missiles ont été importés de Pologne et peut-être de Russie et de Biélorussie. Le dirigeant irakien approuvait personnellement qui pourrait bénéficier du pétrole distribué via le programme pétrole-contre-nourriture de l'ONU. « Il faisait toutes les modifications sur la liste, ajoutant ou barrant des noms à volonté », souligne le texte. Le département d'Etat a reçu mardi les diplomates des pays cités dans le rapport, sans vouloir dévoiler la teneur de ces entretiens.

Deuxième débat Bush-Kerry vendredi

Après avoir franchi avec succès le quitte ou double du premier débat télévisé, le candidat démocrate John Kerry affronte à nouveau, vendredi 8 octobre, le président républicain George W. Bush et espère parer à une prévisible et féroce contre-attaque. Les stratèges du camp Kerry s'attendent à ce que le président sortant, confronté à une remontée du démocrate dans les sondages, soit plus percutant lors du deuxième débat, qui se tient à Saint-Louis (Missouri), devant une assemblée représentative d'électeurs indécis.

« Les deux prochains débats seront d'une certaine manière beaucoup plus durs pour nous que le premier », a indiqué Mike McCurry, l'un des conseillers de M. Kerry. « Le premier était déterminant mais nous avons probablement plus à perdre dans les deux prochains débats », selon lui. Le troisième et dernier débat se tenant le 13 octobre dans l'Arizona, il restera peu de temps à M. Kerry pour rectifier le tir s'il fait mauvaise impression vendredi. « Nous pensons que le président Bush va se livrer à une performance très agressive », prévoit Allison Dobson, porte-parole de M. Kerry. — (AFP.)

de hauts responsables irakiens, et qui correspondent aux semestres d'application du programme de l'ONU, énumère les individus et entreprises bénéficiaires de « coupons » correspondants à des lots de barils de pétrole. Au regard du nom de chacun figure le nombre de barils alloués.

Le rapport précise que, « dans biens des cas, recevoir des bons et retirer le pétrole était une transaction légitime dans le cadre du programme Pétrole contre nourriture ». Le texte ajoute que, « dans beaucoup de cas, les individus, compagnies ou organisations nommées n'ont jamais transformé leur adjudication

du Koweït en août 1990.

Tous les noms des entreprises et personnalités américaines et britanniques, soupçonnées d'avoir bénéficié de largesses ou non, ont été supprimés de la liste, dont une partie avait déjà été publiée par un journal irakien à Bagdad après la guerre.

Le seul nom d'un responsable de l'ONU figurant sur la liste est Benon Sevan, directeur du Bureau du programme Irak (programme humanitaire onusien), qui a été accusé d'avoir reçu un « coupon » de barils de pétrole mais a démenti à plusieurs reprises.

Parmi les bénéficiaires présumés

UE Bruxelles a recommandé officiellement, hier, l'ouverture des négociations d'adhésion avec Ankara, qui devrait être approuvée lors d'un sommet le 17 décembre

La Commission déterminée à faire entrer la Turquie dans l'Union

LE FIGARO JEUDI 7 OCTOBRE 2004

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a jugé hier « assez équilibrés » les rapports de la Commission européenne sur la Turquie, qui recommandent à l'Union d'ouvrir des négociations d'adhésion avec son pays. Lors d'une conférence de presse à Strasbourg, où il était l'invité de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, il a souhaité une ouverture rapide des négociations d'adhésion.

Jacques Chirac : « Au minimum dix ou quinze ans »

Jacques Chirac a réaffirmé hier que les éventuelles négociations sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne seraient longues, « au minimum dix ou quinze ans ». « La question aujourd'hui n'est pas l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne. La question, c'est l'ouverture des négociations entre la Turquie et l'Union européenne », a déclaré le chef de l'Etat français.

Bruxelles :
de notre correspondante
Alexandrine Bouilhet

Avant de rendre sa décision, hier, la Commission européenne a reçu deux coups de fil symptomatiques. Le premier, très bref, venait du cabinet de Colin Powell, à Washington. Le message s'adressait à Günter Verheugen, commissaire à l'Elargissement. « Félicitations, vraiment ! Mais un conseil : gardez le profil bas ! » Le second, plus long, venait d'Ankara. Il s'adressait à Romano Prodi. Au bout du fil : Recep Tayyip Erdogan, très inquiet. « Mais qu'est-ce qui se

passé ? C'est quoi, toutes ces conditions ? Et pourquoi dites-vous que la négociation reste un processus ouvert, sans parler d'adhésion ? » interroge le premier ministre turc.

Ces deux réactions opposées illustrent deux lectures possibles de la recommandation de la Commission. Washington y voit déjà le verre à moitié plein, alors qu'Ankara, déçu, regarde le verre à moitié vide. Qu'en est-il ? A lire les dix pages de recommandations de la Commission sur la candidature de la Turquie, à écouter, ensuite, l'explication de texte de Romano Prodi devant le Parlement européen, c'est un message d'extrême prudence qui domine. Un « oui... mais » pas très clair, un feu vert assorti de tant de conditions qu'il semble virer à l'orange.

Cette ambiguïté de façade tient à l'« institution Commission », à sa composition hybride, mi-politique, mi-technocrate, mais aussi à la personnalité de son président, Romano Prodi, un catholique du centre gauche italien, que l'on dépeint comme « favorable à l'adhésion de la Turquie dans sa tête, mais opposé dans son cœur ». Pour comprendre la décision qui a été prise, hier, à Bruxelles, il faut s'extraire des centaines de pages de rapports et des for-

mules alambiquées retenues par la Commission pour arracher un consensus au collège.

Avec le recul et la distance, c'est la lecture de Washington qui apparaît la plus clairvoyante : hier, la Commission n'a pas seulement adressé un feu vert à l'ouverture des négociations, elle a donné à Ankara et aux capitales européennes un signal en faveur de l'adhésion de la Turquie. D'où les réticences de certains commissaires comme Pascal Lamy (France) ou Franz Fischler (Au-



Le président de la Commission européenne Romano Prodi a estimé hier qu'« une Union européenne forte n'a rien à craindre d'une intégration de la Turquie ». (Photo Roge/Reuters.)

triche) à s'associer à cette recommandation, sans qu'il soit écrit noir sur blanc que les négociations restaient un « *processus ouvert* », c'est-à-dire sans garantie d'adhésion en bout de course. « *C'est une précaution de style, rétorque-t-on dans l'entourage du Günter Verheugen. L'objectif de cette candidature, c'est l'adhésion et non pas le partenariat privilégié. Nous parlons bien d'ouvrir des négociations d'adhésion !* »

La Commission n'a pas toutefois pas joué les kamikazes. Sa décision correspond à la volonté politique clairement exprimée par les chefs d'Etat et de gouvernement en 1999 à Helsinki, lors de la reconnaissance officielle de la candidature turque, puis en 2002 à Copenhague, lorsqu'il fut question d'« *ouvrir les négociations d'adhésion sans délai* », une fois respectés les principes de l'Etat de droit. C'est le 11 Septembre qui a changé la donne. Les promesses faites à la Tur-

quie depuis quarante ans devaient se transformer en actes. Les attentats d'al-Qaïda ont convaincu les dirigeants européens qu'il « *fallait mieux avoir la Turquie dedans que dehors* ».

Les promesses de Chirac, Blair et Schröder ont porté leurs fruits. Les réformes à marche forcée imposées par Ankara depuis deux ans ont fait avancer la Turquie sur la voie de l'Europe au-delà de ce qu'espérait Bruxelles. « *Leur dire non maintenant, ou oui mais pas tout de suite aurait eu des effets catastrophiques et imprévisibles en Turquie*, explique-t-on à la Commission. *Seule la perspective de l'adhésion permettra à Erdogan de continuer sur cette voie, n'en déplaise aux militaires et aux extrémistes religieux.* » La Commission est consciente d'avoir « *pris un risque* » en donnant son feu vert, mais un risque qu'elle estime « *maîtrisable* ».

Ankara rassuré, il restait à faire passer le message aux opinions publiques européennes, rétives pour la plupart. Pour rassurer les Européens craintifs, ou plutôt les gouvernements des pays concernés par la question turque - France, Autriche, Allemagne -, Bruxelles a assorti sa recommandation d'une série de

garde-fous très techniques. Indispensables en cas de dérapage des négociations, ces freins permettent surtout de ralentir les négociations.

En théorie, ils empêchent une adhésion de la Turquie avant 2014. En réalité, elle sera impossible avant 2015. Les plus réalistes à la Commission tablent, si tout se passe bien, et si les référendums l'autorisent, sur une entrée de la Turquie dans l'Union en 2016-2017.

Tout en saluant le « pas historique » fait à Bruxelles

Ankara critique le projet de référendum français

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

Compte tenu des nombreuses conditions posées hier matin par Bruxelles pour l'adhésion de la Turquie, on pouvait craindre une réaction d'Ankara mitigée, voire hostile. Le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, n'avait-il pas déclaré qu'il ne « *pouvait y avoir de conditions spéciales à la candidature turque* » ; n'avait-il pas enfoncé le clou dans une interview accordée à la veille de la réunion de Bruxelles au quotidien italien *La Repubblica*, dans laquelle il précisait que la Turquie ne pourrait être « *insultée* » par l'exigence de telle ou telle condition ?

Quelques minutes seulement après avoir pris connaissance du rapport, Abdullah avait visiblement changé d'état d'esprit : selon lui, un « *pas historique pour l'Union européenne et pour la Turquie* » venait d'être franchi. Tonalité identique, un peu plus tard, de

la part du ministre de la Justice, également porte-parole du gouvernement : selon Cemil Cicek, le rapport est « *positif dans l'ensemble* » même s'il faut encore « *en étudier les détails* », et même si certaines recommandations formulées par Bruxelles pourraient être jugées comme des « *discriminations* » envers son pays, dont il admet pourtant qu'il n'est pas tout à fait un candidat comme les autres.

Dès mardi, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, s'était montré confiant. Il s'était même payé le luxe de l'ironie, retournant la situation et renvoyant ses partenaires européens à leurs chères études : « *La Turquie a fait ses devoirs*, se félicitait-il, à Strasbourg, devant des représentants de la communauté turque. *C'est maintenant à l'Union européenne de faire, de son côté, ses devoirs. Ce sont eux qui sont à l'examen.* »

L'Europe a donc rendu sa copie et, en dépit des contraintes et restrictions imposées, Ankara ne semble pas, pour l'instant, y trouver à re-

dire. A un bémol près : l'attitude de Paris, sévèrement jugée sur son projet de référendum sur l'adhésion de la Turquie. Mardi soir, à Strasbourg, le premier ministre turc s'était adressé assez solennellement à la France : « *Je fais appel aux citoyens et amis français : s'il vous plaît, comprenez-nous ! Si nous voulons établir un dialogue et non des conflits de civilisations, il faut donner une place à la Turquie.* » Hier, il est revenu sur le sujet, qualifiant le projet de référendum « *d'approche très injuste* ».

La presse turque s'est montrée moins lyrique et plus virulente. S'en prenant au commissaire européen au Commerce, Pascal Lamy, qui demandait qu'une date soit proposée pour fixer le début des discussions avec Ankara, le quotidien islamiste *Yeni Safak* faisait hier matin sa une sur ce titre : « *Le cheveu français dans la soupe européenne* ». Une fois n'est pas coutume, le quotidien libéral *Milliyet* suivait la même ligne éditoriale que son confrère, affirmant que, sans

conteste, « *Monsieur Chauvin était français* ».

Plutôt que de s'en prendre à la France, *Hürriyet* a préféré viser plus large : reprenant à son compte les métaphores scolaires déjà utilisées par le premier ministre turc, le journal reproche à l'Europe « *plusieurs défauts qu'elle se doit de corriger* » comme celui de considérer les pays musulmans comme des « *Etats de deuxième classe* ».

Quoi qu'il en soit, et sans quitter le registre des performances comparées de l'élève turc et de ses professeurs européens, ou l'inverse, on peut parler que les discussions qui s'ébauchent entre Ankara et Bruxelles comporteront encore, à coup sûr, beaucoup de crises de susceptibilité qu'il faudra pourtant faire taire pour avancer.

Comme l'a déjà rappelé à plusieurs reprises le premier ministre turc qui souhaiterait que les négociations d'adhésion puissent débiter « *au cours du premier semestre 2005* », le chemin sera long et semé d'embûches.

EXTRAITS

Dans ses conclusions publiées hier à Bruxelles, la Commission européenne recommande l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie mais demande aussi la poursuite des réformes dans ce pays

« Des négociations d'adhésion doivent s'ouvrir »

Les conclusions et recommandations de la Commission européenne sont les suivantes.

1 La Turquie a sensiblement progressé dans son processus de réformes politiques, en particulier au moyen de changements constitutionnels et législatifs adoptés durant les dernières années, en ligne avec les priorités établies dans le Partenariat d'accèsion. Cependant, la loi sur les associations, le nouveau code pénal et la loi sur les cours d'appel intermédiaires ne sont pas encore entrées en vigueur. De plus, le code de procédure pénale, la législation établissant une police judiciaire et la loi sur l'exécution des peines doivent toujours être adoptées.

2 La Turquie a entrepris des efforts importants pour assurer la mise en œuvre de ces réformes. Malgré ceux-ci, la législation et les mesures d'application demandent encore à être davantage consolidées et élargies. Ceci s'applique en particulier à la politique de tolérance zéro dans la lutte contre la torture et les mauvais traitements, et à la mise en œuvre de mesures relatives à la liberté d'expression, la liberté de religion, les droits des femmes, le respect des standards de l'Orga-

nisation internationale du travail, incluant les droits des syndicats, et les droits des minorités.

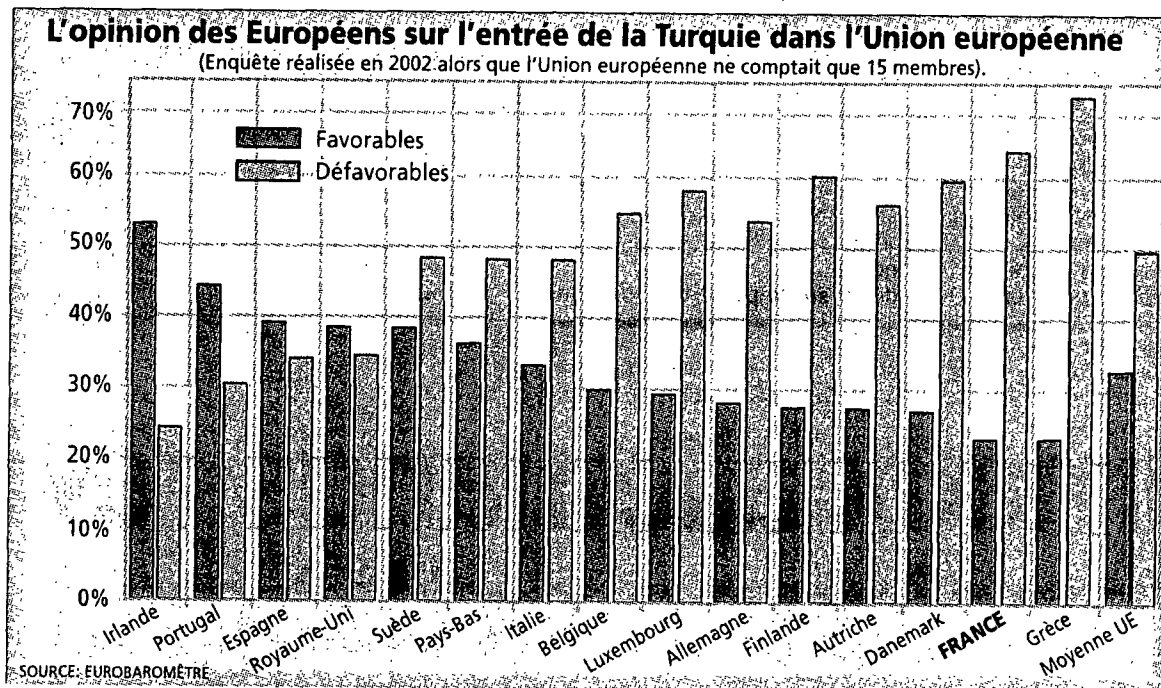
3 Au regard des progrès et réformes mentionnés ci-dessus et à condition que la Turquie mette en œuvre la législation mentionnée au paragraphe 1, la Commission considère que la Turquie répond suffisamment aux critères politiques et recommande que des négociations d'adhésion soient ouvertes. L'irréversibilité du processus de réformes, sa mise en œuvre, en particulier sous l'angle des libertés fondamentales, devront encore être confirmés durant une longue période de temps.

4 Une stratégie fondée sur trois piliers devra être suivie. Le premier pilier concerne la coopération pour renforcer et soutenir le processus de réformes en Turquie, en particulier en relation avec l'objectif consistant à remplir les critères politiques de Copenhague. Dans le but de garantir la durabilité et l'irréversibilité de ce processus, l'Union européenne doit continuer à contrôler attentivement les progrès des réformes politiques. Cela sera fait sur la base d'une révision du Partenariat d'adhésion éta-

blissant les priorités pour une poursuite des réformes. Un réexamen général des progrès des réformes politiques aura lieu sur une base annuelle, à commencer à partir de 2005. À cette fin, la Commission présentera un premier rapport au Conseil européen de décembre 2005. L'avancée des réformes déterminera les progrès des négociations.

5 Dans la ligne du Traité sur l'Union européenne et la Constitution pour l'Europe, la Commission recommandera la suspension des négociations dans le cas de sérieuses et persistantes violations des principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'État de droit sur lequel est fondée l'Union. Le Conseil se décidera sur une telle demande à la majorité qualifiée.

6 Le second pilier concerne le moyen spécifique d'approcher les négociations d'accèsion de la Turquie. Les négociations d'accèsion auront lieu dans le cadre de la Conférence intergouvernementale où les décisions requièrent l'unanimité et la présence totale de tous les membres de l'Union européenne. Les négociations seront complexes. Pour chaque chapitre des négocia-



L'irréversibilité du processus de réformes, sa mise en œuvre, en particulier sous l'angle des libertés fondamentales, devront encore être confirmés durant une longue période de temps.

tions, le Conseil devra présenter les points pour la clôture provisoire et, là où c'est nécessaire, pour l'ouverture des négociations, inclure les alignements législatifs et un rappel satisfaisant de l'application des acquis. Les obligations légales existantes, en lien avec les acquis, doivent être remplies avant l'ouverture des négociations sur les chapitres concernés. De longues périodes de transition pourront être nécessaires.

De plus, dans certains domaines comme les politiques structurelles ou l'agriculture, des arrangements spéciaux pourraient être nécessaires et, en ce qui concerne la liberté de mouvement des travailleurs, des protections permanentes pourront

être prises en compte. L'impact institutionnel et financier de l'accession de la Turquie dans l'Union européenne sera important. L'Union européenne devra définir son approche financière pour la période postérieure à 2014, avant que les négociations soient conclues. De plus, la Commission surveillera, durant les négociations, la capacité de l'Union à absorber de nouveaux membres et à approfondir l'intégration, prenant complètement en compte les objectifs du Traité au regard des politiques communes et de la solidarité.

7 Le troisième pilier entraîne un renforcement substantiel du dialogue culturel et politique rassemblant les peuples des États membre de l'Union européenne et la Turquie. La société civile devra jouer le rôle le plus important dans ce dialogue, qui devra être encouragé par l'Union européenne. La Commission fera

des propositions sur la façon de soutenir ce dialogue.

8 La Commission est convaincue que le processus de négociations sera déterminant dans la façon de mener d'autres réformes en Turquie. Par sa simple nature, c'est un processus ouvert et sans limites, dont l'issue ne peut être garantie à l'avance. Sans penser aux résultats des négociations ou du processus de ratification lui-même, les relations entre l'Union européenne et la Turquie doivent assurer que la Turquie reste entièrement attachée aux structures de l'Europe. L'accession de la Turquie devra être préparée en détail, afin de permettre une intégration souple qui rehaussera les réussites de cinquante ans d'intégration européenne.

(Traduction non officielle assurée par la rédaction de La Croix.)

Islam et réformes en Turquie

Jean-François Bayart

Directeur de recherche au CNRS (Ceri)

Héritier des différentes formations parlementaires islamiques qui se sont succédé depuis 1969, l'AKP de Recep Tayyip Erdogan – le Parti de la justice et du développement – confirme le processus de déconfectionnalisation progressive de cette famille politique. Ses cadres et ses militants sont pour la plupart profondément croyants. Mais cela est moins vrai des deux tiers de son électorat de 2002, dont les motivations sont plus complexes que strictement religieuses : le vote protestataire de dénonciation de la corruption a été déterminant. Surtout, l'islam auquel se réfère l'AKP est postkémaliste. Il est pétri de positivisme, de nationalisme, d'aspiration petite-bourgeoise à la consommation et à la sécurité matérielle, d'attachement à l'économie de marché ou en tout cas d'entreprise. Cela n'exclut pas la vivacité de l'affrontement culturel entre ses partisans et les « laïcards », autour de quelques pratiques emblématiques, telles que le port du foulard. Mais le parlementarisme islamique en Turquie n'a aucune dimension révolutionnaire. Les modèles iranien ou saoudien – sans même parler des talibans afghans – sont récusés par ses sympathisants. Lorsqu'il est fait référence à la notion de charia, celle-ci renvoie à l'instauration d'un État de droit, et non à une législation de nature islamique.

L'hypothèse de l'« agenda caché » – selon laquelle l'AKP instrumentaliserait la démocratie et la thématique européenne pour se protéger de l'armée, mais poursuivrait un objectif d'islamisation rampante de la société – est mal posée. Quand bien même l'AKP poursuivrait ce vert dessein, il n'en serait pas moins tributaire d'une société civile constituée en économie de marché, économiquement intégrée à l'Europe, et à laquelle il serait impossible d'appliquer la charia ou le fiqh. En outre, sa conversion à l'Europe fait écho aux vues et aux intérêts des PME anatoliennes, très compétitives et tournées vers l'exportation, dont la Müsiad – la confédération patronale islamique – est l'un des porte-parole, ainsi qu'à la sensibilité de la majorité de son électorat.

Néanmoins, l'AKP est porteur d'un projet d'alternance. Celui-ci s'inscrit dans la continuité de l'histoire du pays, ce qui explique la force des oppositions qu'il soulève. Depuis le XV^e siècle, la lutte pour le pouvoir sur les rives du Bosphore s'est organisée autour de deux pôles : l'un « césaro-papiste », assurant la prééminence de l'État central sur les provinces, mais aussi sur la religion ; l'autre notabiliaire, s'appuyant sur les élites régionales. Loin d'être un pur « despotisme oriental », l'Empire ottoman reposait sur de multiples transactions entre ces dernières et la Sublime Porte. Les institutions

islamiques œuvraient à cette intermédiation. Les premiers épisodes constitutionnels (1876-

1878, 1908-1918) ont donné à celle-ci une forme politique durable. L'implantation du multipartisme au sein des institutions républicaines a épousé les contours de cette tension entre le pouvoir bureaucratique

central et les élites provinciales, souvent en se superposant à de vieilles rivalités locales entre familles concurrentes. L'armée et le Parti républicain du peuple, kémaliste, ou les surges sociaux-démocrates de celui-ci, ont assuré la permanence du principe de centralisation bureaucratique. L'influence des élites provinciales a été relayée à partir de 1946 par le Parti démocrate, puis par ses héritiers, en particulier le Parti de la justice

de Süleyman Demirel, devenu Parti de la juste voie (DYP), et le Parti de la mère patrie, créé par Turgut Özal. Recep Tayyip Erdogan se place dans cette postérité. L'attestent la composition sociale de son gouvernement, largement issu du secteur privé anatolien (par opposition aux grands groupes d'Istanbul ou d'Izmir), et son programme gouvernemental, mâtiné d'exigence de solidarité sociale, de libéralisme économique parfois débridé et de volonté décentralisatrice au profit des municipalités.

En bref, l'AKP n'est pas le simple trublion vert de la laïcité turque. Le risque qu'il représente tient moins à un excès d'islam qu'à un excès de libéralisme : la dérégulation à outrance de l'économie, le transfert aux municipalités de nouvelles prérogatives en termes d'aménagement, d'infrastructures ou de solidarité sociale, la contractualisation et la réduction de l'administration peuvent accroître la corruption et le saccage de l'environnement.

Saddam's real secret weapon: an insurgency

By Douglas Jehl

WASHINGTON: On the eve of the U.S. invasion in March 2003, Saddam Hussein instructed top Iraqi ministers to "resist one week, and after that I will take over."

To his generals, Saddam's order was similar — to hold off the invading coalition for eight days and leave the rest to him.

Some of those who have recounted those words to interrogators believed that Saddam was signaling that he had a secret weapon, according to an account in the new report by the top U.S. arms inspector in Iraq.

But what now appears most likely, the report said, is that "what Saddam actually had in mind was some form of insurgency against the coalition."

U.S. intelligence agencies have reported since last autumn that the broad outlines of the guerrilla campaign being waged against American forces in Iraq were set down before the war by the Iraqi Intelligence Service.

But the picture spelled out in the report by Charles Duelfer provides an extraordinary new glimpse of Saddam and his advisers on the eve of war, just three months after the Iraqi leader had finally told his aides that Iraq no longer possessed chemical weapons.

As described by Duelfer, a deep apprehension among senior Iraqis over having to face the Americans with conventional arms alone competed with a conviction, at least on the part of Saddam, that the American advance could

be slowed with the help of a popular uprising, and that those Iraqis who fled would be free to fight again.

The report is drawn from extended interrogations not just of Saddam, but of many of his top deputies, including Tariq Aziz, the deputy prime minister.

From their prison cells, some of them — including Aziz — even responded in writing to the Americans' questions, in a process that Duelfer describes as completing homework assignments.

The Duelfer report suggests that the American failure to anticipate the Iraqi insurgency was just one of several major misreadings of Saddam and his deputies.

Among the disconnects cited in the report are some that portray Washington and Baghdad as if they were in parallel universes.

As late as March 16, 2003, the report says, days before the war began, U.S. intelligence services continued to receive reports from foreign services and other sources they regarded as credible saying that Saddam had decided to use chemical weapons against American troops in the event of war.

In fact, Duelfer concludes, on the basis of the interviews with Iraqis, chemical weapons were never part of the Iraqi defense strategy because Saddam had conceded in December 2002 that he had none.

What the United States believed to be an Iraqi "red line," beyond which an American advance would trigger an Iraqi chemical-weapons reprisal, was instead merely part of a standard tactical doctrine, taught to all Iraqi officers, that included the concept of a last line of defense, the report says.

The report does not offer a clear verdict on the extent to which the Iraqi insurgency that has raged for 18 months was planned long beforehand. But it says that between August 2002 and January 2003, army leaders at bases throughout Iraq were ordered to move and hide weapons and other military equipment at off-base locations, including farms and homes.

A single sentence in an annex also confirms that a branch of the Iraqi Intelligence Service known as M14, the directorate for special operations, oversaw a highly secretive enterprise known as the "Challenge Project," involving explosives.

A Pentagon intelligence report described by The New York Times in April said that under that operation, Saddam's intelligence officers scattered as U.S.-led forces approached Baghdad, to lead the guerrilla insurgency and plan bombings and other attacks. The report by Duelfer describes the M14 unit as having trained Iraqi, Palestinian, Syrian, Yemeni, Lebanese, Egyptian and Sudanese operatives in counterterrorism, explosives, marksmanship and foreign operations at its facilities at Salman Pak, near Baghdad.

But on the Challenge Project in particular, Duelfer's report says only that "sources have not been able to provide sufficient details" about that enterprise. The report includes recent debriefings of senior Iraqi officials, including one on June 23 with Aziz, who was reminded by a U.S. interviewer that "you appeared confident" on the eve of the invasion, when he said that Iraq was prepared to defeat any American attack.

"Of course I said these things," Aziz is reported to have responded. "How could I say I think we are making a mistake; we are not prepared for an attack?"

The New York Times

France criticizes charges in report

Others deny claims by U.S. inspector that they took bribes from Saddam

By Nicola Clark

PARIS: The French government reacted with indignation Thursday to allegations by a top U.S. arms inspector that officials in Paris and several other countries had accepted bribes from Saddam Hussein's government in Iraq.

A report by the inspector, Charles Duelfer, released Wednesday alleges that the Iraqi regime created a vast bribery network, directing billions of dollars worth of lucrative oil-for-food vouchers to foreign politicians and businessmen "on a lavish and almost indiscriminate scale."

A spokesman for the French Foreign Ministry said Thursday that his government was "astonished" by the report, which was prepared on behalf of the U.S. Central Intelligence Agency, adding that none of its very specific allegations had been verified.

The spokesman, Hervé Ladsous, said that the allegations contained in the report were made "against exclusively non-American companies and individuals without having made the effort to verify them in advance, either with the people themselves or with the authorities of the countries concerned."

The Duelfer report names dozens of individuals, most of them in France, Russia and China, who allegedly received oil vouchers from Iraq. The vouchers allowed the recipients to buy oil from Iraq and resell it at a profit.

According to the report, Iraq distrib-

uted the coupons "to countries, organizations and individuals" in a calculated effort to build opposition to sanctions imposed by the United Nations on Iraq after its 1991 invasion of Kuwait.

The authors of the Duelfer report said that some of the names on its list were compiled from documents examined by the Iraq Survey Group while others were named by officials of the former Iraqi government.

"We name those individuals and entities here in the interest of candor, clarity and thoroughness," the report says, adding that it is not the inspector's "mandate or capabilities to investigate or judge those non-Iraqi individuals or entities."

Among the individuals listed as having received the vouchers are Charles Pasqua, a French senator and former interior minister; the nationalist Russian politician Vladimir Zhirinovskiy; Benon Sevan, the former chief of the UN oil-for-food program, who is from Cyprus; and Megawati Sukarnoputri, the former president of Indonesia.

A number of American individuals and companies were also listed by the report as having received Iraqi vouchers, but their names were not disclosed in accordance with U.S. privacy laws.

The Duelfer report charges that Pasqua received vouchers for almost 11 million barrels of oil, and that a French businessman, Patrick Maugein, received 13 million barrels in part because the Iraqis considered him "a conduit to" President Jacques Chirac.

Parenthetically, the report's authors said that they had "not confirmed" any connection to Chirac.

Pasqua and Maugein have in the past denied any wrongdoing related to the oil-for-food program.

Among the French companies listed in the report as having received illegal

oil vouchers were the French oil groups Total and Socap.

The companies allegedly received vouchers representing 105 million and 93 million barrels of oil.

Catherine Enck, a spokeswoman for Total, said Thursday that she had not yet seen the Duelfer report.

However, she insisted that the world's fourth-largest oil company had "always respected the United Nations embargo" and said Total's transactions with Iraq "were in strict compliance with the rules of the oil-for-food program."

Meanwhile, Zhirinovskiy sharply denied the report's allegations. "I never took a single dollar from Iraq or from any other country," Russia's Interfax news agency cited Zhirinovskiy as saying. "I have never dealt with oil."

"I do not care what someone might have received," he added. "I personally gained nothing."

The Duelfer report said that "oil voucher gifts were directed across the political spectrum targeting the new oligarch class, Russian political parties and officials."

In addition to Zhirinovskiy, the report also names Alexander Lukashenko, the authoritarian leader of Belarus, as having a "special relationship" with Saddam.

In Indonesia, a spokesman for the Foreign Ministry said that there was "no credence" to the allegations against Megawati, who was defeated this week in a run-off election for the country's presidency.

"It's a fact that we took part in the oil-for-food program, but this notion of vouchers is far-fetched," the spokesman said, according to The Associated Press. "There were no dealings other than the oil-for-food."

The oil-for-food program was cre-

ated by the UN in 1996 in response to widespread concern that UN restrictions were starving Iraq of food and medicine, indirectly contributing to the death of thousands of Iraqi children. The program permitted the Iraqi government to sell oil and use the proceeds to import necessary consumer goods.

The report's double-edged conclusion is that the oil-for-food program "saved the Iraqi regime from financial collapse and humanitarian disaster," but that Saddam quickly turned the freed-up oil wealth into a system of pay-offs around the world.

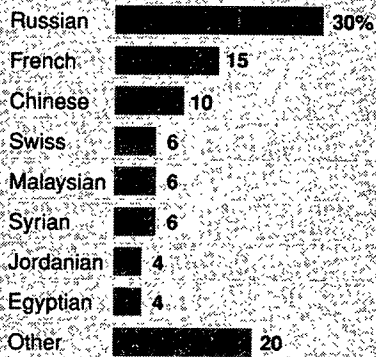
International Herald Tribune

Scott Shane of the New York Times contributed to this report from Washington.

Oil vouchers

The Iraqi government secretly gave vouchers for oil to individuals or organizations as a means of garnering favor.

Volume of oil allocated by nationality



Source: Iraq Survey Group

IHT

Opening the door to Turkey

International Herald Tribune
October 9-10, 2004

In 1959, the government of Turkey first sought an association agreement with the European Economic Community, the predecessor of the European Union. This week, the European Commission, the union's executive body, finally announced that Turkey had met the bloc's political criteria to begin formal entry talks. Now it is up to Europe's leaders, who will meet in December, to endorse the commission's findings and set a date for starting negotiations.

By embracing Turkey, Europe has the chance to prove that international human rights — the essence of the union's membership criteria and the focus of numerous reforms in Turkey over the past few years — are central to what it means to be European, not ethnicity or religion.

Turkey's role in Europe's destiny has never been more important. A NATO member since 1952, Turkey

provided crucial protection throughout the cold war for Europe's eastern flank. After the cold war, Europe had the luxury, for a time, of imagining that it could move into the future as a federation organized around a few large states. Then came the new age of international terrorism by Islamic extremists.

Turkey, a predominantly Muslim nation that has a secular democracy, is uniquely qualified to confront this challenge. Situated on the landmass linking Europe and Asia, it has military experience as the bulwark against threats from the East, diplomatic experience as the bridge between East and West, and religious and ethnic ties to Europe, the Middle East and Central Asia.

Most important of all, Turkey is proof that Islam and democracy can be compatible. Its example is a far stronger challenge to Middle Eastern autocrats than the United States' cur-

rent misadventure in Iraq. Turkey's successful integration into the EU would demonstrate to the rest of the world that Muslims and Westerners, bound by common principles, can live and work together for the benefit of both.

There are sizable practical risks. Turkey is poor and populous, raising European concerns about Turkish migration across the continent and the cost of subsidizing Turkish membership. Turkey also has a history of military coups, human rights violations and economic crises. It has enacted reforms, but more are needed. The membership negotiations are expected to take at least 10 years, plenty of time to ensure that real change has come about.

More ominous are the political obstacles. Anti-Muslim and anti-immigration forces across Europe are hostile to Turkish accession. European leaders have no greater challenge over the next decade than converting, or at least neutralizing, that opposition.

Roger Cohen

Globalist

The Turko-skeptics and the EU's bold step

BERLIN

Europe, the world's largest transnational work-in-progress, took a bold step this week when it opened the door more than a crack to the admission of Turkey to the European Union. This was not what the founding fathers of the EU had in mind.

A Europe with borders near the Tigris River and Mount Ararat, including a poor Muslim state that would eventually boast the largest population in the Union, is not an EU where ever-closer French-German integration will inspire the creation of a United States of Europe. Such radical broadening precludes much deepening.

No wonder two of Europe's elder statesmen, former Chancellor Helmut Schmidt of Germany and former President Valéry Giscard d'Estaing of France, have expressed skepticism. Schmidt told the German weekly *Die Zeit* that Turkey's entry could mean the "breakdown of the EU or its re-

duction to a pure free-trade zone." As for Giscard, he has equated Turkish membership with "the end of Europe."

The two men are right. Their Europe, the tight club grouped around France and Germany and driven by a



EU-bound?

vision of federal European governance, is dying. Turkish membership, a decade or more from now, would be the nail in the coffin. Already the entry of former Communist states too traumatized by the muscle of Moscow to be comfortable with the meddling of Brussels has made a politically unified Europe more remote. With Turkey, forget it.

So why has Germany put its considerable weight behind Turkey's bid for membership? "To close the door now, at this moment of tension between Islam and the West, would be a disaster," says Joschka Fischer, the German foreign minister.

That, of course, is the big geostrategic argument for ushering Turkey, a NATO member, further into the West. It's the case made in Washington, echoed in Britain and rehearsed in many European capitals: reward Turkey now for being a Muslim state with a secular democracy or face the re-

doubled ire of an alienated Islamic world.

Different times, in short, demand different priorities. The cold war, the strategic framework for the Europe of Schmidt and Giscard, is no more; the hotter war against Islamic terrorism and its ideologues requires Europe's embrace of its sometime enemy at the gates of Vienna, the Turk.

But for the government of Chancellor Gerhard Schröder, there is a more immediate domestic argument for backing Turkey's 40-year-old bid to join the EU. It is one that says much about how Europe is changing, not merely in the external threats it faces, but in its internal makeup.

Berlin is the capital of Turkey-in-Europe. It boasts the largest Turkish community outside Turkey — more than 300,000 people. The doner kebab is already a German national dish; in Berlin's Kreuzberg district, its ubiquity relegates wurst to a distant memory.

As Germany slowly loosens its immigration laws, a growing number of these Turks are gaining German citizenship. With citizenship comes the right to vote. At the last election, narrowly won by Schröder, an estimated 630,000 Turkish-Germans voted. By the time of the next national poll, that number will rise over 800,000.

Where that vote goes may be critical.

Schröder has already been called the "Chancellor of Kreuzberg" because Turkish-German backing for his Social Democratic Party helped return him to the chancellery in 2002.

"We favor the Social Democrats and the Greens because they are more accepting of foreigners," said Hasan Gotok, owner of a Kreuzberg cellphone store. "Germany is now a country of immigration, but has been slow to admit that." Gotok acquired citizenship a few years ago after three decades in Germany. The Muslim vote in Europe is becoming significant. It counts in Germany, but also in France and elsewhere. Schröder's backing for Turkey — "All those who want to block Turkish membership will now have to think again" — reflects a domestic political calculation as much as an international strategic option.

Of course, many European politicians see that calculation in different terms. Hostility to Turkish entry is widespread, as is prejudice against Muslims. The anti-Turkish card looks to some like a winning one.

Angela Merkel, leader of the Ger-

man Christian Democrats, wants Turkey to have a "privileged partnership" with the EU — her way of saying it should be left banging on the club doors. Francois Bayrou, a leading French center-right politician, says Turkish membership threatens "European identity."

President Jacques Chirac, friend of the Arab world, strategic partner of Schröder, torn between that growing Muslim vote and widespread French hostility to Turkish membership, fudges: The current decision, he says, is not about Turkey's entry but about opening negotiations and, anyway, there will be a referendum.

The bottom line to this politicking is that a combination of international and domestic considerations will no doubt ensure that EU leaders, meeting Dec. 17, back the European Commission's recommendation to start talks with Turkey. Europe cannot call the Middle East its backyard and then turn its back on Turkey as moderate Muslims seek reassurance that the West's war is not with them. Nor can European leaders ignore Muslim voters who want Turkey admitted.

There are other factors giving Turkey leverage, among them the desire of Britain and Poland for a decentralized EU that is more trading bloc than political or military power. Even Greece, Turkey's old nemesis, sees some potential regional benefits, not least in divided Cyprus.

The Europe born to solve the German question, face the Soviets and pursue a federal governance that would echo and be a counterweight to America is no more. But would Jean Monnet and Konrad Adenauer, French and German creators of the EU, really

The tight club grouped around France and Germany is dying.

recoil at Turkish membership, as Giscard and Schmidt have?

For the founders, Europe was also, and centrally, about the extension of peace. Today, Turkish entry is consistent with and bolsters that vision. It is also consistent with the spirit of adaptation that has made the EU the benign thing it is: a work-in-progress with a claim, already, to be the biggest success story in European history.

E-mail: rcohen@iht.com

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

October 9-10, 2004

U.S. plan for Iraq starts with taming insurgents

By Eric Schmitt and Thom Shanker

WASHINGTON: Pentagon planners and military commanders have identified roughly 20 to 30 towns and cities in Iraq that must be brought under control before elections can be held there in January, and have devised detailed ways of deciding which ones should be early priorities, according to senior administration and military officials.

Recent military operations to quell the Iraqi insurgency in Tal Afar, Samarra and south of Baghdad are the first and most visible signs of the new six-pronged strategy for Iraq, approved at the highest levels of the Bush administration, the officials said. While elements of the plan have been discussed in generalities recently, the officials described it in much more detail, calling it a comprehensive guideline to their actions in the next few months.

As U.S. military deaths have increased in Iraq and commanders struggle to combat a tenacious insurgency and a deadly spate of bombings, even Bush administration officials involved in creating the plan acknowledge that U.S. forces face a difficult task and that success is far from guaranteed.

From the standpoint of the White House, the disclosure of the new plan addresses one of the criticisms lodged by the presidential campaign of Senator John Kerry: that the administration has no plan for Iraq.

The new strategy was written this summer and laid down in a series of classified directives to the new U.S. Embassy in Baghdad and to the U.S. military headquarters there. The instructions are an acknowledgment that the insurgency had seized the initiative in Sunni strongholds north and west of Baghdad and in the southern city of Najaf, considered holy by Shiites.

For each of the cities identified as guerrilla strongholds or as vulnerable to falling to insurgents, a set of measurements was created to track whether the rebels' grip was being loosened by initiatives of the new Iraqi government. The criteria included the numbers of Iraqi security personnel on patrol, voter registration, economic development and health care. And for each city, a timeline was established for military action to establish Iraqi local control if purely political steps by the central government proved insufficient.

"We're working on them by population size, by importance to the election," said a senior administration official, who added that the ultimate objective was to make sure that the main Sunni Muslim cities were able to take part in

John Kerry had charged that the White House did not have a plan for Iraq.

free elections. "That's where the bad security situations are, and that's where we really need to make some major political and economic changes in the next several months if we're going to have a successful nationwide election."

The strategy and its specific military component were described by senior administration, Pentagon and military officials in interviews over the last two weeks in response to requests from The New York Times for an answer to the question, "Is there a plan for Iraq?"

The three military officers who discussed the plan have seen the briefing charts for the new strategy, and the three civilian officials who discussed it were involved in deliberations that resulted in the strategy. The civilians, in particular, agreed to discuss the newest thinking in part to rebut the Kerry campaign's criticism.

The military plan contains options to reduce the approximately 138,000 U.S. troops in Iraq by brigade-size increments of roughly 5,000 troops beginning next year, if the security situation improves and Iraqi forces show they can maintain order. "Depending how the security looks, the force levels could be reduced," a Pentagon official said.

Their efforts are made more difficult by the mixed performance of new Iraqi security forces, by the slow pace of reconstruction projects hobbled by contract problems and guerrilla attacks and by the seeming unreadiness of a large segment of the Iraqi population to cast its lot with the new government in Iraq.

The overall political, military and economic strategy is contained in a classified guidance document titled "U.S. National Strategy for Supporting Iraq." The plan, which is being coordinated by the National Security Council, sets six basic priorities, which President George W. Bush has been briefed on, according to administration officials.

The priorities are to neutralize insurgents, ensure legitimate elections, create jobs and provide essential services, establish foundations for a strong economy, develop good governance and the rule of law, and increase international support for the effort.

While the broad themes are not new,

senior officials now make no secret that those missions have not been carried out successfully during the first year following the end of major combat operations.

Many in the administration and the military now view the working relationship of L. Paul Bremer 3rd, the former chief of the provisional authority in Baghdad, and Lieutenant General Ricardo Sanchez, who recently departed Iraq as military commander there, as ineffective.

These officials say they hope that the recent transfer of sovereignty to Iraqis from the American-led provisional authority, the arrival of a new U.S. ambassador and the creation of a new four-star military position to command security missions in Iraq offer a second chance.

American diplomats and commanders in Iraq also stress that they are looking to the interim government of Prime Minister Ayad Allawi as a full partner, expecting him to take the lead in political decisions regarding Iraq and to assume security responsibilities in former insurgent strongholds once they are cleared by joint operations of American and Iraqi forces.

A senior administration official summarized its broad thrust as: "Use the economic tools and the governance tools to separate out hard-core insurgents you have to deal with by force from those people who are shooting at us because somebody's paying them \$100 a week."

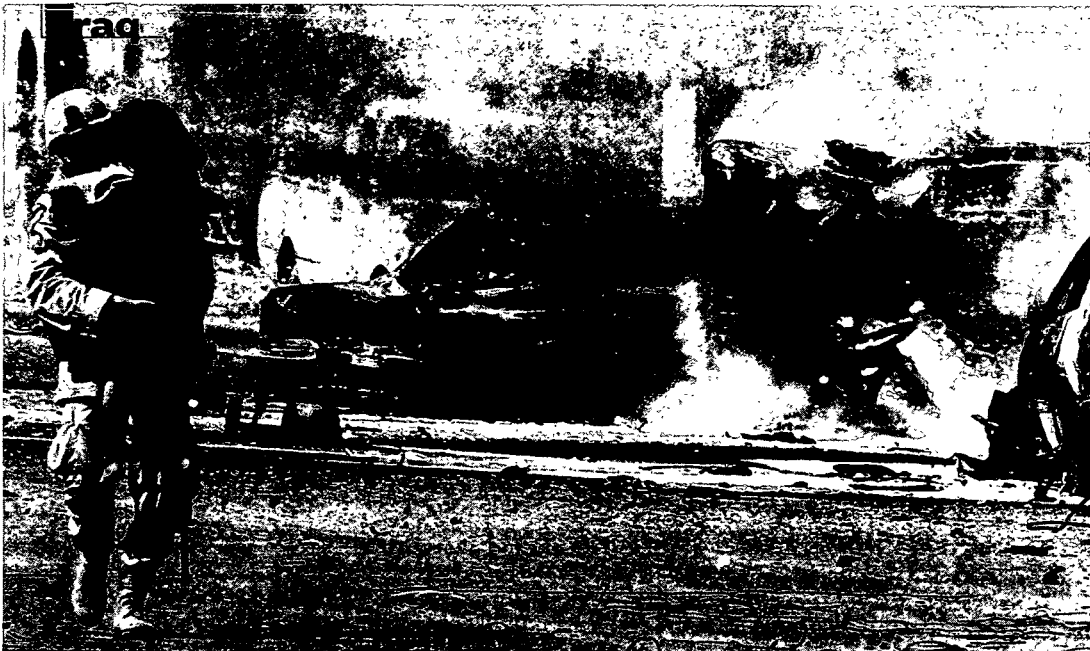
The military component of the effort is described in a separate, classified document, written over the summer.

This "Campaign Strategy" or "Campaign Plan" was written after General George Casey Jr. took command of allied forces in Iraq at the beginning of July, in consultation with the military's Joint Staff, the office of the secretary of defense and the U.S. Central Command.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

October 9-10, 2004



IRAQ'S ELECTION DAY

U.S. officials are talking about excluding some areas in the Iraq vote. Is that a formula for civil war?

BY JOSEPH CONTRERAS

CARLOS VALENZUELA IS NO stranger to organizing elections in troubled lands. The long-haired, jeans-clad United Nations official has worked in Cambodia, where voters were shelled at polling places in 1993, and East Timor, where attacks by armed gangs and Indonesian soldiers emptied entire villages ahead of a 1999 referendum. But as the head of the U.N. elections mission in Iraq, the 46-year-old Colombian may be on his ultimate Mission: Impossible. He's a virtual prisoner in his sparsely furnished U.N. office, unable to venture out of Baghdad's heavily fortified Green Zone. With elections for a national assembly scheduled for the end of January, Valenzuela disputes Iraqi Prime Minister Ayad Allawi's claim that voting could be held now in 15 of the country's 18 provinces. "I would be lying if I said even 15 are secure enough to be ready for elections," he says. "[But] the elections don't have to be perfect. What we're looking for is an election that is credible."

So is the Bush administration, and some of its senior officials have begun suggesting that not every town or city has to participate. "Let's say you tried to have an election," mused Defense Secretary Donald Rumsfeld, "and you could have it in three quarters or four fifths of the country, but some places you couldn't because the violence was too great. So be it. Is it better than not having an election? You bet."

The problem is this: under current rules, eligible voters will cast ballots as though Iraq is a single national constituency. The system is designed to encourage national parties and to reduce ethnic tensions. But if Sunni areas are excluded, the Sunnis will be disenfranchised, and they're already the most alienated group in the country.

Rumsfeld's blunt remarks drew quick retorts—from within the U.S. government. Deputy Secretary of State Richard Armitage publicly contradicted Rumsfeld by reaffirming the administration's policy of wanting to hold elections "in all parts of Iraq." State Department officials, who did not want to be named, were flabbergasted. They fear that elections that exclude the Sunni heartland are a formula for civil

war. Iraq's most prominent (and moderate) Sunni, President Ghazi al-Yawar, lashed out at the proposal: "It is very appalling, and if somebody tries to shove it down our throats, we'll throw it out," he told CNN.

U.S. officials are determined to hold the vote by Jan. 31. The new parliament would then choose a prime minister from the party with the largest number of seats to replace Allawi's interim administration. And then the national assembly would begin drafting a constitution, laying the groundwork for a fresh round of national elections in 2006.

Americans now are scrambling to find a formula that would enable a vote without disenfranchising the Sunnis, who are 20 percent of the population. One proposal under review would divide Iraq into districts with a number of assembly seats assigned to each of them, similar to the system used to elect the U.S. House of Representatives. If voting could not take place on the designated date in one or more of these districts, the balloting there would be rescheduled for a later

time. But in a country with no proper census, where districts have not been well defined, this is a recipe for conflict. (Think Florida with lots of armed gangs, terrorists, badly trained cops and a hated occupation army.)

An alternative scenario envisions a "hybrid" election in which Shiites and Kurds vote in the national-assembly election while a percentage of seats in the parliament is set aside for the Sunni minority. U.N. sources told NEWSWEEK this idea is a nonstarter, but some U.S. officials want to pursue it. "We don't want to delay elections, and Allawi doesn't want to, either," said one.

The registration process for 12 million voters is supposed to kick off at the start of November. But the U.N. elections team in Iraq has only eight international staffers, a

fraction of the three dozen advisers who are supposed to be in place for the voting. Up to 120,000 election workers will be needed to man 30,000 polling places nationwide, and training programs under U.N. auspices got underway in Jordan only last month. Whatever is decided, it had better be soon.

SCARRED: A U.S. soldier carries a girl away from the scene of explosions that killed at least 35 people

With ROD NORDLAND in Baghdad and MARK HOSENBALL and EVE CONANT in Washington

En Irak, les Américains signent un accord avec les chiites et attaquent la guérilla sunnite

La stratégie de reprise des villes rebelles est faite de négociations et d'offensives militaires

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Par la force militaire ou par la négociation, la course contre la montre pour reconquérir les villes rebelles d'Irak se poursuit, à trois mois des élections promises pour janvier 2005. Tandis qu'une trêve devait entrer en vigueur, lundi 11 octobre, dans le faubourg bagdadi chiite de Sadr City avec l'« Armée du Mahdi » créée par l'imam Moqtada Al-Sadr, l'offensive américaine, entamée il y a une semaine, continue contre la guérilla sunnite.

Les Etats-Unis et le gouvernement irakien paraissent s'être entendus sur un plan de reconquête des territoires qui ont, depuis les insurrections armées d'avril, échappé à leur contrôle. Ce plan comprendrait la menace d'un ultimatum, ville par ville, au cas où les négociations échouent. Il s'agit de reproduire l'exemple de Nadjaf, la ville sainte chiite où, au mois d'août, par l'alliance de la force militaire et de la médiation, Washington et Bagdad ont enregistré leur premier succès de l'année.

« PRUDEMMENT OPTIMISTE »

Les combattants chiites de Sadr City, qui ont presque tous combattu à Nadjaf, savent ce qui les attend si l'accord de cessez-le-feu n'est pas respecté : une offensive américaine brutale, accompagnée de morts civils et de destructions qui, à chaque fois, rend les deux belligérants encore plus impopulaires au sein de la population.

Selon l'accord conclu samedi entre le gouvernement irakien et l'Armée du Mahdi, les combattants devaient commencer lundi à déposer leurs armes, recevant de l'argent en échange, dans les stations de police. Le processus est prévu pour durer cinq jours. Les fusils automatiques Kalachnikov, considérés en Irak comme des armes qu'il est presque légitime de posséder dans chaque famille, ne sont pas concernés.

De leur côté, l'armée américaine et le gouvernement irakien s'engagent à cesser d'arrêter les partisans de l'Armée du Mahdi, à en libérer certains déjà en prison, à payer des compensations pour les destructions et à financer des projets de reconstruction.

C'est le troisième cessez-le-feu signé en six mois avec l'Armée du Mahdi, la seule faction chiite engagée dans des opérations de guérilla. La conclusion de l'accord fut compliquée par le fait que l'Armée du Mahdi s'est de facto scindée en deux après la bataille de Nadjaf, et que les radicaux qui commandent les combattants de Sadr City n'obéissent plus directement à Moqtada Al-Sadr. Ils s'appellent entre eux l'« Armée Al-Sadrain » et obéissent au sayyed Abdel Hadi Al-Daraji.

Washington et Bagdad tenaient beaucoup à un accord à Sadr City, soucieux d'éviter une bataille dans ce quartier surpeuplé de Bagdad, et surtout désireux de concentrer leurs forces contre la guérilla sunnite, militairement plus puissante. Le gouvernement irakien précise cependant, par la voix du porte-parole du ministère de l'intérieur, qu'il n'est rien de plus que « *prudemment optimiste* », et que « *les actes compteront plus que les paroles* ».

Contre la guérilla sunnite, l'heure reste en revanche aux offensives militaires. Après leur victoire éclair à Samarra, au nord de Bagdad, les forces américano-irakiennes poursuivent leur attaque contre les villes de Mahmoudiya, Latifiya, Iskandariya et Youssoufiya, au sud de la capitale irakienne. Peu d'informations filtrent sur l'évolution des combats.

L'idée est d'isoler les rebelles sunnites dans leurs bases traditionnelles de Fallouja et Ramadi, à l'ouest de Bagdad. Si les villes du sud tombent et que les moudjahidins se replient vers l'ouest, la prochaine cible devrait être Ramadi. Resterait

alors « Fallouja la rebelle », devenue le véritable quartier général de la guérilla sunnite, ainsi que, selon l'armée américaine, de « *groupes terroristes* » liés au djihad international.

Or l'armée américaine garde un souvenir cuisant de sa défaite militaire à Fallouja en avril. D'où, là aussi, l'ouverture de négociations entre le gouvernement irakien et la rébellion. Les deux camps présentaient dimanche les discussions, menées entre le gouvernement irakien et le cheikh Khaled Hamoud, qui parle au nom du « Conseil des moudjahidi-

politique actuel. D'autre part, l'Armée du Mahdi ne compte que des combattants irakiens, tandis que la guérilla de Fallouja a accueilli des combattants étrangers.

Pour Washington et Bagdad, un accord ne comprenant pas l'arrestation ou le départ de ces combattants serait inacceptable. Or, pour la guérilla, certains de ces combattants sont devenus des « émirs », à la fois commandants militaires et pourvoyeurs de fonds en provenance des mosquées d'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe. Un mouvement islamiste très influent dans

Visite éclair de Donald Rumsfeld à Bagdad

Deux attentats ont ensanglanté Bagdad, dimanche 10 octobre, quelques heures avant l'arrivée surprise du secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld. Selon un porte-parole irakien, deux voitures piégées ont explosé à proximité du ministère du pétrole et d'une école de police, tuant 17 personnes. Dans l'est de Bagdad, un soldat américain a péri dans un attentat-suicide visant un convoi militaire. Le même jour, un marine a été tué au combat dans la province d'Anbar. Lundi matin, deux soldats américains ont été tués et cinq autres blessés dans une attaque à la roquette à Bagdad.

« *C'est une bataille sur le moral* », a estimé Donald Rumsfeld, à son arrivée en Irak. « *Ils savent qu'ils ne peuvent nous battre militairement, mais ils espèrent remporter le test de la volonté* », a-t-il précisé. « *Nous nous attendons que le niveau de la violence et des difficultés s'élève d'ici aux élections irakiennes en janvier* », a-t-il ajouté. — (AFP, Reuters.)

dins » de Fallouja, comme étant « *en progrès* ». Une rencontre devait par ailleurs avoir lieu lundi entre le ministre de la défense et d'ex-officiers baasistes de la cité rebelle. Ce qui est acceptable pour les chiites de Sadr City serait-il acceptable pour les sunnites de Fallouja ? Rien n'est moins sûr.

LE « PIÈGE » DES NÉGOCIATIONS

D'une part, le guide suprême des chiites, l'ayatollah Ali Al-Sistani, soutient clairement la tenue d'élections en Irak, ce qui place l'Armée du Mahdi dans une situation inconfortable, tandis que les chefs religieux sunnites liés à la guérilla, notamment les salafistes, se prononcent résolument contre le processus

le « triangle sunnite », par ailleurs célèbre pour ses kidnappings d'étrangers, l'Armée islamique en Irak, a publié un communiqué mettant en garde la guérilla de Fallouja contre le « piège » des négociations.

Iyad Allaoui, le premier ministre irakien, n'a toutefois guère le choix. Sa seule chance d'arriver aux élections en se présentant comme « l'homme fort » dont il veut se forger l'image est de reprendre le contrôle des villes rebelles. Il vaudrait mieux pour lui que le sang irakien coule le moins possible. Mais il serait encore pire, de son point de vue, de rester dans un statu quo du chaos.

Rémy Ourdan

L'ouverture des négociations ne signifie pas l'adhésion: celle-ci sera soumise aux progrès de la Turquie et à la réforme des institutions de l'UE.

Ce que peut l'Europe pour Ankara

Par VINCÉNT PEILLON député européen (PS).

La Commission européenne vient de recommander l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie, laissant au Conseil des ministres européen qui se tiendra à Bruxelles le 17 décembre le soin de décider de la date de cette ouverture. Même si la Commission, dans sa recommandation, émet des réserves qu'elle n'avait jusque-là jamais prononcées dans les processus similaires précédents, évoquant la possibilité d'un échec des négociations, chacun mesure l'importance de cette décision pour l'avenir de l'Union européenne.

La première observation que l'on est contraint de faire à ce sujet, c'est la médiocrité, l'hypocrisie et l'irresponsabilité des dirigeants français. Celle d'Alain Juppé d'abord qui, après avoir été l'artisan obstiné, contre l'avis des socialistes, du traité d'union douanière avec la Turquie en 1995, a brusquement, sous la pression lors des dernières élections européennes, changé d'avis et engagé l'UMP dans la voie du reniement par rapport à elle-même et de la contradiction par rapport au président de la République dont elle est pourtant le principal soutien. Celle du président Chirac ensuite qui, tout aux carambouilles tactiques dont il a le secret, a annoncé que sur cette question de l'adhésion les Français seraient consultés par voie de référendum, comme d'ailleurs pour tout élargissement futur. Celle enfin de certains responsables socialistes qui, après n'avoir rien dit lors du sommet d'Helsinki, en décembre 1999, où la France, par les voix de Jacques Chirac et de Lionel Jospin, a donné le feu vert aux négociations, puis après avoir voté l'élargissement aux dix nouveaux entrants, il y a un peu plus d'un an, se réveillent maintenant sur la Turquie et sur elle seule, en prenant des positions maximalistes sans tenir compte des implications qu'un refus aussi brutal, et aussi peu motivé par rapport aux engagements passés, pourrait avoir à l'égard du monde musulman.

Dès lors que l'on a accepté l'élargissement aux dix nouveaux entrants sans réforme des institutions ni même de perspectives financières assurées, que l'on a demandé en 1999 à la Turquie de s'engager et de respecter les critères de Copenhague, les seules raisons de refuser à la Turquie ce que l'on a accepté pour les autres seraient des raisons que nous ne pouvons admettre. Notre doctrine de la nation, française ou européenne, voit dans celle-ci une communauté de droits et de valeurs. François Mitterrand avait raison: ce n'est ni la religion ni la géographie qui peuvent fonder l'appartenance à l'Union. Et le débat qui

s'engage aujourd'hui, à l'évidence, des odeurs malsaines dont il faut se méfier, non seulement d'un point de vue moral, mais d'un point de vue politique.

La vraie question n'est pas celle de la Turquie. A l'évidence, celle-ci est loin de remplir les conditions requises. La Commission le reconnaît. La vraie question est celle de tous les élargissements et de la faiblesse d'une Europe incapable d'affirmer un projet cohérent et une volonté lisible et claire. Mais il serait inacceptable que cela soit la seule Turquie qui soit le bouc émissaire de tous nos renoncements. Il n'est pas raisonnable, par exemple, de dire que l'entrée de la Turquie transformerait l'Europe en simple zone de libre-échange. Elle l'est déjà, et ce n'est pas le fait de la Turquie. Ce n'est pas davantage la Turquie qui serait responsable d'un tropisme européen pour l'Otan. Il est déjà ins-

crit en toutes lettres dans le traité constitutionnel et la guerre en Irak a montré que la position turque était moins alignée que certains cherchent à le faire croire. La question est presque moins de savoir ce qu'Ankara est prêt à faire pour entrer dans l'Europe que ce que l'Europe est prête à faire pour la Turquie et, plus globalement, pour elle-même.

Nous étions, hier, contre l'élargissement, ou plutôt contre les conditions dans lesquelles il était engagé et qui n'en permettent pas une véritable réussite. Sans perspectives financières stables, sans approfondissement démocratique réel, l'élargissement à vingt-cinq, en 2007

à la Roumanie et à la Bulgarie, bientôt à trente, ne peut que représenter une dilution du projet européen et préparer des réflexes de crainte et d'hostilité. Observons d'ailleurs que ce sont souvent les mêmes, à commencer par le démagogue Chirac, qui ont bâclé cet élargissement et qui veulent limiter le budget européen à 1% du PIB. Pour ce qui concerne la Turquie, et alors que la Commission chiffre à 25 milliards d'euros, soit à 0,17 du PIB européen, l'effort financier à horizon 2020, on conçoit l'impasse que l'on nous propose pour tout projet commun. Ce débat est très difficile. Ses enjeux sont considérables, en Méditerranée orientale, à l'égard du monde musulman mais aussi de nos compatriotes, en Turquie comme en France et plus globalement dans l'affrontement qui nous oppose aux obscurantistes et aux terroristes d'Al-

Qaeda comme à l'hégémonisme américain. Il mérite que l'on mette un peu d'ordre dans ses pensées, de sérieux dans ses propos et de responsabilité dans ses actes.

Un calendrier est proposé: 2006 pour l'ouverture des négociations, 2015 pour leur conclusion. Si jusqu'ici aucune négociation ne s'est soldée par un échec, c'est parce qu'au moment de voter l'adhésion certains n'ont pas pris leurs responsabilités. En parallèle, nous aurons à nous prononcer sur le traité constitutionnel, sans doute à l'automne 2005, puis s'engageront les négociations sur les perspectives financières 2007-2013. Il faut dire très clairement que si l'Europe ne se dote ni d'une capacité démocratique renouée ni des moyens de défendre sa puissance et son modèle, alors nous voterons non à cette adhésion comme d'ailleurs à toute autre, en cohérence avec nos positions passées. Mais cela ne peut en aucun cas se confondre avec un refus injustifiable de poursuivre des négociations d'ailleurs déjà engagées.

C'est pourquoi plutôt que de s'appuyer aujourd'hui sur un nationalisme et des peurs que nos positions ont toujours eu pour ambition de combattre, nous préférons assumer nos responsabilités que de nous en défausser sur la seule Turquie. Disons clairement aux Turcs, et encore plus à tous les dirigeants européens, qu'ouverture des négociations ne vaut pas adhésion, et que nous conditionnons cette adhésion non seulement aux progrès que la Turquie doit encore accomplir mais à la réforme des institutions européennes et à une nouvelle ambition pour l'Union. De ce point de vue, voter non au projet de traité constitutionnel est un préalable et presque, face à la confusion des temps et aux crises qui s'y préparent, une ardente obligation. ◆

Libération

13 OCTOBRE 2004

Si l'Europe ne se dote ni d'une capacité démocratique renouée ni des moyens de défendre sa puissance et son modèle, alors nous voterons non à cette adhésion, comme d'ailleurs à toute autre.

Qui veut de la Turquie ?

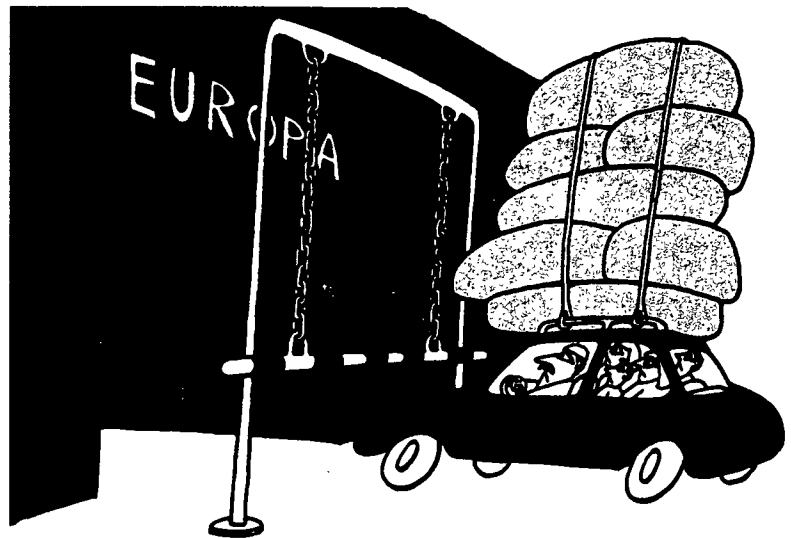
Face à l'adhésion d'Ankara, les pays Européens ne réagissent pas de la même façon. Tour d'horizon.

■ Plutôt contre

Autriche. C'est le pays à la pointe de l'opposition à l'entrée de la Turquie : 76 % des Autrichiens sont opposés, de même que l'ensemble de la classe politique. **France.** A gauche (52 %) comme à droite (76 %), les Français sont plutôt hostiles à l'adhésion de la Turquie, qui pourrait être soumise à un référendum. **Allemagne.** Le gouvernement de gauche est favorable, l'opposition chrétienne-démocrate est hostile, comme 57 % des Allemands (35 % sont favorables). **Pays-Bas.** 59 % des Néerlandais sont opposés à l'adhésion de la Turquie (41 % sont favorables), tout comme le commissaire européen Frits Bolkestein, le seul qui se soit prononcé ouvertement contre l'entrée d'Ankara dans l'UE. **Danemark.** Les Danois sont eux aussi plutôt hostiles à l'adhésion de la Turquie (49 %, contre 31 %), essentiellement pour des raisons tenant aux droits de l'homme (44 %), à la religion (19 %) et à la crainte d'une hausse de l'immigration (10 %). **Chypre.** Les Chypriotes sont opposés à l'adhésion de la Turquie tant que le problème de la partie turque de l'île n'est pas résolu.

■ Plutôt pour

Au Royaume-Uni, où Tony Blair est l'un des plus fervents défenseurs de la cause turque. Londres s'est même d'ores et déjà prononcé contre le projet de limiter la libre circulation des travailleurs turcs au sein de l'Union. **En Italie** également, à l'exception notable de la Ligue du Nord, la classe politique est favorable à l'adhésion de la Turquie. Et les Italiens aussi : 48 % pour et 30 % contre. **En Suède,** à gauche comme à droite, il n'y a pas d'opposition à la candidature de la Turquie, seulement différents degrés d'exigence dans les conditions posées sur le respect des droits de l'homme. La Pologne affiche un "ferme soutien" à la candidature d'Ankara, dans l'espoir que cela facilitera l'adhésion future de l'Ukraine voisine. Le gouvernement libéral-socialiste de Belgique est plutôt favorable, de même que les écolos. L'opposition flamande chrétienne-démocrate est ré-



Autant être clair : l'Europe ne veut pas de nous

AKSAM (extraits)
Istanbul

La conclusion que l'on peut tirer du rapport de la Commission est un gros "rien". Nous devons dès maintenant nous trouver d'autres voies, d'autres alternatives, préparer des projets nationaux. On a déjà perdu quarante et un ans, ne gaspillons pas dix ou vingt ans de plus avec ce rêve d'Europe. En deux mots : ils ne veulent pas de nous. Pourquoi, alors, continuer à nous laisser humilier ?

L'UE se réserve le droit de trouver des prétextes au sujet des droits de l'homme ou de la démocratie pour suspendre ou geler les négociations à n'importe quel moment. A la fin de ce processus de négociations à l'issue ouverte, jusqu'en 2014 dans les meilleurs délais, on peut même nous répondre : "Désolé, allez voir ailleurs"...

Que va-t-il se passer si le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du 17 décembre ne formule pas de

date définitive ? En Allemagne, Gerhard Schröder ne survivra sans doute pas aux élections de l'année prochaine. Même chose en Grande-Bretagne pour Tony Blair. Quant à Jacques Chirac, il appelle déjà au référendum à ce sujet. En Autriche, Wolfgang Schüssel est le plus farouche opposant à l'adhésion turque. Et la Turquie ne figure même pas dans le budget européen jusqu'en 2013.

Même si nous devenions membres de l'UE en 2025 ou 2030, nous ne deviendrions pas pour autant des citoyens européens et nous continuerions à faire la queue devant les consulats pour obtenir un visa.

Ils veulent nous faire comprendre ceci : "Après vous avoir bercés pendant quarante et un ans, nous n'avons plus le courage de vous dire ouvertement que nous ne voulons pas de vous. Le mieux, c'est que vous lâchiez de vous-mêmes. Et puis, qui sait ce qui va se passer en 2014, 2020 ou 2030 ? Prenez déjà ce statut spécial, contentez-vous de la place derrière la porte, et ne nous embêtez plus."

servée et le Vlaams Blok (droite populiste) est résolument contre. La République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et la Slovaquie sont plutôt pour, à condition que la Turquie respecte

les critères imposés par Bruxelles. L'Espagne et le Portugal sont également favorables à l'ouverture de négociations, de même que la Suède, la Finlande et les Etats baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie).

U.S. policy backfires

By Gareth Evans and Karim Sadjadpour

Iraq chaos has only emboldened Iran

Among the shifting rationales for the Iraq war was the impact it might have on other countries in the region, central among them Iran. What a difference an ill-conceived and mismanaged occupation makes: The debate in Washington is no longer whether the United States can help Iraq shape Iran, but whether it can stop Iran from shaping Iraq.

From Washington's perspective no country appeared riper for change on the war's eve than Iran. Iraq's nascent secular democracy was to serve as a model, perhaps inspiring envious Iranians to rise up against their authoritarian leaders. Their encirclement by U.S. troops in Iraq, Afghanistan and the Gulf sheikdoms would force Tehran's rulers to modify their behavior. And Iran's most respected Shiite scholars and clerics — a majority of whom oppose Khomeini-style theocratic rule — would take flight to Najaf, where they could freely question the Islamic Republic's religious legitimacy.

To those familiar with the depth of popular discontent in Iran, such grand

scenarios may have appeared by no means inconceivable. They assumed, however, a smooth and stable postwar Iraq. In fact, the chaos there has not intimidated but emboldened the Iranian regime, which appears more stable, more repressive and less amenable to foreign pressure than it has been in over a decade. Meanwhile, Washington can resort only to indignant calls that

Tehran cease meddling in its neighbor's affairs.

Over the past several months, conservative hardliners have begun to roll back the few political, economic and social advancements of Iran's reformist era. Whereas student-led pro-democracy protests had been pervasive, for more than a year a disillusioned public has been either silent or silenced. Among Iranians, diffuse hope that the United States could improve their lot has gradually given way to widespread skepticism. As a Tehran resident told one of us: "When we look at what's going on in Iraq, or even Afghanistan, it seems that the real choice is not one between democracy or authoritarianism, but between stability or unrest. People may not be happy in Iran, but no one wants unrest."

While the Iranian

people may be averse to turmoil at home, their regime has decidedly mixed feelings about chaos in Iraq. Wary that an outright collapse or civil war might spill over into Iran, with its porous borders and close religious and political ties, and concerned that an out-and-out U.S. success would bolster those in Washington who believe in taking action against Iran, Tehran has settled for a de facto policy of championing managed chaos, helping to generate enough unrest in Iraq to dissuade the Americans from contemplating regime change in Iran, but refraining from supporting a full-fledged insurrection.

Likewise, it has decided to invest in Iraq by diversifying its portfolio, maintaining contact not only with Shiite coreligionists like Grand Ayatollah Ali al-Sistani, Moktada al-Sadr, Ahmad Chalabi and the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, but with Sunni and Kurdish groups as well.

Nor is Iran's bolstered international confidence confined to Iraq. With the power vacuum created by Saddam's ouster, Tehran has been free to assert its aspirations for regional hegemony. After years of putting intangible Islamic interests ahead of national ones, Iran's religious conservatives have reverted, ironically, to the nationalistic rhetoric used by Shah Mohammed Reza Pahlavi three decades ago. And, despite European diplomatic pressure and U.S. and Israeli military threats, Tehran has shown little sign of compromising on its nuclear program.

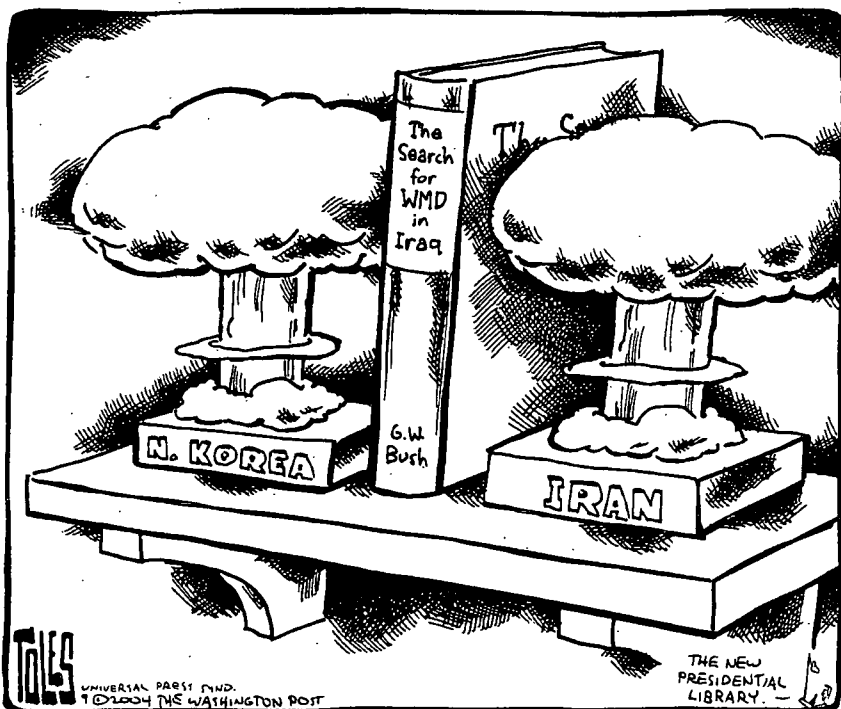
These are not the hallmarks of a frightened regime but an emboldened one. The Iranian component of its Iraqi gambit having failed, indeed, backfired,

Washington needs to rethink its approach toward Tehran. A deeply divided Bush administration flirted with a confrontational approach, pondered limited engagement and ended up without a policy.

Today, with vital U.S. interests at stake in terms of Iraq, Afghanistan and global nonproliferation, Iran is playing a central role in each and the United States isn't talking to it about any.

All of these issues will continue to fester until both countries are in a position to overcome the distrust that has accumulated over the past quarter-century and strike a bargain that addresses their wider and more fundamental dispute. For that, however, the United States will need to put aside its illusory dreams of regime change, overcome its deep-seated trepidation over a bilateral dialogue and engage Iran in a coherent, sustained and comprehensive manner.

Gareth Evans is president of the International Crisis Group; Karim Sadjadpour is an ICG analyst based in Tehran.



October 13, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Charting grisly evidence in Iraqi desert

By Thanassis Cambanis

HATRA, Iraq: Leaning over the jumble of corpses in their bright purple and turquoise dresses, Greg Kehoe pointed out the blindfolds still tightly drawn around the women's skulls.

Kehoe was striding around Ninawa 2, a trench that held the bodies of 300 Kurdish women and children who were executed 16 years ago by Saddam Hussein's regime. The killers used pistols to shoot their victims in the head at point-blank range on a slope leading up from a dust-blown seasonal riverbed, or wadi.

"We have charted how the bodies were thrown into this grave at various levels," said Kehoe, the top American official working with the Iraqi court responsible for trying suspected war criminals. "We are pretty confident there was a bulldozer, that they just bulldozed those bodies in."

An American forensic team, including more than a dozen archaeologists, anthropologists and technicians, is

midway through the grisly process of transforming this mass grave into courtroom evidence against Saddam and his henchmen that meets the strictest international legal standards.

This is the first of 10 sites that Kehoe plans to excavate. Kehoe, a former U.S. prosecutor, led a group of reporters on a helicopter trip last weekend to this remote desert spot about 320 kilometers, or 200 miles, north of Baghdad, showing the meticulous exhumation work at the grave site. The group also was shown the extensive forensic analysis taking place since Sept. 1 at a morgue at the nearest U.S. Army installation, Forward Operating Base Jaguar.

Officials waited until now to publicly discuss their first exhumation because they did not want to endanger workers at the site by revealing its location.

Kehoe began assembling his investigative team in June. One immediate focus was the Kurdish region of northern Iraq, where Saddam's forces crushed an independence movement in the 1980s with brutal repression that killed thousands of Kurdish villagers.

"I've been doing grave sites for a long time, but I've never seen anything like this, women and children executed for no apparent reason," said Kehoe, who spent five years investigating mass graves in Bosnia for the International Criminal Tribunal for Yugoslavia.

Just up the hill, in the trench called Ninawa 9, the bodies of Kurdish men appeared frozen in action against the far side of a much deeper hole. Spent machine-gun bullet casings, ripped

clothing and the clustering of corpses on the far wall have convinced Kehoe that the men were tied together and led to the bottom of the trench before their killers opened fire, probably with an AK-47.

"Once the shooting begins, people begin to wince and move, and that's when you get the odd person here or there will have a stranger trajectory because they're hiding," Kehoe said. He said Iraqi informants had told investigators that thousands were executed here.

The executioners picked their location carefully, driving their victims to a dusty wadi about three kilometers from the nearest town, hidden from the road by a long, sloping, sandy ridge.

Sometime in late 1987 or early 1988, about 300 Kurdish women and children were brought to this dust bowl from their village in the verdant hills around Lake Dukan. Here, they were systematically executed, shot with pistols in the

INTERNATIONAL
Herald Tribune

October 14, 2004



Reuters

Greg Kehoe, the top U.S. official working with the Iraqi Special Tribunal, at a mass grave near Hatra, Iraq. Kehoe's forensic team is exhuming the site in the process of building a case against Saddam Hussein. It plans to do the same at 10 more sites.

back of the head or in the face at point-blank range before their bodies were bulldozed into a narrow pit.

Some of the women were pregnant.

The women appeared to be carrying all their belongings, some wearing as many as 11 layers of clothing and carrying pots and pans with them.

In the morgue, investigators like Jessica Mondero sorted fetal bones, jewelry and money from the corpses' clothing.

"We're finding lots of items contained in the clothing," Mondero said, cleaning a woman's blue dress with a toothbrush. "Lots of children's clothing, medication, beads, money, change purses layered within the clothing."

The men buried in the nearby trench, about 156 of them, were probably brought to the killing field on a

different day, investigators believe. A broken tibia protruded from the top layer of bodies left in the men's grave. Many of the skulls still had hair, even though the flesh was gone.

Until now, professional investigators have not worked on any untouched grave sites like this one. Immediately after Saddam's government fell, family members destroyed the value of many mass graves as courtroom evidence when they dug them up to reclaim relatives' bodies and give them proper burials.

A nationwide insurgency has put much of the country off limits to Kehoe's exhumation and forensic team, the only one of its kind under the Regime Crimes Liaison Office, which received \$75 million for two years of investigations in Iraq. The team can

operate only in easily protected areas removed from rebel-controlled zones.

Saddam's government killed an estimated 300,000 people, most of them Shiite Muslims or ethnic Kurds, according to rights groups. The Iraqi government has identified about 40 mass grave sites, but until now none has been scientifically exhumed, in part because European forensic teams will not collect evidence that might be used to obtain death penalty convictions.

Kehoe's team set up shop near Hatra on Sept. 1, and only this week finished exhuming about 200 bodies from the two trenches. A laboratory team will spend another two months cataloging and analyzing the remains.

The Boston Globe

La vraie bête noire de Tel-Aviv : Téhéran

Selon les hauts responsables israéliens, le régime iranien est aujourd'hui la menace la plus grave.

THE NEW YORK TIMES

New York

L'un des principaux bénéficiaires de la guerre déclenchée par l'Amérique contre le terrorisme n'est autre que l'Iran, un Etat qui cherche à se doter de l'arme nucléaire et soutient le terrorisme. De quoi donner des cauchemars aux Israéliens. Ces derniers continuent d'être la cible des terroristes, on l'a vu tout récemment en Egypte. Mais les cauchemars liés à l'Iran sont d'un tout autre ordre. Ce grand pays ambitieux, gouverné par des religieux extrémistes qui rêvent de détruire l'Etat hébreu, est considéré par les Israéliens comme la menace la plus grave. Le renversement des talibans en Afghanistan a éliminé l'un des principaux rivaux fondamentalistes de l'Iran à l'est, la chute de Saddam Hussein à l'ouest supprimant par ailleurs le principal adversaire militaire de Téhéran dans le golfe Arabo-Persique. Et si l'Irak sombre dans le chaos, l'Iran aura la possibilité d'intervenir dans le sud du pays à majorité chiite, voire d'y créer une sorte d'Iranistan.

■ Hantise

D'après Amatzia Baram, un universitaire israélien originaire d'Irak, Israël et la région sont plus en sécurité depuis que Saddam Hussein a été chassé du pouvoir. "Mais imaginons que les Américains s'en aillent, il n'y a plus de contrôle central,

l'ouest de l'Irak devient un no man's land, comme un petit Afghanistan. L'Iran fera la pluie et le beau temps dans le sud du pays, puis ce sera au tour de la Jordanie d'être menacée, et le terrorisme ne fera que croître partout dans le monde."

The New York Times

Les responsables des services de sécurité israéliens sont par conséquent confrontés à un paradoxe : satisfaits de la disparition d'un ennemi juré grâce à l'invasion américaine de l'Irak, ils s'inquiètent de plus en plus des occasions que cette même invasion a créées pour un autre ennemi. Et ils voient le Moyen-Orient basculer du stade des rivalités conventionnelles à celui, infiniment dangereux, des rivalités nucléaires.

C'est pourquoi les responsables israéliens menacent depuis des mois de prendre "les mesures nécessaires", comme l'a dit le ministre de la Défense, Shaul Mofaz, pour empêcher l'Iran - où il est né - de développer des armes nucléaires. Cette déclaration belliqueuse masque l'espoir que le reste du monde parvienne à convaincre l'Iran, par la menace et la diplomatie, d'abandonner les éléments de son programme nucléaire qui pourraient avoir une vocation militaire. Mais, face à une Maison-Blanche préoccupée, un Kremlin pris au piège d'un conflit d'intérêts et une Europe divisée, les responsables israéliens disent n'être guère écoutés. A Téhéran, les dirigeants affirment que le programme est destiné à un usage pacifique. Mais il est en fait beaucoup plus sophistiqué et étendu que l'unique réacteur nucléaire irakien bombardé par Israël en 1981.

Les Israéliens ne savent pas qu'ils ne souhaiteraient pas agir seuls contre l'Iran. Selon l'armée israélienne, cet Etat jouit d'une influence considérable sur le groupe radical palestinien Hamas et sur le Hezbollah chiite libanais, qui a financé et commandité la plupart des attentats commis contre Israël à partir de la Cisjordanie. L'Iran gagne également en influence auprès des

factions chiites qui luttent pour le pouvoir dans le sud de l'Irak. Mais, surtout, Téhéran compte de plus en plus de missiles modernes de type Shabab, capables de frapper la banlieue de Tel-Aviv.

Les dirigeants iraniens nient toute ambition nucléaire, mais ils font constamment des réacteurs. Il serait logique qu'ils s'efforcent d'obtenir une bombe : leurs voisins pakistanais ont des armes nucléaires, tout comme les Indiens. Quant aux Israéliens, ils sont censés en être équipés. Et des troupes américaines se trouvent à leurs frontières. Pour Yuval Steinitz, président de la commission de la Défense de la Knesset, l'Iran constitue clairement un danger pour tout l'Occident, puisqu'il travaille au développement d'un missile intercontinental à même de menacer l'Europe et l'OTAN. "Le programme nucléaire iranien est si ambitieux qu'après avoir produit une première bombe ils pourraient en produire une vingtaine par an", affirme-t-il. "C'est aux Américains et aux Européens de résoudre le problème", ajoute-t-il. "Pas au petit Israël."

En fait, Israël appelle Washington à s'occuper du programme nucléaire iranien depuis le milieu des années 1990. "Si l'Iran développe des armes nucléaires, le Moyen-Orient va changer de visage", explique Gerald M. Steinberg, de l'université Bar-Ilan. "Les épreuves de force et les tensions vont se multiplier, les enchères vont monter pour la survie d'Israël, et d'autres Etats seront tentés de se doter eux aussi de l'arme nucléaire, comme l'Egypte, l'Arabie Saoudite et la Syrie." Steven Erlanger

Courrier
INTERNATIONAL

DU 14 AU 20 OCTOBRE 2004

EUROPA PARLAMENTET
EUROPAISCHES PARLAMENT
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ
EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENTO EUROPEO
PARLEMENT EUROPEEN
PARLAMENTO EUROPEO
EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENTO EUROPEU
EUROOPAN PARLAMENTTI
EUROPAPARLAMENTET

PARLEMENT EUROPEEN

Le Point de la session

13-14 Octobre 2004

Bruxelles

DROITS DE L'HOMME

Remise du Prix Sakharov à Leyla ZANA

Débat : 14.10.2004

M. José **BORREL FONTELLES** (PSE, ES), Président du Parlement prend la parole et se félicite de la venue de Mme Leyla ZANA. Il rappelle que le Président HÄNSCH avait expliqué avec quelle impatience il attendait sa venue au moment où son époux est venu recevoir le Prix Sakharov qui lui a été décerné en 1995. Mme Leyla ZANA avait reçu le Prix Sakharov pour avoir été la première femme élue à l'Assemblée nationale turque. Elle avait déclaré qu'elle voulait lutter pour que les peuples turcs et kurdes puissent vivre en paix ensemble dans un cadre démocratique. Elle a été condamnée à quinze années de prison et elle a contribué à lutter en refusant l'offre d'amnistie qui lui avait été offert en refusant de garder le silence. Le Parlement européen a exigé à plusieurs reprises sa libération. Un certain nombre de résultats ont été atteint. Parler kurde en Turquie n'est plus illégal, il y a même une presse écrite et parlée en kurde, mais il reste encore beaucoup à faire.

Leyla ZANA a été libérée le 9 juin de cette année et a décidé de continuer à lutter pour la paix et la réconciliation en Turquie.

Mme Leyla ZANA remercie le Président et rappelle qu'elle a toujours plaidé pour la coexistence fraternelle des peuples et des cultures. Elle veut être digne du Prix Sakharov, qui, dit-elle, a été décerné à travers elle aux peuples turc et kurde et en fait à tous ceux qui luttent pour la paix et qui sont opprimés et qu'au fond c'est à l'espoir que ce prix a été décerné. Le Parlement a encouragé

l'opinion publique à s'exprimer et il a accru aussi les responsabilités de Mme ZANA. C'est pour elle une douleur déchirante de savoir que des enfants sont perdus et que les guerres infligent des souffrances profondes dans de nombreux pays du monde.

L'expérience a démontré que la violence n'apporte pas de solution mais qu'elle accroît au contraire les injustices. La violence est une chose dépassée, il faut désormais faire place au dialogue et au compromis qui doivent être la règle et le Parlement européen en est l'expression la plus achevée : il est le symbole de la coexistence pacifique entre les peuples.

Elle insiste sur le fait que le gouvernement turc pour résoudre le problème kurde doit l'appeler par un nom approprié. Il n'y a pas de raison de redouter le dialogue et la paix. Les Kurdes sont une des composantes de la Turquie. Bien que des mesures importantes aient été prises, il faut faire disparaître la base du conflit, il faut associer les prisonniers politiques et les intellectuels à la vie publique, il faut faire disparaître les différences économiques, il faut que les Kurdes soient reconnus et protégés. Elle insiste sur le fait que la paix en Turquie c'est la paix au Moyen-Orient, la paix en Europe et la paix dans le monde et qu'il faut tout d'abord comprendre ce qui est juste afin de pouvoir le définir et l'appliquer.

En achevant son discours, Mme Leyla ZANA insiste sur le fait qu'elle le dédie à la fraternité et au bonheur des peuples turcs et kurdes.

Le Président reprend la parole et rappelle qu'à plusieurs reprises, Mme ZANA a insisté sur le fait que la Turquie est son pays et elle a beaucoup parlé d'identité. L'Europe elle-même est en train de dépasser ses propres antagonismes et de se construire une nouvelle identité.

Turquie : le débat prévu à l'Assemblée n'apaise pas les tensions

Les argumentaires des partisans et des opposants à l'intégration

VOICI une liste non exhaustive des arguments des partisans comme des adversaires de négociations avec la Turquie.

► **Géographie.** *Pour* : la Turquie a un pied sur le continent européen. *Contre* : 95 % de son territoire se trouve en Asie.

► **Histoire.** *Pour* : l'ancêtre de la Turquie moderne était une puissance européenne qui s'est étendue jusqu'à Vienne (Autriche). *Contre* : des Européens se sont battus jusqu'au début du XX^e siècle pour se libérer du joug ottoman.

► **Démographie.** *Pour* : la Turquie apportera à l'Europe le dynamisme de sa population, déjà présente dans de nombreux pays européens. *Contre* : avec 100 millions d'habitants, elle sera, en 2020, le pays le plus peuplé de l'Union.

► **Religion.** *Pour* : l'adhésion d'un pays à majorité musulmane montrera la capacité de l'Union à intégrer les communautés musulmanes qui s'y trouvent déjà. *Contre* : sans être un « club chrétien », l'UE fonde son identité sur les valeurs judéo-chrétiennes ; en outre, des menaces pèsent sur le caractère laïque de l'Etat turc.

► **Economie.** *Pour* : la Turquie a déjà une union douanière avec l'Europe des vingt-cinq. *Contre* : le PIB par habitant représente 10 % du niveau moyen de l'Union à vingt-cinq.

► **Social.** *Pour* : la Turquie est une société jeune qui compensera le vieillissement des membres actuels de l'Union. *Contre* : le déséquilibre entre la partie occidentale du pays, au niveau de vie européen, et la partie orientale, sous-développée, est une source de troubles potentiels.

► **Valeurs éthiques.** *Pour* : la perspective de l'adhésion incitera les Turcs à assumer leur histoire, y compris la reconnaissance du génocide des Arméniens en 1915. *Contre* : le refus persistant de reconnaître ce fait historique disqualifie la Turquie comme membre de l'Union.

► **Droits de l'homme.** *Pour* : les réformes déjà engagées par Ankara pour mettre sa législation aux normes européennes doivent être reconnues. *Contre* : sans nier les efforts accomplis ces dernières années, beaucoup reste à faire pour les droits des minorités et pour l'égalité hommes-femmes.

► **Régime politique.** *Pour* : la suprématie du pouvoir civil sur les militaires a été assurée par les récentes réformes. *Contre* : ces réformes ne sont pas complètes et de toute façon, les militaires étaient les garants du caractère séculier de la Turquie contre les menaces islamistes.

► **Stratégie.** *Pour* : par sa situation géographique et son poids politique, la Turquie, qui a une des armées les plus fortes de l'OTAN, sera un atout pour une politique étrangère et de sécurité commune. *Contre* : en s'élargissant à la Turquie, l'Union aura des frontières communes avec l'Irak, la Syrie, l'Iran, etc., multipliant ainsi les risques d'instabilité dans son voisinage.

► **Conflit régional.** *Pour* : grâce à l'UE, Ankara a amélioré ses relations avec Athènes et assoupli sa position sur la réunification de Chypre. *Contre* : l'Union ne peut ouvrir des négociations d'adhésion avec un pays dont les troupes occupent toujours une partie du territoire européen (le nord de Chypre).

► **Institutions.** *Pour* : la vocation européenne de la Turquie a été affirmée par les Européens dès 1963 et le statut de candidat lui a été accordé en 1999. *Contre* : ces engagements n'ont jamais fait l'objet d'un accord en bonne et due forme et il est temps de refuser l'engrenage.

► **Argument tactique.** *Pour* : l'ouverture de négociations n'est pas synonyme d'adhésion et il sera toujours possible d'interrompre le processus à tout moment, en proposant une autre forme de coopération, par exemple un partenariat privilégié. *Contre* : l'histoire de l'Europe montre que toutes les négociations d'adhésion se sont soldées par une entrée des candidats dans l'Union.

► **Europe.** *Pour* : l'UE sortira renforcée d'un élargissement à un grand pays comme la Turquie. *Contre* : l'Union se diluera dans des élargissements sans fin, mettant ainsi un terme, comme le veulent les eurosceptiques et les Américains, à toute possibilité de jouer un jour un rôle dans les affaires internationales.

Daniel Vernet

L'ANNONCE d'un débat sans vote à l'Assemblée nationale, jeudi 14 octobre, sur l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE) n'a pas suffi à apaiser les tensions au sein de la majorité. La preuve en a été donnée mardi 12 octobre, dès l'ouverture de la conférence des présidents à l'Assemblée nationale.

Hervé Morin, président du groupe UDF, ne se satisfait toujours pas d'un débat « *en catimini* ». Depuis une semaine, le parti centriste réclame l'application de l'article 88-4 de la Constitution autorisant le gouvernement à transmettre au Parlement « *tout document émanant d'une institution européenne* » pour le soumettre au vote. « *Tu commences à me casser les...*, le coupe sèchement le président de l'Assemblée, Jean-Louis Debré. *Je connais la Constitution aussi bien que toi.* » Le président du groupe PS, Jean-Marc Ayrault, pas mécontent d'éviter une nouvelle division dans ses rangs, s'en prend à son tour aux « *fantasmes* » de l'UDF. Fureur de M. Morin, qui dénonce la « *Sainte-Alliance* » de l'UMP et du PS.

Après une réunion du bureau qui a déjà donné lieu à de vifs échanges, Jean-Pierre Raffarin se présente, avec trois quarts d'heure de retard, vers 12 h 45, devant les députés de l'UMP. Pour rassurer son auditoire, il rappelle que l'UMP, lors de son conseil national du 9 mai, s'est prononcée contre

l'adhésion de la Turquie. Mais le premier ministre prend soin de justifier son opposition à un vote au Parlement « *pour des raisons juridiques et politiques* ».

François Baroin, secrétaire général délégué de l'UMP, appuyé par Philippe Briand (Indre-et-Loire), et par Jean Bardet (Val-d'Oise), met en garde le groupe : « *Il ne faut pas contraindre le président de la République par un vote qui lui donnerait un mandat impératif. C'est contraire aux institutions de la V^e République.* » M. Raffarin ajoute que le Parlement n'a qu'un rôle de ratification de la politique étrangère. MM. Baroin et Briand insistent : l'UMP ne doit pas donner l'impression de s'aligner sur l'UDF.

L'OFFENSIVE DE L'UDF

« *On ne peut pas dire qu'on est contre l'adhésion et qu'on ouvre les négociations, c'est incompréhensible* », s'élève Nicolas Dupont-Aignan, député de l'Essonne. Le chef de file des souverainistes de l'UMP estime qu'« *un référendum dans quinze ans, quand on ne pourra plus rien décider, sauf à créer une*

crise majeure, est un leurre ». « *Il ne faut pas désespérer les Turcs* », l'interrompt M. Raffarin. Réplique de M. Dupont-Aignan : « *Vous désespérez les Français.* »

Les proches de Nicolas Sarkozy observent en silence cette passe d'armes. Opposés eux aussi à l'entrée de la Turquie dans l'UE, ils craignent

que ce débat ne « *pollue* » celui sur la Constitution européenne, alors que leur chef de file s'apprête à prendre la présidence de l'UMP et à mener la campagne en faveur du « *oui* ».

A 15 heures, lors des questions au gouvernement, l'UDF repasse à l'offensive. Pour la troisième fois en trois séances, elle demande, par la voix de M. Morin, « *solennellement, un vote des députés au nom de*

la démocratie française » sur l'entrée de la Turquie dans l'UE. Dans sa réponse, M. Raffarin fait valoir que « *le fondateur de votre parti, Valéry Giscard d'Estaing, ne s'exprime jamais sans avoir à portée de main la Constitution* ». Alors, il brandit le livre rouge énonçant les fondements de la V^e République, reprochant à M. Morin de l'invoquer « *avec imprécision* ». « *Je demande le calme et la sérénité à tous ceux qui aspirent un jour à diriger notre pays* », conclut M. Raffarin en se tournant vers M. Bayrou.

Peu après, dans la salle des Quatre-Colonnes, les opposants à toute négociation donnent de la voix. Dominique Paillé, député (UMP) des Deux-Sèvres – un des initiateurs de l'appel au président de la République contre l'adhésion de la Turquie signé par plus de cinquante députés de l'UMP et de l'UDF –, estime que « *Chirac se méprend* » en refusant d'accorder aux parlementaires la possibilité de se prononcer par un vote. Pour Philippe de Villiers, député (non inscrit) de la Vendée, le débat prévu jeudi s'apparente à de la « *mousse médiatique* » : « *La seule manière de dire "non", c'est d'utiliser la voie du référendum, celui qui aura lieu l'année prochaine* », sur la Constitution européenne.

Alain Madelin, député (UMP) d'Ille-et-Vilaine, ne se satisfait pas des

explications du premier ministre : « *Je suis de ceux qui condamnent un débat à la sauvette, alors que l'UMP est contre, l'UDF est contre, les Français sont contre.* » « *C'est un déni de démocratie* », ajoute l'ancien candidat à l'élection présidentielle, qui s'interroge sur l'identité de l'orateur qui exprimera la position du groupe, jeudi, à l'Assemblée : « *Est-*

ce que ce sera quelqu'un qui représente l'UMP ou va-t-on faire le choix, en désignant le président du groupe, d'une cote mal taillée ? »

Judi après-midi, après la déclaration du premier ministre, le président du groupe, Bernard Accoyer, sera le principal orateur pour

l'UMP, qui disposera de 65 minutes de temps de parole. Le groupe devait s'accorder, mercredi matin, sur les autres intervenants. L'occasion de nouvelles tensions.

Pascal Ceaux
et Patrick Roger

Unanimes, les socialistes fixent des conditions à l'élargissement

LES APPARENCES ont été préservées. A l'issue de son bureau national consacré en grande partie, mardi 12 octobre, à la question turque, le PS a adopté un texte à l'unanimité. Ce document incite à la poursuite des discussions avec Ankara mais fixe toute une série de préalables à l'adhésion de ce pays. L'Union européenne devra elle-même remplir, selon les socialistes, des conditions avant de procéder à tout nouvel élargissement.

Ce passage a été ajouté sous l'impulsion du courant minoritaire Nouveau Parti socialiste (NPS).

Préparé par l'ancien ministre des affaires européennes, Pierre Moscovici, le texte indique que les « conditions de l'adhésion de la Turquie ne sont pas réunies aujourd'hui ». « S'il fallait se décider maintenant, c'est "non" », explique François Hollande, premier secrétaire du PS. Toutefois, les discussions devront être poursuivies sans pré-

juger de l'issue. Le PS laisse ouverte, « jusqu'à la fin », la porte à l'adhésion de la Turquie, ou à « un partenariat privilégié ».

Ce dernier scénario est privilégié par Laurent Fabius, numéro deux du PS et hostile à l'intégration de la Turquie. « Il n'est pas forcément inutile de proposer un autre statut », admet M. Hollande. L'important, pour le dirigeant socialiste, est d'avoir pu faire inscrire la poursuite de discussions que Lionel Jospin avait déjà approuvées en 1999. « Fabius n'a pas mis de veto », se réjouit Malek Boutih, qui rapportait les débats. « Nous sommes restés sur une ligne, nous n'avons pas renié notre position, le reste est littérature », affirme M. Moscovici.

Parmi la série de conditions réclamées par le PS figurent la reconnaissance du génocide arménien et, à la demande du député européen Bernard Poignant le règlement du problème chypriote. A ce stade, Vincent Peillon, cofondateur de NPS, a obtenu que le par-

ti fixe également des conditions à l'Union européenne : pas d'élargissement sans réforme de son fonctionnement, augmentation de son budget et mise en œuvre de dispositions favorables à l'harmonisation sociale et fiscale. « Soit tout ce qui manque dans le projet de Constitution européenne que François et ses amis s'apprentent à voter », ironise M. Peillon. Lors de la discussion collective, personne n'a fait référence à cet autre débat, mais tout le monde y a, bien sûr, pensé. M. Fabius n'est quasiment pas intervenu préférant, selon son ami Claude Bartolone, « laisser parler les autres et montrer qu'il n'est pas isolé ».

Les socialistes ont donc, un moment, retrouvé l'unité. Dans son introduction, M. Hollande avait insisté sur cette nécessité face à une « droite déchirée ». Pour cette raison, il a aussi accepté que le groupe socialiste revendique un débat avec vote à l'Assemblée.

Isabelle Mandraud

En Europe, plusieurs partis conservateurs se mobilisent contre l'adhésion de la Turquie

CONDUIT par la Grande-Bretagne et l'Irlande, le camp des supporters sans état d'âme de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (UE) compte la plupart des nouveaux pays adhérents d'Europe centrale et orientale, à l'exception de la Hongrie, pour des raisons historiques liées à l'ancienne présence ottomane. La perspective d'ouverture de négociations ne provoque pas de grands débats en Suède, en Finlande, et en Italie. Partout ailleurs, l'affaire suscite des controverses. C'est en France et en Autriche que les partisans du « non » sont les plus ancrés dans les rangs même du pouvoir. Mais la société est tout aussi divisée en Allemagne ou au Danemark.

► **Allemagne.** Rivaux pour le contrôle de l'opposition, les deux chefs de la démocratie chrétienne allemande, Angela Merkel (CDU), et le Bavarois Edmund Stoiber (CSU) viennent de tomber d'accord pour envisager une campagne de signatures pour barrer la route de Bruxelles à la Turquie. Le projet provoque de vives réactions dans toutes les familles politiques, y compris à la CDU, dont plusieurs responsables ont dénoncé le populisme de cette initiative.

Contrairement à la France, où la question turque divise la droite comme la gauche, elle provoque outre-Rhin une opposition gauche droite très marquée. En réponse à la position du chancelier Schröder, la CDU milite pour

offrir à Ankara un « partenariat privilégié ». Les sondages sont indécis. Le dernier, publié par l'hebdomadaire Focus cette semaine, donne 54 % de « non » et 40 % de pour.

L'idée de la campagne de signatures a été lancée par le député Michael Glos, leader de la CSU au Bundestag. L'adhésion de la Turquie à l'UE est « une question cru-

signer la « pétition contre les Turcs ». Grâce à quoi, Roland Koch avait remplacé à la tête du gouvernement de Francfort son adversaire social-démocrate.

Cette fois, le projet soulève nettement moins d'enthousiasme dans les milieux conservateurs. Les cercles patronaux, favorables comme le gouvernement à l'ouverture de négociations avec la Tur-

une telle action dans son Land.

► **Benelux.** la question divise aussi les Pays-Bas, suscitant des tensions au sein des deux principaux partis de droite au pouvoir, chrétiens-démocrates et libéraux. Aux Pays-Bas comme en Belgique, où les communautés turques sont importantes, les extrémistes de droite et populistes agitent le chiffon rouge. Avec retard, les partis politiques belges ont commencé à subir l'influence du débat français.

► **Pologne.** Si les partis chrétiens ultras ne font pas mystère de leur hostilité à la Turquie musulmane, les partis de gouvernement militent tous pour l'ouverture des négociations, ce qu'a confirmé le président Kwasniewski. La Pologne entend ainsi se laisser le jeu ouvert pour plaider la cause de l'adhésion de l'Ukraine, pour laquelle les dirigeants polonais ne perdent pas une occasion de militer.

► **Chypre.** Favorable sur le fond, comme la Grèce, à l'adhésion turque (les deux pays en attendent une résolution de leurs conflits avec Ankara), Chypre, entrée dans l'Union européenne en mai, veut des garanties. Le gouvernement chypriote grec, le seul reconnu internationalement, menace d'opposer son veto en décembre si la Turquie continue de reconnaître deux Etats chypriotes.

Henri de Bresson
et Georges Marion (à Berlin)

Le plaidoyer du vice-premier ministre turc

Le vice-premier ministre turc, Abdullah Gül, invité de l'émission « France-Europe-Express », mardi 12 octobre, sur France 3, a demandé que « les Européens tiennent leurs promesses » sur l'ouverture des négociations pour l'entrée de son pays dans l'Union européenne. « La Turquie a fait des réformes très profondes. (...) C'est la première fois, dans un pays musulman, qu'on a une démocratie aux normes européennes », a-t-il plaidé. « Avec elle, l'Europe sera beaucoup plus forte », a-t-il insisté en s'adressant à François Bayrou, président de l'UDF, seul invité de l'émission hostile à l'intégration de la Turquie. M. Gül qui a rappelé que la Turquie « est membre fondateur du Conseil de l'Europe » et qu'« Istarbul est la plus grande ville en Europe », a quitté le plateau avant le débat sur la question kurde et le génocide des Arméniens.

cial pour le pays », a précisé le député, exigeant de l'opposition qu'elle clame clairement son refus. En 1999, déjà, lors des élections pour le renouvellement du Landtag de Hesse, Roland Koch, alors tête de liste de la CDU, avait lancé une campagne de signatures analogue contre la double nationalité que voulait mettre en place le gouvernement Schröder.

Rapidement, l'affaire était devenue le thème central de la campagne électorale. Des milliers de Hessois s'étaient présentés pour

quie, ne cachent pas leur consternation, tout comme plusieurs dirigeants de la CDU. Porte-parole du groupe parlementaire CDU-CSU pour les affaires internationales, Friebert Pflüger a expliqué qu'il « déconseillait vivement » aux siens de se lancer dans une telle aventure. Le chrétien-démocrate Harry Peter Carstensen, qui espère, en février 2005, enlever aux sociaux-démocrates le gouvernement régional du Schleswig-Holstein, a estimé qu'il ne fallait pas compter sur lui pour organiser

A Tokyo, Bagdad demande un rôle plus actif dans la reconstruction de l'Irak

► **Tokyo.** La 4^e conférence des pays donateurs s'ouvre aujourd'hui dans la capitale japonaise. L'événement, qui rassemble pour deux jours les délégations de cinquante-cinq États et organisations, accueille, pour la première fois, le gouvernement irakien provisoire. Bagdad souhaite jouer « un rôle plus actif » dans la reconstruction du pays, a plaidé le ministre irakien du Plan, Mahdi Al-Hafez.

L'Irak voudrait remplacer les experts étrangers participant à la reconstruction par des Irakiens, de manière à réduire le coût des dépenses allouées à la sécurité. La délégation irakienne a invité par ailleurs les créanciers de Bagdad à tirer un trait sur sa dette extérieure de 125 milliards de dollars.

► **Fallouja.** L'armée américaine a mené un raid meurtrier mardi 12 octobre sur un restaurant présenté comme un repaire du groupe de l'islamiste Abou Moussab Al-Zarkaoui. « Les terroristes planifiaient fréquemment des opérations à partir de cet endroit qu'ils contrôlent depuis plus d'un an », affirme un communiqué de la Force multinationale. Selon l'hôpital de Fallouja, le raid a fait quatre tués et six blessés parmi les employés du restaurant Al-Haj

Hussein, l'établissement le plus populaire de Fallouja, à 50 km à l'ouest de Bagdad. Le restaurant a été complètement détruit et les commerces voisins ont subi des dégâts, selon un correspondant de l'AFP. L'aviation américaine a ensuite lancé un deuxième raid sur le nord-est de la ville, visant un autre repaire présumé du réseau Zarkaoui, sans faire de victime, selon l'hôpital local.

En soirée, un bref accrochage a opposé marines et rebelles à l'entrée orientale de la ville et un avion américain a largué une bombe de 250 kg sur une position rebelle, selon un porte-parole militaire. Pendant les bombardements américains, une délégation de notables de la ville mène des tractations avec le gouvernement d'Iyad Allaoui pour tenter de trouver une solution pacifique.

► **Bagdad.** Le désarmement des miliciens chiïtes de Sadr City a, selon des observateurs, pris de l'ampleur au deuxième jour de l'opération qui doit prendre fin vendredi avec le début du mois de ramadan. « Des dizaines et des dizaines d'armes lourdes et moyennes ont été rendues, et je peux dire, sans risque de me tromper, que leur nombre excède le millier », a déclaré à l'AFP un officier de la garde

nationale dans un commissariat du quartier.

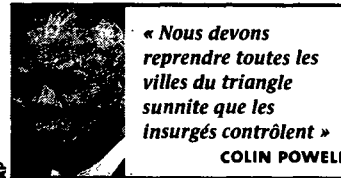
Un commandant américain, le colonel Abe Abrams, a toutefois mis en garde contre le risque de voir cette accord violé par des éléments contestataires du courant Sadr. « Il est exact que certains éléments rendent leurs armes. Nous espérons qu'avec le temps tous le feront », a commenté le secrétaire

nous ne puissions pas y parvenir d'ici à la fin janvier », a-t-il dit.

Trois soldats américains ont été tués mardi soir dans l'explosion d'un engin piégé au passage de leur convoi dans l'est de Bagdad, a indiqué mercredi l'armée américaine. A l'ouest de la capitale, à Ramadi, les forces de sécurité irakiennes et l'armée américaine ont perquisitionné sept mosquées à la recherche de rebelles et arrêté quatre personnes, dont le plus haut dignitaire sunnite de la province d'Anbar, le cheikh Abdelalim Al-Saadi, et son fils.

Un officier de la police irakienne a été tué mercredi matin dans une localité proche de Baaqouba, au nord-est de Bagdad. La victime a été atteinte de plusieurs balles, selon des sources hospitalières. Baaqouba et sa région sont le théâtre d'attaques répétées contre les forces de police et les soldats américains. Le 4 octobre, un général de police a été abattu dans une embuscade.

► **Berlin.** Peter Struck, ministre allemand de la défense, a laissé entendre dans un entretien publié mercredi par le *Financial Times* que Berlin pourrait envisager de revenir sur son opposition à tout déploiement des troupes en Irak en cas d'évolution de la situation. - (AFP, Reuters.)



« Nous devons reprendre toutes les villes du triangle sunnite que les insurgés contrôlent »
COLIN POWELL

américain à la défense, Donald Rumsfeld, lors d'un déplacement en Roumanie.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a déclaré que les forces américaines et les nouvelles forces irakiennes avaient enregistré plusieurs succès pour reprendre le contrôle de villes comme Samarra, Nadjaf ou Koufa. « Nous devons reprendre toutes les villes du triangle sunnite que les insurgés contrôlent ou tentent de contrôler pour créer les conditions pour des élections générales, libres et ouvertes. Il n'y a pas de raison que

Allawi threatens an assault on Falluja

From news reports

BAGHDAD: Prime Minister Ayad Allawi threatened Wednesday that a military assault would be mounted against Falluja if the rebel bastion did not surrender Iraq's most wanted man, the terrorist Abu Musab al-Zarqawi.

Emboldened by recent U.S.-Iraq military operations against rebel areas and the continuing disarmament of Shiite militiamen in Baghdad, the interim prime minister said it was time for Falluja to return to government control before elections in January.

"We have asked Falluja residents to turn over Zarqawi and his group," Allawi told Iraq's 100-member interim Parliament. "If they don't do it, we are ready for major operations in Falluja."

The government is hoping that weeks of talks with a delegation of elders and leaders from the western town will avert a showdown.

As Allawi spoke, Zarqawi's Tawhid and Jihad group posted a video on the Internet showing the purported beheading of two members of Iraq's new intelligence service whom it had kidnapped.

The authenticity of the recording could not be independently verified.

The two men said in the video that they had been captured on Sept. 28 in Baghdad's Haifa Street, a militant stronghold, while trying to remove the body of a slain female colleague, Nadia Abdulwahhab Matlak.

They admitted to working for Iraqi intelligence and warned other Iraqis to abandon working for the security forces.

Last month, Tawhid and Jihad said it had killed Matlak and abducted three of her colleagues during clashes with the Iraqi National Guard in Haifa Street.

The group, which allegedly has links to Osama bin Laden's Al Qaeda network, is accused of some of the deadliest car bombings in addition to a series of kidnappings and beheadings in Iraq.

Zarqawi has topped a U.S. most-wanted list since Saddam Hussein's capture in December but has proved elusive despite a huge reward and constant airstrikes.

The Jordanian-born Zarqawi is accused of masterminding the Iraqi insur-

gency. He has a \$25 million U.S. bounty on his head, the same amount that Saddam had.

Zarqawi, 37, whose real name is Fadel Nazzal al-Khalayleh, is a veteran of the Afghan war against Soviet occupation, a U.S.-backed conflict in the 1980s that drew many idealists from around the Muslim world.

His group in Iraq murdered the British hostage Kenneth Bigley last week and two of Bigley's U.S. colleagues last month, releasing videos to prove their grisly deeds.

Tawhid and Jihad has almost never released a hostage and is responsible for many of the more than 20 killings recorded since April 2004, with two Bulgarian truck drivers, two Turks and a South Korean also among its victims.

A high-ranking U.S. military officer has said that Zarqawi commands 500 to 1,000 men, swelled in recent months by Iraqi fundamentalists.

In new violence Wednesday, two U.S. soldiers were killed and five wounded in a suicide car bomb attack against their convoy in the northern city of Mosul. Three U.S. soldiers died in a bomb attack late Tuesday and a fourth in a blast in Baghdad early Wednesday, the military said.

The deaths raised the number of U.S. troops killed in Iraq to 1,075.

Fresh clashes between armed rebels and U.S. soldiers left six Iraqis dead and 33 wounded in Ramadi, hospital sources said.

The fighting followed a sweep Tuesday by U.S. marines and Iraqi forces into at least seven mosques in Ramadi, sparking firefights in which two Iraqis were killed.

In Baghdad, Mahdi Army militiamen lined up outside police stations to sell

weapons to the police on the third day of a five-day period for the Shiite fundamentalist movement to disarm in the Sadr City slum.

Allawi said the government would honor its promise to grant amnesty to some of the movement's members and

release a number of them from prison if the militia kept its end of the deal to lay down weapons and participate in the political process. (AFP, AP)

Le Monde 15 OCTOBRE 2004

Le premier ministre irakien exige que Fallouja lui livre le terroriste Abou Moussab Al-Zarkaoui

En cas contraire, Iyad Allaoui a menacé, mercredi, la ville d'« une opération d'envergure »

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Il est au cœur des discussions sur Fallouja, quartier général des moudjahidins sunnites. Il est au cœur des craintes d'attentats en cette veille de ramadan. Il est au cœur des affaires de kidnappings et de décapitations, chaque jour plus nombreux. Invisible, Fadel Nazzal Al-Khalayleh, plus connu sous son nom de guerre d'Al-Zarkaoui, l'islamiste jordanien qui commande le mouvement Tawhid wal Jihad (Unification et guerre sainte), l'ex-combattant d'Al-Qaida qui volerait désormais de ses propres ailes, est partout et nulle part. Il hante l'Irak.

Le premier ministre, Iyad Allaoui, a encore évoqué Abou Moussab Al-Zarkaoui, mercredi 13 octobre, devant le Conseil national, l'Assemblée intérimaire irakienne, réclamant que les moudjahidins de Fallouja livrent le djihadiste et ses compagnons à la justice. A l'heure où des négociations ont lieu entre son gouvernement et des dignitaires de Fallouja pour tenter d'éviter une offensive américano-irakienne qui semble de jour en jour de plus en plus inévitable, M. Allaoui a adressé un ultimatum à la rébellion sunnite.

« Nous avons demandé à Fallouja de livrer Zarkaoui et son groupe. S'ils ne le font pas, il y aura une opération d'envergure. Nous n'aurons pas de clémence », a déclaré Iyad Allaoui, après avoir réaffirmé que « l'option de la force est celle du dernier ressort pour le gouvernement ». Il a promis aux parlementaires, sans donner



Les ruines du restaurant Al-Haj Hussein, au centre de la ville de Fallouja, après un bombardement de l'aviation américaine, le 12 octobre. Ce raid a fait plusieurs victimes parmi les employés.

avantage de précisions, de leur montrer des documents et des photographies prouvant « les activités terroristes » à Fallouja.

RAIDS AÉRIENS NOCTURNES

Tandis que l'armée américaine poursuit ses raids aériens nocturnes contre Fallouja, déclarant viser « un repaire de Zarkaoui et de ses partisans », les dignitaires de la ville rebelle, mandatés par le conseil des moudjahidins, réaffirment invariablement ne pas connaître Al-Zarkaoui. Certains notent que l'islamiste jordanien ne s'est jamais exprimé à visage découvert, et dénoncent « une opération de Washington compara-

ble à celle sur les armes de destruction massive », « un mensonge ».

« Zarkaoui est un fantôme. Certains prétendent l'avoir déjà rencontré, c'est vrai, mais moi je n'en sais rien. Je ne sais pas s'il est à Fallouja. Zarkaoui, c'est surtout un nom brandi par les services secrets américains et irakiens, affirme le cheikh Tarloub Abdel Karim Al-Alousi, le chef du conseil politique regroupant des chefs de tribu et certains imams, de facto l'aile politique de la guérilla de Fallouja. Les Américains créent un mythe Zarkaoui comme ils ont créé un mythe Saddam Hussein. Peut-être l'ont-ils déjà emprisonné et vont-ils le montrer juste avant l'élection américaine ? »

Tawhid wal Jihad est en tout cas, via Internet, omniprésente. Attentats, kidnappings, exécutions, les communiqués se succèdent. Sa dernière revendication, qui concerne la décapitation de deux hommes présentés comme étant des agents des services de renseignements irakiens, a été publiée mercredi. Une vidéo, selon un rituel devenu traditionnel, montre des hommes masqués tranchant, aux cris de « Allah est le plus grand ! », la tête de leurs victimes avant de la poser sur le dos des cada-

vres. Avant la décapitation, les « officiels » passent aux aveux et exhibent un badge portant la mention « Renseignements irakiens ». L'un affirme avoir été capturé à Bagdad, rue Haïfa, devenue, en septembre, un nouveau bastion de la guérilla sunnite. Puis le bourreau lit la sentence : « Il est honteux que notre nation compte un tel criminel dans ses rangs. Il est nécessaire d'éliminer de tels obstacles pour rendre à la religion son honneur. »

Tawhid wal Jihad a, en revanche, libéré, mercredi, deux Libanais qui travaillaient en Irak pour la société d'import-export Si-Si, après avoir vérifié, selon les ex-otages, que leurs activités concernaient le marché irakien et non la coalition occidentale. Les deux hommes ont affirmé avoir été détenus durant vingt-sept jours à Fallouja. Un autre mouvement djihadiste, l'armée d'Ansar Al-Sunna, a de son côté annoncé, dans un communiqué daté du 11 octobre et découvert mercredi sur Internet, avoir exécuté un interprète kurde irakien de l'armée américaine, membre du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Washington et Bagdad ont promis de reconquérir les villes rebelles d'Irak d'ici la fin de l'année afin de permettre l'organisation des élections en janvier 2005. Les opérations militaires ont débuté le 1^{er} octobre à Samarra, conquise en quelques heures, et s'étendent peu à peu à tout le « triangle sunnite ». L'ultime étape de l'offensive serait, si les négociations échouent, l'attaque de Fallouja, où l'armée américaine avait essuyé, en avril, un échec cuisant.

Rémy Ourdan

La conférence sur l'Irak débutera le 25 novembre

Recevant le président égyptien Hosni Mubarak à Paris, mardi 12 octobre, Jacques Chirac a confirmé que la France participera à la conférence sur l'Irak, prévue à partir du 25 novembre en Egypte, qui doit réunir les pays voisins de l'Irak, les pays du G8, l'ONU, la Ligue arabe et l'Organisation de la conférence islamique. M. Chirac souhaite que la question du calendrier pour un retrait des forces étrangères soit à l'ordre du jour de la conférence et que celle-ci voit la participation « la plus large » des forces irakiennes, y compris celles qui seraient disposées à renoncer à la violence. De son côté, le chancelier Gerhard Schröder a dû préciser que « la position de [son] gouvernement est clairement inchangée, il n'y aura pas de soldats allemands en Irak », après la déclaration de son ministre de la Défense, Peter Struck, qui estimait qu'en ce qui concerne l'avenir de l'Irak rien n'était « irréversible ». - (AFP)

■ Six soldats américains ont tué la mort depuis vingt-quatre heures en Irak. Deux militaires ont été tués et cinq autres blessés, mercredi 13 octobre, lors d'une attaque-suicide contre leur convoi, à Mossoul. Auparavant, quatre autres soldats avaient été victimes d'attaques à la bombe, à Bagdad.

In France, a searching EU debate over Turks

No vote in Assembly, but passion runs high

By Katrin Bennhold

PARIS: French lawmakers clashed Thursday over Turkey's potential membership in the European Union in a closely watched parliamentary debate emblematic of the soul-searching the issue has prompted across the Continent.

From geography to geopolitics, advocates and skeptics argued for three hours over the pros and cons of starting membership talks with the predominantly Muslim country on Europe's southeastern fringe.

But most appeared to agree on one thing: It was largely a symbolic exercise since there was no formal vote at the conclusion of the session in the National Assembly, France's lower house of Parliament.

In his opening comments, Prime Minister Jean-Pierre Raffarin sought to play down the divisions by stressing that Turkish accession would not happen for at least a decade.

"Neither Europe nor Turkey are ready for membership," Raffarin told the National Assembly. "Turkey remains very far from Europe today, politically, economically and socially."

But the prime minister added that a stable and democratic Turkey was in France's interests.

Five months after the EU welcomed 10 new, mostly Eastern European countries in its midst, the question of Turkey's potential accession has split several European countries down the middle. But nowhere has it penetrated the political agenda as profoundly as in France.

With polls showing that three-quarters of the French people are opposed to Turkey's 40-year attempt to join the EU, French public opinion is among the most hostile across the union.

President Jacques Chirac, who is in favor, is finding himself at odds with many legislators from across the political spectrum. Thursday's parliamentary debate, demanded by members of his own center-right party in anticipation of the decision by European leaders on Dec. 17 on whether to allow Turkey to formally begin membership talks, was widely perceived to be a ploy by the president to appease opponents of Turkey's entry without giving them a real say.

According to Michel Rocard, the

former Socialist prime minister, the debate is less about Turkey, than about France itself.

As unemployment remains stuck near the 10 percent mark and politicians are stepping up their rhetoric about companies taking jobs to countries with lower wage costs, the French are deeply concerned about globalization in general and European enlargement in particular, Rocard said.

"What's happening here is a psychodrama — Turkey is more a scapegoat than anything else," said Rocard, a member of the European Parliament and also a member of the Independent Commission on Turkey, a pro-Turkish panel of former European officials and other leaders. "Turkish accession has become a catch-phrase for all the doubts the French have about the European Union these days," he said in an interview.

In a measure of how entangled Turkey has become with the wider European debate, France's opposition Socialist Party agreed on Tuesday to a series of conditions under which it would back Turkish membership. The EU should not enlarge further, the party said, unless it reformed its institutions, boosted its budget and laid the groundwork for fiscal harmonization, a catalogue of France's failed demands during talks on the draft constitution in June.

There is another reason why the French may have greater reservations toward Turkish entry than many other Europeans: France has the largest Muslim population across the EU — five million citizens, mostly of North African origin.

The failure to fully integrate immi-

grants, leaving many stuck in run-down suburban areas with high unemployment and crime, has clouded the issue of Turkish accession, said André Kaspi, a history professor at the Sorbonne.

From the recent debate about banning Muslim head scarves in public schools to concern about terrorist cells in France, many worry that Turkish entry may lead to an influx of radical Islam into the EU, Kaspi said.

Such worry surfaced in sharp exchanges during Thursday's parliamentary debate. François Bayrou, whose Union for French Democracy opposes Turkish membership, said it would weaken the EU's political unity.

A leading Socialist legislator, Jean-Marc Ayrault, countered that skeptics were conducting "politics of fear," instead of realizing that Turkish membership would demonstrate that Islam and democracy were compatible.

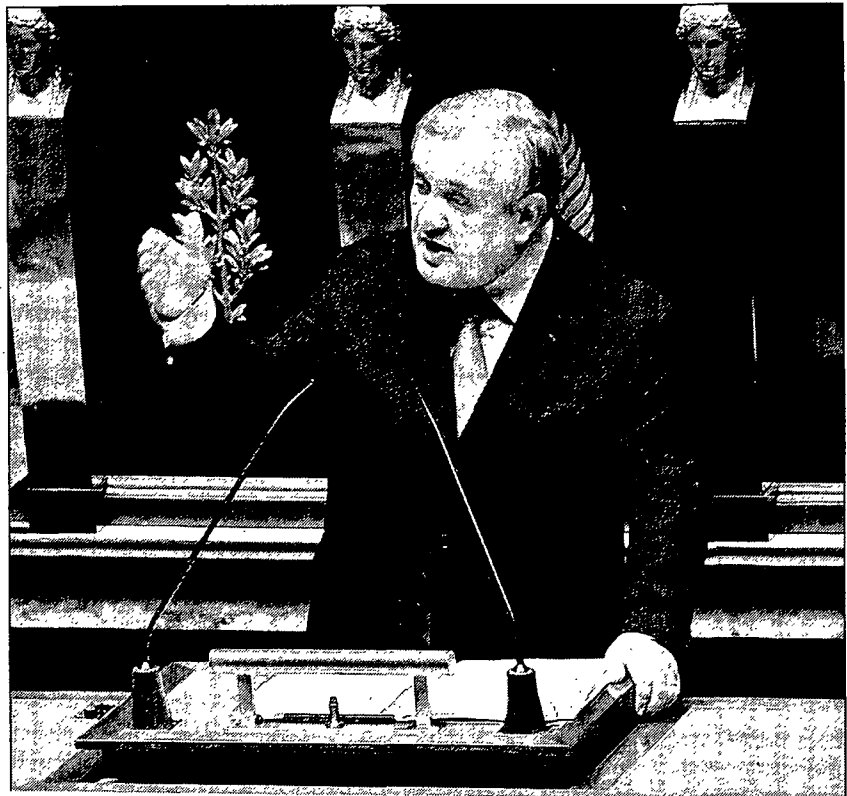
While in Britain, Ireland and Italy as well as Scandinavia and most of Eastern Europe the debate has caused little controversy, in Germany, Austria and the Benelux countries it has also turned into a fierce battle of the minds.

Unlike in France, where both main parties are split over Turkish accession, in Germany it has firmly pitched the governing Social Democrats against the opposition Christian Democrats.

Germany has Europe's largest Turkish population.

"The main challenge in Europe today is to define Europe's identity," Kaspi said. "What is a European? Where does Europe end?"

International Herald Tribune



Prime Minister Jean-Pierre Raffarin told French lawmakers on Thursday that neither the EU nor Turkey was ready for the mostly Muslim nation to join the bloc.

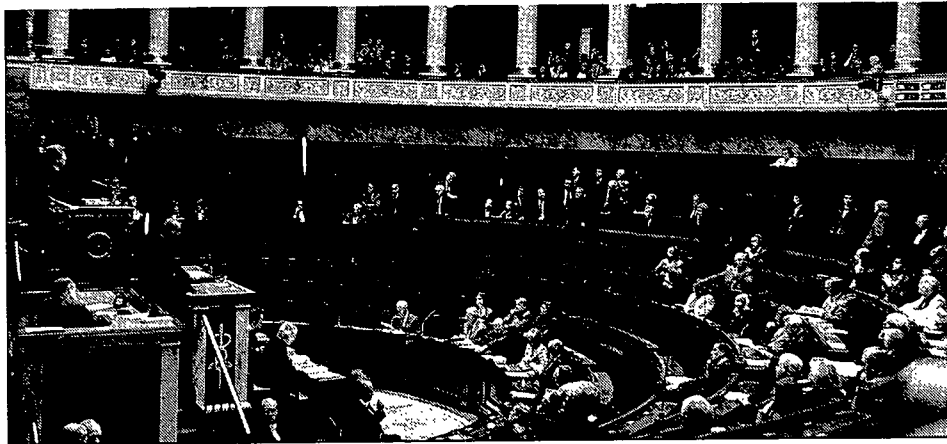
October 15, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune

ASSEMBLÉE *Devant les députés, qui n'étaient pas invités à voter, Jean-Pierre Raffarin a estimé qu'il ne fallait pas exprimer un « non prématuré » à Ankara*

LE FIGARO VENDREDI 15 OCTOBRE 2004

Turquie : le débat ne met pas fin au débat



Le débat s'est déroulé hier à l'Assemblée dans un hémicycle clairsemé.
(Photo M. Archambault/Le Figaro.)

Raffarin : « La volonté de la nation sera respectée »

Voici des extraits du discours prononcé hier par Jean-Pierre Raffarin :

« Ni l'Europe ni la Turquie ne sont prêtes aujourd'hui pour l'adhésion. Ne l'oublions pas, ne faisons pas comme si tel n'était pas le cas. (...) Aujourd'hui, la Turquie est très loin de l'Europe sur les plans politique, économique et social. Ne mentons pas au peuple turc ! Affirmons clairement que son adhésion à l'Union européenne n'est pas possible aujourd'hui, ni demain ni dans les prochaines années. L'Europe vient de s'élargir, elle doit accueillir ses nouveaux membres, réussir leur intégration avant de penser à un autre élargissement. (...) Mais surtout, la priorité pour les Européens, c'est le vote de la Constitution, c'est donc l'approfondissement de l'idée de l'Europe politique.

« Il est de notre devoir de poser honnêtement, sereinement, les termes du débat. La France doit prendre le débat au sérieux, et ne doit donc pas chercher à le clore avant de l'avoir ouvert. (...) L'avenir n'est écrit nulle part. Ne privons pas la France de ces choix d'avenir par un non sans discussion, anticipé, prématuré.

« La question fait légitimement débat. Ce débat n'est pas nouveau puisqu'il a été ouvert il y a quarante-cinq ans, le 31 juillet 1959, quand la Turquie a formulé la première demande aux dirigeants du Marché commun de l'époque. La demande de la Turquie n'est donc pas illégitime. Le débat n'est pas médiocre, il mérite que nous nous écoutions les uns les autres et que nous écoutions aussi nos partenaires européens. L'espoir du peuple turc doit aussi être pris en considération pour que les forces de progrès qui l'animent ne soient pas désespérées par ce qui risquerait d'apparaître comme une incompréhension, voire une exclusion. En tout état de cause, le président de la République s'y est engagé, la volonté de la nation sera respectée puisque le peuple de France aura, par référendum, le dernier mot. »

On le savait, la question turque embarrasse tous les députés, de droite comme de gauche. Le débat sans vote qui s'est déroulé hier à l'Assemblée, dans un hémicycle étonnamment clairsemé, a montré que les réticences à une entrée de la Turquie, à plus ou moins long terme, l'emportent manifestement à l'Assemblée sur tous les bancs.

Sophie Huet

Jean-Pierre Raffarin, qui a ouvert la discussion par un discours très mesuré, a d'emblée souligné que « ni la Turquie ni l'Europe ne sont prêtes pour l'adhésion ». Mais pour autant, « l'avenir n'est pas écrit », a affirmé le premier ministre, mettant en garde contre « un non sans discussion, anticipé, prématuré » sur cette question. S'efforçant de rassurer les Français, qui selon les sondages sont majoritairement hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'Europe, le premier ministre a rappelé qu'« en tout état de cause, la volonté de la nation sera respectée puisque le peuple de France aura, par référendum, le dernier mot ». Le chef du gouvernement a souligné également que le processus d'adhésion serait

long et pourrait s'arrêter « à tout moment ».

Tout en dénonçant « un débat sans préparation », et déplorant que « le président de la République et le gouvernement (soient) condamnés à subir les événements », le président du groupe PS, Jean-Marc Ayrault, a, sur le fond, exprimé quasiment la même position que Jean-Pierre Raffarin. « Les deux options possibles, adhésion ou partenariat privilégié, restent ouvertes jusqu'à la fin des négociations », a-t-il déclaré.

Le président du groupe UMP, Bernard Accoyer, a rappelé que son parti s'était prononcé le 9 mai dernier pour « un partenariat privilégié avec la Turquie, et non pour une adhésion ». Mais il a ajouté qu'une « rupture brutale du dialogue » avec Ankara « ferait le jeu de ceux qui aspirent au choc des civilisations ». Dans les couloirs, Laurent Fabius, le porte-drapeau du non au PS, a lui aussi estimé que « la meilleure formule, c'est le partenariat ».

On retiendra surtout de ce débat les interventions des opposants résolus à l'entrée de la Turquie, au premier rang desquels François Bayrou, que les députés UDF, venus en nombre, ont applaudi debout. « L'adhésion de la Turquie, ce n'est pas un pas vers l'unité de l'Europe, c'est un pas vers sa dispersion », a-t-il assuré. Le président de l'UDF a néanmoins semblé prendre acte de l'ouverture prochaine de négociations d'adhésion en déclarant : « Il peut y avoir deux options au terme de ces négociations : soit l'adhésion, soit un partenariat privilégié ». Il a aussi et surtout multiplié les attaques contre un gouvernement qui a organisé un débat sans vote, donnant l'image d'une « démocratie malade, affaiblie, appauvrie ».

Un vote du Parlement français sur la question turque, c'est aussi ce qu'a proposé le président UMP de la commission des affaires étrangères, Edouard Balladur, mais « une fois ac-

quise la décision du Conseil européen », le 17 décembre. Répondant partiellement à ce souhait, le ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, a promis un « débat durant lequel le gouvernement rendra compte de ce qui s'est précisément passé » après le Conseil européen mais sans évoquer l'hypothèse d'un vote. Puis, réagissant aux propos de l'ambassadeur de Turquie à Paris (nos éditions d'hier), présent

hier dans les tribunes du public, Michel Barnier a estimé que ce dernier avait « tort de considérer qu'il y aurait chez nous une sorte de délire », ajoutant qu'il y avait « simplement le désir de parler, de comprendre, de débattre » et, « pour notre peuple, de décider lui-même de l'avenir et des limites de l'Union européenne ».

Plusieurs députés UMP hostiles à l'ouverture de négociations ont lancé des mises en

garde au premier ministre. « Plus la Turquie sera proche d'entrer dans l'Europe, plus elle sera menacée par un basculement dans l'islam radical », a ainsi lancé Philippe Pomezec. Nicolas Dupont-Aignan, pour sa part, a réclamé l'organisation d'un référendum sur la Turquie avant le sommet européen du 17 décembre.

Adversaire déclaré de la Constitution européenne, le président du groupe PCF, Alain

Bocquet a suggéré que le Conseil européen reporte l'ouverture des négociations avec la Turquie « après que tous les peuples d'Europe se seront prononcés sur le projet de Constitution ». A l'opposé de cette vision, Pierre Lellouche, l'un des très rares élus UMP favorables à l'adhésion de la Turquie, a jugé que « fermer d'emblée la porte à la Turquie » serait « une immense faute politique et stratégique ».

La discussion a permis de constater que, sur la question turque, la classe politique est divisée en quatre « familles »

Du non définitif au oui de principe

LE FIGARO

15 OCTOBRE 2004

CEUX QUI DISENT NON
À LA TURQUIE

■ **François Bayrou** (président de l'UDF) : « L'adhésion de la Turquie, ce n'est pas un pas vers l'unité de l'Europe, c'est un pas vers sa dispersion (...). L'Europe unitaire, libre et forte que nous défendons, une fois constituée, doit bâtir avec les pays de la Méditerranée une communauté plus large, une communauté d'obligations et d'entraide réciproques, une communauté euro-méditerranéenne. »

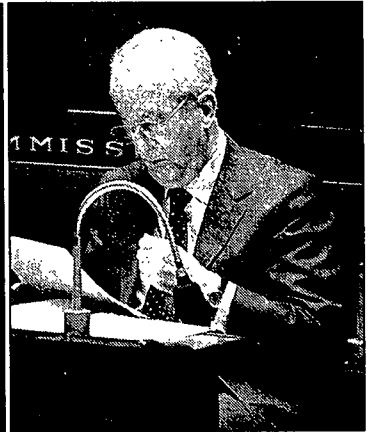
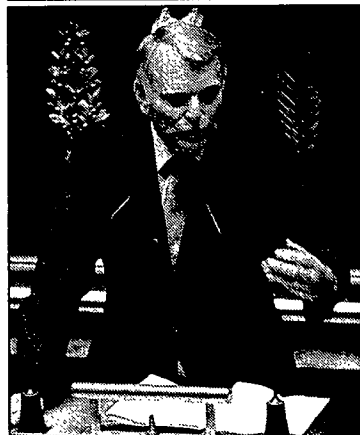
■ **Dominique Paillé** (UMP, Deux-Sèvres) : « Avec la Turquie, l'Europe se réduirait à une simple zone de libre-échange, loin de l'idéal qui anime les fédéralistes auxquels j'appartiens. »

■ **Philippe Pomezec** (UMP, Hauts-de-Seine) : « Aurions-nous fait l'Europe avec une Allemagne qui aurait nié la Shoah ? L'Etat turc continue de nier le génocide de près de 2 millions d'Arméniens. Existe-t-il une hiérarchie dans les génocides ? Le général de Gaulle a rêvé d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, êtes-vous prêts à vivre le cauchemar d'une Europe de l'Atlantique à l'Euphrate ? »

■ **Nicolas Dupont-Aignan** (UMP, Essonne) : « L'entrée d'un pays non européen rendrait impossible le fonctionnement apaisé des institutions déjà affaiblies par l'élargissement », a-t-il déclaré, souhaitant un référendum « avant le 17 décembre ».

CEUX QUI DISENT OUI
À L'OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS
MAIS NON À UNE ADHÉSION

■ **Bernard Accoyer** (président du groupe UMP) : « Les négociations avec la Turquie ne seront nulle-



François Bayrou, Nicolas Dupont-Aignan, Edouard Balladur, Jean-Marc Ayrault, Noël Mamère et Pierre Lellouche. (Photos Le Figaro, REA et AFP.)

ment automatiques ni jouées d'avance. »

■ **Manuel Valls** (PS, Essonne) : « L'adhésion de la Turquie, sans harmonisation fiscale et sociale, sans réelle démocratisation des institutions européennes, dans une Union à 30, ne peut que représenter une dilution du projet européen et préparer des réflexes

de crainte et d'hostilité. Nous devons dire clairement qu'ouverture de négociation ne signifie pas adhésion. »

■ **Edouard Balladur** (UMP, président de la commission des affaires étrangères) : « Je souhaite qu'on envisage pour la Turquie, comme désormais pour tous les pays candidats, afin de ne froisser aucune

susceptibilité, et de ménager la dignité d'un grand peuple, une situation de partenaire privilégié. Pour y parvenir, il faudrait que le Conseil européen du 17 décembre ne ferme aucune voie. » Il a souhaité qu'un futur référendum sur la Turquie « prévoie clairement le choix entre deux solutions » : l'adhésion ou le partenariat privilégié.

CEUX QUI DISENT OUI À L'OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS MAIS NE SE PRONONCENT PAS POUR LA SUITE.

■ Jean-Marc Ayrault (président du groupe PS) : « L'ouverture de négociations avec la Turquie est un droit légitime. Il ne peut y avoir de traitement de défaveur. Mais aujourd'hui la Turquie respecte-t-elle les conditions d'adhésion ? Et l'Union est-elle en mesure de lui assurer une intégration harmonieuse ? A ce stade, la

réponse à ces deux questions est non », a-t-il déclaré, citant trois préalables à une éventuelle adhésion : « Réussir l'élargissement à 25 », renforcer le « cadre institutionnel » de l'Union et augmenter ses ressources financières.

CEUX QUI DISENT OUI

■ Noël Mamère (Verts, Gironde) : « Nous sommes pour, résolument pour, l'intégration de la Turquie à

l'Union européenne, parce que nous ne bornons pas notre horizon aux frontières étroites de la politique française. L'Europe a besoin de la Turquie pour bâtir un modèle de cohésion multiculturelle et pour apporter une réponse décisive à la guerre de civilisation. »

■ Pierre Lellouche (UMP, Paris) : « Il s'agit de démontrer que le fleuve de l'islam peut se fondre dans l'océan de la démocratie et des droits de

l'homme. On ne peut pas tout à la fois faire de l'intégration des musulmans de France et de la laïcité l'une des premières priorités sociétales de notre pays, accuser l'Administration Bush d'aggraver en Irak le conflit des civilisations qui cherchent à imposer au monde Ben Laden et ses terroristes et dans le même temps dire à la Turquie laïque qu'elle n'a pas sa place chez nous. »

N. B. et E. F.

Le Monde

16 OCTOBRE 2004

Les Kurdes, les plus européens des Turcs

LES DOUZE à quinze millions de Kurdes de Turquie ne sont pas les derniers à rêver de l'adhésion turque à l'Union européenne. Leyla Zana, la plus emblématique des prisonniers d'opinion en Turquie et l'égérie de la cause kurde, n'a pas dit autre chose, jeudi 14 octobre, en recevant au Parlement européen à Bruxelles, neuf ans après son attribution, le prix Sakharov des droits de l'homme, qui lui avait été décerné en 1995, alors qu'elle était en prison. Après quatorze années de conflit et de misère - 35 000 morts, 3 000 villages détruits et deux millions de réfugiés -, les Kurdes se prennent à espérer.

« Jusque-là, les Kurdes n'avaient pas d'avenir en Turquie. Aujourd'hui, ils sont en position d'escompter quelque chose », affirme Umit Firat, un éditeur kurde d'Istanbul, qui s'exprimait récemment dans le cadre d'un colloque organisé à Paris par l'Institut kurde sur l'entrée de la Turquie dans l'Union. Depuis peu, l'état d'urgence a été aboli dans les régions kurdes ; l'enseignement de la langue a été autorisé ; quatre ex-députés kurdes, prisonniers d'opinion condamnés à dix ans d'incarcération pour leur militantisme pacifique en faveur de la cause, ont été libérés en juin. Que de chemin parcouru depuis l'époque de la guerre (1984-1999) entre l'armée régulière d'Ankara et les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ! Mais - est-il nécessaire de le rappeler ? - ces avancées sont le fruit des multiples pressions européennes.

C'est sous l'effet de celles-ci que la République d'Atatürk a vu tomber lentement ses bastions répressifs : la peine de mort a été abolie, les cours de sûreté de l'Etat sont en passe de disparaître, l'armée se fait moins visible. « Pour ceux qui vivent dans cette région, les changements sont considérables. Même si bien des choses restent à faire, un point me semble primordial : les gens sur place ne peuvent plus aujourd'hui craindre pour leur vie, comme c'était le cas autrefois », explique Sezgin Tanrikulu, bâtonnier du barreau de Diyarbakir, la grande ville du Kurdistan de Turquie, venu spécialement à Paris pour le colloque.

D'autres font remarquer que les changements votés à l'Assemblée d'Ankara peinent à être mis en application. Ainsi la loi sur l'enseignement de la langue kurde, adoptée en 2002, a buté sur de multiples obstacles administratifs avant d'entrer en vigueur. A ce jour, d'après Salih Akin, auteur d'une étude sur la

réforme linguistique, « 560 personnes se sont inscrites aux cours de kurde dans l'ensemble des centres, à l'exception de celui d'Istanbul, où les inscriptions sont toujours en cours ».

Selon ce jeune chercheur de l'université de Rouen, la loi - qui permet uniquement de suivre les cours en dehors des périodes scolaires, avec une autorisation des parents pour les moins de 18 ans - est restrictive. Pour avoir droit à cet enseignement, il faut être diplômé du primaire. « Or un nombre important de Kurdes n'ont pas eu l'accès à l'éducation en Turquie et sont de ce fait dépourvus de diplômes », note-t-il.

Les tabous ont encore la vie dure. Le seul mot « kurde » garde ainsi un parfum d'interdit. Récemment, l'Institut kurde s'est vu refuser la publication d'une annonce publicitaire pour une rétrospective, à Paris, des films du réalisateur Yilmaz Güney (1937-1984) dans l'édition européenne du quotidien *Hürriyet* parce que le mot « kurde » y figurait. Avocat résolu de la vocation européenne du pays, ce grand quotidien turc de centre droit continue, il est vrai, d'arborer à côté de son logo le slogan « La Turquie appartient aux Turcs » (« *Türkiye türklerindir* »), attribué à Mustafa Kemal.

BRISÉ DE LIBERTÉ

Si la volonté de changement est palpable au sommet, si les choses évoluent, le chemin à parcourir pour la mise en conformité de la Turquie avec les critères européens promet d'être long.

Malgré la brise de liberté qui s'est mise à souffler dans les régions kurdes, la pauvreté y reste atterrante et le droit à l'expression limité. Là, comme ailleurs, on recourt toujours à la torture. Alors qu'une petite fenêtre d'opportunité vient de s'ouvrir - la guerre est terminée, le PKK usé et les Kurdes de Turquie sont plus alléchés par l'idée de rejoindre l'Europe que de suivre leurs frères d'Irak -, l'équipe au pouvoir à Ankara parviendra-t-elle à tourner la page ? A quand l'amorce d'un vrai dialogue politique avec les Kurdes ?

« Sans amnistie, il n'y a pas de solution au problème kurde », affirme l'éditorialiste turc vedette Hasan Cemal. Selon lui, une amnistie en faveur des ex-combattants du PKK « devrait être inscrite à l'agenda du gouvernement turc, y compris pour Abdullah Öcalan », l'ancien chef de la rébellion, qui purge une

peine de prison à vie dans l'îlot d'Imrali. « Trois mille militants du PKK sont actuellement en prison. Mille d'entre eux sont très malades et devraient pouvoir sortir sur décret présidentiel », estime-t-il. Il en est sûr : « C'est uniquement dans le cadre de la démocratie et des instances supranationales de l'Union européenne qu'il sera possible de s'éloigner du nationalisme. »

A l'heure qu'il est pourtant, « le vote kurde n'est pas pris en compte. Ce droit, nous devons l'obtenir sans recourir à la violence », explique le bâtonnier Sezgin. Le système électoral en vigueur, qui requiert des partis une représentation de 10 % à l'échelon national pour pouvoir siéger au Parlement, laisse de côté 45 % des votes. Ainsi, malgré des scores impressionnants - de 30 % à 57 % - dans les régions du Kurdistan de Turquie, le parti pro-kurde Dehap n'a recueilli que 6,2 % des voix à l'échelon national lors des dernières législatives, en novembre 2002, et n'est donc pas représenté dans l'Hémicycle.

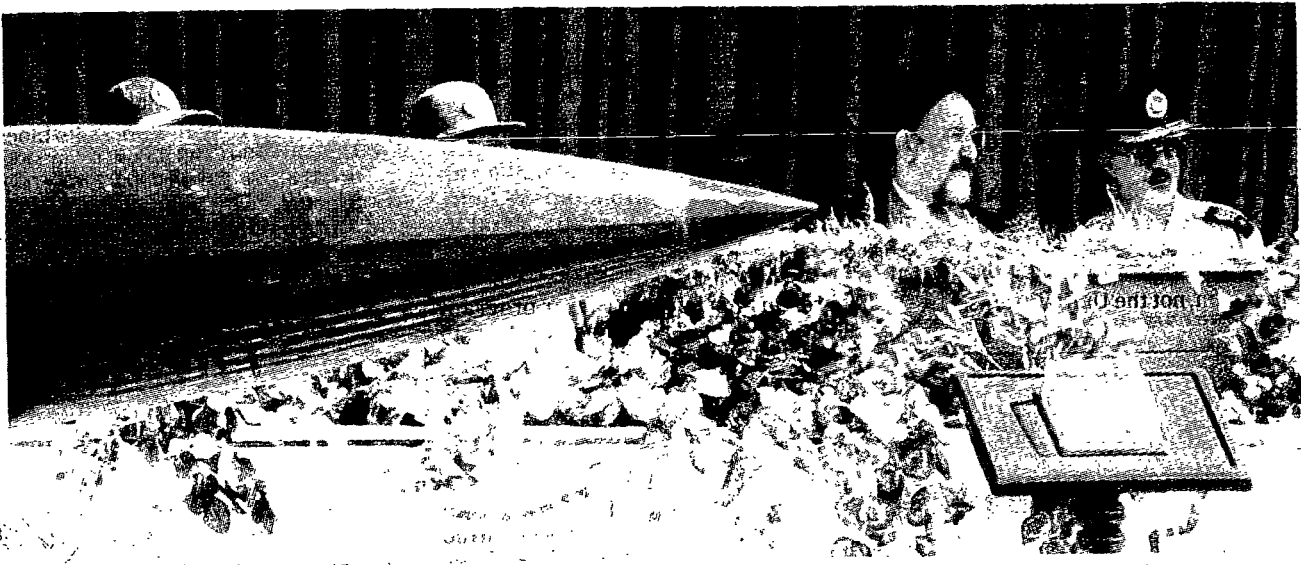
Un autre intervenant, Serafettin Elçi, qui fut ministre sous le gouvernement de Suleyman Demirel, veut voir plus loin. « Il faut donner aux Kurdes le statut politique dont ils ont besoin. D'ailleurs, les Kurdes ne souhaitent pas diviser l'Etat. Il ne sera pas difficile d'élaborer des solutions conformes aux valeurs d'égalité et de justice. Dans le cadre du plan Annan pour la réunification de Chypre, soutenu par l'UE, une formule a été trouvée pour les Chypriotes-Turcs. Pourquoi la même chose ne serait pas possible avec les Kurdes ? », interroge cet homme qui fit deux ans de prison pour avoir affirmé qu'il était kurde à la fin des années 1970.

Après tout, l'Europe tant désirée n'est-elle pas aussi celle des régions ? L'éventualité d'une solution fédérale à la question kurde ne pourrait que rapprocher Ankara du Vieux Continent, le quel, familier des revendications séparatistes, comporte tout de même en son sein quelques exemples réussis de dévolution. Une chose est sûre, l'octroi de larges libertés à des populations revendiquant un certain degré d'autonomie, comme cela a été fait en Espagne, en Grande-Bretagne, en Belgique ou en Italie, n'a pas conduit à la décomposition de ces Etats. Le temps n'est-il pas venu d'épousseter le dogme kémaliste, et notamment celui de l'unité nationale ?

Marie Jégo

OCTOBER 16, 2004

The New York Times



Abedin Taherkenareh/EPA

President Mohammad Khatami of Iran, second from right, attended a military parade in Teheran in 2002.

In Iraq's Defeat, Israel Faces a New Nightmare

By STEVEN ERLANGER

JERUSALEM — One of the major winners of America's war on terrorism has been nuclear-bound, terrorism-supporting Iran, and it is giving the Israelis nightmares.

Israelis have been targets of terrorists since long before American cities were struck three years ago — a fact driven home by bombings that killed dozens of vacationing Israelis at three resorts in Egypt early this month. But the nightmares about Iran are of another dimension.

Iran is seen by Israelis as the most obvious and urgent threat today to Israel's very existence.

The overthrow of the Taliban in Afghanistan eliminated one of Iran's main fundamentalist rivals to its east, while the overthrow of Saddam Hussein to its west eliminated Iran's main military rival in the Persian Gulf.

So the Israelis who plan for this country's security confront a paradox: While they are relieved that the American invasion of Iraq removed a sworn enemy, they are increasingly nervous about the opportunities that the same invasion has opened for another. And they see the Middle East moving from conventional military rivalries to far more dangerous nuclear rivalries.

That is why Israeli officials have been threatening for months to take "the necessary steps," as Defense Minister Shaul Mofaz puts it, to prevent Iran from developing nuclear weapons.

Behind that threat is a hope that the rest of the world can persuade Iran, with threats and diplomacy, to drop the parts of its nuclear program that could be used for armaments. But Israeli officials say they have not had great success so far in encouraging a preoccupied Washington,

a conflicted Russia and a divided Europe to do much about Iran except talk anxiously about it.

Iran's program — which its leaders maintain is for peaceful purposes — is far more sophisticated and widespread than the single Iraqi nuclear reactor Israel bombed in 1981, and Israeli officials make clear that they do not want to act alone against Iran.

Iran, however, has increasing leverage in the region. According to the Israeli military, it has strong influence over the radical Palestinian group Hamas and over the Lebanese Shiite group Hezbollah, which has been organizing most of the attacks against Israelis from the

A nuclear-armed Iran would raise anxiety in the Middle East.

Palestinian West Bank. Iran is gaining influence with the Shia factions jousting for power in southern Iraq. Most important, perhaps, Iran has increasingly sophisticated Shahab missiles that could hit the outskirts of Tel Aviv.

Iran's leaders do not acknowledge nuclear ambitions, but they are building reactors and there is logic for them wanting a bomb: their neighbors India and Pakistan have nuclear arms, Israel is presumed to have them, and American troops are on their borders.

"If Iran develops nuclear weapons, there will be a new Middle East," said Gerald M. Steinberg of Bar-Ilan University. "It would lead to a lot more brinkmanship and tension, with higher stakes for Israel's survival and pressure on

other countries, like Egypt, Saudi Arabia and Syria, to develop nuclear weapons of their own."

Amatzia Baram, a scholar of Iraq, thinks Israel and the region are safer for now with Mr. Hussein gone. But the euphoria Israelis felt following his quick defeat has dissipated, Mr. Baram says, and has been replaced by anxiety over the possibility of American failure in Iraq.

In the short run, Israel has gained enormously from the ouster of Mr. Hussein, said Michael B. Oren, a historian and senior fellow at Jerusalem's Shalem Center.

But in the long run, the situation in Iraq "is very uncertain, hazardous and possibly catastrophic," he said. Even an American success in democratizing Iraq "will almost definitely entail majority Shia rule, linked to a rapidly nuclearizing Iran, causing upheaval and increased expectations among Shias throughout the Gulf." He imagines a Shiite belt from the Persian Gulf through southern Lebanon, organized against America and Israel. "That's scary, because the raison d'être of the Iranian regime is to export holy war," he said. Also, Mr. Oren said, "there's a genuine fear here that if America withdraws precipitously from Iraq, the initial message, that the West will stand up to terror, is not only lost, but supplanted by: 'You shoot at Americans and Westerners long enough and they'll retreat, so don't stop shooting.'"

Mr. Baram also makes the point that Iran's regime is less secure internally and more unpredictable than the Soviet regime that the United States faced in the cold war. "In Iran, I can imagine some commander, acting out of ideology, like some Dr. Strangelove, shooting off a nuclear bomb against Israel," he said.

Kurdish activist freed by Turkey addresses EU Parliament

From news reports

BRUSSELS: Almost 10 years after she won a prestigious human rights award, the freed Kurdish activist Leyla Zana made her acceptance speech at the European Parliament on Thursday and called for dialogue between cultures and greater rights for Turkey's minority Kurds.

"Violence has outlived its time," Zana told the European Union assembly. "The language and method of solution of our age is dialogue, compromise and peace. It is not 'die and kill,' but 'live and let live.'"

The Parliament awarded Zana its Sakharov Prize in 1995 for her peaceful work to advance human rights for the Kurdish minority in Turkey.

The one-time Turkish legislator had been sentenced a year earlier to 15 years in prison for alleged connections to Kurdish rebels.

Her husband accepted the award on her behalf when it was presented by Klaus Hunch, then president of the European Parliament, in 1995 when Zana was in jail. She was released last June, as Turkey pressed its bid to join the European Union.

The European Commission said last week that it believed Ankara had met all EU requirements to start membership negotiations. EU leaders will make the final decision at a summit meeting on Dec. 17.

Zana addressed the European Parliament in Turkish and Kurdish, a language once forbidden in the Turkish broadcasting media and educational system. Its use is still heavily regulated.

"My aim is to yet again underline the brotherhood of people's languages and cultures," she said, adding that "the Kurds are determined for a peaceful solution within the territorial integrity of Turkey."

She urged Ankara to remove all restrictions on the Kurdish language and to create a proper name for the Kurds' struggle for additional rights. For years, Turkish governments had denied the existence of Kurds in Turkey.

"Everything that is not given a name and not defined is without identity," Zana said.

"Every living thing on earth has a name. It is only the Kurds who do not have a name," she told the 732-member assembly, which gave her a standing ovation after her 30-minute speech.

Zana praised the Turkish government for pushing through "revolutionary changes" in its bid to win a date to launch EU accession negotiations.

"It's evident that the process engaged with the EU" has played a role that "contributed to the changes," she said, while adding: "The government must be a lot more resolute."

The release in June of Zana and three other former Kurdish legislators, who were also in Brussels for her speech, came as a surprise in one of the most closely watched cases involved in Turkey's application for EU membership.

The four Kurds were seen as prisoners of conscience by the EU, and the European Parliament in particular had made them a cause célèbre.

Zana sparked outrage in Turkey when she spoke in Kurdish to take her parliamentary oath in 1991. She and the



Leyla Zana at a news conference on Thursday after accepting a human rights award from the European Parliament.

three other lawmakers were later barred from the assembly, then jailed in 1994 for alleged ties to Kurdish rebels fighting Turkish forces.

Although a court freed her and the three others in June, under pressure from EU officials who said she had not received a fair trial, an appeals court is reviewing their case.

Turkey's 12 million Kurds — one-sixth of the country's population — have long had an uneasy relationship with the Turkish state, which had cracked down on Kurdish expressions of culture, fearful of separatist tendencies. (AP, AFP, Reuters)

Une journaliste d'une télévision kurde et un juge assassinés

► **Bagdad.** Outre le double attentat dans la « zone verte », l'armée américaine a annoncé, jeudi 14 octobre, la mort de l'un de ses soldats, dans l'explosion d'une mine à Bagdad, et le décès d'un autre militaire, tué par balles. Par ailleurs, une journaliste, Dina Hassan, travaillant pour une chaîne de télévision kurde, et un juge ont été tués par des hommes armés jeudi, a fait savoir le ministre de l'intérieur.

► **Bakouba.** Dans le « triangle sunnite », deux officiers irakiens ont été tués par balles, a rapporté l'un de leurs collègues.

► **Otages.** Le groupe Ansar Al-Sunna a diffusé sur son site Internet une vidéo montrant la décapitation d'un otage turc présenté comme un chauffeur de camion travaillant pour les Américains. Près de Samarra, deux Turcs et deux chauffeurs irakiens ont été pris en otages

dans deux embuscades distinctes. Un otage jordanien, Haythem Taleb, a été libéré et est parvenu à Amman où sa famille a déclaré à Al-Jazira qu'une rançon de 50 000 dollars avait été versée à ses ravisseurs.

► **Mossoul.** Un civil a été tué et six membres de la Garde nationale ont été blessés par l'explosion d'une bombe. Une voiture a en outre explosé au passage d'un convoi américain.

► **Kirkouk.** La police a annoncé la découverte du corps décapité d'un homme qui aurait travaillé pour les forces américaines.

► **Accusations contre l'Iran.** Le chef des services de renseignement irakien, Mohammed Chahouani, a accusé l'Iran d'orchestrer une campagne d'assassinats de ses agents avec la complicité d'une organisation chiite locale. Dans un entretien avec l'AFP, M. Chahouani

affirme que des membres de l'ambassade irakienne sont impliqués dans « une campagne d'assassinats » d'agents de son service qui a déjà coûté la vie à dix d'entre eux depuis la mi-septembre. Le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRI) a nié ces accusations.

► **Elections.** Prévue le 31 janvier 2005, la date des premières élections législatives en Irak pourrait « être modifiée afin de garantir le caractère équitable et national du scrutin », a déclaré le président irakien, Ghazi Al-Yaouar, au journal arabophone *Asharq Al-Awsat*. De son côté, l'ancien ambassadeur irakien à Washington, Rend Rahim, a déclaré à Washington que, techniquement, rien n'était prêt pour assurer une consultation électorale en Irak. - (AFP, Reuters.)

INTERNATIONAL
Herald Tribune
October 15, 2004

16 OCTOBRE 2004
Le Monde

**Figés dans leur désir
de ne rien perdre de leur culture,
les 400 000 Turcs de France
ne se sont pas tous adaptés
au mode de vie moderne.
Pourtant ils souhaitent l'adhésion
de leur pays d'origine à l'UE**



Ci-dessus : Hatice Sahin devant le Parlement européen de Strasbourg le 13 octobre 2004.
Ci-contre : Güler Yilmaz devant chez elle, à Bischwiller, le 13 octobre 2003.

PLUS TURCS QUE TURCS

M

UHARREM KOÇ est partagé. Ce travailleur social de 36 ans, dont vingt et un passés en France, s'il se réjouit de sa toute récente naturalisation française,

s'inquiète tout autant de la teneur du débat sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. « J'ai franchi le pas le 21 avril 2002, quand j'ai appris que Le Pen était au second tour. J'ai alors décidé de demander ma naturalisation, car j'ai compris à quel point j'étais intégré à la société française et que je devais me battre en son sein pour défendre certaines valeurs », raconte-t-il avant d'expliquer pourquoi les discussions sur la Turquie et sur l'Europe lui font peur. « Que l'extrême droite tiennne un discours nationaliste, quoi de plus normal, mais quand ce sont des personnes que l'on assimile au courant républicain et démocrate, il y a de quoi s'alarmer ! »

Dino Guzine est une des « mémoires » de la communauté turque de Paris puisqu'elle y a rejoint son mari dès 1954. Il est alors peintre, et le couple rencontre « beaucoup de gens intéressants », comme Picasso, Aragon, Elsa Triolet, Soupault ou Tzara. « Les Français, dit cette femme, ne connaissent rien de la Turquie, sinon quelques clichés, comme s'ils en étaient restés à Molière et au grand Mamamouchi. »

Rencontrée aussi à Strasbourg, Hatice Sahin, 34 ans, tient un discours similaire. « La position des Français nous fait beaucoup de peine. Nous ne comprenons pas cette méconnaissance qu'ils ont de la Turquie, un pays tourné vers l'Europe depuis des siècles. » Hatice, qui a fait notamment des études de turcologie, ne veut pas baisser les bras. « A nous maintenant de lutter contre les stéréotypes. »

Ce ne sera pas facile, tant cette communauté est méconnue. Tout commence à la fin des années 1960. Dix ans après l'Allemagne, la France fait appel à de la main-d'œuvre turque. Celle-ci s'installe prioritaire-



ment en Ile-de-France, Rhône-Alpes et Alsace-Lorraine, qui va devenir la région française accueillant, en proportion, le plus de travailleurs turcs. Ceux-ci, débarquant après souvent trois jours et trois nuits de train, ne connaissent aucun mot de français. Ils se retrouvent dans des foyers Sonacotra avec une seule ambition : gagner « beaucoup » d'argent et rentrer le plus vite possible au pays. « C'était simple, explique un sociologue, la question de l'intégration ne se posait ni d'un côté ni de l'autre. »

En 1974, la crise économique oblige les pays européens à restreindre, voire à stopper l'immigration. En même temps, la France autorise le regroupement familial. Les travailleurs turcs, maintenant près de 100 000, font alors venir leurs femmes et leurs enfants. « Mes parents, même s'ils évoquaient toujours leur prochain retour au pays, se rendaient bien compte que ce retour était de plus en plus aléatoire. Alors, ils ont tout fait pour éviter ce qui pouvait ressembler de près ou de loin à une assimilation, qui leur ferait perdre leur identité turque. Nous devons rester de parfaits petits Turcs », se souvient Sejt. Le principal moyen d'éviter ce

danger d'intégration reste le mariage « arrangé », qui, aujourd'hui encore, constitue une grande partie des mariages dans la communauté turque de France. Les familles, souvent sans le consentement des principaux intéressés, font venir de Turquie la fille ou le garçon qui épousera leur enfant en âge de convoler.

De nombreuses femmes originaires de la campagne, arrivant sans aucune connaissance de la langue et du mode de vie dans l'Hexagone, sont radicalement exclues de la société française. « Elles endossent alors, nécessité oblige ou faute de mieux, le rôle de "garante" des valeurs traditionnelles, villageoises, assurant ainsi la "protection" de leurs enfants, notamment celle de leurs filles, contre toutes nouvelles valeurs transmises par la société d'accueil », écrivait la psychologue Pinar Hüküm (*Hommes et migrations*, mars-avril 1998) :

« A la maison, où l'on ne parle que turc, où l'on mange des aliments arrivés directement du pays, où les meubles ont aussi été achetés à un importateur, où l'on invite rarement ses copains d'école, où l'on va bientôt, grâce aux paraboles, regarder exclusivement la télévi-

sion turque, les enfants sont ainsi les victimes d'une sorte de détricotage de l'intégration apprise à l'école », explique Gaye Petek-Salom, directrice de l'association Elele (Main dans la main), qui œuvre pour favoriser l'adaptation des Turcs, et notamment des femmes, à la société française.

A ces émigrants « économiques » vont ensuite s'ajouter des réfugiés politiques, notamment des Kurdes. Monolithique vue de l'extérieur, la communauté turque devient de plus en plus hétérogène. On se regroupe par région, voire par village d'origine. Mais aussi par affinités politiques. La fracture entre laïques et religieux, entre Turcs et Kurdes, se double de divergences au sein même de la communauté musulmane, partagée entre une multitude de groupes, des Alevites, qui défendent une religion ouverte, peu pratiquante, aux extrémistes orthodoxes des Nahchibandi ou des Süleymanci.

Deux mouvements se font principalement concurrence : le Ditib, qui symbolise un islam modéré et officiel, et le Milli Görüs, né en Europe dans les années 1980,

qui représente un islam politisé. Très conservateur et rigoriste au départ, il a tempéré son discours et est devenu une véritable puissance économique, notamment en Alsace. Il est ainsi propriétaire de la mosquée d'Eyyüp Sultan, la plus vaste de France, installée depuis 1996 à Strasbourg sur 10 000 m². L'imam, Mehmet Cevik, formé en Turquie, vit en France depuis plus de dix ans mais ne parle pas un mot de français. Le secrétaire général de la mosquée, Cengiz Dogan, est, lui, un parfait bilingue. Citant, au hasard de la conversation, les faveurs accordées à la France par un traité signé entre Soliman le Magnifique et François I^{er}, il insiste : « Nous méritons de faire partie de l'Union européenne, nous sommes une démocratie, nous avons accepté et digéré la laïcité, et, après tout, chez nous les femmes ont eu le droit de vote avant les Françaises. »

Même si certaines passerelles existent, les Turcs ont très peu de rapports avec les autres musulmans. « Il faut le reconnaître : nous professons un certain mépris pour les

Maghrébins, et nous ne voulons en aucun cas leur être assimilés », explique un jeune étudiant turc. Mépris aussi non dissimulé pour certains autres pays « européens » de leur zone. Tous racontent ainsi s'être fait racketter au moins une fois en traversant l'ex-Yougoslavie, la Bulgarie ou la Grèce. Et tous posent la question : « Et vous trouvez ces pays plus aptes à entrer en Europe que nous ? »

Grâce à son esprit industriel, mais aussi à son grand sens de la solidarité, la communauté a mieux réussi que beaucoup d'autres son intégration économique. Après la première génération, qui a travaillé dans les grandes industries, la seconde crée maintenant des petites entreprises de construction, de restauration ou de confection à domicile. Autosuffisante, vivant sur ses principes, la communauté turque a aussi tendance à s'autoréguler. « Il y a moins de délinquance chez nous, assure un commerçant, car les parents, ou la famille proche, ou le voisinage, s'occupent encore des enfants et ne les laissent pas traîner dans les rues. » Une prise en charge qui tourne parfois au drame. Comme à Colmar, en 1993, lorsqu'un père avait tué sa jeune fille sous prétexte qu'elle fréquentait un Français. Plusieurs autres pères de famille turcs avaient publiquement défendu leur compatriote. « C'était une question d'honneur. »

Au fil des années, la communauté, dans sa volonté acharnée de ne rien perdre de sa culture d'origine, a tellement figé son mode de vie qu'elle se trouve en retard par rapport à l'évolution de la Turquie profonde, a fortiori de celle des villes. D'autant que l'islamisme radical, un mouvement venu d'Europe, tend à avoir plus d'influence sur les Turcs vivant en France que sur ceux restés en Turquie. « On voit de nombreuses jeunes filles originaires de la campagne qui ne comprennent pas ce qui leur arrive en débarquant à Paris. Chez elles, elles portaient le jean, et pas nécessairement le foulard, et voilà qu'on les oblige à se voiler et qu'on leur interdit de sortir ! », raconte Gaye Petek-Salom.

Hatice Sahin apporte la preuve de cet étrange paradoxe. « C'est vrai que mes parents, par souci de ne pas perdre leur identité, vivent d'une manière plus traditionnelle.

Mais les choses évoluent. Notamment grâce à la télévision turque, que mes parents regardent, et qui présente maintenant des programmes intéressants, des débats. Mes parents se rendent ainsi compte des changements qui interviennent en Turquie. »

Beaucoup de jeunes nés et vivant en France refusent ce détour par la mère patrie. Certains se sont tout simplement fondus dans la société française. « Je suis d'abord moi », explique Meral Umac, qui se dit, elle aussi, « sidérée » par le fossé existant entre les filles vivant en Turquie et celles appartenant à la communauté de France.

« Je suis français, et tout mon travail consiste à faire cohabiter dans mon pays des gens de cultures différentes », explique Saban Kiper, 25 ans, porte-parole à Strasbourg d'un mouvement de jeunes. Originaire d'un milieu traditionaliste, lui-même très croyant et pratiquant, il a pris sa carte du Parti socialiste, même s'il se prononce contre la loi sur le foulard à l'école et que sa femme soit voilée. « Il faut que les jeunes de l'immigration, d'où qu'ils viennent, comprennent que c'est là notre pays. »

Architecte à Paris, Muhammet Ali Soylu, 29 ans, parle avec autant de tendresse que de sévérité des Turcs de la capitale. Tendres-

se : « Récemment, un jeune homme de la communauté s'est tué à moto. Nous étions plus de cent à l'hôpital puis autour de la famille pour l'aider à faire son deuil. C'est beau, cette solidarité ! » Sévérité : « On sent une certaine jalousie, une certaine distance, notamment par rapport aux jeunes qui ont fait des études ou qui vivent différemment, ceux qui ont fait des mariages mixtes ou qui s'habillent de manière plus moderne. » L'Europe ? « Cela me touche plus qu'autre chose que la Turquie ait fait des efforts considérables, et pas faciles quand on pense à l'abolition de la peine de mort ou au statut des Kurdes, et savoir qu'on ne rentrera peut-être jamais, c'est dur ! Des pays comme la Pologne n'ont pas fait tant d'efforts et ont été acceptés. »

La communauté turque de France semble donc souhaiter unanimement l'entrée du pays en Europe. Güler Yılmaz est une des rares exceptions. « Je suis contre. La Turquie aujourd'hui se débrouille pas mal. L'entrée en Europe risque d'entraîner une flambée des prix, davantage de misère, l'introduction de quotas et de restrictions », dit cette jolie femme blonde qui avait 3 ans en 1969, lorsqu'elle est arrivée en France. Son père ayant été victime d'un accident du travail en 1971, sa mère dut se débrouiller seule avec ses trois enfants. Aujourd'hui, bien qu'elle n'aime pas le mot, Güler est un modèle d'intégration. Il suffit d'entendre ses deux grands garçons pour s'en persuader.

Kadir, 16 ans, et Kubilay, 12 ans, jouent au ballon dans le jardin de leur coquette villa. Dans un français aussi correct que celui de leur mère, le cadet explique qu'il rêve d'être pilote de chasse ou dentiste, et l'aîné qu'il souhaite devenir électronicien. Mais, pas en France..., en Turquie.

Avec son mari, agent de production, Güler a en effet l'intention bien ancrée de repartir. « Là-bas, les gens sont plus évolués. Ils ont l'ambition de réussir. C'est aussi mieux pour l'éducation des enfants, qui respectent leurs maîtres et sont fiers d'apprendre », dit-elle d'une voix chantante, où ne perce aucune récrimination. « Les Turcs de France, poursuit-elle, ont aussi perdu la convivialité et la chaleur qui existent au pays. »

« De nombreuses jeunes filles ne comprennent pas ce qui leur arrive en débarquant à Paris. Chez elles, elles portaient le jean, et voilà qu'on les oblige à se voiler ! »

GAYE PETEK-SALOM

José-Alain Fralon

Les pays donateurs annoncent peu d'efforts nouveaux pour l'Irak

Confirmés à Tokyo, les engagements pris à Madrid en 1993 tardent à se matérialiser

TOKYO

de notre correspondant

Tous les pays donateurs réunis à Tokyo, mercredi 13 et jeudi 14 octobre, pour la troisième conférence sur l'assistance à l'Irak, sont tombés d'accord sur la nécessité de renouveler leurs engagements en vue de la reconstruction et de la normalisation de la situation politique de ce pays, mais peu ont offert de nouvelles contributions. Les violences insurrectionnelles et les enlèvements n'encouragent guère les initiatives, alors que les aides déjà promises tardent à se matérialiser. « La sécurité reste le plus grand défi à surmonter », a résumé, à l'issue de la

conférence, Akio Shirota, ambassadeur japonais chargé de la reconstruction en Irak, qui en assurait la présidence. La délégation irakienne, dirigée par le vice-premier ministre Barham Saleh, a pour sa part déclaré que son gouvernement était « fermement engagé » à procéder, comme prévu, en janvier 2005, à des élections.

A l'ouverture de cette réunion à huis clos des cinquante-cinq Etats et institutions internationales engagés en Irak - la première depuis l'entrée en fonctions du gouvernement provisoire -, M. Barham Saleh a exhorté la communauté internationale à « ne pas laisser tomber le peu-

ple irakien ». Il a demandé l'annulation de la dette internationale de son pays (120 millions de dollars) et un plus grand engagement de la part des Nations unies. L'attentisme des pays donateurs et des institutions internationales, qui tardent à déboursier les aides destinées à la mise en chantier des projets de reconstruction, est exploité par les forces hostiles à la présence d'armées étrangères en Irak, a poursuivi M. Barham Saleh : « Il est important, a-t-il souligné, que le peuple irakien voie que la communauté internationale est sérieuse quand elle dit qu'elle entend nous aider à surmonter l'héritage du passé » en tenant

ses promesses.

A la conférence de Madrid, en octobre 2003, la communauté internationale s'était engagée à apporter à l'Irak une aide de 33 milliards de dollars sur quatre ans. Quelques centaines de millions ont été déboursés. Le fonds de 1 milliard de dollars réuni par les Nations unies et la Banque mondiale reste pour l'instant pratiquement bloqué (seulement 22 millions ont été versés), et l'un des sujets de discussion, à Tokyo, a porté sur les moyens d'opérer ces transferts. Les Etats-Unis ont appelé les pays donateurs à participer activement à la reconstruction alors qu'eux-mêmes

concentrent leurs efforts sur la sécurité. Le secrétaire d'Etat américain adjoint, Richard Armitage, a explicitement demandé aux autres pays donateurs de « remplir ce vide financier ».

PROFIL BAS

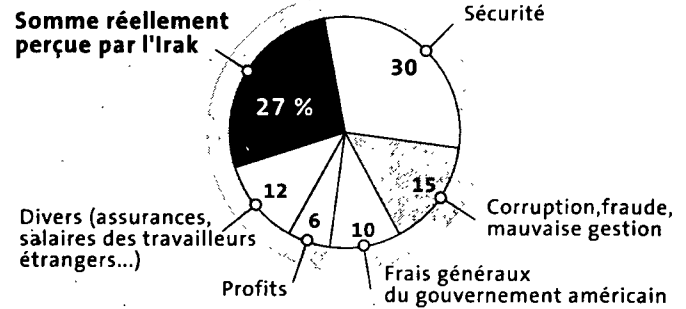
La réunion n'a guère été marquée par des engagements nouveaux. Pays hôte, le Japon a annoncé une assistance de 40 millions de dollars pour l'organisation des élections (cette somme sera prélevée sur les 490 millions déjà promis par Tokyo pour le Fonds international de reconstruction de l'Irak). L'Irak, pour sa part, offre 10 millions de dollars et le Danemark 3,6 millions. L'Union européenne, qui conserve un profil bas, a annoncé qu'une aide nouvelle de 200 millions d'euros sera inscrite au projet de budget 2005. En 2003 et 2004, l'UE a versé 300 millions d'euros au Fonds de reconstruction de l'Irak, qui restent pour l'instant bloqués dans les canaux financiers onusiens. L'Alle-

magne, la France et la Russie, opposées à la guerre en Irak mais présentes à la réunion de Tokyo, « étudient activement des possibilités de contributions », a déclaré Akio Shirota. Tokyo regrette qu'aucune annonce concrète n'ait été faite de la part de ces pays mais estime que leur présence à un bon niveau constitue un progrès. La France est d'accord pour alléger la dette irakienne, et son assistance passe par l'intermédiaire de l'Union européenne. Au moment où s'ouvrait la réunion, le premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, qui soutient sans réserve l'intervention en Irak et a envoyé 600 soldats dans le sud du pays, a été vivement pris à partie au Parlement par l'opposition. « Vous devez admettre votre erreur et présenter vos excuses aux peuples japonais et irakien », a martelé Katsuya Okada, président du Parti démocrate.

Philippe Pons

L'AIDE AMÉRICAINE À BAGDAD

Utilisation des 18,4 milliards de dollars octroyés par le Congrès en octobre 2003 pour la reconstruction de l'Irak, en %



Source : New York Times, General Accounting Office, Coalition Provisional Authority Inspector-General, National Public Radio, Center for Investigative Reporting, Los Angeles Times, International Herald Tribune, Washington Post, BBC, San Francisco Chronicle, Washington Times.

U.S. bombs Falluja and arrests its negotiator

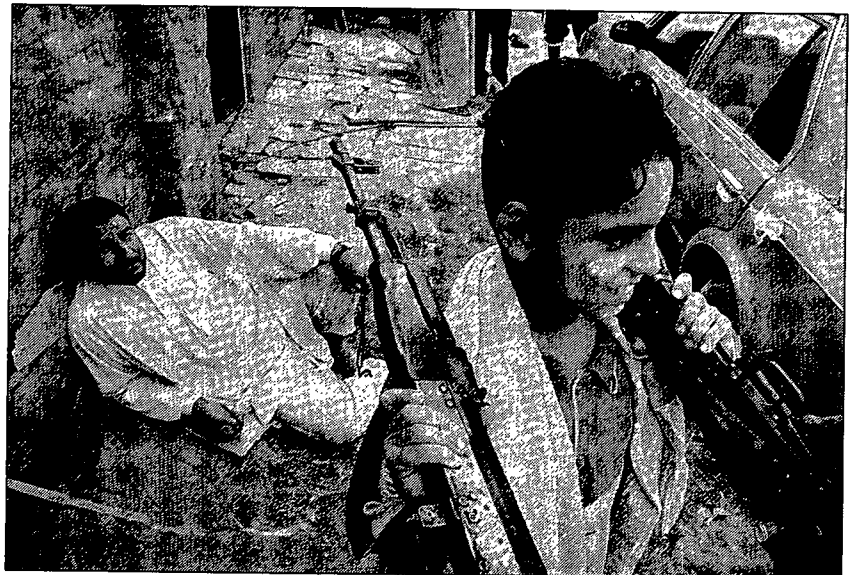
City rejects demand to turn over Zarqawi; blast kills 10 in capital

From news reports

BAGHDAD: U.S. warplanes pounded the insurgent stronghold of Falluja on Friday, and witnesses said that American troops had arrested the city's top negotiator a day after the city's leaders suspended peace talks and rejected the Iraqi government's demands to turn over the terrorist leader Abu Musab al-Zarqawi.

The Falluja police, who do not answer to the U.S.-backed interim government, said U.S. marines detained the negotiator, Khaled al-Jumaili, a Sunni Muslim cleric, and also the city's police chief and two other police officers while they were moving their families to a nearby resort town to protect them from American air raids.

A U.S. military spokesman could neither confirm nor deny the arrest of Jumaili, who had been leading a Falluja delegation in peace talks with the government that broke down this week.



Ashley Gilbertson for The New York Times

A boy joined militiamen loyal to Moktada al-Sadr turning in weapons at a stadium in Sadr City in northern Baghdad on Friday, the final day of an official handover.

Prime Minister Ayad Allawi threatened on Wednesday to attack Falluja unless its people handed over militants loyal to Zarqawi, who is said to be holed up there. Zarqawi has a \$25 million U.S. bounty on his head, and Washington on Friday ordered a freeze on assets of his group, a day after Britain did so.

In Baghdad, a car bomb went off near a police station in a southwestern district destroying two police vehicles. The U.S. military said 10 people were killed in the blast and four others wounded, though initial reports from the Interior Ministry and the hospitals put the figure at one dead and 11 wounded.

Elsewhere in the city, a weapons handover program, part of an agreement between the radical Shiite cleric Moktada al-Sadr and the Iraqi govern-

ment, continued on Friday.

The interim government extended the program for two more days, until Sunday, after a U.S. military commander said that what had been handed in so far was only the tip of the iceberg. The handover is seen as a first step to restoring security and stability to Sadr City, an area controlled by Mahdi Army militants loyal to Sadr that has seen repeated bouts of violence over the past six months.

A U.S. military commander in Sadr City warned that the process must be conditioned on militants handing over all their weapons and not just the scrap.

"We have not seen the good stuff," Colonel Abe Abrams said. "We still haven't broken the mark on rocket launchers; we should be seeing thousands.

"We haven't seen thousands of artillery shells. We know there are thousands. We haven't seen 120-millimeter mortar tubes."

Abrams said he had been cautiously optimistic when the program began but had sensed by midweek that it might be failing. "Today I am neutral," he said.

As fighting continued in Falluja, a statement by the city's clerics called for civil disobedience across Iraq if the Americans tried to overrun the insurgent bastion. The statement, which was read at sermons in mosques in Baghdad and elsewhere, warned that if the offensive was not halted the clerics would proclaim a jihad, or holy war, against multinational forces and "those collaborating with them."

The clerics insisted that Zarqawi was not in the city, as U.S. and Iraqi commanders had asserted, and that the suggestion was "a lie, just like the weapons of mass destruction lie."

Zarqawi "has become the pretext for flattening civilians houses and killing innocent civilians," the statement said.

Falluja, west of Baghdad, is considered the toughest stronghold of insurgents.

Jets and artillery hammered Falluja through the night and into early Friday in an apparent effort to quash terrorists suspected of planning attacks timed to coincide with the Muslim holy month of Ramadan, which began Friday.

Three people were killed and seven others wounded during the night, ac-

ording to Dr. Rafia Hiyad of the Falluja General Hospital.

By sundown Friday, witnesses reported a series of new airstrikes in the southern and eastern part of the city. One resident, Salah Abd. said Falluja has been sealed off by American troops, who prevented residents from leaving the area.

But U.S. officials indicated that the bombing was not a prelude to a major offensive into Falluja that officials had said they might launch sometime this autumn.

In Washington, a senior military official, speaking on condition of anonymity, said the strikes were against specific targets, similar to airstrikes that have gone on for months against suspected militant hideouts.

Iraqi leaders have been in negotiations to restore to the government control of Falluja, which fell under the domination of clerics and their armed mujahedeen followers after the end of the three-week siege by American marines in April.

Throughout the Friday evening, a low rumble of explosions in Baghdad could be heard, but it was unclear what caused them.

Elsewhere, several mortar rounds believed fired from Syria exploded Friday near the border town of Husaybah, said Lieutenant Colonel Chris Woodbridge of the Marines. There were no casualties.

Marines say mortar attacks from Syrian territory have increased in recent weeks, though it's unclear who is launching them.

Zarqawi's Tawhid and Jihad group has claimed responsibility for twin bombings on Thursday inside Baghdad's heavily guarded Green Zone — home to U.S. officials and the Iraqi leadership — which killed six people, including three American civilians, and wounded 27 others, mostly Iraqis. A fourth American was missing and presumed dead.

Two Iraqis were killed, at least one of them a suicide bomber. The identity of the other was not known. The group's claim, which could not be verified, was posted on a Web site known for its Islamic contents.

The bold, unprecedented attack, which witnesses and a senior Iraqi official said was carried out by suicide bombers, dramatized the militants' ability to penetrate the heart of the U.S.-Iraqi leadership even as authorities step up military operations to suppress Sunni Muslim insurgents in other parts of the country. (AP, Reuters, AFP)

Le Monde 19 OCTOBRE 2004

Kemal Dervis, ancien ministre, député d'Istanbul, au « Grand jury RTL-«Le Monde»-LCI »

« Si le Conseil européen revient sur sa parole, ce sera très grave »

Les inquiétudes provoquées en France par la perspective des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne vous font-elles craindre que Jacques Chirac revienne sur ses engagements ?

C'est normal qu'il y ait débat. Et je pense que le président Jacques Chirac, jusqu'à aujourd'hui, s'en est tenu à sa parole. Mais il faut que les gens tiennent parole ; c'est la base de toute confiance.

N'êtes-vous pas déçu par les critiques exprimées en France à l'égard de la Turquie ?

Les citoyens veulent comprendre ce qui se passe et ils ont raison. Il faut leur donner des éléments et un peu de temps.

Beaucoup de responsables français suggèrent qu'un partenariat privilégié serait préférable à une adhésion en bonne et due forme. Qu'en pensez-vous ?

Le statut privilégié proposé par certains n'est pas un objectif de négociation qu'on puisse accepter. Car personne n'arrive à définir ce privilège : si c'est de ne pas voter au Parlement européen et de n'avoir pas de voix au Conseil européen, ce n'est pas un privilège, c'est une sorte de deuxième classe.

La Commission européenne elle-même, dans son rapport favorable à l'ouverture des négociations, envisage que celles-ci puissent être suspendues...

Ça ne me choque pas. Négocier ne veut pas nécessairement dire aboutir. Je n'aimerais pas que cela arrive, mais la Turquie aussi pourrait dire « On arrête » ; le droit est des deux côtés.

Que se passerait-il si le Conseil européen du 17 décembre ne fixait pas de date pour l'ouverture des négociations ?

Si le Conseil européen revient sur sa parole, solennelle et unanime, ce sera très grave. Il y a deux ans, il a décidé que les négociations commenceraient « sans délai » en cas de feu vert de la Commission. Il faut donc qu'elles démarrent le plus

tôt possible, dans trois mois, dans six mois après la décision du Conseil. Nous nous y attendons. Si l'Europe revient là-dessus, il y aura un gros problème et une réaction très forte en Turquie, très émotive.

La Commission estime qu'il faudra confirmer la solidité des réformes démocratiques engagées en Turquie. Ce processus de réforme vous semble-t-il irréversible ?

Ce n'est pas seulement le gouvernement, mais la nation turque tout entière qui est engagée dans le projet européen et le projet de démocratie approfondie. Ces réformes sont absolument sincères. Mais c'est vrai que les habitudes ne peuvent changer du jour au lendemain. Certaines lois ont été appliquées pendant des décennies. Il faut que les juges, la police, tout le monde intériorise cette nouvelle donne. Dans les années 1970, il y a eu un gouvernement de colonels en Grèce, c'était encore le fascis-

me en Espagne et au Portugal, la dictature en Europe de l'Est. Il y a eu beaucoup de progrès dans toute cette périphérie européenne. Le message démocratique de l'Europe est très puissant.

Un des points d'achoppement entre l'Europe et la Turquie est celui de la reconnaissance du génocide arménien, en 1915-1917. Contestez-vous qu'il y ait eu génocide ?

J'aimerais saisir cette occasion pour exprimer une douleur profonde pour les massacres d'Arméniens qui ont eu lieu pendant la première guerre mondiale. Il faut reconnaître ces souffrances et exprimer un très profond regret, sans oublier non plus les massacres de musulmans de l'autre côté. Mais il faut dépasser ces mémoires historiques. Sinon, on ne rend pas service à la paix. Or l'idée forte de l'Europe est justement qu'elle est une puissance de paix.

Propos recueillis par Gérard Courtots, Ruth Elkrief et Pierre-Luc Séguillon

Iraqi politics ■ By Bartle Breese Bull

Keep your eye on Chalabi

BAGHDAD

Moqtada al-Sadr's headquarters in Najaf is in a tiny alley next to the city's famous shrine of the Imam Ali. As the fighting between American forces and his Mahdi Army wound down in August, I went there with two of his men, who showed me a piece of paper bearing two seals: One belonged to their boss, the other to Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the ultimate Shiite religious authority in Iraq. Below the seals were the five promises of Sadr's cease-fire, including his commitment to "participate actively in the political process" and to "work cooperatively" toward Iraq's January elections.

At the time, many observers scoffed at the deal, citing Sadr's previous broken promises and the failure of his men to turn over their arms after the Najaf siege. Yet two recent developments — one covered in the international press, the other unnoticed — show that such skepticism may have been misplaced.

The first is Sadr's stated intention to form a political party; the second is the behind-the-scenes rejuvenation of Ahmad Chalabi, the former exile leader and longtime favorite of the Pentagon who so notoriously split with his American sponsors in May. Sadr's commitment is for real, it represents momentous progress for the democratic project in Iraq and it signals the emergence of a broad and powerful Shiite front — with Chalabi at its center.

The weapons handover in Sadr City, the huge Baghdad slum named after Sadr's father, is just the latest promising sign. Sadr's people told me in confidence after the Najaf uprising about plans to start a political party for the upcoming elections. Now they have gone public with their electoral plans and, in a sign of growing political sophistication, they have chosen the name of the Patriotic Front.

The Mahdi Army insurrections this summer in Najaf and Sadr City had nothing to do with Sadr's thinking that he could achieve military goals against American forces. Rather, he was moving to ensure his future role by seizing political momentum among the Shiite demographic that matters to him: the young urban poor.

Similarly, it is not weariness and attrition that are now making him lay down his weapons. It is easy to buy or make more weapons in Iraq, and the ranks of his followers can be endlessly replenished.

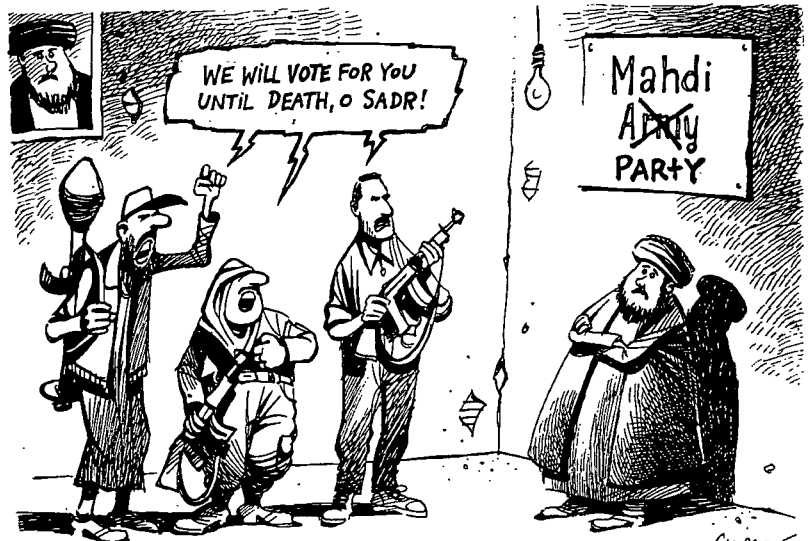
Sadr's new party and the older Shiite groups are likely to form the basis for a unified list of candidates that should capture at least 55 percent of the vote in January — and possibly more if Kurdish and Sunni groups can be brought into the fold. If this front includes all Shiite factions, it will receive Sistani's approval. But if it leaves out any important Shiite components — including Sadr — he will remain silent.

Thus Sadr's new direction, like his efforts in Najaf, is not a military move but a political one.

Meanwhile, Chalabi's resurgence is natural. Most Iraqis do not care if he hoodwinked Washington. He is

an Iraqi, and his loyalties and destiny lie with his own country, not America. What does matter to Iraqis is that if there is one man alive without whom Saddam would still be in power, that man is Chalabi.

President George W. Bush may lose his job over his Iraqi adventure. The Kurds in their mountains may not really care whether the rest of Iraq was liberated or not. The Sunnis may be sorely missing the perks of Baathist rule. But Chalabi's fellow Shiites have bene-



fited greatly from the removal of a regime that persecuted them brutally, and they thank him for it.

And Chalabi, always the savviest Iraqi politician, has continued to make the right moves. He has publicly fallen out with Washington. The interim government under Iraq's prime minister, Ayad Allawi, has ransacked his house. When I last saw Chalabi, he had just survived an ambush laid by Sunni insurgents in which two of his guards were killed.

Saddam Hussein, Washington, Allawi and the Sunnis: Chalabi has the right enemies, at least in the eyes of most Shiites.

Equally important, he has the right friends. A member of a leading family from Baghdad's secular Shiite merchant class (Chalabi means "head merchant"), he is well connected and working harder than ever behind the scenes. The ambush that killed his bodyguards took place as he was returning to Baghdad from a meeting in Najaf with Sistani.

Chalabi told me he has met with Sistani "10 or 12 times" — far more than any other politician can claim. He is also one of the few politicians to have spent time with Sadr. And the rebel leader's deputies have met a dozen times with Chalabi's political organization. Not bad for a man given up as politically dead.

Chalabi has created two groups, the Shiite House and the Shiite Political Council, which bring Iraq's

various Shiite political movements and parties together under a loose umbrella. When we spoke last month, he had just arranged for Ali Smeisim, Sadr's top lieutenant, to visit the Kurdish leadership at Sulaimaniya. Similar delegations have been sent to various Sunni groups.

While Washington may not be pleased to hear that militant Sunnis are talking to Mahdi Army representatives, Chalabi and Sadr may well help get American troops out of the country. After five centuries under Sunni rule, Iraq's Shiite majority will get its elections in January. In the end, Sadr and the occupation have common cause on the issue that matters most: a stable democratic outcome.

This shared goal is the basis for the accommodation that can save the country: The Shiites plus the Kurds plus those Sunnis who are not Baathists or religious extremists make up about 90 percent of the country.

And Chalabi, who in the 1990s held together a coalition of secularists and Islamists, Kurds and Arabs, Sunnis and Shiites, monarchists and socialists, is uniquely suited to arranging an electoral alliance among Iraq's Shiite factions. And as a secular pragmatist, he is the Shiite most likely to understand the need to assure Iraq's minority groups that "democracy" is not simply shorthand for "tyranny of the majority."

OCTOBER 16-17, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Moqtada al-Sadr has shown a knack for politics since he emerged from the rubble of Saddam's fall. Now he has shown a willingness to play Alexander to Chalabi's Aristotle, learning the game from the master. The Americans, and the interim Iraqi government, would do well to stop seeing these men as enemies and start working with them on building a free Iraq.

Bartle Breese Bull, who reported from Iraq for The Financial Times, is writing a book on Harlem in the 1990s.

International Herald Tribune
October 16-17, 2004

■ ISTANBUL

Activist's spouse held

The husband of the Kurdish activist Leyla Zana has been detained on arrival in Istanbul after returning home for the first time after nearly nine years abroad in exile, the Anatolia news agency said Friday.

Mehdi Zana, 63, was taken into custody on the basis of a "restriction" order previously issued against him,

the report said. Zana arrived in Turkey from Brussels where his wife on Wednesday received the European Parliament's Sakharov prize for human rights, awarded to her in 1995 while she was in a Turkish jail.

Leyla Zana, the first Kurdish woman ever elected to Turkey's Parliament, was released in June after serving a decade in jail for links with armed Kurdish rebels. (AFP)

DROITS DE L'HOMME

Turquie : la justice accusée

Mauvais traitements, procès partiels... la Cour européenne de Strasbourg a plusieurs fois condamné Ankara

Dites-moi comment fonctionne votre justice, je vous dirai si votre pays est une démocratie. La Turquie, qui frappe à la porte de l'Union européenne, jure que les droits de l'homme y seront désormais respectés. Témoïn, l'adoption fin septembre du nouveau Code pénal qui entérine la suppression de la peine de mort pourtant abolie officiellement en... 1984. Et qui alourdit les sanctions contre les auteurs de torture.

Fini donc le temps où un policier tortionnaire se voyait condamné à une peine avec sursis avant d'être amnistié. Il n'empêche. Peut-on en un seul trait de plume instaurer les libertés publiques dans un pays qui, au cours de la décennie 1990, a connu plus de 4 000 cas de torture ?

La lecture de quelques arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme incite à la prudence. Le cas de Mehmet Nesih Sarikaya, ressortissant turc d'origine kurde, est exemplaire. Dans le cadre d'une opération de police menée contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), le 7 septembre 1996, il est placé en garde à vue avant d'être mis en détention pour atteinte à



La députée Leyla Zana, libérée le 9 juin après dix ans de prison.

Le pays a connu, au cours de la décennie 1990, plus de 4 000 cas de torture

l'intégrité de l'Etat. Sa garde à vue durera... vingt jours, sans qu'il puisse avoir le moindre contact avec son avocat ou le juge d'instruction. La Cour conclut dans son arrêt du 22 avril 2004 : « On ne saurait admettre qu'il ait été nécessaire de le détenir plus de vingt jours sans intervention judiciaire. » Elle lui allouera 7 500 euros pour le préjudice moral et matériel subi.

Que dire encore du sort infligé à Devrim Berktaş ? En 1993, alors qu'une perquisition se déroule au domicile familial, les policiers le préci-

pitent par-dessus la balustrade du balcon. Le jeune Kurde, âgé de 17 ans, est grièvement blessé. Son père, Huseyin Berktaş, réclame de toute urgence des soins. Sans succès. En mars 2001, la juridiction de Strasbourg lui accordera 69 500 livres sterling (environ 700 000 francs) de dommages et intérêts. Pour traitements inhumains.

Autre reproche fait aux autorités turques : l'absence de procès équitable. L'emblématique députée Leyla Zana, membre du Parti de la démocratie (DEP) pro-kurde, lauréate, en 1995, du prix Sakharov, en sait quelque chose. Un an plus tôt,

cette dernière et trois de ses collègues ont été condamnés à quinze ans de prison pour appartenance à une organisation illégale. Dans un arrêt du 26 juin 2001, la Cour européenne des droits de l'homme

se montrait catégorique : les quatre parlementaires n'avaient pas bénéficié d'un procès équitable. En effet, la juridiction de jugement n'était ni indépendante ni impartiale ; les quatre inculpés n'avaient pu réfuter les accusations portées contre eux.

Du coup, un second procès eut lieu le 21 avril 2004. Or selon un représentant de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, qui assista à plusieurs audiences, ce nouveau procès fut identique au premier : le tribunal se révéla partial en restreignant l'interrogation des témoins de la défense. Mais, surtout, il infligera les mêmes peines qu'en 2001 aux quatre députés. Lesquels seront libérés, en juin dernier, après dix ans de prison. Un troisième procès devrait s'ouvrir, en principe, le 22 octobre. Son déroulement et son issue constitueront un test pour la Turquie... ● Gilles Gaetner

L'EXPRESS

DU 18 AU 24 OCTOBRE 2004

Barzani demande aux voisins de ne pas s'ingérer dans les affaires de Kirkouk



DAMAS, 17 oct (AFP) - 14h21 - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'un des deux principaux mouvements kurdes irakiens, Massoud Barzani, a demandé dimanche aux pays voisins "de ne pas s'ingérer" dans la question de la ville de Kirkouk (nord de l'Irak) en réaffirmant le caractère kurde de cette ville.

"Kirkouk est une ville kurde irakienne. Le problème de cette ville est une affaire intérieure irakienne, les pays voisins n'ont pas à s'ingérer" dans cette question, a affirmé M. Barzani à la presse, à l'issue d'un entretien avec le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam.

Selon M. Barzani, "Kirkouk doit donner l'exemple de la coexistence entre toutes les communautés, kurde, arabe, turcomane, chaldéenne et assyrienne".

Kirkouk est le théâtre d'affrontements endémiques entre Kurdes, Arabes et Turcomans depuis la fin du régime de Saddam Hussein en avril 2003. Les Kurdes revendiquent son contrôle soulignant que la ville était majoritairement kurde dans les années 1950, avant que le régime de Saddam Hussein n'entame une arabisation forcée du nord du pays.

La Syrie, voisine, est farouchement opposée à la création d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak. Elle se prononce régulièrement en faveur de l'intégrité territoriale de ce pays.

"Nous ferons face à tout projet visant à modifier la situation démographique à Kirkouk, (...) qui historiquement et géographiquement est une ville kurde faisant partie de l'Irak", a assuré M. Barzani en réponse à une question.

Il a condamné avec force les attentats qui ont visé samedi cinq églises de Bagdad sans faire de victime.

"C'est un acte criminel condamnable que nous dénonçons avec force. Il fait partie des (actes) terroristes dont souffre actuellement le peuple irakien", a dit le chef kurde.

Il a ajouté en outre qu'il n'y avait "aucune intention" de reporter les élections prévues en janvier en Irak. "Les élections auront lieu à la date fixée", en dépit des problèmes de sécurité, selon lui.

M. Barzani a enfin jugé "nécessaire" qu'une coopération sécuritaire ait lieu entre l'Irak et la Syrie.

Le chef kurde a entamé vendredi une visite de trois jours en Syrie. Samedi, il a rencontré le secrétaire adjoint du parti Baas, au pouvoir en Syrie, Abdallah al-Ahmar.

MM. Khaddam et Barzani se sont entretenus de "la souffrance qu'endure le peuple irakien (du fait de la violence) et de l'importance de réaliser l'unité nationale pour que ce peuple puisse récupérer sa souveraineté et mettre fin à l'occupation", a indiqué l'agence officielle Sana.

Désertée par sa population, Fallouja attend une prochaine offensive terrestre américaine

Les négociations entre le bastion rebelle sunnite et le gouvernement irakien ont échoué

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Fallouja est de nouveau en passe d'être encerclée par les marines américains, six mois après la bataille d'avril, qui s'était conclue par la première défaite militaire des Etats-Unis en Irak. Un millier de soldats américains, appuyés par des forces irakiennes, ont pris position sur les routes d'accès à la ville rebelle sunnite. L'état-major indique qu'il ne s'agit toutefois pas encore d'un prélude à l'offensive majeure promise pour cet automne au cas où Fallouja ne se rendrait pas.

L'opération a débuté, jeudi 14 octobre, par des raids aériens. « Les forces irakiennes et multinationales ont établi des barrages autour de la ville pour canaliser les forces anti-irakiennes à travers ces points de passage, les identifier et les détenir », a déclaré un porte-parole des marines, le lieutenant Lyle Gilbert, vendredi, premier jour du ramadan. L'armée précise qu'elle a

eu recours, durant les premières trente-six heures de l'opération, à « des blindés, de l'artillerie, des hélicoptères et des avions de combat ». L'artillerie et les avions de combat ont à nouveau bombardé Fallouja, vendredi, peu après le coucher du soleil, à l'heure où les habitants se

réunissaient pour le repas traditionnel de rupture du jeûne.

Il est difficile de savoir quel est

l'objectif exact de l'armée américaine. L'argument selon lequel il faut « identifier » et « détenir » les combattants rebelles ne tient pas, ceux-ci étant soigneusement retranchés

dans Fallouja et ne circulant pas sur les routes alentour. L'armée indique qu'elle souhaite « frapper les terroristes qui voulaient mener des attaques lors du mois sacré du Ramadan », notamment le mouvement Tawhid wal Jihad (Unification et Djihad) de l'islamiste jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, qui revendique presque tous les attentats spectaculaires et meurtriers, ainsi que des kidnappings et décapitations. Tawhid wal Jihad s'est encore attribué l'attentat de jeudi contre la « zone verte » de Bagdad, la forteresse qui abrite l'ambassade des Etats-Unis et le siège du gouvernement irakien.

RENFORTS BRITANNIQUES

Il est possible que l'opération soit destinée à tester les défenses de Fallouja. L'armée américaine garde un souvenir amer de la bataille d'avril, lorsque les moudjahidins étaient parvenus, en trois semaines de combats acharnés et au prix de centaines de morts dans leurs rangs, à empêcher les marines de pénétrer dans la ville. A Bagdad, il semble évident que Washington ne prendra pas le risque d'une seconde défaite à Fallouja, et n'attaquera que si ses stratèges estiment la victoire à portée de canon. La ville craint une offensive violente, qui pourrait être facilitée

Cinq églises visées par des attentats à Bagdad

Des bombes artisanales ont explosé près de cinq églises chrétiennes de Bagdad, samedi 16 octobre à l'aube. « Les édifices ont été endommagés, mais nous n'avons pas d'informations sur des victimes », a déclaré un porte-parole du ministère de l'intérieur irakien. A la suite de cette série d'attentats perpétrés en moins de deux heures, la police a bouclé les accès à l'église anglicane St George, dans le centre de la capitale. En dépit de ce déploiement, un obus de mortier est tombé dans le parking d'un grand hôtel situé face à cette église, faisant des dégâts mais pas de victimes. Les chrétiens représentent environ 3 % de la population irakienne, soit quelque 700 000 personnes, dont 600 000 chaldéens.

Vendredi, au premier jour du ramadan, un attentat-suicide à la voiture piégée commis près du QG de la police de Dora, dans le sud de Bagdad, a fait au moins un mort et quinze blessés irakiens – dont dix policiers – selon des sources policières et hospitalières. Toutefois, un communiqué de l'armée américaine avance un bilan de dix morts irakiens. – (AFP)

par le fait que « 90 % de la population a quitté Fallouja », de l'aveu même de chefs de la guérilla.

Les négociations destinées à éviter une bataille d'automne paraissent condamnées. La délégation de Fallouja a interrompu la discussion après l'ultimatum du premier ministre irakien Iyad Allaoui exigeant que les moudjahidins livrent Al-Zarkaoui et ses hommes. L'armée américaine aurait arrêté, ven-

dredi, dans une mosquée du village d'Albou Issa, près de Fallouja, le principal négociateur rebelle, le cheikh Khaled Hammoud. Des chefs religieux de la cité rebelle ont déjà prévenu que, si l'offensive était lancée, ils publieraient une fatwa (décret religieux) appelant d'abord à la désobéissance civile, puis au djihad (guerre sainte), sur tout le territoire irakien.

L'armée américaine, peut-être

en présage d'une bataille qui pourrait s'avérer longue et rude, a établi des plans, selon la presse londonienne, pour que des soldats britanniques, jusqu'ici uniquement stationnés dans le Sud de l'Irak, viennent renforcer ses troupes dans le centre du pays. L'idée serait que les Britanniques tiennent certaines positions, notamment autour de Bagdad, pendant que les soldats américains livrent bataille à Fallouja. Une annonce a

déjà été faite, selon la BBC et le Times, au bataillon Black Watch de Bassora, signalant qu'un départ pour Bagdad était imminent.

La seule question que les Bagdadi's se posent désormais est de savoir si la véritable attaque de Fallouja a commencé, ou si l'armée américaine a reçu l'ordre d'attendre jusqu'au lendemain de l'élection présidentielle américaine.

Rémy Ourdan

Barzani "sûr" que Kirkouk sera rattachée au Kurdistan après un référendum



DAMAS, 18 oct (AFP) - 14h58 - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'un des deux principaux mouvements kurdes irakiens, Massoud Barzani, a affirmé lundi être "sûr" que la ville pétrolière de Kirkouk (nord de l'Irak) sera rattachée administrativement au Kurdistan irakien après un référendum.

"Nous sommes sûrs qu'après la normalisation de la situation à Kirkouk, l'organisation d'un référendum (montrera) que l'immense majorité des habitants (de cette ville) sont kurdes. Nous sommes sûrs par conséquent que Kirkouk retournera au Kurdistan" irakien, a déclaré M. Barzani lors d'une conférence de presse à l'issue d'une visite de trois jours à Damas.

Le 2 octobre, des centaines de Kurdes avaient manifesté à Kirkouk pour demander l'organisation d'un référendum sur l'avenir du Kurdistan et y rattacher la ville pétrolière.

Le PDK et l'autre grand parti kurde, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ont ouvert des bureaux dans la ville après la chute de Saddam Hussein en avril 2003 et ne cachent pas leurs projets de la rattacher aux trois provinces autonomes du Kurdistan.

L'UPK et le PDK, qui se partagent le contrôle des trois provinces kurdes de Souleimaniyeh, Dohouk et Erbil, n'appellent toutefois pas à l'indépendance et sont favorables à une large autonomie du Kurdistan dans le cadre d'un Irak fédéral.

Selon M. Barzani, le conflit à Kirkouk entre les différentes ethnies, kurde, arabe et turcomane, "n'est pas du tout motivé par le pétrole, qui appartient à tous les Irakiens".

Les revendications des Kurdes, a-t-il dit, ont pour but d'"annuler les traces de l'arabisation effectuée par le régime déchu (de Saddam Hussein) et l'injustice qui a frappé les Kurdes et les Turcomans aussi" dans cette ville.

"Les Syriens ont affirmé qu'ils ne voulaient pas intervenir dans les affaires intérieures irakiennes", a par ailleurs dit M. Barzani, qui a rencontré le président syrien Bachar al-Assad.

"J'ai obtenu un soutien total du président Assad", a-t-il affirmé. "Un rôle positif de la Syrie aidera les Irakiens à traverser beaucoup d'obstacles à l'approche des élections" prévues en janvier en Irak, a poursuivi le chef kurde.

Damas est farouchement opposée à la création d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak. Elle se prononce régulièrement en faveur de l'intégrité territoriale de ce pays.

La population kurde de Syrie, estimée à 1,5 million de personnes, représente environ 9% de la population du pays. Outre la reconnaissance de leur langue et de leur culture, les Kurdes syriens affirment revendiquer des droits politiques et administratifs "dans le cadre de l'intégrité territoriale du pays".

Du 12 au 17 mars derniers, des affrontements ont opposé des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes dans des régions du nord de la Syrie, faisant 40 morts, selon des sources kurdes, 25 morts selon un bilan officiel syrien.

M. Barzani avait entamé vendredi une visite de trois jours en Syrie. Auparavant, il s'était rendu en Turquie et en Jordanie. Selon lui, sa tournée régionale, axée sur les "problèmes irakiens et la situation au Kurdistan", a réalisé ses objectifs.

Deux agents de sécurité tués lors d'affrontements avec des rebelles kurdes



ISTANBUL, 23 oct (AFP) - 11h22 - Deux membres des forces de sécurité turques ont été tués lors d'affrontements avec des rebelles kurdes dans la nuit de vendredi à samedi dans la province de Tunceli (est), a rapporté l'agence Anatolie.

Selon les informations fournies à l'agence par les services du gouverneur de Tunceli, les deux victimes ont été tuées lors d'une attaque à la roquette menée contre une unité de l'armée par des rebelles kurdes de l'ex-Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel).

L'agence a précisé que des opérations de ratisage disposant d'un soutien aérien se poursuivaient pour capturer les "terroristes".

Le PKK, qui a mis fin en juin dernier à un cessez-le feu décrété unilatéralement après la capture de son chef, Abdullah Ocalan, en 1999, a multiplié ces derniers mois des opérations de faible envergure contre les forces de sécurité dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde.

La rébellion kurde a fait quelque 37.000 morts entre 1984 et 1999.

Barzani sees oil town Kirkuk joining an Iraqi Kurdistan

AFP October 18, 2004

DAMASCUS - One of the main Kurdish leaders in Iraq, Massoud Barzani, said on Monday he was sure the northern oil city of Kirkuk would become a part of a largely autonomous Kurdistan within Iraq.

"We are sure that once the situation in Kirkuk is normalised, the organisation of a referendum (will show) that the vast majority of inhabitants are Kurds. "We are sure consequently that Kirkuk will return to (Iraqi) Kurdistan," Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party (KDP), told a news conference in the Syrian capital as he wound up a three-day visit.

Earlier this month, hundreds of Kurds demonstrated in Kirkuk to call for a referendum on the city's status, but it has yet to be confirmed whether such a plebiscite will take place.

The two main Kurdish parties, the KDP and the Kurdistan Patriotic Union, both opened political offices in the northern Iraqi city after the fall of Saddam Hussein in April 2003 and have not hidden their ambitions to see the city as part of the territory they administer. Iraqi Kurds say the oil rich city was overwhelmingly Kurdish in the 1950s before Baghdad started a deliberate campaign of "Arabization", during which thousands of Arabs were resettled in the city.

The two parties, who share control of the three Kurdish provinces of Suleimaniyah, Dohuk and Erbil, are not pushing for independence but want a largely autonomous Kurdistan within a federal Iraq.

The spirit of Chwarqurna

KurdishMedia.com October 19, 2004

Chwarqurna/South Kurdistan -- Zahir, Akam, Gona, Ashti and Diyari are five of the 13 concrete block factories recently established at the entrance of the town of Chwarqurna, South Kurdistan, signalling the immense reconstruction activity in the region.

This activity would have been overlooked if one didn't know what happened within the frontiers of chaotic Iraq and that Chwarqurna with Koysinjaq, Khalifan and Qandil mountains make the four corners of an area where the 5th, 6th and the 7th stages of Anfal operations were implemented by the Iraqi army.

According to the investigations of Human Rights Watch, published as a report titled: Genocide in Iraq, the Anfal Campaign against the Kurds, these three stages of Anfal was committed between May 15th and August 26th of 1988.

Due to these operations Chwarqurna became officially a temporary resettlement complex better known as concentration camps where part of the 182,000 victims had passed before perishing in mass graves dug in the deserts of southern Iraq, some of which have been unearthed after the fall of Saddam's regime.

Just before the entrance of Chwarqurna there is a village called Girdjan, where a white bearded man in his late sixties dressed in traditional Kurdish clothes and headgear was laying back on a mud wall. Mela Hasan was contemplating the breath taking view of the camps irrigated by the Dukan Lake. Mela Hasan considered himself very lucky now that he was free to farm his wheat, sunflower and sesame and enjoyed observing the daily traffic of sheep herds, tractors, lorries and private cars crossing his village on their

way to Chwarqurna.

Mela Hasan said he was lucky because his family was alive and his house standing in comparison to the near by city of Qaladiza which was completely destroyed twice by the Iraqi army. He believed the likes of Saddam Hussein could never rule Iraq again, but if it happens again then it is Allah's will and Kurds' destiny to resist it.

To the question, how people could find enough energy to start all over again after loosing their jobs, seeing their houses destroyed and family disappeared, Mela Hasan answered, "We are tough and have hope, without them we could not have survived in our land in front of these hostile forces." While talking to Mela Hasan, a group of young boys aged between 13 and 16 approached and one of the older boys, Karzan, (16), voluntarily offered his view, adding that Kurdistan would never go under Iraq's rule again because the Kurds now had tanks and other heavy weaponry to defend themselves.

The group were all dressed up neatly and some of them even had used hair gel. They are, what some has called, "the satellite generation", interested in following world news and sports, and also never experienced Arab Iraq few hundred miles further south, but more importantly are too young to remember Saddam's direct rule.

Karzan and his friends, raised in free South Kurdistan since 1991, are a stark contrast to Mela Hasan's generation who experienced Anfal and Arabisation under Iraqi Arab rule, but both reflected in different ways the defiant spirit rising from the ashes of Anfal.

Kurds say changes merely gesture by Turkey for EU

Los Angeles Times

by Amberin Zaman 24 October 2004

For the last nine years, Osman Acar, his two wives and 22 children have spent most nights inside an 18-by-15-foot tent pitched outside this remote village in the mountains separating Turkey from Iraq.

Like about 60 other families here accused of giving food and shelter to separatist Kurdish rebels slipping across the border, the Acars were forced to live in a makeshift camp under surveillance of Turkish security forces. A unilateral truce called by the rebel group known as the PKK - the Kurdistan Workers Party - after the capture of their leader, Abdullah Ocalan, in 1999 did not alter the family's plight.

"No water, no electricity, just lots of scorpions and snakes preying on our children," said Acar, 56, gesturing toward a jumble of plastic sheeted tents. "Death has got to be better than this."

Until recently, Acar's hardships would have been brushed aside by Turkish authorities as a necessary evil in the army's battle against the rebel group, which has renamed itself KADEK. More than a million Kurds were displaced and 3,000 of their villages either emptied or destroyed during the army's effort to starve the rebels of popular support. As peace was finally beginning to take hold, the rebels called off their cease-fire, saying the government had spurned for too long its demands to negotiate a lasting peace. About 70 rebels and 30 soldiers have died since then in clashes across predominantly Kurdish provinces.

When Ilica's residents were allowed to return to their homes, their joy was tempered by disbelief. Some observers agree that the gesture shows how eager Turkey is to join the European Union.

Over the last two years, Turkey's government has rammed through a raft of sweeping reforms tailored to overcome EU criticism of the country's human rights record and what rights groups term the systematic repression of its 12 million to 14 million Kurds.

The government's efforts were lauded in a report by the EU's executive committee that was unveiled this month. It recommended opening membership negotiations with Ankara, and EU leaders are set to make a final decision on whether to launch the talks Dec. 17. For the outcome to be positive, "it is crucial that between now and December, Turkey does not make any mistakes," said an EU ambassador in Ankara, the Turkish capital. "That means ensuring the army does not fall into its old habits."

Fears that the army might be doing just that resurfaced when security forces killed two villagers last month in the eastern province of Gumushane, saying that the men were KADEK rebels.

A full-scale investigation was quickly launched after protests that the men were just hunting wild boar when they were killed.

Elsewhere across the Kurdish region of Turkey, the military has responded to rebel attacks with unprecedented restraint.

"It is not just because of EU scrutiny," said Ihsan Bal, a security analyst at the Ankara-based Police Academy. "It is because the PKK no longer poses a real threat."

Five years of inertia and bitter internal feuding has sapped morale among about 4,000 rebels holed up in northern Iraq. Faced with possible attack by American forces there, hundreds of fighters have deserted, among them Ocalan's brother and veteran commander, Osman, who said the Marxist-Leninist group had become irrelevant. In another blow, the EU put the rebel group on its list of terrorist organizations this year.

More significantly perhaps, a growing number of Kurds who long venerated the rebels as freedom fighters are beginning to question the statements of their once-adored leaders. In recent years, Abdullah Ocalan renounced his demands for Kurdish independence. These days, he has accused EU governments of "trying to dismember Turkey." "Isn't that what thousands of Kurds who believed in him all these years laid down their lives for?" asked Serafettin Elci, a veteran Kurdish politician who has long opposed the rebel group's violent methods.

"The EU reform process is weakening Ocalan's grip," said Hasim Hasimi, a former Kurdish lawmaker. "The EU has robbed him of his role as the Kurds' sole protector."

The shift is palpable among officials of Turkey's largest pro-Kurdish party, Dehap, or the Democratic People's Party, seen by authorities as a political front for the rebel group. "We condemn all forms of violence," Osman Baydemir, the Dehap mayor of Diyarbakir, the largest predominantly Kurdish city in southeastern Turkey, said in a recent interview. "No matter who is responsible or why."

Still Baydemir complains that many of the EU-inspired reforms are only on paper. Although bans on the Kurdish language were eased last year, Baydemir was recently slapped with two separate court cases by prosecutors for saying, "Hello, how are you? All will be well," in Kurdish at rallies in Diyarbakir province. Compared with the freedoms enjoyed by about 4 million Kurds in northern Iraq who have in effect ruled themselves since 1991, "allowing us to learn our language for the first time seems like too little too late," echoed Firat Anli, the mayor of the Yenisehir district in Diyarbakir province.

Farther east, in the province of Van bordering Iran, locals say renewed violence is hurting their economy. Necip Baskin, a Kurdish businessman, said he invested half a million dollars in several new farms this year.

"We thought after five years of peace, why not?" Baskin said, adding that he has frozen the project. "It's simply too risky."

Others warn that unless the government creates jobs in the Kurdish provinces, where average unemployment runs about 70%, the rebel group will continue to find recruits.

In the town of Beytussebab, less than a mile from Ilica and about

900 miles from Ankara, hundreds of youths while away their time in coffee houses.

"There is only one fire engine for a population of 6,500," said Ali Ataman, a local Dehap official. "Not a single Turkish prime minister has ever set foot here. We are the stepchildren of the [Turkish] Republic."

Passports giving birthplace as Kurdistan rejected Official protest as Britons turned back from Turkish airport

Guardian

By Owen Bowcott October 21, 2004

The Foreign Office is to protest to Turkey about the detention and expulsion of British citizens because of alleged "discrepancies" in their UK passports.

On at least two occasions this summer, Turkish immigration officials prevented travellers who had recorded their place of birth as "Kurdistan" from entering the country. No compensation was paid for their flights or ruined holidays.

Turkey - which has enacted far-reaching human rights reforms as it attempts to join the EU - is fighting separatist guerrillas who are trying to establish an autonomous Kurdish state in the south-east of the country.

Although Brussels has asked for specific progress in the area of Kurdish human rights, use of the term "Kurdistan" is still often officially disparaged in Turkey.

There are as many as 25 million Kurds, living mainly in Turkey, Iraq, Iran and Syria. They are the largest stateless ethnic group in the Middle East; hundreds of thousands of them have fled to western Europe.

The two incidents being investigated by British diplomats occurred at Istanbul airport. In one, a minor, thought to be travelling alone, was stopped by immigration officials on August 24, detained and then put on a plane back to Britain.

His UK passport gave his place of birth as "Kurdistan". His mother and their MP have raised the case with the Foreign Office.

A Foreign Office spokeswoman said yesterday: "I understand that under Turkish law, [travellers] of any nationality can be deported if their passport has a discrepancy, and the word Kurdistan can be classed as a discrepancy. But it's not satisfactory for people to be turned round and sent back. We are writing to the Turkish foreign affairs ministry to express our concern at these incidents.

"We take it very seriously. We are seeking an explanation. Our consular office in Istanbul has also been in touch with Turkish immigration officials."

The Foreign Office is also considering altering its travel advice for Turkey to warn those who come from the region and have been granted UK citizenship that they may encounter problems if they refer to "Kurdistan" in their passports. The Passport Office has also been alerted.

The second case involves the Ibrahim family from Croydon, south London, who were held at Istanbul airport on August 28 before being put on a flight back to Britain. They are planning to sue the Turkish government.

Suzan Ibrahim, 31, a lawyer, and her husband Honar, 38, a graphic designer, arrived at Istanbul with their one-year-old son and three-year-old daughter. The parents were born in Sulaimaniya in the Kurdish region of northern Iraq. They were planning to travel through Turkey to visit friends and family still living there.

"We hold valid British passports," Mrs Ibrahim said. "When we arrived at the airport the immigration officials saw that [we] had written Kurdistan as our place of birth in our passports. We wanted to recognise that we are from Kurdistan, and the British government obviously didn't have any problem with that.

"But the Turkish officials put us all in a room where the lights were left on all night. The children couldn't sleep. The officials humiliated us, saying racist things about Kurds. We lost our tickets as well, and the airline refused to give us a refund."

The family eventually travelled to Iraq via Syria.

The Turkish embassy in London yesterday said it was unaware of the incidents.

L'Europe devrait proposer à Ankara une voie rigoureuse vers la démocratisation.

La Turquie dans l'UE, oui si...

Le débat passionnel qui s'engage un peu partout en Europe sur la Turquie révèle une hostilité profonde de l'opinion vis-à-vis de son adhésion à l'Union. Cette hostilité qui dépasse les clivages politiques traditionnels est compréhensible. Elle ne saurait être réduite aux seuls préjugés culturels et religieux ou à des réactions de peur. La Turquie a une mauvaise image dans l'inconscient des Européens, y compris dans des pays qui n'ont pas eu à souffrir du passé ottoman des Turcs et qui n'ont pas de contentieux particulier avec Ankara, et elle en porte la responsabilité. Elle récolte aujourd'hui les fruits amers des violations massives des droits de l'homme et de la persécution des minorités pratiquées par ses gouvernements successifs tout au long du XX^e siècle. Du déni du génocide arménien à l'épuration de l'Anatolie de sa population grecque autochtone, aux massacres et déplacements forcés des Kurdes reniés dans leur identité et leur culture, à la répression des dissidents s'écartant de l'idéologie nationaliste officielle et intolérante, la liste de ces crimes est longue. Les Etats européens, au nom de la Realpolitik, des impératifs de la guerre froide ou de simples intérêts mercantiles, se sont accommodés de ces pra-

Par
**KENDAL
NEZAN**
président
de l'Institut
kurde de Paris.

laissé des empreintes profondes. Dans l'inconscient occidental, la Turquie reste encore le pays de *Midnight Express*, un Etat capable de faire parler le turc à qui-conque sous la torture, selon l'inoubliable sketch de Coluche. Un Etat qui a embastillé et forcé à l'exil ses plus grands artistes comme Nazim Hikmet et Yilmaz Güney. Tout cela, c'est du passé, il faut regarder l'avenir car la Turquie est en train de changer, semble nous dire la Commission européenne, qui, dans son rapport, dresse un tableau des «*modifications apportées aux systèmes politiques et juridiques turcs qui s'inscrivent dans un processus de longue durée*». En quoi consistent-elles?

La Constitution imposée par l'armée en 1982 a été amendée, ses dispositions les plus liberticides supprimées, mais son esprit reste autoritaire, et elle conserve toujours, dans son préambule, «*le concept de nationalisme*» et «*les principes et réformes d'Ataturk [...], guide immortel et héros incomparable*», comme idéologie officielle intangible de l'Etat, tout comme le marxisme-léninisme était un dogme de la Constitution soviétique.

Le nouveau code pénal, qui remplace celui emprunté dans les années 1930 à l'Italie de Mussolini, est dans le contexte turc une avancée démocratique importante, malgré certains articles potentiellement dangereux pour la liberté d'expression. La suppression des cours de sûreté de l'Etat, la levée de l'état d'exception dans les pro-

vinces kurdes, l'abolition de la peine de mort, sont des progrès indéniables à inscrire dans le bilan de l'actuel gouvernement turc qui cependant, malgré sa volonté affichée, n'a pu réduire sensiblement la pratique de la torture.

Réaliste, la Commission européenne nous prévient qu'«*il faudra encore du temps avant que l'esprit des réformes soit pleinement reflété dans les attitudes des instances exécutives et judiciaires, à tous les niveaux et dans l'ensemble du pays*».

Les Kurdes, comme d'habitude, sont les oubliés de ces négociations interétatiques. La Commission évalue leur nombre entre 15 et 20 millions, soit près du tiers de la population totale de la Turquie. Après des années de tergiversations, le gouvernement turc leur accorde magnaniment le droit d'organiser des cours privés de kurde pour adultes et une émission quotidienne

de 45 minutes diffusée au petit matin sur une chaîne publique, sous-titrée en turc, composée de musique et d'informations officielles. Aucun progrès n'est enregistré dans le processus de retour de 3 millions de déplacés kurdes et de la reconstruction des 3428 villages kurdes évacués et détruits par l'armée turque. Et pour cause: la politique fondamentale de l'Etat reste toujours la dispersion des Kurdes et leur assimilation forcée afin de parvenir, à terme, à forger une Turquie culturellement homogène.

Bref, sur la question kurde, qui est au cœur même de la problématique des droits de l'homme, de la démocratisation de la Turquie et de ses relations avec son voisinage, les avancées restent infinitésimales et symboliques, juste de quoi ne pas désespérer Bruxelles qui n'a pas le courage d'inviter Ankara à reconnaître à ses citoyens kurdes des droits comparables à ceux qu'il revendique pour les quelque 150000 Turcs chypriotes.

Après avoir réconcilié Allemands et Français, Polonais et Allemands, la construction européenne pourrait réaliser le miracle de réconcilier à ses confins Grecs, Turcs, Kurdes et Arméniens.

tiques. Pas la conscience publique tenue constamment en éveil par les victimes du régime turc et les ONG des droits de l'homme. Les coups d'Etat militaires quasi décennaux avec leur cortège de rafles, d'exécutions sommaires, de réfugiés politiques, des procès inquisitoriaux intentés à des intellectuels, des journalistes, des élus du peuple comme Leyla Zana, y ont

Dès lors, il n'est pas étonnant que les réformes turques, en dépit de leur nombre et de leur rythme, paraissent, pour une large partie de l'opinion, relever plus du ravalement de façade que d'un processus de

démocratisation véritable. On est loin d'une stratégie de rupture avec le passé.

Malgré ce bilan mitigé, la Commission recommande l'ouverture de négociations afin d'encourager les efforts des réformateurs turcs et semble miser sur la dynamique d'adhésion pour régler les dossiers qui posent actuellement problème.

Curieusement, ce sont les partis conservateurs, qui, pendant des décennies, s'affichaient comme des alliés fidèles d'Ankara, qui se montrent aujourd'hui hostiles aux négociations, et les principales victimes du régime turc qui demandent un dialogue critique avec Ankara.

Ainsi, selon un récent sondage, 90% des Kurdes de Turquie se disent favorables à l'entrée de leur pays dans l'Union européenne car celle-ci est perçue par eux comme un espace supranational de paix, de démocratie et de prospérité susceptible de sauver la Turquie de ses démons nation-

nalistes et militaristes. Ils espèrent aussi, qu'à terme ils parviendront à obtenir des droits et libertés comparables à ceux dont jouissent aujourd'hui Basques, Catalans et Ecosais dans l'Europe démocratique. De plus, le fait qu'à la suite de l'adhésion turque la frontière de l'Union passe au milieu du Kurdistan donne aux Kurdes des pays voisins des raisons d'espérer la démocratisation, par effet de contagion, de leurs Etats respectifs. Les Grecs se disent également favorables à l'intégration d'Ankara et cette position a déjà contribué à une nette amélioration de leurs relations avec leurs voisins turcs.

A l'intérieur de la société turque, outre l'élite déjà occidentalisation d'Istanbul et de la côte égéenne, la mouvance islamique incarnée par le parti conservateur AK actuellement au pouvoir place ses espoirs dans le processus européen qui lui sert notamment de levier pour démilitariser le régime et réduire la tutelle pesante ●●●

●●● d'une armée se conduisant en propriétaire ultime de l'Etat, prête à sévir pour trahison contre tous ceux s'écartant de la «voie d'Ataturk».

Si Turcs, Kurdes et Grecs trouvent leurs intérêts dans l'adhésion turque à l'Union, quel intérêt aurait celle-ci à intégrer un pays de 70 millions d'habitants pauvres et musulmans, de surcroît situé dans une région instable et infestée de conflits? Avec un PIB représentant environ 2% du PIB de l'Europe des Vingt-Cinq, l'apport économique turc restera modeste. Contrairement à ce que, par méconnaissance de l'histoire de la région, affirment certains stratèges en chambre, l'intérêt géopolitique reste également limité: à l'exception, peut-être, de l'Azerbaïdjan, l'influence turque est à peu près nulle dans le Caucase et en Asie centrale. Et en raison de son passé ottoman, de son alliance avec les Etats-Unis et Israël, la Turquie n'a pas d'influence significative au sein du monde musulman. En vérité, en Asie mineure, qui constitue 97% du territoire de la Turquie, les seuls voisins terrestres des Turcs sont des Kurdes.

L'Empire ottoman, qui l'avait bien compris, avait accordé une large autonomie aux princes kurdes pour obtenir leur soutien. Cette réalité reste encore incontournable car les ressources hydrauliques des bassins de l'Euphrate et du Tigre sont situées au Kurdistan et les oléoducs destinés à transporter le pétrole du Caucase et de l'Irak doivent traverser le pays kurde avant d'arriver au port turc de Ceyhan.

A regarder de près, le véritable intérêt pour l'Europe de l'adhésion de la Turquie serait de pacifier et sécuriser ses frontières orientales. Si dans ses négociations avec Ankara elle parvenait à convaincre les dirigeants turcs de l'intérêt pour tous de trouver une solution à la question kurde, de reconnaître le génocide arménien pour apurer le passé et de régler à l'amiable leurs différends avec la Grèce, la paix, la justice et la démocratie auraient fait d'immenses progrès dans une région qui en a bien besoin. Alors, une Turquie en paix avec ses populations et avec ses voisins devrait avoir toute sa place en Europe.

Après avoir réconcilié Allemands et Français, Polonais et Allemands, la construction européenne pourrait ainsi réaliser le miracle de réconcilier à ses confins Grecs, Turcs, Kurdes et Arméniens.

Une telle ambition historique comporte certainement des risques dont certains, comme le poids démographique ou la libre circulation des personnes, peuvent être réglementés et gérés. Elle aura aussi un coût, évalué à quelque 25 milliards d'euros à l'horizon 2020, qui reste fort modeste par rapport aux 200 milliards de dollars déjà dépensés par les Américains dans leur entreprise d'instaurer la démocratie en Irak.

Une Europe frileuse, sans vision ni ambition finirait par devenir un club de retraités de l'Histoire. Une Europe ouverte et ambitieuse devrait proposer à Ankara des négociations avec une feuille de route rigoureuse en matière de démocratisation, de droits de l'homme, du règlement du problème kurde, etc. et assumer des risques qui restent raisonnables car si la Turquie fait l'effort de remplir effectivement ces conditions elle ne sera plus la même et pourrait être une chance pour l'Europe. Si, en raison des pesanteurs de son régime, elle tergiverse ou refuse l'effort requis, la balle restera dans son camp mais le processus aura tout de même permis quelques avancées pour la population. Un «oui, si» laisserait la place à l'espoir, et de l'espoir on en a tous bien besoin. ◀

A single week's tally of death for Iraqis

By Norimitsu Onishi

BAGHDAD: It began with the killing of two Iraqi civilians in a suicide bomb attack against a U.S. military convoy in the northern city of Mosul a week ago Monday. It ended Sunday evening, when a car bomb killed seven Iraqi police officers and civilians at a Baghdad cafe where the police officers had apparently broken their fast during this month of Ramadan.

A weeklong effort to tally Iraqi casualties shows soldiers, insurgents, politicians, journalists, a judge, a medic and restaurant workers among the victims.

During the seven days from Oct. 11 to 17, an estimated 208 Iraqis were killed in war-related incidents, significantly higher than the average week; 23 members of the U.S. military died over the same period.

The deaths of Iraqis, particularly those of civilians, have become an increasingly delicate topic. Early this month, the Health Ministry, which had routinely provided casualty figures to journalists, stopped releasing them. Under a new policy that the government said would streamline the release of the figures — which were clearly an embarrassment to the government as well as to the Americans — only the secretariat of the Council of Ministers is now allowed to do so.

"It's a political issue," a senior Health Ministry official said last week.

This account was pieced together from partial tallies by the Iraqi government, reporting by Iraqi employees of The New York Times in Falluja, Mosul and Najaf, and counts from hospitals, news agencies and the U.S. military.

According to a report by the Health Ministry, which began compiling figures last April for all regions except the Kurdish north, 3,040 Iraqis were killed in war-related incidents during the 22 weeks from April 5 to Sept. 6 — a little more than 138 deaths a week. The dead included 2,753 men, 159 women and 128 children. There are no agreed figures for overall civilian deaths in Iraq since the war began in early 2003, but the best estimates, by private groups and independent news organizations, place the figure between 10,000 to 15,000.

While many Iraqis blame U.S. airstrikes and other military actions for taking the lives of innocents, they also believe that foreign fighters are behind the suicide attacks that tend to kill more Iraqis than Americans. The U.S. military emphasizes that the targets of its actions have been insurgents, and it blames them for other deaths and damage that result from such raids.

The Council of Ministers gave only partial figures for last week, releasing the numbers for only four days and mostly for Baghdad and nearby cities.

On the first day of the seven-day period, 12 Iraqis were reported killed, including the Mosul suicide attack. The other deaths took place in the three locations that proved the deadliest over the week: Falluja and Ramadi, where U.S. forces have been engaged in combat, and Baghdad.

On a highway outside Falluja, five passengers in one car were killed in an incident involving U.S. soldiers. According to residents and hospital officials, the five — Kadhim Ahmed Hussein and his two sons, Jawad and Dhiya, and Layla Awad and her son Ali Khalaf — wanted

to check on their houses in Falluja.

According to the U.S. military, the car approached a checkpoint at a location that a U.S. patrol had cordoned off. Because the driver ignored warnings to stop even as the patrol received fire from elsewhere, the soldiers fired on the car. People in Falluja, however, said the five were shot without provocation.

On Tuesday, 46 Iraqis were reported killed. Just past midnight, a U.S. warplane flattened Falluja's most popular restaurant, Haji Hussein, famous for its kebabs. The military said it was a meeting place for terrorists led by the Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi.

Ali Hussein, the owner, said his son and nephew, working as night guards, were killed in the strike. He denied that insurgents came to the restaurant.

The largest number, at least 15 people, were reportedly killed in an attack on an Iraqi National Guard outpost near Qaim, along the border with Syria. Many Iraqi insurgents are believed to

be based on the other side of the border and receiving support from Syrians.

On Wednesday, 10 people were reportedly killed, including a police captain in Baquba, 56 kilometers, or 35 miles, northeast of Baghdad.

Thursday, with 58 reported deaths, was the week's deadliest day and was also punctuated by suicide bombs inside the Green Zone, the site of the U.S. Embassy and Iraqi government ministries. Many Iraqis regarded by insurgents as collaborating with the Americans or the U.S.-backed government have been assassinated.

South of Baghdad, near Latifiya, Kamel al-Yassiri, an official with the secular National Democratic Coalition Party, was fatally shot while driving on a highway. In Mosul, a photographer who has worked for Western news organizations, Karam Hussein, 22, was gunned down outside his home. In Baghdad, a judge was shot to death as he left home for work. Dina Hassan, 38, a reporter for the Kurdish-language Al-Huriya television network, was also killed.

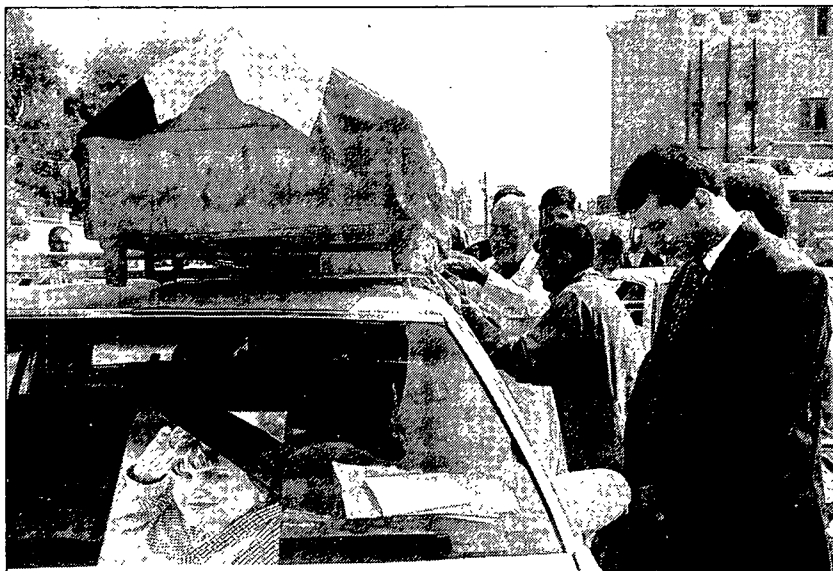
She had received three letters warning her to quit her job, said colleagues who were waiting to pick up her body outside the city morgue. She joined the network nine months ago after working at the Ministry of Information, they said.

"We used to joke to her that she should use the money she had saved to fix her teeth and get married," said a colleague, Naseer al-Timimy. "But because she was an orphan, she felt she needed to hold on to her money."

On Thursday morning, as she and a colleague waited outside her apartment building for a company van, a blue Oldsmobile with three men pulled up in front of them, according to the account of the colleague, who survived. One of the men shot at her with a Kalashnikov and, after she fell, shot her again in the face. "Collaborator! Collaborator!" the gunman is said to have yelled.

On Friday, the first day of Ramadan, 24 people were killed. Of those, 10 civilians died after a car bomb aimed at an Iraqi police patrol exploded in Baghdad.

October 20, 2004
INTERNATIONAL
Herald Tribune



Shawn Baldwin for The New York Times

A colleague praying at the coffin of Dina Hassan, who was shot and killed Thursday.

The dead included four laborers working in a nearby palm grove, two bystanders and a family of four inside a car, according to the U.S. military.

On Saturday, 31 deaths were reported,

and on Sunday, 27. The largest number of victims were police officers.

On Saturday, nine police recruits returning from a training course in Jordan were ambushed near Latifiya. Then on Sunday evening, seven police

officers and civilians were killed after a car bomb went off outside a Baghdad café popular with police officers, bringing an end to a deadly week in Iraq.

The New York Times

Sunnis threaten election boycott over Falluja siege

From news reports

BAGHDAD: A group representing thousands of Sunni Arab mosques around the country said Wednesday that it would call for a boycott of the elections in January if the American military and Iraqi government did not cease military operations around the insurgent-controlled city of Falluja.

In a statement read aloud at the Umm al Qura mosque in Baghdad, a cleric with the Association of Muslim Scholars, which claims to speak for as many as 3,000 Sunni mosques across the country, denounced what it said was a campaign of "aggression" against the people of Falluja. It called on "Arabs and Islamic peoples" from around the world to support the resistance against the occupation.

They said they would urge Iraqis to stay away from the polls in January if the military operations against the city continued.

"The use of the elections as pretext to launch incursions into cities is unacceptable and disgraceful," said Sheik Qasim al-Hanafi, a leader in the association. "The clerics will call upon all the Iraqi people to boycott the forming elections and consider them false if Falluja continues to be subject to the incursions and bombardments."

On another front, CARE International suspended its operations in Iraq on Wednesday after gunmen seized the woman who ran the humanitarian organization's work in the country.

Margaret Hassan, who holds British, Irish and Iraqi citizenship, was seized early Tuesday on her way to work in western Baghdad after gunmen blocked her route and dragged the driver and a companion from the car.

Also Wednesday, in a military court hearing, the highest-ranking army reservist charged in the Abu Ghraib prison scandal in Iraq pleaded guilty at a court-martial in Baghdad to five charges of abusing prisoners.

The reservist, Staff Sergeant Ivan Frederick 2nd, admitted to charges of conspiracy, dereliction of duty, maltreatment of detainees, assault, and committing an indecent act in connection with three incidents in October and November of last year.

Under a plea agreement, he denied other allegations.

The three incidents included piling naked prisoners into a pyramid. Photographs of the scene published in April caused worldwide outrage.

Asked Wednesday if another soldier was laughing as he stomped on the prisoners' hands and feet, Frederick told the military judge, Colonel James Pohl, "Sort of, sir."

"You could have stopped it?" Pohl asked.

"Yes, but I didn't," Frederick replied. He is expected to be sentenced on Thursday.

Frederick, 38, is a military policeman and corrections officer in civilian life.

In further testimony, Frederick said he had helped place wires in a detainee's hands and told him he would be electrocuted if he fell off a box.

The sergeant said he and another soldier took photographs of the incident. Asked why, he told the judge they were "just to take home" for personal use, not as an interrogation technique.

Frederick is the third soldier to be court-martialed over the Abu Ghraib scandal. The first two also pleaded guilty and were sentenced to between eight months and a year in jail.

In all, seven military police personnel and an intelligence soldier have been indicted for involvement in the abuses.

On the political front, the statement by the clerics represented the latest escalation over the situation in Falluja, where the Iraqi government, backed by several thousand American marines, has threatened to take back the city force unless the insurgents there agree to disarm and turn over Abu Musab al-Zarqawi, the Jordanian militant believed responsible for hundreds of deaths in Iraq.

Prime Minister Ayad Allawi and American leaders have resolved to settle the issue before the elections in January, when Iraqis are supposed to select a national assembly that will then write a permanent constitution.

But talks between the government and Falluja leaders collapsed last week, when Allawi demanded that the city leaders turn over Zarqawi or face mili-

tary action if they did not.

The Americans arrested the city's chief negotiator, who, after being released this week, said the insurgents had told him to break off negotiations.

U.S. jets fired rockets at targets in Falluja, hitting a key militant command center Wednesday, the Marines said.

Residents said six people were killed, but the report could not be independently confirmed.

In the kidnapping case, Hassan, who is in her early 60s, is among the most widely known humanitarian officials in the Middle East and is also the most high-profile figure to fall victim to a wave of kidnappings.

Al Jazeera, the Arabic-language television network, broadcast a brief video showing Hassan, wearing a white

blouse and appearing tense, sitting in a room with bare white walls. The video did not identify what group was holding her and contained no demand for her release.

Hassan has lived in Baghdad for 30 years, helping supply medicines and other humanitarian aid and speaking out about Iraqis' suffering under international sanctions during the 1990s.

CARE Australia, which coordinates the international agency's programs in Iraq, announced Wednesday that it had suspended operations because of the abduction, but it said its staff would not be evacuated. It was unclear how many non-Iraqis work for CARE.

Many nongovernmental organizations began withdrawing international staff after attacks on foreigners and their institutions began in earnest in the summer of 2003. (AP, NYT)

Herald INTERNATIONAL Tribune

October 21, 2004

TURQUIE-ISRAËL

Une vieille alliance qui s'effiloche

La Turquie a longtemps été le seul allié d'Israël dans la région. Et le gouvernement Erdogan n'hésite plus à critiquer vigoureusement la politique palestinienne de Sharon, constate *The New Republic*.

THE NEW REPUBLIC (extraits)

Washington

Depuis plus d'une décennie, certaines choses semblaient acquises en Turquie : les islamistes n'étaient censés jouer aucun rôle au sein du gouvernement, l'armée était de facto en charge de la direction du pays et Ankara était un fidèle allié d'Israël. L'arrivée de Recep Tayyip Erdogan, le Premier ministre dont le parti [AKP] a été plébiscité en 2002 lors du scrutin le plus marquant de l'histoire récente de la Turquie, a d'entrée de jeu bouleversé les deux premiers postulats. Erdogan est issu d'un parti islamiste et, depuis sa prise de fonctions, il a pratiquement écarté la très puissante armée turque du pouvoir.

Aujourd'hui, c'est le troisième postulat qui semble vaciller : en devenant plus démocratique, la Turquie s'éloigne d'Israël. En juin dernier, Erdogan a tenu les propos les plus critiques que l'on ait entendus depuis des décennies sur le gouvernement israélien. "Les récentes actions d'Israël ont provoqué une montée de l'antisémitisme dans le monde", a-t-il déclaré à un groupe de parlementaires de son parti. Selon lui, en démolissant les habitations palestiniennes, en assassinant les chefs des groupes militants palestiniens et en faisant le blocus de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, Israël fait du "terrorisme d'Etat". Le ministère des Affaires étrangères israélien a promptement riposté en condamnant Erdogan : "Les allégations turques selon lesquelles les mesures de sécurité israéliennes alimentent l'anti-

sémitisme [...] ne font que conforter ceux qui souhaitent causer du tort au peuple juif." Les analystes et les politiques des deux pays attendaient que les esprits se calment. Ils attendent toujours : cet échange n'a été que la première salve d'une guerre des mots qui pourrait priver Israël de son principal allié au Moyen-Orient.

Au cours des derniers mois, les relations bilatérales ont continué à se détériorer. Le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, a rappelé sans attendre l'ambassadeur de Turquie en Israël - une grosse claque, pour un allié -, et il a annoncé la possibilité de nommer un ambassadeur

à part entière auprès de l'Autorité palestinienne. Il a par ailleurs déclaré que la Turquie ne se priverait pas de critiquer l'Etat hébreu. Cette dégradation des relations bilatérales a tellement inquiété Washington que le président Bush a, dit-on, évoqué le sujet avec Erdogan au cours de l'été.

EN SE DÉMOCRATISANT,

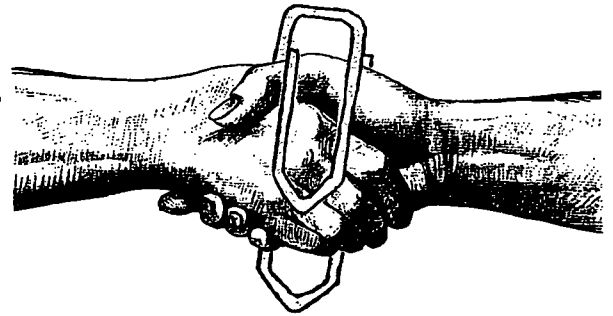
LA TURQUIE S'ÉLOIGNE D'ISRAËL

Mais Erdogan n'a pas cédé. Pour bien montrer la détermination de la Turquie, il a demandé à l'armée de ne signer aucune nouvelle transaction avec les entreprises d'armement israéliennes, qui avaient trouvé chez leur allié un débouché fort lucratif. Selon certaines sources, un contrat important dans lequel Israël était partie prenante a même été annulé. Israël a riposté. Cet été, après le soudain refus d'Ankara de laisser des agents de sécurité de la compagnie aérienne israélienne El Al opérer dans les aéroports turcs, celle-ci a suspendu ses

vols à destination de la Turquie, ce qui a bloqué beaucoup de voyageurs israéliens dans ce pays. Parallèlement, le ministère des Affaires étrangères israélien a condamné nombre de déclarations et décisions de la Turquie.

Avec la démocratisation et le renvoi des militaires dans leurs casernes, Erdogan, comme tout homme politique, a dû calmer le noyau dur de son parti, composé essentiellement de religieux conservateurs, et son attitude de défi à l'égard d'Israël était pain béni pour ces gens-là. Les progrès de la démocratisation ont également contribué à éloigner l'ordre du jour politique de la Turquie de celui d'Israël. Dans les années 1990, les deux pays avaient une vision du monde quasiment identique. Isolés du monde arabe, tous deux recherchaient des partenaires dans la région. Avec la guerre qui faisait rage dans ses provinces kurdes, la Turquie avait besoin d'armes modernes, d'autant que de nombreux pays européens avaient suspendu leurs ventes à Ankara en raison de ses atteintes aux droits de l'homme. Durant cette décennie, la Turquie a acheté pour

3 milliards de dollars de matériel militaire à Israël et les entreprises israéliennes se sont fait une telle place dans son système d'approvisionnement que



de nombreux marchés leur ont été adjugés d'office. En outre, les deux pays percevant l'islamisme comme une menace, Ankara et Jérusalem coopéraient étroitement dans le domaine du renseignement, en particulier à propos de l'Iran et de la Syrie, soupçonnés de soutenir l'ex-Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'un des principaux groupes terroristes.

Aujourd'hui, la Turquie est parvenue à un fragile compromis avec sa minorité kurde, signant des accords de cessez-le-feu avec les groupes rebelles et réduisant d'autant ses besoins en armes israéliennes. Même dans des bastions kurdes du sud du pays comme Diyarbakir, la forte présence militaire turque a disparu. Mais les allégations parues - notamment dans *The New Yorker* - sur la participation d'Israël à l'entraînement des milices kurdes, issues pour certaines du PKK, ont attisé la colère des Turcs et en particulier des conservateurs, qui ont longtemps soupçonné les Israéliens de vouloir créer un mini-Etat kurde au cœur de la région. Cet été, une série d'attentats mineurs à Istanbul et dans d'autres villes, attribués à un retour en force du PKK, n'ont fait qu'alimenter les théories turques de complots ourdis par Israël.

Seule véritable démocratie au Moyen-Orient, Israël s'est longtemps plaint de son isolement. Qui aurait pensé que la naissance d'une autre vraie démocratie dans la région allait l'isoler encore plus ? **Hassan Fattah**

▲ Dessin d'Ivan Steiger paru dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Allemagne.

■ Modèle

"Alors que la violence semble noyer la région, une nouvelle révolution islamique se déroule en Turquie", écrit *Newsweek* dans un long article consacré au bilan de Recep Tayyip Erdogan. La modération de son gouvernement islam-conservateur "pourrait servir de modèle pour les pays du Moyen-Orient et le reste du monde musulman".

Courrier
INTERNATIONAL

DU 21 AU 27 OCTOBRE 2004

Ils représentent près de 10% de la population

Iran: le réveil des Kurdes

Le regard tourné vers le Kurdistan d'Irak – où leurs frères rêvent de transformer en indépendance réelle l'indépendance de fait qu'ils vivent déjà depuis treize ans –, les Kurdes d'Iran cherchent à obtenir de Téhéran la reconnaissance de leur spécificité nationale et culturelle

De notre envoyé spécial Chris Kutschera

Sanandaj, la capitale de la province du Kurdistan, l'une des quatre provinces kurdes iraniennes, est une ville de 350 000 habitants, beaucoup plus prospère et moderne que les autres « capitales » du Kurdistan, Souleimaniyé ou Erbil en Irak, et Diyarbakir en Turquie. De la place de la Révolution à la place de la Liberté, une foule impressionnante se presse en fin de journée sur les trottoirs de la rue Ferdowsi et dans les galeries commerciales ultramodernes ouvertes depuis peu sur l'avenue Pasdaran. Dans cette foule, beaucoup de jeunes. Des soldats, car Sanandaj est une ville de garnison, et des étudiants, car elle est aussi la principale ville universitaire et la capitale intellectuelle du Kurdistan iranien sunnite, titre qu'elle a ravi à Mahabad depuis qu'elle dispose de quatre universités. C'est à Sanandaj que sont établis la plupart des journaux kurdes qui ont obtenu récemment l'autorisation de paraître. Et c'est ici aussi que des étudiants kurdes ont commencé à se réunir pour critiquer le rôle des partis kurdes historiques... et rêver de l'indépendance du Kurdistan.

« Les étudiants kurdes se réunissent secrètement dans les foyers de leurs universités, à Sanandaj mais aussi ailleurs en Iran, pour des discussions passionnées sur l'avenir du Kurdistan », confie un étudiant de Sanandaj. Informels, illégaux, ces clubs ont commencé à se créer il y a une dizaine d'années, quand des étudiants kurdes se

sont réunis spontanément pour célébrer les anniversaires de trois événements tragiques pour la communauté kurde : le bombardement de Halabja par l'aviation irakienne le 16 mars 1988, et les assassinats de deux dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), Abdoul Rahman Ghassemlou à Vienne le 13 juillet 1989, et Saïd Charafkandi à Berlin le 17 septembre 1992. Entre ces réunions annuelles, ces étudiants publiaient occasionnellement un tract, ou un « journal » sans lendemain.

C'est après l'élection de Mohamad Khatami à la présidence de la République islamique, en 1997, que les étudiants kurdes, bercés par de faux espoirs, ont commencé à s'organiser plus sérieusement et à se retrouver régulièrement pour des discussions sur la philosophie et l'histoire. « Nous n'avons pas un Frantz Fanon, dit l'un d'entre eux, mais nous avons Ismail Besiki [un intellectuel turc qui a passé une vingtaine d'années en prison en Turquie pour ses ouvrages sur la question kurde] qui soutient que le Kurdistan est la colonie internationale. Car pour nous l'Iran colonise le Kurdistan iranien pour exploiter sa main-d'œuvre bon marché et ses ressources hydrauliques... »

« La réalité est amère, reconnaît l'un de ces étudiants qui prépare son doctorat. Nous faisons face à un sérieux problème d'identité : les jeunes ignorent la culture kurde, ils ne connaissent pas la musique kurde. » Mais tous ces jeunes vibrent intensément au rythme des événements qui se bousculent de l'autre côté de la frontière, dans

le Kurdistan irakien. Les attentats qui ont fait 117 victimes dans la communauté kurde irakienne à Erbil, le 1^{er} février, ont donné lieu à des manifestations de solidarité – de deuil – à Sanandaj notamment, où des milliers de personnes sont allées se recueillir au cimetière. Et la promulgation de la loi administrative transitoire, le 8 mars, à Bagdad, a suscité de nombreuses manifestations, parfois violentes, dans toutes les villes du Kurdistan sunnite d'Iran. Que contenait cette loi irakienne explosive ? Elle consacrait l'existence du gouvernement kurde régional, proclamait que le kurde devenait l'une des deux langues officielles de l'Irak et précisait que le système de gouvernement serait fédéral... « Pour les Kurdes irakiens, le fédéralisme est insuffisant, mais pour nous qui n'avons rien, c'est énorme », dit un journaliste kurde de Téhéran.

Que veulent les Kurdes d'Iran, qui représentent 8 à 10% de la population ? Il est difficile d'analyser la nature réelle des courants qui les traversent, car la plupart sont clandestins et les revues qui les animent – comme « Pirsyar » (« Questions »), qui n'est pas allée au-delà de la troisième livraison – sont souvent interdites. Dans ce bouillonnement, on distingue cependant un courant constitué d'intellectuels « révolutionnaires », qui se situent nettement à gauche. Proclamant que « le fédéralisme ne doit pas être une solution permanente, définitive », ils réclament l'indépendance ! « Nous ne nous considérons pas comme des citoyens de ce pays, dit l'un d'entre eux. Il y a une frontière entre les

LES NÉGOCIATIONS AVEC TÉHÉRAN... « La carte américaine » ?

« **D**epuis que le président Khatami est arrivé au pouvoir, nous avons reçu l'ordre de résoudre le problème kurde par le dialogue », affirme un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur chargé du dossier kurde. Des rencontres ont effectivement eu lieu l'année dernière à Souleimaniyé, dans les locaux de l'Union du Peuple kurde (UPK) de Jalal Talabani, entre émissaires du gouvernement iranien et représentants d'une des deux tendances du Komala iranien. Le secrétaire gé-

néral du Komala, Abdoulla Mottahadi, ayant demandé un statut fédéral pour les Kurdes iraniens, les contacts ont été rompus avec lui, mais son frère Saleh Mottahadi devrait être invité prochainement en Iran... Quant au PDKI, qui n'a pas oublié le traquenard de Vienne (l'assassinat de Ghassemlou en 1989), il a posé un certain nombre de conditions que les autorités iraniennes jugent inacceptables : le PDKI exige en effet que d'éventuelles négociations soient annoncées

publiquement, qu'elles aient lieu en Europe et en présence d'observateurs européens.

Les autorités iraniennes sont convaincues que les partis kurdes iraniens jouent maintenant la carte américaine : « Ces partis kurdes espèrent que les Américains vont envoyer leurs soldats attaquer l'Irak, et qu'ils pourront jouer le même rôle que le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani en Irak, confie un haut fonctionnaire iranien. Ils ont dit aux Américains qu'ils peuvent armer des dizaines de milliers d'hommes et libérer le Kurdistan. Mais les Américains ne veulent pas provoquer l'Irak, parce que nous pouvons exercer une grande influence sur les événements en Irak. » ■ C. K.



Kurdes et les Iraniens. Et quand le Dr Razzami [le nouveau gouverneur de Sanandaj] parle de la "sous-culture kurde", nous ne pouvons pas l'accepter, nous ne pouvons pas accepter des gens qui veulent nous imposer leur culture. »

Alors que certains intellectuels kurdes tiennent ce courant pour dominant, d'autres assurent que les « gradualistes » sont aujourd'hui beaucoup plus nombreux que les « indépendantistes ». Que disent les « gradualistes » ? Ils avancent que « la thèse de l'indépendance n'est pas défendable et [qu']il faut être réaliste, accorder ses rêves avec les réalités du Moyen-Orient, parvenir à ses fins pas à pas dans un monde où règne la globalisation ».

Indépendantistes et réalistes s'accordent cependant dans leur quasi-totalité pour récuser la lutte armée. « Nous avons retenu les leçons de l'histoire, de l'expérience. Nous voulons une vie tranquille », admettent des intellectuels kurdes réunis dans un appartement décoré du drapeau kurde – « le drapeau d'une nation absente ». « J'ai des enfants, dit une Kurde qui milite dans un de ces groupes. Je ne veux pas que mon fils ou ma fille tue un Persan. Et vice versa. » « Les Kurdes de l'étranger nous critiquent, nous reprochent cette approche. Et le gouvernement est convaincu que nous sommes des séparatistes. Nous sommes donc critiqués par tout le monde », constate le responsable d'une publication kurde, qui assure que « les événements en Irak ont une influence positive sur le gouvernement iranien, qui doit s'adapter au nouveau contexte, au nouvel ordre mondial ». Ce qui n'empêche pas un jeune homme qui assiste à la réunion de rappeler qu'« il n'y a pas de démocratie au Moyen-Orient et [que] le dialogue ne résoudra rien ».

Au Kurdistan iranien : portraits d'instituteurs victimes de bombardements chimiques irakiens. « Indépendantistes » et « réalistes », dans leur quasi-totalité, reprennent la lutte armée.

Pour l'instant, ce bouillonnement n'est pas dangereux pour Téhéran car il n'est ni structuré ni encadré. Et cela malgré l'existence de deux partis kurdes qui ont une longue expérience de la lutte politique et de la lutte armée : le PDKI et le Komala. Il est vrai que le premier, qui semble conserver une certaine popularité auprès des jeunes villageois, a été terriblement affaibli par l'assassinat d'Abdoul Rahman Ghassemlou et de Said Charafkandi, et s'est discrédité auprès des intellectuels. Les étudiants reprochent aux vieux militants qui le dirigent de ne pas être assez radicaux, de revendiquer l'autonomie au lieu de réclamer le fédéralisme et – notamment – de ne pas avoir créé une télévision par satellite. Quant au Komala, divisé et ravagé par des querelles idéologiques sans fin sur les voies de la révolution socialiste, il est l'objet de critiques encore plus sévères. Les étudiants kurdes iraniens reprochent en fait à leurs partis de « ne savoir faire ni la guerre ni la diplomatie ».

Que leurs compatriotes ne soient pas tous des révolutionnaires, les intellectuels kurdes progressistes le reconnaissent volontiers. Ils admettent aussi qu'il existe au Kurdistan un important courant sunnite fondamentaliste qui a su mobiliser des foules après la mort de deux religieux sunnites, Ahmed Muftizadé, l'imam

du vendredi de Sanandaj, torturé à mort en 1993, et le cheikh Mohammed Rabii, l'imam sunnite de la prière du vendredi de Kermancha (ville en majorité chiite), assassiné en 1996. Aujourd'hui, ces gens sont en même temps fondamentalistes... et pro-Saddam : « Les gens ici sont mal informés, dit un journaliste kurde de Sanandaj. Il y en a même qui ne savent pas ce qui s'est passé à Halabja et qui ignorent l'ampleur des crimes de Saddam Hussein. »

La presse kurde, il est vrai, se limite à une demi-douzaine de publications, nées au début des années 2000 dont les tirages oscillent entre 10 000 et 20 000 exemplaires. Ces journaux – en fait des hebdomadaires à la publication plus ou moins régulière – sont bilingues, comme l'exige la loi sur la presse, mais la version en persan n'est pas la traduction de la version kurde. Et leurs journalistes reconnaissent qu'ils pratiquent constamment l'autocensure. « Il y a beaucoup de lignes rouges, dit un journaliste d'"Ashti", publié depuis février 2004. Nous ne pouvons pas beaucoup parler des Kurdes, et encore moins des Kurdes iraniens. » « Les autorités nous ont demandé de ne pas trop parler du fédéralisme mais nous le faisons : nous publions des articles sur les pays où est appliqué le fédéralisme, sur les différents types de fédéralisme, dit un journaliste de "Roj Halat", dont le premier numéro est sorti le 18 janvier 2004. Nous ne pouvons pas parler directement des problèmes des Kurdes iraniens, alors nous parlons des problèmes des autres Kurdes. » « La loi sur la presse nous permet d'écrire environ 20% de ce que nous pensons, résume un journaliste d'"Aso" qui se considère volontiers comme "révolutionnaire". Nous marchons sur le dos d'un scorpion. »

C. K.

MATCH

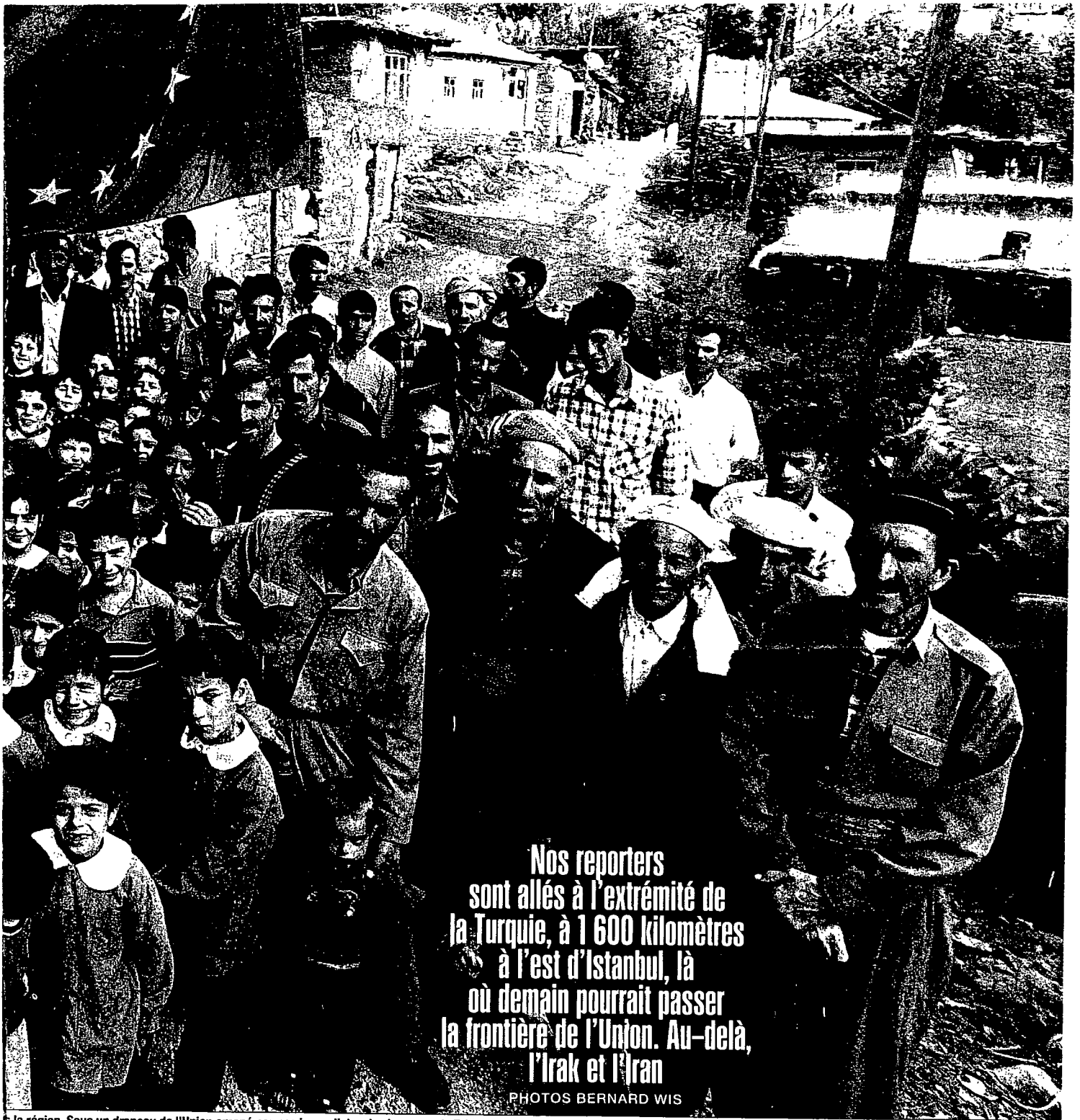
N°2892 du 21 au 27 octobre 2004



A Tekelli, un village kurde de 950 habitants situé à 12 km de l'Irak et 8 km de l'Iran, les habitants espèrent que la promesse d'une adhésion à l'Europe conduira au retrait des troupes d'Ankara

BIENVENUE AUX FUTURES PO

Tout à l'est de la Turquie, à la frontière de l'Irak et de l'Iran, les Kurdes rêvent d'appartenir à l'Union européenne. Le 6 octobre, estimant que la patrie d'Atatürk satisfaisait aux critères de Copenhague – des institutions démocratiques et une économie de marché saine –, la Commission européenne a proposé aux 25 pays de l'Europe élargie d'envisager l'adhésion future de la Turquie. Candidat depuis 1987, Ankara met en avant sa position



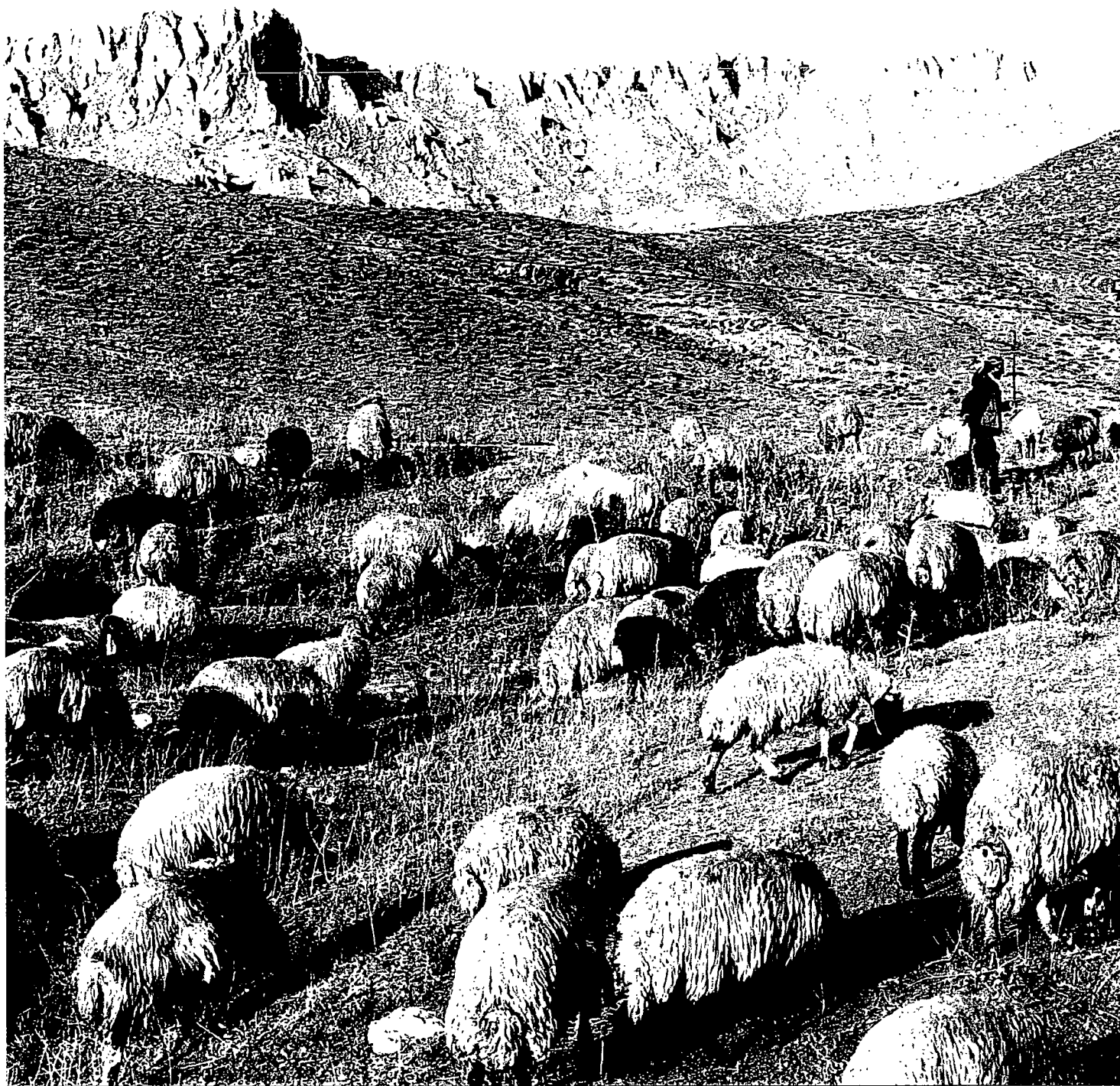
Nos reporters
sont allés à l'extrémité de
la Turquie, à 1 600 kilomètres
à l'est d'Istanbul, là
où demain pourrait passer
la frontière de l'Union. Au-delà,
l'Irak et l'Iran

PHOTOS BERNARD WIS

... la région. Sous un drapeau de l'Union amené par nos journalistes, les hommes de Tekelli, entourés de leurs enfants, à la sortie de la mosquée, ont refusé que leurs femmes les accompagnent.

RTES ORIENTALES DE L'EUROPE

atlantiste et laïque. Au contraire, les opinions publiques européennes s'interrogent sur l'entrée d'une nation de 80 millions de musulmans, qui serait, démographiquement, la première puissance de l'Union. Tandis que nos reporters se sont rendus au Kurdistan, à la porte extrême-orientale de la grande Europe, Edgar Morin, directeur de recherche au C.n.r.s., explique pourquoi il est essentiel d'« inclure » l'ancien Empire ottoman.



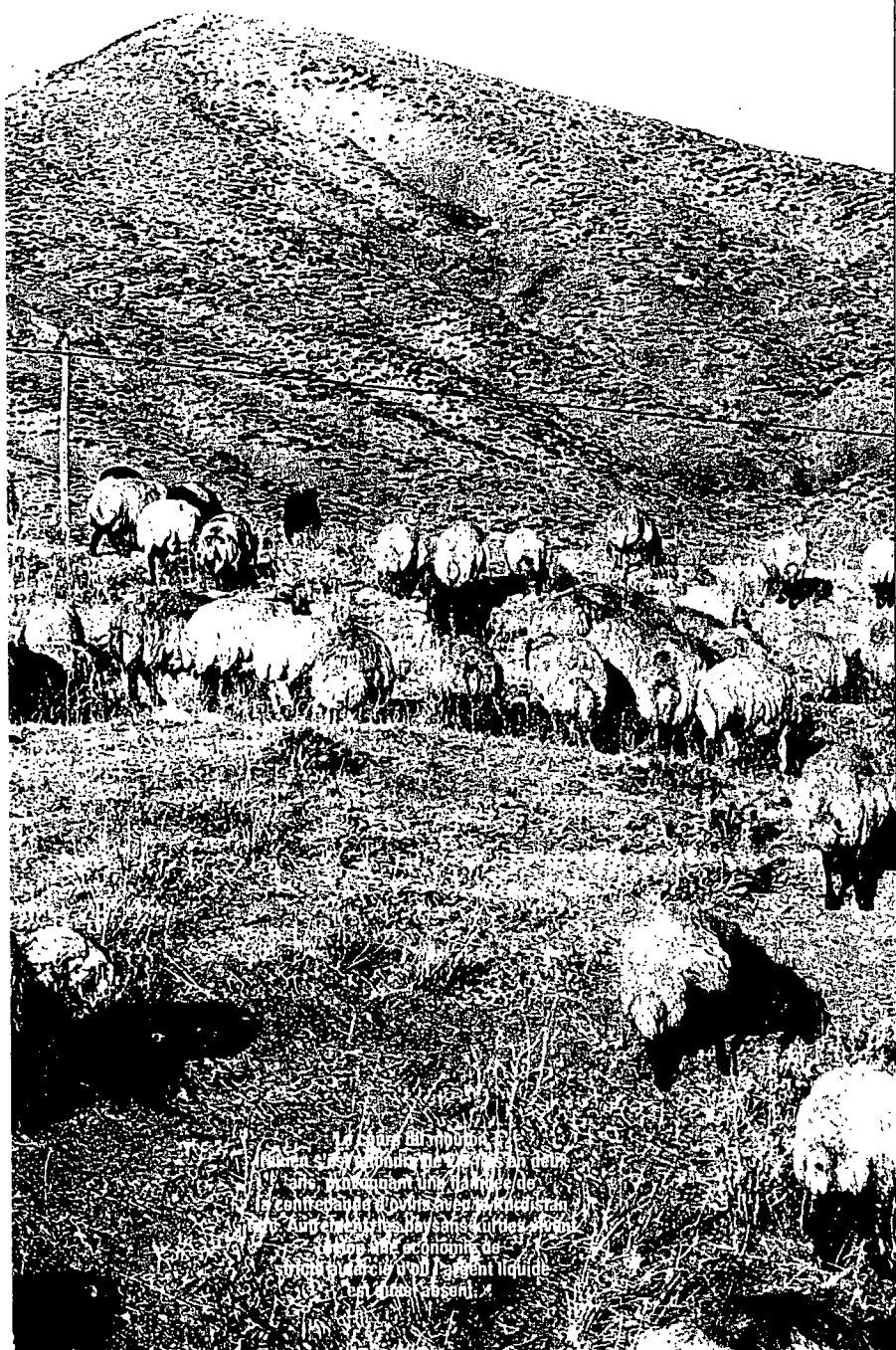
1. Les animaux domestiques sont au cœur de la vie des Kurdes campagnards aux très faibles revenus.

2. Dans la mosquée de Gunyazi, l'imam Ismail se désole car, selon lui, les Kurdes sont de « mauvais musulmans » qui ne pratiquent qu'épisodiquement. 3. C'est avec des branches d'arbres à peine équarries que les villageois réparent leurs demeures de pierre et de bois. 4. Les femmes kurdes, musulmanes, ne portent que rarement le voile et se déplacent en toute liberté.



Pas d'eau courante et deux voitures seulement au village. Pour survivre, on fait de la contrebande de moutons

A eux seuls, les Kurdes vivant dans l'Est anatolien, entre 15 et 20 millions d'habitants, sont plus nombreux que les populations de 19 des 25 Etats de l'Union. Malheureusement, leur niveau de vie est très loin de celui de leurs hypothétiques nouveaux voisins. Essentiellement agricole, d'accès difficile, le Kurdistan turc a longtemps été une terre de répression d'où tout avenir était banni pour les autochtones. Ils ont résisté comme ils ont pu, en travaillant dur aux champs comme en faisant du trafic de bétail ou d'essence avec les pays limitrophes. Aujourd'hui, alors que la trêve entre l'armée turque et l'ex-P.k.k., le parti indépendantiste, semble durer, les Kurdes se laissent aller à l'idée d'un avenir meilleur à l'abri de Bruxelles.



Le trafic de moutons est une activité traditionnelle dans les zones montagneuses du Kurdistan turc. Les moutons sont élevés dans les zones montagneuses et vendus dans les zones vallonnées. Les moutons sont élevés dans les zones montagneuses et vendus dans les zones vallonnées. Les moutons sont élevés dans les zones montagneuses et vendus dans les zones vallonnées.



Un an à l'école, c'est environ 170 euros. Bien trop pour mettre tous les enfants en classe

L'éducation est l'avenir de cette province perdue de l'Eurasie. Ravagé par la guerre pendant quinze ans, de 1984 à 1999, le Kurdistan espère que l'entrée dans l'Europe adoucira son sort. Ankara devra en finir avec sa politique de « turquisation » de la région, et reconnaître les droits de ce peuple millénaire. Depuis 1925, le pays des Kurdes est partagé entre quatre Etats, la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. La grande époque des principautés prospérant sous le règne de Saladin imprègne pourtant toujours la mémoire de ces descendants des Mèdes. Pour les habitants de Tekelli, l'Europe est l'occasion de leur reconnaissance. Géographiquement, ils n'en ont aucune définition précise, et certains vont jusqu'à y inclure Tokyo, mais, symboliquement, c'est tout ce qui évoque la modernité, l'abondance et la paix.



Blond aux yeux verts,
c'est le physique kurde typique.
Dès leur plus jeune âge,
ces montagnards en sont très fiers.
Leurs villages, ici Tekelli, sont
d'une grande pauvreté.





1. Rares sont les familles qui ont les moyens d'envoyer leurs enfants au lycée de Semdinli, la ville voisine (ici, sur le chemin quotidien du retour). 2. et 3. L'école de Tekelli compte 150 élèves pour 6 instituteurs, 3 sont des Kurdes, les 3 autres sont turcs et, par sécurité, dorment à la base militaire voisine. Tout l'enseignement est dispensé en turc. Parler kurde est encore strictement interdit. 4. Image rarissime que celle de cette femme kurde se servant d'un téléphone portable, sans doute un cadeau d'un de ses proches émigrés en Europe de l'Ouest.



N° 2892 du 21 au 27 octobre 2004

A Gunyazi, bourg kurde, à 10 kilomètres de l'Irak, tout le monde a une sœur ou un cousin de l'autre côté de la frontière

DE NOTRE ENVOYE SPECIAL MICHEL PEYRARD

A partir de Yuksekova, la grande ville de la vallée, rebaptisée « Heroïn City » parce que l'opium en provenance d'Irak y transite avant de rejoindre les capitales européennes, le paysage se métamorphose. La route se fraie habilement un passage entre les abîmes vertigineux, sous l'œil réprobateur de gigantesques à-pics qui vous toisent du haut de leurs 4 000 mètres. Avec ses grappes de moutons qui mâchonnent les pentes couvertes de steppe jaune, ses ruches bourdonnantes disposées sur les berges d'une rivière poissonneuse, l'ensemble pourrait paraître bucolique s'il n'était soudain, au détour d'un virage, ce cratère béant qui a éventré le bitume. « Mine, explique Cemal, le chauffeur. Elle a explosé hier soir, au passage d'un convoi militaire. Sans l'atteindre. » Bienvenue dans ce qui pourrait être, dans dix ans, les confins de l'Europe. Pour le gouvernement turc, ce « Far East » grandiose, qui n'a pas grand-chose à envier à l'Arizona et au Grand Canyon, s'appelle « le Sud-Est anatolien ». Ses habitants, eux, s'obstinent à le désigner d'un vocable interdit, vecteur de rêve et de souffrance : Kurdistan.

A l'entrée de Semdinli, bourgade la plus orientale de Turquie – Istanbul l'européenne n'est plus qu'un souvenir vieux de 1 600 kilomètres et, désormais, le regard se tourne naturellement vers l'Irak et l'Irak tout proches –, un panneau annonce 14 200 résidents. A l'évidence, le chiffre est sous-estimé si l'on considère tous ceux que l'on croise en ville, vêtus de tenue camouflée, fusil automatique en bandoulière. Ils se déplacent souvent en convoi, précédé d'une automitrailleuse. Car Semdinli est l'une des principales bases opérationnelles de l'armée turque contre les « terroristes ». C'est ici que, en attaquant un commissariat, le 15 août 1984, le Parti des travailleurs du Kurdistan (P.k.k.), qui prône l'indépendance, lança une insurrection armée qui durera quinze ans. Jusqu'en 1999, et la trêve décrétée après l'arrestation de son leader, Abdullah Ocalan, cette guerre totale a coûté la vie à 36 000 personnes, provoqué le déplacement forcé de centaines de milliers de Kurdes et la destruction de nombreux villages. Aujourd'hui, la « paix armée » décrétée de part et d'autre demeure ponctuée d'accrochages et d'embuscades.

Mais la main de fer d'Ankara s'est gantée de velours. « C'est le premier bienfait de l'Europe, assure Mevlout. Pour remplir les critères d'adhésion, la Turquie a dû desserrer l'étau qui nous asphyxiait. » Mevlout Camiye habite Gunyazi, un joli village de 500 habitants, niché dans un repli de la montagne, dont le rocher taillé et le bois des maigres forêts ont servi à construire les cinquante maisons. Pour l'atteindre à partir de Semdinli, il

faut parcourir 5 kilomètres d'une piste qui mène vers les frontières iranienne et irakienne, le long d'une rivière bordée de peupliers. « Il y a trois ans encore, vous n'auriez pas pu venir jusqu'à nous, explique le paysan râblé, aux yeux malicieux. Il n'y avait pas moins de six barrages à franchir depuis Semdinli. » Est-ce cet isolement qui a favorisé semblables vertus de bon vouloir et d'hospitalité ? Depuis notre arrivée, il n'est pas de pauvre mesure qui ne se transforme en palais pour nous accueillir. Sur les tapis élimés, où les voisins, la curiosité émoustillée, se pressent, on offre tout ce qu'on a : le thé brûlant, un sac de pommes ou de noix, quelques cigarettes. Le temps passe en sourires et, sous les propos les plus anodins, on devine bientôt la soif d'affirmer une identité, d'autant plus revendiquée que longtemps niée.

Comme ses voisins, le village a été jadis débaptisé, dans le cadre de la politique de turquisation forcée. Quand ils sont en confiance, ses habitants osent parfois l'évoquer sous son nom kurde, strictement prohibé : Kelask. C'est ainsi qu'ils voudraient le voir figurer sur la carte de l'Europe. Car si l'on a du mal, ici, à citer un pays de l'Union – à l'exception de l'Allemagne, où vivent 400 000 Kurdes –, on est sûr d'une chose : on en sera un jour. « D'abord parce que d'après ce qu'on en voit à la télévision, les gens ont l'air heureux, estime Mevlout. Ils peuvent parler librement leur langue et respecter leurs traditions et leur culture. » Ensuite, parce qu'à Gunyazi, l'Europe a un visage. Celui de Serafettin, un jeune de Semdinli, parti, il y a quelques années, travailler en Allemagne.

L'été, Serafettin revient dans sa région natale au volant de sa B.m.w. et se pavane dans les ruelles poussiéreuses au bras de sa blonde épouse, une Allemande, « presque aussi belle que sa voiture », juge Mevlout. Ce qui n'empêche pas Serafettin de continuer à entretenir, au village, sa première épouse et ses dix enfants. D'autres, comme Ahmad, Ali ou Veli, l'ont imité depuis, avec moins de succès. « Ils ont travaillé six ou sept ans là-bas, mais ce n'est pas assez, constate Mevlout : quand ils rentrent, ils dilapident vite leurs économies. Aujourd'hui, ils sont encore plus pauvres que nous. » Lui aussi, autrefois, a bien pensé s'expatrier. Il s'était même procuré un passeport, mais le père s'y est toujours opposé. Tout juste lui a-t-il permis, en 1976 – il avait 24 ans –, de se rendre à Ankara pour y vendre leur miel. Depuis, l'horizon du paysan se réduit à ces montagnes, qu'il arpente encore avec précaution, tant les mines y sont nombreuses. Il y a trois ans, elles ont tué un jeune et, cet été, seize vaches du village. « Ça peut décourager les touristes », estime Mevlout, qui

s'imaginerait volontiers en guide. Des étrangers, à vrai dire, on n'en a jamais vu à Gunyazi, à l'exception de ce petit groupe de chasseurs allemands venus, il y a vingt-cinq ans, s'offrir un trophée. « Ils voulaient traquer le tigre, se souvient le vieux Mahmoud, le père de Mevlout, qui les accompagna dans la montagne. Mais les tigres de la Caspienne ont disparu de la région. Alors ils sont repartis avec la peau d'un ours. » De toute manière, cette époque est révolue : il y a longtemps que les villageois ne chassent plus les plantigrades et les loups. « Les soldats turcs pourraient nous prendre pour des membres du P.k.k. et nous abattre. »

En attendant l'improbable manne touristique, Mevlout, 53 ans, survit avec deux vaches, quatre chèvres, un bosquet d'arbres fruitiers et les raisins de la vigne communautaire. C'est peu pour nourrir les cinq de ses dix enfants qui demeurent à la maison mais, ici, c'est la norme. Pour apprivoiser la misère, les hommes se livrent fréquemment à la contrebande de moutons en provenance d'Irak ou d'essence avec l'Iran. Chacun a une sœur, un cousin, de l'autre côté de cette frontière intangible, distante d'une vingtaine de kilomètres. On la rejoint en une nuit, par de petits sentiers, pour revenir le lendemain, une mule lestée de deux bidons de 75 litres. Seul disponible ici, ce carburant de mauvaise qualité mettra plus d'une fois notre moteur au supplice. Mais acheté 15 centimes d'euro le litre et revendu trois fois plus cher, il permet aux villageois d'affronter certaines dépenses somptuaires, à commencer par les frais de scolarité. « Tous les enfants ne vont pas à l'école, avoue Mevlout. Nous n'en avons pas les moyens. Un écolier coûte 300 millions de livres turques par an [environ 164 euros]. C'est ce que nous avons pour vivre pendant trois mois. » De toute manière, l'école, construite il y a quarante-sept ans, menace ruine.

A Gunyazi, comme partout ailleurs dans les montagnes, il n'y a pas d'eau courante et rarement l'électricité. Le village compte en tout deux voitures – des Renault – et quelques motos antédiluviennes dont Mevlout est l'un des heureux propriétaires. Il n'y a pas de centre de santé ; un rebouteux fait office de médecin. Seul luxe : les antennes satellites dont s'orne chaque maison. Les récepteurs sont branchés sur R.o.j. T.v. et Kurdistan T.v., deux chaînes qui émettent en kurde depuis la Belgique et l'Allemagne. Car en dépit des promesses du gouvernement d'Ankara, sommé de respecter les critères de Copenhague, les Kurdes sont toujours privés de moyens d'expression. Dans les écoles, les enfants, qui ne s'expriment chez eux que dans leur langue maternelle, sont toujours contraints de parler turc, chaque journée s'ouvrant par l'hymne national ●●●

... honni et une ode à la gloire d'Atatürk, fossoyeur du Kurdistan. Alors, faute d'assiduité, les fillettes ne parlent souvent que kurde et les garçons, bien mal turc. « Comment pourrions-nous nous en sortir ? s'exclame Burhan, un voisin. En trois cents ans d'existence, notre village n'a connu qu'un cas de promotion sociale : un petit paysan devenu instituteur. Ceux d'entre nous qui sommes parvenus à trouver un travail à Istanbul ou dans les stations touristiques de la côte avons été renvoyés parce que Kurdes ou sous prétexte que nous parlions mal turc. Je sais qu'en France certains s'opposent à la candidature de la Turquie. Dites-leur, s'il vous plaît, que nous n'irons pas les envahir. Nous



Accroché aux contreforts de la montagne anatolienne, aux portes des grandes plaines alluviales du Tigre et de l'Euphrate, non loin de Téhéran (Iran), de Damas (Syrie) et de Bagdad (Irak), le Kurdistan pourrait être demain une des régions clefs de la grande Europe.

voulons seulement la protection de l'Europe. Nous craignons qu'en cas de refus les militaires frustrés ne prennent leur revanche au Kurdistan. » Ce sentiment de se trouver à la croisée des chemins est omniprésent à Gunyazi. Chacun sait que, à quelques encablures, dans les montagnes d'Irak, 5 000 combattants de l'ex-P.k.k., rebaptisé Kongra-Gel, n'ont toujours pas déposé les armes. Le mouvement rebelle est certes en pleine déliquescence. Mais rongée par les querelles de pouvoir, et à défaut d'être capable de construire l'avenir, l'organisation pourrait bien être tentée de reprendre, un jour, la lutte armée. Depuis cet été, la rupture de la trêve a ainsi été plusieurs fois annoncée. Sans conséquence majeure pour l'heure. Mais jusqu'à quand ? « Cela dépend de vous, dit un villageois. Si dans

dix ans nous ne sommes pas européens, alors oui, nous reprendrons le combat pour un Kurdistan indépendant. » Pour l'heure, bien peu sont ceux qui semblent disposés à renouer avec « les années de plomb ». Nul, au village, n'a oublié ce jour d'été 1993, quand des militaires turcs cernèrent Gunyazi, ordonnant à ses habitants, hommes, femmes et enfants, de se regrouper dans un champ. « Nous y sommes restés agenouillés de 7 heures du matin à 20 heures », raconte Mevlout. Leur faute collective, aux yeux des soldats turcs, était de ne pas avoir de « kurucu », ces « protecteurs », milices de volontaires armés à la solde des

troupes d'Ankara. Les Kurdes, qui haïssent ces collaborateurs, les baptisent « cash » (ànon). « La nuit était depuis longtemps tombée quand ils nous ont permis de nous relever, poursuit Mevlout, qui mime la scène. Mais ils ont emmené quatre d'entre nous. »

Prison, torture, exil, a été le quotidien des Kurdes depuis les années 20, quand le traité de Sèvres, qui prévoyait la création d'un Kurdistan indépendant, fut finalement annulé par celui de Lausanne, en 1923. Les plus vieux racontent des années d'errance, ponctuées de massacres. A 80 ans, Mahmoud, le père de Mevlout, se souvient de son départ précipité du village, à la suite de l'insurrection de 1930. Il a vécu plus de vingt ans à l'étranger, d'abord en Irak, puis en Iran, où il a rencontré Hazal, sa femme, avant d'être autorisé à rentrer à Gunyazi, dans les années 50. « J'ai vécu toute une vie privé d'identité, explique le vieillard. Je voudrais pouvoir mourir avec la certitude que mes petits-enfants ne connaîtront pas ce malheur. Je n'ai qu'un espoir et il s'appelle l'Europe. » Comme le vieux Mahmoud, les 15 à 20 millions de Kurdes de Turquie – par comparaison, 19 des 25 pays de l'Union ont des populations inférieures à 20 millions d'habitants – se prennent aujourd'hui à rêver. A Gunyazi, il n'y a guère qu'Ismail, l'imam de la petite mosquée construite par les villageois, qui ne partage pas cet enthousiasme. Pour des raisons diamétralement inverses à celles, avancées en France, par les opposants à l'adhésion turque. « Que la Turquie devienne européenne, tonne-t-il, ce vendredi, premier jour du ramadan, devant une maigre assemblée, et débarqueront aussitôt les missionnaires chrétiens. » Les hommes sourient en secouant la tête. Ils ont déjà l'esprit ailleurs. ■

Michel Peyraud

TCHEKY KARYO " Il fallait qu'on s'intègre. Mon père ne m'a jamais parlé turc "

INTERVIEW REGIS LE SOMMIER

Paris Match. A l'époque de l'Inquisition, vos ancêtres juifs ont quitté l'Espagne. Vous êtes l'enfant d'un père turc et d'une mère grecque. Ces origines vous donnent-elles une conscience européenne plus aiguë ?

Tcheky Karyo. En un sens, oui. Aujourd'hui, heureusement, les nouvelles générations ont appris à négocier la différence. Il y a eu un gros travail de fait.

P.M. Souhaitez-vous l'intégration de la Turquie à l'Europe ?
T.K. Ce serait une bonne chose. Mais je comprends l'angoisse que peuvent ressentir les uns et les autres. Il faut apprendre à les connaître.

P.M. Qu'est-ce qui a changé par rapport à la Turquie de votre enfance ?

T.K. Il y a beaucoup de gens aujourd'hui à Istanbul qui sont modernes. Les Turcs ne sont pas arriérés. Ils sont éduqués, intelligents. Ils ne sont pas des terroristes. Mais il existe une inquiétude à leur sujet, j'en conviens.

P.M. Il s'agit d'un pays musulman à 99 %, qui comptera 90 millions d'habitants en 2025.

T.K. Oui, mais la Turquie est une république et une vraie démocratie. Si les musulmans sont au pouvoir, c'est par la démocratie. Souvent dans l'Histoire, la Turquie a été un pays tampon. Pendant des années, la flotte américaine était en mer Noire. Du point de vue des Américains, je pense que ce serait bien qu'elle soit en

Europe, précisément pour la renforcer. La Turquie appartient à l'Europe par nature.

P.M. Récemment, le Parlement turc a voulu émettre une proposition de loi visant à interdire l'adultère. La Turquie a encore de gros progrès à faire avant l'intégration...

T.K. C'est évident. Quand on va au Maroc, en Turquie ou dans ces pays anciens, on est fasciné car c'est comme si on se reconnectait avec quelque chose de plus organique et de plus humain. Ces gens ont un rapport différent au temps et à la vie. Parallèlement, leurs traditions et leurs lois sont impossibles aujourd'hui. Cela prendra du temps pour que ça change, l'intégrer dans l'Europe, c'est faciliter son évolution.

P.M. Et celle de l'islam aussi, peut-être ?

T.K. Je suis touché par le désir d'ouverture, de tolérance et d'acceptation des différences. Ce que je sais, c'est qu'il existe des imams pour dire que le Coran ne leur a pas appris la guerre alors que d'autres s'en servent comme d'un moyen de répression.

P.M. La religion était-elle importante dans votre famille ?

T.K. Pas au sens de la pratique religieuse. Elle l'était au niveau des racines et des repères. Mon père était quelqu'un de laïc. Mais il avait ses dialogues intérieurs. J'étais surpris de le voir les jours de fête... son mysticisme me touchait.

P.M. L'Europe est le seul exemple dans l'Histoire de pays qui, cinquante ans avant, s'entre-tuaient et décident d'avancer ensemble. Qu'est-ce que la Turquie peut lui apporter ?

T.K. Ce serait un facteur d'apaisement, de stabilité pour tous ces jeunes qui ont un problème identitaire car la religion musulmane est celle qui progresse le plus en France.

P.M. L'idée du djihad est très présente dans les banlieues, et la Turquie a ses extrémistes. Comprenez-vous que la crainte de l'islamisme radical préoccupe les Français ?

T.K. Oui, je le comprends. Mais ce sont des sujets sur lesquels il est très difficile de se prononcer.

P.M. Vous avez délaissé partiellement le cinéma pour la musique, pourquoi ?

T.K. Depuis l'enfance, je rêvais de me mettre à la guitare. Mais à cause de toutes les connotations associées à l'instrument – les cheveux longs – les joints, mes parents n'ont pas voulu.

P.M. C'était la dimension artistique qui les dérangeait ?

T.K. Oui. Ils pensaient qu'être artiste n'était pas un vrai métier. Ils disaient : "On ne travaille pas pour la gloire, il faut gagner de l'argent." Le blocage était total. Je suis quand même devenu acteur. ■

Tcheky Karyo sera à l'affiche le 27 octobre d'« Un long dimanche de fiançailles », le film de Jean-Pierre Jeunet.

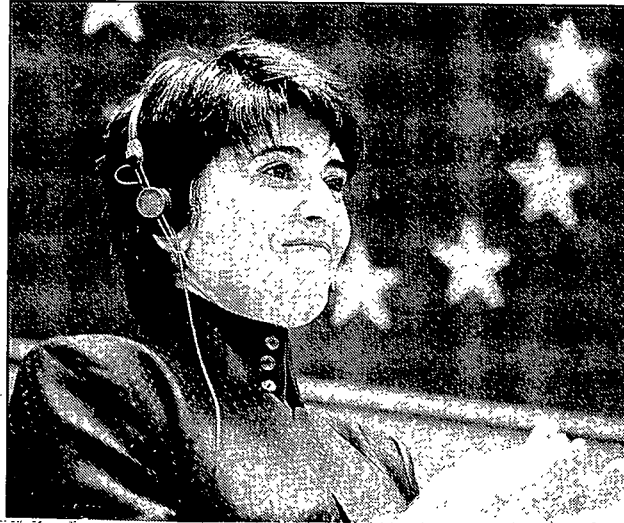
Elle avait été libérée en juin dernier après dix années de prison

Troisième procès pour l'ex-députée kurde Leyla Zana

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

Libérée en juin après dix années de prison, l'ex-députée Leyla Zana s'apprête à être jugée pour la troisième fois depuis sa première condamnation en 1994. Son procès, qui s'ouvre aujourd'hui, devrait durer plusieurs mois. Le chef d'accusation est toujours le même : l'ancienne députée kurde ainsi que trois de ses collègues, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak, vont devoir répondre de leur soutien présumé aux rebelles kurdes du PKK, engagés dans la guerre sanglante contre l'armée turque qui, entre 1984 et 1999, a causé la mort de plus de 30 000 personnes.

D'abord condamnée à 15 années de prison en 1994, Leyla Zana avait été rejugée avec ses amis en avril dernier, à la demande de la Cour européenne des droits de l'homme considérant que le premier procès n'avait pas été équitable. Le verdict du second procès, qui avait confirmé la précédente



Leyla Zana s'est rendue à Bruxelles le 14 octobre pour recevoir le prix Sakharov, qui lui avait été attribué en 1995. Elle était alors en prison pour son soutien présumé aux rebelles kurdes du PKK. (Photo Logghe/AP.)

condamnation et provoqué des réactions irritées de la part de l'Union européenne, avait finalement été annulé par la Cour de cassation pour vice de procédure.

Ce troisième procès est donc l'aboutissement d'une longue

procédure. Dans le même temps, et sans préjuger de la parole finale des juges, il marque d'ors et déjà un tournant dans l'histoire judiciaire turque, bouleversée par la récente adoption du nouveau Code pénal, l'abolition des cours de sûreté de l'Etat

et des tribunaux d'exception.

Les cadres fondamentaux de la loi ont été profondément remaniés ; reste à savoir si la loi peut être effectivement mise en œuvre. Le procès de Leyla Zana et de ses amis va donc permettre de vérifier que le changement n'est pas seulement inscrit dans les textes et qu'il se traduit également en actes.

Déjà, les conditions de cette nouvelle comparution diffèrent des précédentes. Comme le précise leur avocat, Yusuf Alatas, les quatre anciens députés kurdes seront libres, en principe, de ne pas comparaître devant la Cour qui ne sera plus, cette fois, la Cour de sûreté de l'Etat, mais la cour d'assises d'Ankara. Et pour Yusuf Alatas, « il n'est pas question qu'ils retournent en prison » puisqu'ils ont déjà purgé une peine supérieure à celle prévue dans le nouveau Code pénal.

Depuis sa sortie de prison, il y a quatre mois, dans l'attente de ce nouveau procès, Leyla Zana s'est efforcée de reprendre ses marques dans la vie politique du pays. Après avoir déclaré, le jour de sa libération, que « *le temps de la paix* » était venu, elle a parcouru le Sud-Est anatolien et participé à de nombreux meetings politiques, provoquant une certaine irritation dans la sphère militaire turque. Ce qui ne l'a pas empêchée de poursuivre sa route : la semaine

dernière encore, autorisée à quitter momentanément le territoire turc, elle s'est rendue au Parlement européen de Bruxelles pour y recevoir le prix Sakharov, qui lui avait été attribué en 1995 alors qu'elle venait d'être condamnée à quinze ans de prison.

A l'occasion de ce voyage en Europe, Leyla Zana a également retrouvé son mari Mehdi Zana et ses deux enfants, qu'elle n'avait pas revus depuis plusieurs années. Mehdi Zana, qui est lui-même un homme politique kurde de premier plan, vient pour sa part de retrouver le territoire turc après neuf années d'exil en Suède. Vendredi dernier, en compagnie de son épouse, il a débarqué à l'aéroport d'Istanbul. Mais la police l'attendait à sa descente d'avion... Mehdi Zana a finalement été relâché, le lendemain, après avoir été présenté devant un juge qui a estimé que les charges retenues contre lui, dans le passé, ne constituaient plus un délit.

L'ex-députée kurde Leyla Zana annonce la création d'un parti

ANKARA. Quatre ex-députés kurdes de Turquie, dont Leyla Zana, qui militent pour les droits des Kurdes, ont annoncé, vendredi 22 octobre, la création d'un nouveau parti, en vue de « soutenir le processus européen de la Turquie » et d'« obtenir une solution pacifique et démocratique » à la question kurde dans ce pays. La lauréate 1995 du Prix Sakharov du



TARIK TINAZAY/AP

Parlement européen a souligné que ni elle ni ses autres anciens collègues députés ne brigueront la présidence du nouveau mouvement, qui œuvrera pour un amendement constitutionnel prenant en compte les « diversités ethniques et culturelles » en Turquie, notamment les Kurdes, estimés à quelque 15 millions sur une population de plus de 70 millions d'habitants. Après leur conférence presse, les quatre anciens députés, libérés par une cour d'appel en juin après avoir purgé dix ans, se sont rendus au palais de justice (photo) où s'est ouvert leur troisième procès, décrit comme une pure formalité par leur avocat, Yusuf Alatas. - (AFP.)

Les eurodéputés Verts débattent à Istanbul de l'adhésion turque

Une minorité s'oppose à la ligne majoritaire favorable à la Turquie

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

C'est sur les rives du Bosphore, à Istanbul, que le groupe des Verts du Parlement européen s'est réuni, du 19 au 22 octobre, pour réclamer l'ouverture rapide de négociations d'adhésion entre l'Union européenne et la Turquie. « Notre groupe est majoritairement favorable à ce qu'elles démarrent en 2005 », a déclaré Daniel Cohn-Bendit, leur président, espérant ainsi faire pression sur les chefs d'Etat et de gouvernement, qui devront fixer une date lors du Conseil européen du 17 décembre.

L'eurodéputé autrichien Johannes Voggenhuber, qui fait partie de la minorité Verte défavorable à l'entrée de la Turquie, lui a apporté une vive contradiction lors d'un débat sur « les frontières de l'Europe ». Il a d'abord déploré que « ni les peuples ni les Parlements » n'aient été consultés sur une telle candidature avant le sommet d'Helsinki, en décembre 1999, au cours duquel, « après un simple tour de table », les chefs d'Etat ont décidé que la Turquie avait vocation à rejoindre l'Union.

M. Cohn-Bendit lui a suggéré de « bien distinguer les peuples et les

élites ». « Johannes, crois-tu qu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale ce sont les peuples allemand et français qui ont voulu la réconciliation ? N'est-ce pas plutôt l'intelligence de certaines élites qui les y a conduits ? », a-t-il demandé, faisant manifestement allusion au secret dans lequel Jean Monnet et Robert Schuman ont planifié la mise en commun du charbon et de l'acier.

Recep Tayyip Erdogan en visite à Paris

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, qui effectue une visite privée à Paris, mercredi 20 et jeudi 21 octobre, a pressé la France, mardi, de se prononcer pour l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

« Il est très important pour nous que la France nous apporte le soutien nécessaire » lors du sommet européen du 17 décembre, qui doit se prononcer sur une ouverture des négociations d'adhésion avec Ankara, a déclaré M. Erdogan avant d'embarquer dans l'avion pour Paris.

M. Erdogan devait rencontrer le secrétaire général de l'OCDE Donald Johnstone, ainsi que des milieux d'affaires et le député UMP Pierre Lellouche, membre de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale et membre du groupe d'amitié France-Turquie. — (AFP.)

NON AU RÉFÉRENDUM

M. Cohn-Bendit s'est, par ailleurs, dit totalement hostile à ce que la France soit consultée par référendum sur l'adhésion de la Turquie. « La question ne sera pas de savoir si l'on veut ou non intégrer [les Turcs], ce sera "Aimez-vous ou non les musulmans ?" », a-t-il affirmé. « Regardez ce qui s'est passé en Allemagne, a-t-il ajouté à l'appui de sa démonstration.

La dirigeante de la CDU, Angela Merkel, a dû renoncer à sa pétition pour un partenariat spécial, parce que l'extrême droite était prête à la signer ! »

« L'intégration de la Turquie contredit pleinement le projet des pères fondateurs de l'Europe ! a répliqué M. Voggenhuber, qui a participé aux travaux de la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing. Si l'on intègre la Turquie, pour

quoi refuserait-on le Maroc, Israël ou la Palestine ? » « On fera ainsi de

l'Europe une simple organisation internationale, et non une entité politique capable de créer un ordre social européen, a-t-il expliqué. Or qui le souhaite ? Les Américains ! » Il a exhorté les Européens à « ne pas répéter l'erreur qu'ils ont commise lorsqu'ils ont accueilli dix nouveaux pays avant d'avoir approfondi leurs institutions : aujourd'hui, ce sont les Polonais qui nous empêchent d'adopter la Constitution ! »

M. Cohn-Bendit a assuré que « l'idée fédéraliste, voulue par les six pays fondateurs, est morte avec l'entrée de l'Angleterre », et que « le pays qui risque de faire capoter la Constitution, c'est l'Angleterre, pas la Pologne ». M. Voggenhuber a demandé si la Turquie veut « autre chose que la prospérité » en entrant dans l'Union européenne. « Souhaitte-t-elle participer au rêve européen ? », a-t-il questionné.

Un universitaire, Ahmed Insel, professeur à Paris et à Istanbul, lui a renvoyé la question, jugée « à la fois pertinente et impertinente ». « Est-ce que la France profonde ou l'Autriche profonde partagent le projet européen ? a-t-il demandé. S'il y a une crise de l'identité européenne, le cas turc en est le symptôme, pas la cause ! »

M. Insel, vivement approuvé par M. Cohn-Bendit, a regretté que « dans le subconscient des Européens, y compris de certains hommes politiques comme François Bayrou, ce soit la religion musulmane qui pose problème ». « Les Anglais, qui sont les fossoyeurs de l'Europe, sont jugés européens parce qu'ils sont chrétiens », a-t-il déploré.

Rafaële Rivais

IRAN Réunion, hier à Vienne, entre les représentants de Paris, Berlin, Londres et Téhéran

Les Européens négocient un compromis nucléaire avec l'Iran

La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne vont poursuivre dans quelques jours leurs négociations avec Téhéran sur le programme nucléaire de l'Iran, a déclaré un responsable iranien après une réunion hier à Vienne. La réunion, commencée hier à la mission française à Vienne, a été présentée comme celle de « la dernière chance » avant la prochaine session de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le 25 novembre à Vienne, laquelle devra déterminer si elle envoie le dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité pour d'éventuelles sanctions internationales.

Vienne : Maurin Picard

Diplomates français, anglais et allemands avaient rendez-vous hier à Vienne, en un lieu tenu secret, avec leurs homologues iraniens, pour tenter une dernière médiation sur la question des intentions nu-

cléaires de Téhéran. Il s'agissait de convaincre les Iraniens d'accepter une « suspension totale et définitive » de leur programme d'enrichissement de l'uranium. Un programme révélé par l'AIEA qui n'a toutefois pas pu trouver de « smoking gun », « l'arme du crime ». L'Iran risque néan-

moins d'être traîné devant le Conseil de sécurité des Nations unies, s'il n'a pas fait la preuve avant le 25 novembre prochain de ses intentions pacifiques en matière nucléaire. A cette date, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA, réuni à Vienne, décidera s'il doit transmettre ou non le dossier à New York. Ce qui reviendrait à courir le risque de déclencher une nouvelle crise internationale.

Afin d'éviter une telle extrémité, Paris, Berlin et Londres devaient proposer à Téhéran un compromis. Les Iraniens prouveraient qu'ils ne cherchent pas à se doter de l'arme atomique et bénéficieraient en

échange d'un « paquet » de mesures destinées à rétablir la confiance : reprise des négociations pour un accord commercial avec l'Union européenne, fourniture de combustible russe pour de futures centrales, et même, éventuellement, aide à l'acquisition d'un « réacteur de recherche à eau légère ». Ce type de réacteur sert à produire de l'électricité, à la différence d'un réacteur à eau lourde, capable de produire du plutonium utilisable pour des armes nucléaires.

Cette offre risque fort, cependant, de ne pas suffire. Téhéran a répondu qu'il attendait de prendre connaissance

de la proposition européenne pour prendre position. Mais refuse de stopper l'enrichissement de l'uranium, soulignant que cela n'est pas interdit par le traité de non-prolifération (TNP). Tout juste une suspension temporaire serait-elle envisageable, « sous certaines conditions » non précisées. Le principal délégué iranien à Vienne, Hossein Moussavian, a averti que les négociations échoueraient si l'Iran n'était pas autorisé à garder le contrôle de tout le cycle nucléaire, se disant toutefois prêt à accepter une offre de combustible de la part de pays eu-

ropéens ou des Etats-Unis.

« Si notre droit est reconnu et que [les Occidentaux] acceptent l'idée que l'Iran mène des activités nucléaires pacifiques, nous accepterons tous les mécanismes garantissant que notre programme ne dévie pas vers la construction de la bombe atomique », a déclaré de son côté le président iranien Mohamed Khatami. « Si nous voulons produire 7 000 ou 10 000 mégawatts d'électricité nucléaire, nous ne pouvons pas dépendre des autres pour le combustible des centrales nucléaires car ils peuvent à tout moment refuser de

nous [le] donner », a-t-il ajouté.

Les Européens, qui tentent depuis un an de maintenir le dialogue avec l'Iran, n'ont pas reçu le soutien des Etats-Unis dans leur démarche. Washington accuse Téhéran de vouloir fabriquer l'arme atomique sous couvert de son programme nucléaire civil. « Nous savons à présent que les Iraniens ont menti systématiquement sur leurs intentions depuis 20 ans, affirme un diplomate américain en poste à Vienne. « C'est toujours le même scénario : ils affichent une ligne dure, puis cèdent au

dernier moment, sur des points de détail, pour donner l'impression de vouloir collaborer. »

En coulisses, les dirigeants européens disent partager de plus en plus cette opinion. Le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw, estimait après des entretiens à Londres avec son homologue allemand, Joschka Fischer, que « l'Iran doit encore nous donner la confiance dont nous avons besoin quant à ses intentions ». Sans quoi il en sera fini des espoirs d'une sortie de crise avant la prochaine réunion de l'AIEA, le 25 novembre.

TURQUIE En visite à Paris, le premier ministre turc s'est étonné de l'accueil réservé à la candidature d'Ankara

Erdogan s'irrite du double langage de l'Union européenne

LE FIGARO VENDREDI 22 OCTOBRE 2004

Charles Lambroschini

Face à l'Union européenne, il y aurait donc des candidats moins égaux que d'autres ? Le sourire diplomatique de Recep Tayyip Erdogan cache mal son amertume. En visite cette semaine à Paris, le chef du gouvernement d'Ankara s'étonne de l'exception opposée à la Turquie : « La négociation avec l'Europe n'aboutira pas forcément à l'adhésion. »

Le premier ministre souligne que jamais dans le passé un pays-candidat n'a été soumis à pareille incertitude. D'ailleurs, insiste-t-il, la Bulgarie et la Roumanie, qui viennent d'entamer le processus, ne semblent pas craindre une éventuelle fin de non-recevoir. « Les tractations peuvent durer longtemps, admet Erdogan. Il a ainsi fallu près de douze ans avant que la Grande-Bretagne soit admise. Mais, quitte à ce que la discussion ait été prolongée parce que la négociation sur les critères traînait, il y a toujours eu une date d'aboutissement. »

Erdogan s'irrite surtout du double langage d'une Europe partagée entre des dirigeants politiques, qui affichent un oui officiel à la Turquie, et l'homme de la rue qui préfère le non. « La liste des arguments retenus contre nous est longue », reconnaît Erdogan. Mais, qu'il s'agisse du caractère musulman de la Turquie, susceptible de déstabiliser un club histori-

quement chrétien, ou de la masse démographique du plateau anatolien risquant de

bousculer le centre de gravité des Vingt-Cinq, ses réponses se veulent aussi calmes que raisonnables.

« Avec la France, avec l'Europe, explique le premier ministre, nous sommes déjà ensemble à l'Otan, à l'OSCE, à l'OCDE. Sur tous les sujets militaires, culturels, économiques, la cohabitation avec la Turquie est parfaitement harmonieuse. Les Français, les Allemands, les Polonais, tout récemment entrés

dans l'UE, n'ont aucune raison de craindre la diversité. Elle est source d'enrichissement. Les footballeurs français qui ont remporté le championnat du monde en 1998 n'étaient-ils pas issus de tous les horizons ? »

La Turquie a fait des efforts exemplaires, plaide encore le premier ministre. C'est une démocratie et un Etat de droit. C'est aussi un pays laïc dont le gouvernement islamiste se garde bien de rompre avec l'héritage de Mustapha Kemal, le père fondateur qui, dès les années vingt, s'acharna à séparer la société du Coran. La Turquie n'a pas non plus mendié l'indulgence des Européens. « Elle n'a compté que sur elle-même, affirme Erdogan, pour se hisser au niveau de modernité qu'exige l'entrée dans l'UE. Un exemple : en deux ans, la proportion de la population vivant de l'agriculture est tombée de 42 % à 34 % ».



en Turquie que sur le territoire français. »

Aux yeux du premier ministre, les interrogations que soulève la perspective pour l'Union européenne d'avoir soudain une frontière commune avec l'Irak, l'Iran et le Caucase doivent être inversées. « Plutôt que de s'inquiéter des violences qui, venues de ces zones instables, pourraient contaminer l'Europe, parions que l'Europe se révélera capable d'exercer une influence apaisante. Elle ne doit pas craindre d'assumer ses responsabilités. Elle doit agir pour expulser la paix. »

Erdogan s'attriste de constater que la « question turque » soit devenue une affaire de politique intérieure. « Avec la France, affirme-t-il, notre amitié est ancienne. Dans la langue turque, les mots d'origine française sont très nombreux et, à l'époque de l'Empire ottoman, le style français était partout visible dans notre architecture. Aujourd'hui, les entreprises françaises sont au premier rang des investisseurs étrangers. »

Exprimé de façon implicite, l'avertissement d'Erdogan est pourtant clair : « Je crains qu'une attitude trop réticente dans le public français et dans les opinions européennes ne finisse un jour par avoir un impact négatif en Turquie. »

Alors, au lieu de fantasmer sur le péril que pourrait représenter la Turquie, les Européens devraient réfléchir aux avantages que leur apporterait son adhésion. La vieille Europe a sûrement besoin du renfort de jeunes, nombreux et dynamiques. Pour autant, les cent millions d'habitants que le pays comptera sans doute à l'horizon 2020 ne menaceront pas de tous déferler chez leurs nouveaux partenaires. Erdogan remarque : « Après avoir pendant tant d'années exporté ses travailleurs, la Turquie, à son tour, devra peut-être en importer. » Il ajoute : « Mon pays n'est plus sous-développé. Il y a plus de Renault qui circulent

49 Iraqi soldiers die in guerrilla ambush

Unarmed troops executed on remote road by rebels disguised as security officers

By Edward Wong

BAGHDAD: In the single deadliest ambush of the Iraq insurgency, guerrillas dressed as security officers executed 49 freshly trained Iraqi soldiers on Saturday evening on a remote road in eastern Iraq as the unarmed soldiers were going home on leave, Iraqi officials said Sunday.

The soldiers were pulled out of three minibuses at a fake checkpoint about 150 kilometers, or 95 miles, east of Baghdad, near the Iranian border, police officials said. They were told or forced to lie down on the ground in four rows, then killed, mostly with bullets to their heads.

The ambush showed a high level of organization and the insurgents probably had inside information on the travel plans of the soldiers, who were members of the nascent Iraqi National Guard, officials said.

[A claim of responsibility posted Sunday on an Islamist Web site attributed the attack to followers of Jordanian-born terrorist leader Abu Musab al-Zarqawi, The Associated Press reported.]

The ambush dealt a humiliating blow to the American military and the interim Iraqi government at a time when top officials said that Iraqi security forces were being quickly readied to take over policing duties from the 138,000 U.S. troops.

The attack raised questions about the training process and the recruits: Why were the guardsmen allowed to travel

unarmed and without protection, given the frequent attacks on the Iraqi security forces? Why did men trained to be soldiers not put up a fight? How did the insurgents get security uniforms and information on the travel plans of the soldiers?

Iraqi and American officials said they had no immediate answers.

"We're working with the Ministry of Defense to get a full assessment of what happened," said Captain Steven Alvarez, a spokesman for the office of Major General David Petraeus, who oversees the recruitment and training of the Iraqi security forces.

Outside of ramming car bombs into crowds, insurgents have never killed so many people in one attack. Even then, the bombs generally killed young men standing outside police or national guard stations looking for jobs, and not trained soldiers.

On Saturday, two car bombs in the volatile Sunni triangle area killed a total of 18 Iraqi policemen, guardsmen and recruits.

In the Iraqi capital, a U.S. State Department security officer, Edward Seitz, was killed by a mortar or rocket attack early Sunday morning at Camp Victory, the American base next to Baghdad International Airport that serves as the military's operations center.

Seitz was the first American diplomatic employee known to be killed in the war. He was posted at the base at the time of attack, said Bob Callahan, an American Embassy spokesman.

Meanwhile, Moktada al-Sadr, the Shiite cleric who has led two uprisings against the occupation, issued a statement late Saturday night saying he fully supported the leaders of the insurgent stronghold of Falluja, which could face invasion within weeks by the marines.

Sadr said that he was ready to intervene in the standoff, and that he backed the leaders whether they decided to reach a peace agreement with the Americans and the Iraqi government or take up arms. "No mercy to the occupiers, and the resistance will continue, God willing," Sadr said.

His words come at a time when his aides say he has been trying to disarm his thousands-strong militia, the Mahdi Army, and enter legitimate politics in advance of general elections scheduled for January.

Last April, Sadr told his militia to wage war on the Americans at the same time that marines staged an ill-fated assault on Falluja, creating a two-front revolt that led to one of the biggest crises of the occupation.

Sadr's statement raised the possibility that a similar eruption could take place if the marines invade again, although a Sadr aide, Hashim Abu Rejaf, said in an interview that Sadr was just lending "moral support" for now.

Sadr favors a peaceful solution, he said, especially as elections approach.

Still, Sadr's message could be interpreted as a call to arms by some members of the Mahdi Army, which is loosely organized and made up mostly of poor, undisciplined young men.

The New York Times

■ Bulgarian soldier dies in Iraq

Military officials in Sofia said that a Bulgarian soldier died and three others were wounded Sunday when a car bomb exploded near their military convoy in the southern Iraqi city of Kerbala, news agencies reported.

Government spokesman Dimitar Tsonev confirmed the soldier's death and said three others had been wounded in the attack, which occurred on Sunday afternoon.

Bulgaria has a 480-member peace-keeping battalion stationed in Iraq. Six of its soldiers and several civilians have been killed in the past year.

In political developments Sunday, UN negotiators are willing to sit down with Sunni Muslim clerics threatening to boycott elections, the UN's envoy to Iraq, Ashraf Jehangir Qazi, said. He told reporters that providing mediators to forestall a widespread walkout of scheduled January balloting was within the UN's charter for Iraq.

The Association of Muslim Scholars, created only 18 months ago but now the most influential representative of Iraq's Sunni Arabs, is threatening to boycott



The bodies of Iraqi soldiers lying on a remote road in eastern Iraq on Sunday after a deadly ambush. Officials said the attack suggested organization and inside information.

October 25, 2004
INTERNATIONAL
Herald Tribune

the vote if U.S. and Iraqi troops storm the Sunni insurgent stronghold of Falluja.

A large-scale boycott by the Sunni Arabs — who make up 15 percent to 20 percent of Iraq's nearly 26 million people and are spearheading an increasingly vicious insurgency — would hurt the vote's credibility and could push

Iraq into even deeper disarray.

In the election, which is to be held by Jan. 31, Iraqis will select a 275-member assembly whose main task will be to draft a constitution. If adopted, it would be the foundation for a second election to be held in late 2005. (Reuters, AP)

IRAK Quarante-neuf militaires désarmés ont été assassinés dans un attentat revendiqué par le groupe de Zarkaoui

Massacre de recrues irakiennes

Découverte macabre, hier, au nord de Bagdad, non loin de la localité de Mandali, où les corps de quarante-neuf nouvelles recrues de l'armée irakienne et de cinq chauffeurs civils ont été retrouvés. Les victimes, originaires du Sud chiite, faisaient route à bord de plusieurs minibus samedi soir lorsqu'elles sont tombées dans une embuscade. Ces soldats n'étaient pas armés. Ils rentraient chez eux après avoir suivi un entraînement de vingt jours dans une base de Kir-

kouch, à 90 km au nord-est de Bagdad. Ils ont été abattus d'une balle dans la tête.

L'opération a été revendiquée par le biais d'un site internet islamiste au nom du groupe dirigé par le terroriste jordanien Abou Moussab Al-Zarqaoui. « Des enfants de l'organisation al-Qaida du djihad dans le pays du Rafidain (Mésopotamie) ont réussi à tuer 48 têtes corrompues, membres de la Garde irakienne », dit le communiqué. Le groupe de Zarqaoui, qui vient

de faire allégeance au réseau al-Qaida d'Oussama ben Laden, signe désormais ses communiqués de ce nom, abandonnant l'appellation Tawhid wal djihad

(Unité et guerre sainte) sous laquelle il était connu jusqu'ici.

Les forces de sécurité paient cher leur coopération avec l'armée américaine. Samedi, dans la ville de Baghdadi, à quelque 200 km à l'ouest de la capitale irakienne, dix-neuf policiers ont été tués et quarante-sept autres blessés par un attentat suicide à

la voiture piégée, devant l'académie de police. Le même jour, près de Samarra, à 120 km au nord de Bagdad, un membre de la Garde nationale a été tué et deux ont été blessés dans un attentat suicide à la voiture piégée. Enfin, dans le Kurdistan irakien, jusque-là plutôt épargné par les violences, un chef de la police de la ville d'Erbil a été tué par balles, avant-hier, à la sortie d'une mosquée. L'attaque a été revendiquée par le groupe Ansar al-Sunna.

Les Américains ont également été visés ce week-end. Un officier de sécurité de l'ambassade américaine à Bagdad a été tué hier dans une attaque au mortier contre le Camp Victory, situé près de l'aéroport de Bagdad. Ed Seitz est le premier diplomate américain tué lors de ce conflit.

Hier, enfin, un militaire bulgare a été tué et trois autres blessés dans l'explosion d'un camion rempli d'explosifs, près de Kerbala, au sud de Bagdad, a fait savoir le ministère bulgare de la Défense.

A Sadr City, une opération de recherche d'armes a été lancée par l'armée américaine, avec l'envoi, hier, d'un premier convoi chargé de cette mission, après la collecte d'armes dans le quartier chiite de Bagdad. Près de 18 000 armes et munitions ont été remises aux forces de l'ordre lors du désarmement de cette banlieue à forte implantation de miliciens du chef radical chiite Moqtada al-Sadr. Ce dernier a affirmé hier « être prêt à apporter son aide aux moudjahidins de Faludja », bastion sunnite rebelle à l'ouest de Bagdad, sur lequel l'armée américaine resserre son étaiu depuis le 14 octobre.

Par ailleurs, le photographe indépendant français, Corentin Fleury, 21 ans, enlevé quelques heures, samedi, à Faludja, a affirmé, hier, à l'AFP qu'il était « libre » de ses mouvements, grâce à l'entremise du conseil Choura (consultation) de la ville.

B. R. (Avec AFP, Reuter.)



Les soldats rentraient chez eux après avoir suivi un entraînement de vingt jours sur une base de Kirkouch. Ils n'étaient pas armés et ont été abattus d'une balle dans la tête. (Photo Ali Yussef/AFP.)

INTERNATIONAL
Herald Tribune
October 26, 2004

Tons of explosives are missing in Iraq

White House plays down the threat, while Kerry calls loss a 'great blunder'

By James Glanz, William J. Broad and David E. Sanger

The Iraqi interim government has warned the United States and international nuclear inspectors that nearly 380 tons of powerful conventional explosives — used to demolish buildings, produce missile warheads and detonate nuclear weapons — are missing from one of Iraq's most sensitive former military installations.

The huge facility, called Al Qaqaa, was supposed to be under U.S. military control but is now a no man's land, still picked over by looters as recently as Sunday. Weapons inspectors from the United Nations had monitored the explosives for many years, but White House and Pentagon officials acknowledge that the explosives vanished after the U.S. invasion last year.

The White House spokesman, Scott McClellan, played down the threat from the lost explosives on Monday, and said they posed no danger of nuclear proliferation.

"We have destroyed more than 243,000 munitions," he said. "We've secured another nearly 163,000 that will be destroyed."

But the Democratic presidential nominee, Senator John Kerry of Massachusetts, said that the failure of U.S.

forces in Iraq to secure the explosives amounted to "one of the great blunders of this administration," putting Americans and coalition troops at greater risk.

The White House said that President George W. Bush's national security adviser, Condoleezza Rice, was informed

within the past month that the explosives were missing. It is unclear whether Bush was informed. U.S. officials have never publicly announced the disappearance, but beginning last week they answered questions about it posed by *The New York Times* and the CBS News program "60 Minutes."

The International Atomic Energy Agency chief, Mohamed ElBaradei, confirmed the disappearance of the explosives to the UN Security Council on Monday, an agency spokeswoman told *The Associated Press* in Vienna.

Administration officials said Sunday that the Iraq Survey Group, the CIA task force that searched for unconventional weapons, has been ordered to investigate the disappearance of the explosives.

U.S. weapons experts say their immediate concern is that the explosives could be used in major bombing attacks against U.S. or Iraqi forces. The explosives, mainly HMX and RDX, could be used to produce bombs strong enough



Doug Mills/The New York Times

Condoleezza Rice, national security adviser, learned of the missing weapons in the past month, the White House said.

to shatter airplanes or tear apart buildings.

The bomb that brought down Pan Am Flight 103 over Lockerbie, Scotland, in 1988 used less than a pound, or less than half a kilogram, of the material of the type stolen from Al Qaqaa, and somewhat larger amounts were apparently used in the bombing of a housing complex in November 2003 in Riyadh and the blasts in Moscow apartment buildings in September 1999 that killed nearly 300 people.

The explosives could also be used to trigger a nuclear weapon, which was why international nuclear inspectors had kept a watch on the material, and even sealed and locked some of it.

But the other components of an atom bomb — the design and the radioactive fuel — are more difficult to obtain.

"This is a high explosives risk, but not necessarily a proliferation risk," one senior Bush administration official said.

The International Atomic Energy Agency had publicly warned about the danger of these explosives before the war, and after the invasion it specifically told U.S. officials about the need to keep the explosives secured, European diplomats said in interviews last week.

Administration officials say they cannot explain why the explosives were not safeguarded, beyond the fact that the occupation force was overwhelmed by the amount of munitions found throughout the country.

The Qaqaa facility, about 50 kilometers, or 30 miles, south of Baghdad, was well known to U.S. intelligence officials. Saddam Hussein made conventional warheads at the site, and the atomic agency dismantled parts of his nuclear program there in the early 1990s, after the 1991 Gulf war.

In the prelude to the 2003 invasion, Bush cited a number of other "dual use" items — including tubes that the administration contended could be converted to use for the nuclear program — as a justification for invading Iraq.

After the invasion, when widespread looting began in Iraq, the international weapons experts grew concerned that the Qaqaa stockpile could fall into un-



Anmar Fali/The Associated Press

U.S. and international officials were familiar with Al Qaqaa, a large arms complex south of Baghdad used by Saddam Hussein.

friendly hands. In May, an internal memorandum at the International Atomic Energy Agency warned that terrorists might be helping "themselves to the greatest explosives bonanza in history."

In an interview with The New York Times and CBS in Baghdad, the Iraqi minister of science and technology, Rashad Omar, confirmed the loss of the explosives. "Yes, they are missing," Omar said. "We don't know what happened."

The atomic agency has reported that machine tools that can be used for either nuclear or nonnuclear purposes have also been looted.

Omar said that after the U.S.-led invasion, the sites containing the explosives were under the control of the Coalition Provisional Authority, a U.S.-led entity that was the highest civilian authority in Iraq until it handed sovereignty of the country over to the interim government on June 28.

"After the collapse of the regime, our liberation, everything was under the coalition forces, under their control," Omar said. "So probably they can answer this question, what happened to the materials."

Officials in Washington said they had

no answers to that question.

One senior official noted that the Qaqaa complex where the explosives were stored was listed as a "medium priority" site on the CIA's list of more than 500 sites that needed to be searched and secured during the invasion. In the chaos that followed the invasion, many of those sites, even some considered a higher priority, were never secured.

"Should we have gone there? Definitely," said one senior administration official. "But there are a lot of things we should have done, and didn't."

The New York Times

European Muslims joining war against U.S. in Iraq

By Craig S. Smith
and Don van Natta Jr.

PARIS: Officials of the French antiterrorist police have identified a young Frenchman killed fighting the United States in Iraq, the first confirmed case of what is believed to be a growing stream of Muslims heading from Europe to fight what they regard as a new holy war.

Redouane el-Hakim, 19, the son of Tunisian immigrants, died during an American bombardment of insurgents in Falluja on July 17, according to an intelligence official close to the case.

Intelligence officials fear that, for a new generation of disaffected European Muslims, Iraq could become what Afghanistan, Bosnia and Chechnya were for European Islamic militants in past decades: a galvanizing cause that sends idealistic young men abroad, trains them and puts them in touch with a more radical global network of terrorists. Many young Europeans who fought in those wars came back to Europe to plot terrorist attacks at home.

"We consider these people dangerous because those who go will come back once their mission is accomplished," the intelligence official said. "Then they can use the knowledge gained there in France, Europe or the United States. It's the same as those who went to Afghanistan or Chechnya."

Hundreds of young militant Muslim men have left Europe to fight in Iraq, according to senior counterterrorism officials in four European countries. They have been recruited through mosques, Muslim centers and militant Web sites by several groups, including Ansar al-Islam, the Kurdish terrorist group once based in northern Iraq.

French officials stress that there is not yet evidence of a broad French network funneling fighters to Iraq, and terrorism experts say the vast majority of foreign fighters there come from other countries in the region. But past experience with returning fighters from other Muslim holy wars is causing anxiety in Europe.

Virtually all of the major terrorists arrested in Europe in the past three years spent time in Bosnia, Afghanistan or Chechnya. Two years ago, French anti-terrorism police officers broke up a cell of Chechen-trained militants who they believe were plotting a chemical attack in Paris. Those arrests triggered an investigation that is still active into what French counterterrorism officials call "the Chechen network."

"Now the new land of jihad is Iraq," the intelligence official said. "There, they're trained, they fight and acquire a technique and the indoctrination sufficient to act on when they return."

A network of recruiters for Iraq first appeared in Britain, France, Germany, Spain, Italy and Norway within months of the U.S.-led invasion, officials said. Some officials said that the recruitment effort has now spread to other countries in Europe, including Belgium and Switzerland. The network provides forged documents, financing, training and information about infiltration routes into the country.

One senior European intelligence official said there is evidence that Abu Musab al-Zarqawi, the Jordanian-born militant believed to be operating in Falluja, has established a sophisticated network that has helped recruit nearly 1,000 young men from the Middle East and Europe.

"These young men know where the action is — they easily cross the borders of Syria or Turkey and they go directly to Falluja," the official said.

The French official said many of these people are passing through Britain, once the major staging point for Muslims going to Afghanistan, or through Saudi Arabia, using the cover of a pilgrimage to Mecca to enter the Saudi kingdom before crossing into Iraq.

In June, French news organizations reported that Syria had stopped two French citizens from entering Iraq and had expelled them to Turkey. A Tunisian who left from the southern French port of Marseille was also reported to have died

last year in a suicide bombing in Iraq.

That man, Lofti Rihani, had links to a terrorist cell now on trial in France for plotting a Christmas holiday attack on a market in the eastern city of Strasbourg in 1999, according to a report in the French newspaper Le Figaro.

Last year, German media quoted the president of Germany's Federal Intelligence Service, August Hanning, as saying that Germany has evidence that some Islamic militants have left Germany to fight in Iraq. He said fighters were also being recruited in Britain and Bosnia.

Seven men arrested in northern Italy last year were accused of providing false passports and money or other support to an Islamic network smuggling fighters to Iraq.

More recently, Rabei Osman Sayed Ahmed, known as Muhammad the Egyptian, who is facing charges of orchestrating the March 11 train bombings in Madrid, was recorded on wiretaps boasting in Italy that he was about to send a team of suicide bombers to Iraq.

French intelligence officials say they know of at least two other Frenchmen in Falluja and believe that there are at least 10 others in Iraq, mostly of Tunisian origin from working-class suburbs of Paris.

The New York Times

Craig S. Smith reported from Paris for this article, and Don van Natta from London. Helene Fouquet contributed reporting from Paris.

Herald INTERNATIONAL Tribune

October 26, 2004

TURQUIE L'UDF, qui avait menacé de voter contre, a finalement émis un vote favorable

L'Assemblée accorde 47 millions à Ankara au titre de la « pré-adhésion »

Nicolas Barotte

L'Europe et le dossier turc se sont immiscés brièvement hier à l'Assemblée nationale dans les débats sur le projet de loi de finances pour 2005. Les députés ont adopté l'article 43 du projet, relatif au « *prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat* » pour financer le budget européen. Pour 2005, ce prélèvement s'élève à 16,57 milliards d'euros, dont 47 millions d'euros bénéficient à la Turquie au titre de pays « pré-adhérent ».

Les opposants à l'adhésion d'Ankara avaient annoncé qu'ils se feraient entendre à cette occasion. Mais, finalement, il n'en a rien été. Le groupe UDF a en effet retiré un amendement visant à supprimer la contribution française aux crédits de pré-adhésion. « *Refuser les crédits aurait pu donner l'impression d'être un peu égoïste* », justifie

Anne-Marie Comparini. L'UDF a donc finalement voté l'article.

Les partisans de François Bayrou préféreraient obtenir un vote sur une résolution intitulée les « *deux voies* » possibles pour la Turquie, c'est-à-dire l'adhésion ou le partenariat. Leur texte demande que « *lors du Conseil européen du 17 décembre 2004 la France exige que les négociations avec la Turquie préservent la possibilité de conclure un accord de partenariat privilégié avec elle au lieu de la seule adhésion à l'Union européenne* ». Pour pouvoir présenter son texte, l'UDF veut profiter d'une « *proposition de règlement* » concernant l'aide à la communauté chypriote turque, présentée par la Commission européenne en juillet.

La commission des affaires étrangères doit rendre fin novembre un rapport sur la proposition centriste. Le président du groupe-UDF, Hervé Morin, disposera ensuite de huit jours

pour demander l'inscription du texte à l'ordre du jour. A l'UDF, on ne veut pas croire que l'UMP puisse s'opposer à cette initiative, tant sur la forme que sur le fond. « *Bernard Accoyer, le président du groupe UMP, dit la même chose que nous !* », explique-t-on. Quoi qu'il en soit, rien n'assure cependant que le vote, s'il a lieu, intervienne avant le 17 décembre.

Hier, dans l'hémicycle presque vide, l'heure n'était donc pas à la polémique. Mais les partis peinaient à masquer leurs divisions. Le ministre délégué aux Affaires européennes, Claudie Haigneré, a rappelé que la qualité de « *pré-adhérent* » ne préjugeait de rien. « *Le terme est inapproprié* », a cependant fait remarquer le député UMP de la Drôme, Hervé Mariton. Face à l'augmentation du budget européen dans les années à venir, le président de la commission des affaires

étrangères, E d o u a r d Balladur, a plaidé pour « *une longue pause dans l'élargissement* ».

Mais seul le « *souverainiste* » UMP Jacques Myard a voté contre l'article.

A gauche, le PS a voté pour l'article, le PCF contre. Le rapporteur spécial de la commission des finances, Jean-Louis Dumont (PS), s'est contenté de souligner que l'éventuelle adhésion de la Turquie représenterait des dépenses supplémentaires de plus de 20 milliards d'euros par an. Des dépenses qui « *remettraient en cause* », selon lui, les politiques communes de l'UE.

LE FIGARO MARDI 26 OCTOBRE 2004

Le Parlement hausse le ton sur la Turquie

Strasbourg : de notre envoyée spéciale

Les députés européens se montrent bien plus critiques que la commission Prodi sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne. La commission affaires étrangères du Parlement discutera aujourd'hui, à Strasbourg, du rapport rédigé par le député néerlandais Camiel Eurlings. Une fois adopté, ce texte sera transmis sous forme de « *recommandation* » aux chefs d'Etat et de gouvernement avant le sommet du 17 décembre.

D'après le rapporteur, l'ouverture des négociations avec la Turquie doit être « *le point de départ d'un long processus qui, par nature, doit rester ouvert,*

c'est-à-dire ne pas conduire a priori et automatiquement sur l'adhésion ».

Ce point de vue frileux ne reflète pas celui de la commission, qui considère l'adhésion comme le seul objectif valable des négociations. Le Parlement exige

également que les opinions publiques européennes soient « *consultées* » sur l'entrée de la Turquie, ce qui n'avait pas été le cas pour le dernier élargissement. Pour le reste, il s'aligne sur la recommandation de la commission qui estime impossible, pour des raisons budgétaires, de faire entrer la Turquie dans l'Union avant 2014. Le Parlement approuve aussi le processus « *d'arrêt d'urgence des négociations* », en cas de violations graves et persistantes des principes de liberté et l'Etat

de droit. Estimant que la Turquie ne remplit pas encore suffisamment les critères de Copenhague, les députés veulent durcir encore le processus de négociations, en y ajoutant une étape inédite.

« *Le Conseil ne doit recommander l'ouverture des négociations que si ces dernières se concentrent d'abord sur le respect des critères politiques de Copenhague*, note le document, avec un accent sur le respect des droits de l'homme et des libertés, en théorie et en pratique,

et, ensuite seulement, commencer l'examen chapitre par chapitre. » Le rapporteur estime qu'Ankara doit se montrer plus intraitable encore dans sa politique de lutte contre la torture, la corruption et les violences conjugales. Il demande à la Turquie

de se mettre « *sans délai* » en conformité avec les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme et lui suggère même de rédiger une « *nouvelle Constitution* », entérinant la Turquie moderne et européenne. Il appelle la Turquie et

l'Arménie à commencer un processus de réconciliation afin de dépasser « *les expériences tragiques du passé* », et demande à Ankara d'avoir une attitude « *plus constructive* » pour le règlement de la question chypriote.

Autant de questions qui montrent que là où la commission voyait le verre à moitié plein, le Parlement voit le verre à moitié vide, invitant les Vingt-Cinq à se montrer bien plus vigilants le 17 décembre prochain.

A. B.

IRAK Au sud de Bagdad

350 tonnes d'explosifs à la portée des terroristes

Tanguy Berthemet

Près de 350 tonnes d'explosifs extrêmement puissants ont disparu d'un dépôt d'armes situé au sud de Bagdad, a certifié hier, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, ce gigantesque complexe, baptisé al-Qaaqa, a été délaissé par les troupes américaines, pourtant censées en assurer la surveillance. Selon le *New York Times*, qui a révélé cette affaire, les explosifs pourraient être utilisés pour commettre des attentats, voire pour « faire des têtes de missile ou détoner des armes nucléaires ».

Immédiatement, John Kerry a exigé des explications du président sortant George W. Bush sur cette « erreur » qui pourrait être « grave et catastrophique ». Pour le candidat démocrate à la Maison-Blanche, c'est une nouvelle preuve que l'Administration Bush a été « aveugle », « bornée » et « arrogante » dans sa gestion de la guerre en Irak. Hier, le porte-parole du président, Scott McClellan, s'est contenté d'assurer que l'AIEA avait informé la conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, qui « en a informé le président », il y a une dizaine de jours. De son côté, le Pentagone a demandé à la force multinationale et aux inspecteurs américains sur les armements irakiens « d'enquêter sur cette

affaire et sur les circonstances possibles de la disparition ».

Hier, dans une lettre au Conseil de sécurité, Mohammed ElBaradei, le chef de l'AIEA, a confirmé la disparition « du fait de vol et de pillage des installations gouvernementales », après le 9 avril 2003, « de 195 tonnes d'HMX, qui étaient sous scellés de l'AIEA, de 141 tonnes de RDX ». Le gouvernement intérimaire irakien avait écrit à l'AIEA

le 10 octobre pour s'inquiéter du pillage de ces explosifs. « Nous ne savons pas ce qui s'est passé », explique Rashad Omar, le ministre irakien des Sciences et des Technologies. Après la chute du régime, tout était sous contrôle de la coalition. » De son côté, l'AIEA rappelle être presque impuissante depuis que les inspecteurs en désarmement de l'ONU ont dû quitter l'Irak sous pression de Washington avant le début de la guerre. « Notre seule capacité passe par des images satellite et là, la détection était très difficile », a détaillé Melissa Fleming, un porte-parole de l'agence.

Al-Qaaqa est en effet un immense réseau de bunkers à demi-enterrés qui faisait partie

du programme d'armement secret de Saddam Hussein. Pillonné durant l'offensive américano-britannique, le complexe n'est plus aujourd'hui qu'un vaste champ de ruines. C'est dans le chaos qui a suivi la chute du régime que 350 tonnes de RDX et de HMX auraient disparu. D'après les experts, ce type de plastic est utilisé pour amorcer les explosions nucléaires. Mais c'est surtout sa force destructrice, capable de raser des immeubles ou d'éventrer des avions, qui est redoutée.

Théoriquement, comme 500 autres sites, al-Qaaqa avait été répertorié par la CIA avant guerre comme un lieu à « visiter et à sécuriser ». Dans les faits, à l'image de bien d'autres caches d'armes de l'ancien régime, nul GI n'en a jamais interdit l'accès. Aux Etats-Unis, cette révélation pourrait relancer la polémique autour de la stratégie américaine en Irak. Les critiques accusent le chef du Pentagone, Donald Rumsfeld, d'avoir mené une guerre « à l'économie », avec seulement 150 000 hommes. Selon eux, cet effectif aurait été insuffisant pour empêcher le pays de verser dans l'anarchie.

On Turkey, Paris and Berlin unite

But Chirac still seeks referendum in France

From news reports

BERLIN: France and Germany on Tuesday stood behind Turkey's campaign to join the European Union, although President Jacques Chirac of France stuck by his plan to hold a referendum on the issue and said membership negotiations could take years.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey was in Berlin trying to cement new economic ties with Europe by signing a deal to buy European airplanes and pressing for support ahead of a December EU summit meeting that will decide whether to talks begin on Turkey joining the 25-nation bloc.

But even if EU leaders agree to start membership talks, the negotiations could last 15 years, Chirac said.

"These negotiations will naturally be long because adapting all of Turkish law to the laws of the European Union will demand a very major effort, partic-

ularly on Turkey's part," Chirac said following a meeting with Chancellor Gerhard Schröder of Germany.

"As far as France and the French are concerned, they will have the last word," Chirac said, vowing to push ahead with a referendum in France that has angered Turks.

Schröder and Chirac face opposition at home to their support for Turkish membership, with many people questioning how a vast and relatively poor Muslim-majority country could be fully integrated into the union.

Erdogan's visit on Tuesday provoked more criticism of Ankara's membership bid. Prominent conservative lawmaker Wolfgang Schäuble said he feared that Turkish entry would damage the EU.

"A full membership for Turkey will

dramatically worsen or, basically, destroy a real political union developed by a collective political will," he said on ZDF television.

Michael Glos, from the Christian Social Union party, accused Chirac and Schröder of trying to "force" EU entry for Turkey.

"It apparently doesn't matter to them that in France and Germany clear majorities have spoken out against the entry," Glos said in a statement. "The German government must be made to understand. They must speak out against taking up full membership negotiations in December."

Angela Merkel, the leader of Germany's conservative opposition, Christi-

an Democratic Union, said Turkey should only have a so-called "privileged partnership" with the EU rather than full membership. Schröder rejected the idea.

EU leaders will decide in December whether to begin negotiations "with the aim of bringing about Turkish entry and no other aim," Schröder told reporters.

Earlier this month, the EU recommended beginning membership negotiations with Ankara, but set tough conditions — including that the country have a fully functioning market economy before talks begin.

Polls show that the French fear Turks will flood the EU job market. The public is also wary in Germany, already home to 2.7 million people of Turkish origin.

"There are still questions about whether Chirac and Schröder are prepared to go against the views of their people," said Dominique Moisi, deputy director of the French Institute for International Relations.

During his visit, Erdogan was also attending the signing of a deal for the purchase of 36 planes from Airbus for \$2.8 billion, said Bela Anda, a German government spokesman.

Chirac and Schröder were also to discuss economic policy, including the progress of a pledge EU leaders made in Portugal four years ago to overtake the United States at the world's leading economy by 2010, the German government said.

(AP, Reuters)

CIA memo corrects assertions

U.S. experts address Iraq war's effect on terrorism and safety

By Douglas Jehl

WASHINGTON: American intelligence agencies are drafting a report that could address whether the Iraq war has increased or decreased the foreign terrorist threat to the United States, but it will not be completed before the elections, according to senior government officials.

In an internal memorandum sent to the White House in August, the CIA declined to take a position on whether overthrowing Saddam Hussein had made America "safer," the officials said. Spokesmen for the CIA and the White House said that stance reflected the agency's unwillingness to become involved in policy judgments.

But in that memorandum, administration officials acknowledged, the agency proposed "factual corrections" to assertions included in a draft fact sheet prepared by the White House titled "America Is Safer Without Saddam Hussein."

The assertions to which the CIA recommended changes were included under headings that described Saddam as "a major obstacle" to political reform in the Middle East and said he "maintained ties to terrorists and terrorist organizations."

The agency's comments about a draft White House fact sheet were described

by current and former counterterrorism officials and confirmed by an administration official. They reflected what counterterrorism officials say is a continuing debate among intelligence officials, with some senior analysts within the CIA's Counterterrorism Center arguing that the invasion of Iraq has helped to fuel Islamic terrorism by inflaming anti-American sentiment.

Assessing threats to the United States is a primary responsibility of the intelligence agencies, and it is the topic of annual public testimony to Congress by the director of central intelligence. But the CIA has avoided taking a public position on the issue during a presidential campaign in which the two major candidates have taken opposing positions on the war in Iraq, with President George W. Bush calling it central to the effort against terrorism and Senator John Kerry calling it a dangerous distraction.

The CIA saw Saddam as 'an obstacle' rather than 'major obstacle.'

Government officials said that the new National Intelligence Estimate now being prepared would be the first to address the foreign terrorist threat since the Sept. 11, 2001, attacks and that it had been initiated by the National Intelligence Council, not by the White House.

In an interview, a White House official said the question of whether the invasion of Iraq had made Americans safer was "not an intelligence judgment." But Richard Holbrooke, a top foreign policy adviser to Kerry, said he believed that voters had a right to know what independent experts at the CIA thought about the issue.

Bush has said that toppling Saddam was a vital step toward creating a new Middle East capable of turning the tide against terrorism. Kerry has said the war in Iraq diverted resources from the more important battle against Al Qaeda and its offshoots and has added to the ranks

of jihadists and fueled a new wave of terrorist attacks in Iraq and elsewhere.

Condoleezza Rice, the White House national security adviser, criticized that Kerry view as misguided. "In the short term we're safer today because Saddam Hussein and his regime are now longer in power," she said in an interview.

"And in the longer term we're safer because his removal has changed the geostrategic picture to favor moderate Islam and those who will fight terror."

In a telephone conversation, Holbrooke criticized the Bush approach. "As a result of the administration's policies," he said, "the United States has diverted resources and attention away from the war against our primary enemy, the terrorists, and our actions in Iraq have simultaneously created more terrorists and enemies of the United States."

Rand Beers, Kerry's national security adviser, said in an interview that if an American-led invasion to topple Saddam had been carried out "appropriately," then "there would have certainly been a lot less opportunity for the war in Iraq to have served as the magnet for international jihadists to come in."

The CIA memorandum to the White House was sent in August in response to the draft fact sheet. "We are not commenting on the policy judgments or conclusions in the fact sheet," the agency said in the response, according to an administration official.

Among the "factual corrections" contained in the document was a recommendation that Saddam be described as "an obstacle" to reform in the Middle East rather than "a major obstacle," as he had been called by the White House, the official said. A second factual correction was to make "more general" statements about Saddam's ties to Palestinian terrorist organizations and the Jordanian terrorist Abu Musab al-Zarqawi that had been used to substantiate the White House assertion that Saddam "maintained ties to terrorists and terrorist organizations," the official said.

The New York Times

Un groupe islamiste revendique le meurtre d'un chef de police à Erbil (site)



DUBAI, 24 oct (AFP) - 21h51 - Un groupe lié à l'organisation terroriste Al-Qaïda a revendiqué l'assassinat samedi d'un chef de la police d'Erbil, au Kurdistan irakien, dans un communiqué publié dimanche sur son site internet et dont l'authenticité ne peut être vérifiée.

"Samedi, des lions du monothéisme et des défenseurs de la foi se sont infiltrés dans la province d'Erbil où ils ont tendu une embuscade au chef de la police, le colonel Taha Ahmad. Les héros ont réussi à tuer ce mécréant", écrit Jeich Ansar al-Sunna ("L'armée des partisans des préceptes du Prophète") dans le communiqué mis en ligne à l'adresse suivante: (<http://ansar-sunnah.5u.com/>).

"C'est un message clair que nous adressons (...) à l'agent Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK)", ajoute le groupe islamiste, qui menace de le tuer.

"Les moujahidine vont finir par t'avoir (...) pour venger nos frères que tu tortures quotidiennement dans tes prisons et centres de détention", ajoute, à l'adresse de Massoud Barzani, le communiqué, dont l'authenticité n'a pu être vérifiée.

Samedi, une source policière à Erbil, fief du PDK, l'une des grandes formations kurdes irakiennes, avait annoncé le meurtre par balles du chef de la police de la ville, le colonel Taha Ahmad Omar, à la sortie d'une mosquée de la ville après la prière de l'aube.

Il s'agissait de l'un des rares incidents survenus dans la région kurde du nord de l'Irak, épargnée par les violences qui secouent le centre et l'ouest du pays.

Minefields loom as Turks await EU

At Syrian border, a hope for stability

By Thomas Fuller

PIRABOK, Turkey: Ahmed Degirmen, a 56-year-old shepherd, tends his flock on a vast plain next to the minefields and barbed wire that line Turkey's border with Syria.

It is a solitary place despite the trucks that swish past on a nearby rutted road and the Turkish soldiers who stand in watchtowers above the minefields.

Several thousand kilometers away in a Brussels conference room, leaders of the European Union will soon decide whether the pasture where Degirmen's sheep and goats graze could one day mark the frontier where Europe ends.

"They are human beings, and we are human beings," Degirmen said in the golden sunlight of a recent afternoon. "So we would like to join."

Southern Turkey is both poor and unstable compared with Western Europe, a reminder that Turkey's integration into the European Union would take decades, if it happens.

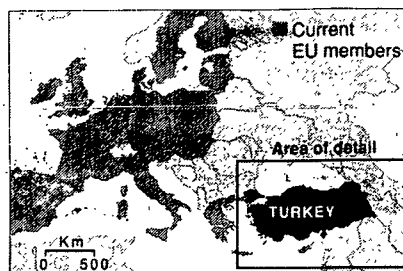
The EU's decision on whether to begin membership negotiations with Turkey is expected on Dec. 17.

The region is a vast stretch of harsh, dusty and mostly treeless terrain steeped in Biblical history and the prehistory of ancient civilizations along the Tigris and Euphrates rivers.

The southern border area has ethnic minefields — the recurring nationalism of the largest ethnic group of the region, the Kurds, for example — and a real minefield that spans the 822 kilometers, or 510 miles, of Turkey's frontier with Syria and parts of its 331-kilometer border with Iraq.

Turkish government officials along the border with Syria see membership in the European Union as a stabilizing force that could help the economy by increasing trade.

Metin Pamukcu, the mayor of Mardin, a centuries-old city built on a giant pillar of rock that rises abruptly from the plains, used a local expression to describe what membership in the EU



would mean.

"The European Union brings nice weather on our face," he said. "Mardin will be a bridge between European countries and the Middle East."

But farther east, toward Turkey's border with Iraq, living conditions are more precarious and the rule of law weak.

In the small city of Nusaybin, Ahmed Sakin, an 18-year-old with high cheekbones and an easy smile, spends nearly all of his time in bed beside a window overlooking a dirt road. He lost both of his legs in 1993 when he, his brother and two friends were playing soccer near the Syrian border and someone stepped on a mine. His brother and a friend died in the accident.

Turkey laid the mines during the cold war to protect itself from its Soviet-leaning neighbors and to prevent smugglers and Kurdish separatists from crossing the border illegally.

While mine accidents are relatively rare here — Sakin's mother, Besna, can name three other people who have been wounded or killed by mines in recent years — Sakin's story underlines the lack of government accountability, she said.

Besna Sakin considered seeking compensation for her son's accident from the military because the mines were laid in an area without any fence around them.

"Turkey is our country," Besna Sakin said. "It should defend our children, not hurt them."

But she did not pursue the claim after the city's governor admonished her to drop the case, saying the Kurdish insur-

gency of the 1990s had already made things tense.

It did not help her case that she, her daughters and Ahmed Sakin are all illiterate.

Nusaybin is a poor town where young boys and old men make the equivalent of \$10 a day as porters and where the most lucrative business is selling tobacco, bread and other goods to the Syrians, who are even poorer.

The Turkish-Syrian border cuts through what was once the heart of the



Thomas Fuller/International Herald Tribune

Ahmed Degirmen, a shepherd from Pirabok, Turkey, with his flock on the Syrian border. One day Degirmen's pasture could mark the frontier where Europe ends.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
October 28, 2004

city; the Syrian side is known as Al Qamishli.

The entire area used to be part of the Ottoman empire, and thus no borders existed, only internal tax collection zones and provincial boundaries.

The division of Nusaybin dates to the 1920s and still annoys some local residents, who blame France for drawing what they believe was a random border.

"The Europeans decided on a tabletop somewhere that this would be the border," said Abdul Kadir Timur Agoglu, a wealthy 74-year-old farmer whose land abuts the Turkish-Syrian border. "They never came here to survey," he said.

The border divides the Kurdish-

speaking Kikan tribe, said Timur Agoglu, whose kinsmen served as high-ranking officials in the area during Ottoman times, when the sultan in Istanbul ruled over much of the Middle East, the Balkans and North Africa.

Two of his brothers who are now dead grew up on the Syrian side, he said.

"Turkey's southern borders are very much European constructs," said Kendal Nezan, the head of the Kurdish Institute in Paris and an expert on the region.

In the absence of other natural landmarks that could delineate a border, a Frenchman named Henry Franklin-Bouillon traveled to Ankara in 1921 and

proposed that a German-built train line called the Baghdadbahn form the border between Turkey and the French-controlled area of what is now Syria, according to Erik Zürcher, a professor of Turkish Studies at the University of Leiden in the Netherlands. It was meant to be a temporary agreement but was later formalized as the permanent border.

Degirmen, the shepherd, used to lead his flock to the area where the mines now lie. He supports his family of 10 children by selling two sheep a month, for which he receives the equivalent of about \$200.

"We are not yet in Europe," he said resignedly. "We will be poor until we join."

International Herald Tribune

Recycling Baathists

For many years, Iraqis who dreamed of throwing off Saddam Hussein's dictatorship debated the question of how thorough a purge of Baathists would be needed to make possible a healthy body politic in Iraq. Today that speculation has become an urgent and controversial question for the government of Ayad Allawi, the interim prime minister.

Iraqis have to get this right. If they go too far in one direction or the other — either by excluding too many useful former Baathists or by including too many unreconstructed criminals from the former regime — they could ruin their remaining chances to construct a decent representative government on the ruins of Saddam's gangster state.

As with so many other dilemmas that weigh upon Iraqis, the problem of how to treat onetime Baathists has been exacerbated by U.S. occupation

authorities. When L. Paul Bremer 3rd arrived as civil administrator, he not only made the disastrous decision to dissolve the regular army but also approved an extensive purge of Baathist Party members, removing not only criminals but also many competent people from the professions and from government and administration.

To combat the armed guerrilla groups in the so-called Sunni triangle, particularly in the cities of Falluja, Ramadi and Baqouba, Allawi is seeking to bring former senior

Baathists back into government and even into the security services. In one of his many reversals of mistaken early decisions, Bremer authorized the return of high-level former Baathists to their old positions before he left Iraq last June. So Allawi is not defying Washington with his strategy of seeking to split as many Sunnis as possible away

from the anti-government insurgents who have been blowing up Iraqi police recruits and innocent bystanders.

Baathism — a system inspired by the past models of a one-party state and an ideology rooted in Arab nationalism — can have no place in the rehabilitation of Iraq. But individuals who once swore fealty to the Baathist Party, if they have no blood on their hands, ought to be able to contribute to a post-Saddam Iraq. They are needed — as teachers, doctors, engineers, civil servants, and — in carefully screened exceptional cases — even as police and security officials.

If the Bush administration had planned properly for the task of post-war nation-building in Iraq, Iraqis might have been able to work out the purging and reintegration of former Baathists as deliberately and judiciously as Czechs and South Africans did with their former oppressors after liberation. But because of that bungling, Iraqis are still at war, and they have to make war-constricted decisions.

— The Boston Globe

International Herald Tribune
October 30-31, 2004

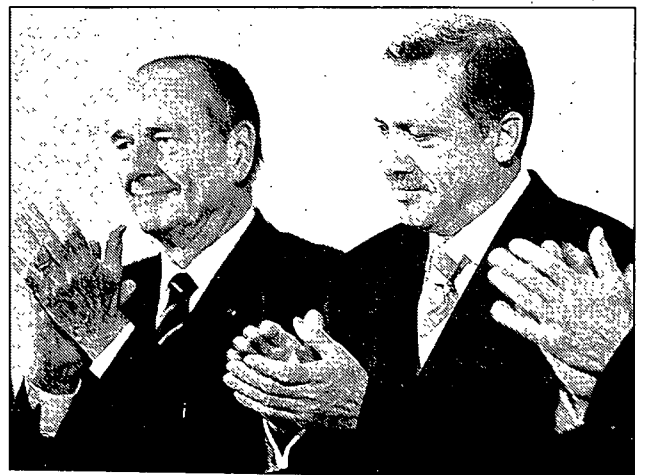
LE FIGARO VENDREDI 29 OCTOBRE 2004

Chirac affiche une prudence nouvelle sur l'adhésion d'Ankara

Mieux vaut tard que jamais : l'Elysée s'alarme de la confusion entre le débat sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et celui concernant la difficile ratification de la Constitution européenne.

Hier, donc, Jacques Chirac et son premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, ont tenté de

tempérer leurs déclarations très pro-Ankara de la veille. Hier toujours, Renaud Dutreil, le ministre de la Fonction publique, abordait franchement le sujet, en dénonçant ceux qui « polluent le débat » sur la Constitution européenne en utilisant « à des fins démagogiques » les peurs provoquées par la Tur-



Jacques Chirac, en compagnie du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, mardi dernier à Berlin. (Photo M. Schreiber/AP)

quie. « Ce sont vraiment des échéances différentes, des débats différents, des enjeux différents », a-t-il ajouté.

La correction de trajectoire la plus sensible est venue de Jacques Chirac lui-même. Mardi à Berlin, de concert avec le chancelier allemand, Gerhard Schröder, et le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, il redisait « sa conviction que l'intérêt de la France et celui de l'Europe est qu'à terme la Turquie puisse rejoindre l'UE si toutes les conditions sont remplies ». Hier, changement de

ton, en Conseil des ministres : le chef de l'Etat soulignait que les résultats de la négociation avec la Turquie « ne sont pas acquis

d'avance ». Pour enfoncer le clou : si « les négociations progressent mais butent sur des problèmes de fond essentiels », ajoutait M. Chirac, la Turquie et l'UE devraient « d'un commun accord » trouver « une solution pour créer un lien fort qui ne soit pas l'adhésion ». Jean-François Copé, le porte-parole du gouvernement, rapportait un autre propos de M. Chirac en Conseil des ministres : « C'est

bien à la Turquie de faire le chemin nécessaire pour rejoindre l'Union européenne et non à l'UE de s'adapter à la Turquie. »

A l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Raffarin a relayé cette communication plus précautionneuse : « Ce que nous avons dit clairement au premier ministre turc » mardi à Berlin, a déclaré M. Raffarin, « c'est qu'il n'y avait pas automatisme de la négociation avec l'adhésion ».

Le télescope entre les deux

débats, suscité par Jacques Chirac qui répète volontiers son engagement pour une Turquie intégrée dans l'Europe, intervient au pire moment. C'est le 16 et le 17 décembre prochain que les Vingt-Cinq doivent se prononcer, sans surprise, en faveur de l'ouverture des négociations avec Ankara, une étape qui a toujours mené jusqu'à présent à l'adhésion. Et c'est ce vendredi à Rome, lors de la signature en grande pompe de la Constitution européenne par les vingt-cinq dirigeants de l'UE, que sera lancé en France le processus de ratification de cette Constitution. (Avec AFP.)

Jacques Chirac et Gerhard Schröder divergent sur l'objectif des négociations avec la Turquie

BERLIN

de nos envoyés spéciaux

Gerhard Schröder qui, contrairement au président Jacques Chirac, n'a pas à gérer les retombées de l'affaire turque sur la ratification par référendum de la Constitution européenne, pouvait se permettre de faire simple. Mercredi 26 octobre, à l'issue du quatrième conseil des ministres commun franco-allemand réuni à Berlin, le chancelier a été particulièrement direct en traitant de l'adhésion turque à l'Union européenne : pour les Allemands, a-t-il dit, les négociations qui vont s'ouvrir ont pour objectif « l'adhésion et aucun autre ».

M. Chirac, qui ne perd pas une occasion de rappeler la nécessité de parler d'une seule voix avec Berlin sur les grandes questions, a sauvé les apparences. Il a réaffirmé qu'il appuierait lors du Conseil européen du 17 décembre la recommandation de la Commission européenne d'ouvrir ces négociations « en 2005 ou autour de 2005 ».

C'était le minimum qu'attendait le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, que le président et le chancelier ont retrouvé en fin d'après-midi à l'occasion de la signature d'un contrat d'achat d'Airbus par les Turkish Airlines. Mais le chef de l'Etat, contrairement à M. Schröder, a laissé les options ouvertes sur l'issue de la négociation, n'excluant aucune solution. « L'intérêt de l'Europe et de la Turquie est de s'associer, mais la réponse ne viendra que dans dix ou quinze ans. Une polémique à ce sujet aujourd'hui n'a pas de sens », a dit M. Chirac, rappelant que « les Français auront leur mot à dire » par voie de référendum.

« Mon vœu le plus cher est que nous arrivions à terme, dans quinze ans, d'une possibilité d'adhésion pure et simple. C'est dans l'intérêt de la paix et de la démocratie dans le mon-

de et dans la région », a déclaré M. Chirac. Mais, a-t-il poursuivi, « il est possible que la négociation ne se termine pas comme nous le souhaitons, que la Turquie puisse ne pas souhaiter aller au terme des efforts nécessaires » pour entrer dans l'Union. Il faudrait alors en tirer les conséquences, a-t-il souligné, « soit par le renoncement pur et simple de la Turquie à entrer dans l'Union, soit en trouvant un modus vivendi sur un lien fort et important ». Ces propos devraient satisfaire l'UMP, qui, comme l'opposition de droite allemande, fait campagne contre une adhésion. « Le modus vivendi, c'est le partenariat privilégié », s'est ainsi félicité le député des Yvelines, Pierre Lequillier.

Ni M. Chirac ni le chancelier ne se sont prononcés sur la date du début des négociations. Du côté

allemand, on confiait que la procédure serait lancée en décembre, mais que, dans les faits, la négociation elle-même ne démarrerait qu'à la fin 2005 voire au début 2006.

RÉVISER LE PACTE DE STABILITÉ

Rien n'a filtré de la rencontre, en fin de journée, entre le chancelier allemand, le président français, le premier ministre Jean Pierre Raffarin, et son homologue turc M. Erdogan. Mais sa durée - plus longue que prévue - laisse entendre qu'elle n'a pas été que de pure forme. Français et Allemands, qui l'auraient dit à M. Erdogan, se montrent soucieux qu'aucune déclaration ou initiative intempestive ne viennent aviver les polémiques en cours, qui pourraient perturber le référendum français sur la Constitution.



Hormis la question turque, M. Schröder et M. Chirac ont aussi insisté au cours de leur conférence de presse sur leur volonté de parvenir avec la nouvelle Commission à une révision du pacte de stabilité de la zone euro qui aille au-delà des propositions faites par la Commission Prodi sortante. « Nous sommes de l'avis qu'il doit être redéfini concernant la composante croissance », a déclaré le chancelier, en proposant d'exclure des calculs de déficit budgétaire les investissements de recherche et développement. Jacques Chirac a également évoqué l'idée d'un « pacte social européen ».

Les deux dirigeants se sont également félicités des engagements pris lors du conseil des ministres franco-allemand, auquel 17 ministres français ont pris part, sur le renforcement des moyens pour freiner le recul de l'apprentissage de la langue du partenaire. François Fillon, le ministre français de l'éducation, confiait en aparté qu'il n'avait pas abandonné, comme on l'indiquait à son ministère, l'idée de donner un coefficient plus fort à l'allemand au bac, comme cela pourrait être également le cas pour le grec et le latin.

M. Fillon a présidé, avec le ministre-président de Sarre, Peter Müller, coordinateur des relations franco-allemandes pour les Länder allemands, une cérémonie pour prendre réception, à la représentation de Sarre, du projet de livre d'histoire commun qui sera proposé en 2006 aux classes de seconde, première et terminale. « Ce livre, c'est le stade ultime de la réconciliation. Après, en physique, il y a la fusion », a plaisanté le ministre en remerciant le petit groupe d'historiens et de responsables scolaires qui ont travaillé à la préparation du projet.

H. de B. et G. M.

What I told Wolfowitz ■ By Peter W. Galbraith

Eyewitness to failure in Iraq

WASHINGTON
In 2003, I went to tell Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz what I had seen in Baghdad in the days following Saddam Hussein's overthrow.

For nearly an hour, I described the catastrophic aftermath of the invasion — the unchecked looting of every public institution in Baghdad, the devastation of Iraq's cultural heritage, the anger of ordinary Iraqis who couldn't understand why the world's only superpower was letting this happen.

I also described two particularly disturbing incidents — one I had witnessed and the other I had heard about.

On April 16, 2003, a mob attacked and looted the Iraqi equivalent of the Centers for Disease Control, taking live HIV and black fever virus among other potentially lethal materials. U.S. troops were stationed across the street but did not intervene because they didn't know the building was important.

When he found out, the young American lieutenant was devastated. He shook his head and said, "I hope I am not responsible for Armageddon." About the same time, looters entered the warehouses at Iraq's sprawling nuclear facilities at Tuwaitha on Baghdad's outskirts. They took barrels of yellowcake (raw uranium), apparently dumping the uranium and using the barrels to hold water. U.S. troops were at Tuwaitha but did not interfere.

There was nothing secret about the Disease Center or the Tuwaitha warehouses. Inspectors had repeatedly visited the center looking for evidence of a biological weapons program. The Tuwaitha warehouses included materials from Iraq's nuclear program, which had been dismantled after the 1991 Gulf War. The United Nations had sealed the materials, and they remained untouched until the U.S. troops arrived.

The looting that I observed was spon-

taneous. Quite likely the looters had no idea they were stealing deadly biological agents or radioactive materials. As I told Wolfowitz, as long as these sites remained unprotected, their deadly materials could end up with those who knew exactly what they were doing.

This is apparently what happened. According to an International Atomic Energy Agency report issued earlier this month, there was "widespread and apparently systematic dismantlement that has taken place at sites previously relevant to Iraq's nuclear program."

**'I hope I
am not responsible
for Armageddon.'**

This includes nearly 380 tons of high explosives suitable for detonating nuclear weapons or killing American troops. Some of the looting continued for many months — possibly into 2004. Using heavy machinery, organized gangs took apart, according to the IAEA, "entire buildings that housed high-precision equipment."

This equipment could be anywhere. But one good bet is Iran, which has had allies and agents in Iraq since shortly after the U.S.-led forces arrived.

This was a preventable disaster. Iraq's nuclear weapons-related materials were stored in only a few locations, and these were known before the war began. As even L. Paul Bremer 3rd, the U.S. administrator in Iraq, now admits, the United States had far too few troops to secure the country following the fall of Saddam Hussein. But even with the troops we had, the United States could have protected the known nuclear sites. It appears that troops did not receive relevant intelligence about Iraq's WMD

facilities, nor was there any plan to secure them. Even after my briefing, the Pentagon leaders did nothing to safeguard Iraq's nuclear sites.

I supported President George W. Bush's decision to overthrow Saddam Hussein. At Wolfowitz's request, I helped advance the case for war, drawing on my work in previous years in documenting Saddam's atrocities, including the use of chemical weapons on the Kurds. In spite of the chaos that followed the war, I am sure that Iraq is better off without Saddam Hussein.

It is my own country that is worse off — 1,100 dead soldiers, billions added to the deficit and the enmity of much of the world. Someone out there has nuclear bomb-making equipment, and they may not be well disposed toward the United States. Much of this could have been avoided with a competent postwar strategy. But without having planned or provided enough troops, we would be a lot safer if we hadn't gone to war.

Peter W. Galbraith, a former U.S. ambassador to Croatia, is a fellow at the Center For Arms Control and Non-Proliferation. In the 1980s, he documented Iraqi atrocities against the Kurds for the Senate Foreign Relations Committee. This article was first published in The Boston Globe.

Herald INTERNATIONAL Tribune

October 29, 2004

Conférence sur l'Irak: Barzani juge "inacceptable" la position de Paris



DOHA, 29 sept (AFP) - 16h17 - Le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani a jugé "inacceptable", mercredi, que la France demande la participation de la guérilla irakienne à la conférence internationale sur l'Irak dont Washington a proposé la tenue en octobre.

"La position de la France (...) est une ingérence flagrante dans les affaires de l'Irak" et elle est "totalement inacceptable", a déclaré M. Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), sur la chaîne de télévision satellitaire qatariote Al-Jazira.

Washington a proposé que soit organisée en octobre une conférence internationale sur l'Irak. Mardi, le ministre des Affaires étrangères français Michel Barnier a demandé que "l'ensemble des forces politiques (irakiennes), y compris celles qui ont choisi la voie de la résistance par les armes" participent à cette réunion et que "la question du retrait" des forces étrangères présentes en Irak figure à l'ordre du jour de la rencontre.

Cette position de la France "est surprenante et répugnante" dans la mesure où elle émane d'une puissance mondiale qui "exige la participation d'un représentant de la soi-disant résistance. Cela signifie un représentant du terrorisme, des terroristes", a répliqué M. Barzani, qui, selon Al-Jazira, s'exprimait à la fin d'une visite à Téhéran.